



United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015

## INTRODUCTION

La rencontre Internationale sur l'Eau et la Coopération en Afrique fut conjointement organisée par Casa Africa et le Bureau des Nations Unies de soutien à la Décennie internationale d'action « L'eau, source de vie » 2005-2015

(UNO-IDfA) à Las Palmas de Gran Canaria, Espagne, du 20 au 22 Avril 2009. La rencontre visait à servir de plate-forme devant faciliter le processus de dialogue entre des acteurs importants impliqués dans le domaine de l'eau et de l'assainissement en Afrique.

### À PROPOS DES ORGANISATEURS

Casa Africa est un consortium public créé dans le cadre du Plan Afrique de l'Espagne. Il fut fondé comme le résultat d'un effort conjoint de la part du Ministère Espagnol des Affaires Etrangères et de la Coopération (MAEC) et l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID), le Gouvernement Régional des Iles Canaries, les Conseils Insulaires des îles de Fuerteventura, Lanzarote, Gran Canaria et Tenerife, et le Conseil Local de Gran Canaria, qui sont tous représentés au Conseil Directeur.

Casa Africa (La Maison d'Afrique) fut créée comme un espace pour faciliter les échanges libres et les réunions entre les citoyens de l'Afrique et de l'Espagne. Ses objectifs sont de promouvoir la conscience des réalités respectives de l'Espagne et de l'Afrique, et de développer la coopération Africaine-Espagnole globale, autant que le dialogue entre les cultures Africaine et Européenne. Elle est aussi dévolue à servir de catalyseur et de point de référence pour l'Africanisme Espagnol, depuis son siège dans les îles Canaries.

Casa Africa est engagée dans la lutte contre la pauvreté, la défense des droits humains, la promotion de l'égalité de genre, le développement durable et la diversité culturelle. Elle s'efforce d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

En 2003, l'Assemblée Générale des Nations Unies a proclamé les années 2005-2015 Décennie Internationale d'Action « L'Eau, Source de Vie ». Le but premier de la Décennie est de promouvoir les efforts pour atteindre les engagements internationaux pris sur l'eau et les questions liées à l'eau d'ici 2015. Ces engagements incluent l'objectif du Millénaire pour le Développement de réduire de moitié la proportion de la population n'ayant pas accès à l'eau potable et à l'assainissement de base en 2015.



United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015

Pour faciliter l'application de l'agenda de la Décennie, la ville de Saragosse en Espagne est l'hôte du Bureau des Nations Unies de soutien à la Décennie internationale d'action « L'eau, source de vie » 2005-2015. L'Office a pour buts de :

- Contribuer aux efforts des Nations Unies dans la coordination et la réalisation du suivi de la mise en œuvre des objectifs internationaux convenus dans les domaines de l'eau potable, l'assainissement et la Gestion Intégrée des Ressources en Eau.
- Sensibiliser et créer un environnement permettant la réalisation de l'objectif final : eau et assainissement pour tous.
- Renforcer les capacités des Etats Membres et autres parties prenantes appropriées dans l'identification des obstacles majeurs qui empêchent l'application de l'agenda sur l'eau et l'assainissement.

## **A PROPOS DE L'ÉVÉNEMENT**

L'amélioration de l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement et la promotion de la gestion intégrée des ressources en eau sont essentielles dans la réduction de la pauvreté et de la faim, l'atteinte des standards minimum de santé humaine et de bien-être, et l'aide à l'égalité de genre. Malgré l'absolue nécessité de l'eau pour la vie, 2,6 milliards de personnes à travers le monde n'ont pas accès à un assainissement adéquat, tandis que 1,1 milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau potable. Cette « crise humanitaire silencieuse » entrave la qualité de vie de millions de personnes dans le monde et menace les prévisions pour le développement humain dans plusieurs pays.

La situation est particulièrement grave en Afrique, où la majorité de la population n'a pas accès à la quantité minimale d'eau nécessaire pour satisfaire ses besoins quotidiens de base ou à un système adéquat d'assainissement. En conséquence, les personnes sont exposées à des risques et des maladies évitables.

L'humanité fait face à un défi éthique : éradiquer cette situation inéquitable qui empêche la plupart des personnes sur la planète Terre de vivre leurs vies avec dignité.

Pour combattre cette situation, la communauté internationale a adopté la Déclaration du Millénaire en Septembre 2000, et convenu de travailler ensemble pour consolider la paix et la sécurité, et pour réduire la pauvreté grâce aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (les OMD). L'objectif numéro 10 de l' OMD 7 a engagé la communauté internationale à réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de personnes sans accès durable à l'eau potable et à l'assainissement de base. Comme 2015 approche, il est clair que



United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015

l'Afrique est hors voie et que les efforts doivent être accrus et concentrés sur les aspects importants.

La communauté internationale a répondu par de nombreux efforts qui visent à améliorer la situation. De nombreuses organisations sont impliquées à différents niveaux avec l'investissement de fonds importants. Cependant, la situation actuelle en Afrique montre qu'il est nécessaire de s'assurer que les stratégies mises en œuvre sont à la fois adéquates et effectives et que les efforts sont concentrés sur les domaines clés. Autrement, les faibles mécanismes de coopération aboutissent à des efforts de coopération internationale n'obtenant que des succès limités.

Dans ce contexte, Casa Africa et le Bureau des Nations Unies de soutien à la Décennie internationale d'action « L'eau, source de vie » 2005-2015, ont identifié deux questions clés qui ont besoin d'être mieux définies en termes de stratégies de coopération internationale pour faciliter la réalisation des objectifs liés à l'eau et à l'assainissement :

- La gouvernance de l'eau (aux deux niveaux, national et local) comme un pré-requis pour la durabilité des efforts de coopération en relation avec l'eau et l'assainissement.
- Le renforcement des mécanismes de coordination, la complémentarité et la cohérence des efforts de coopération grâce à des partenariats, le suivi des accords internationaux, l'échange d'information et les mécanismes de contrôle.

## **OBJECTIFS DE LA RENCONTRE**

Pour faciliter l'évaluation et le suivi de ces questions en Afrique, Casa Africa et UNO-IDfA ont décidé d'organiser conjointement une rencontre internationale avec les objectifs suivants :

1. Échanger des opinions sur le rôle de la coopération internationale dans le domaine de la gouvernance de l'eau en Afrique.
2. Identifier et évaluer les mécanismes existants de coordination, d'échange d'information et de contrôle.
3. Identifier les écarts et les obstacles majeurs entravant la réalisation des objectifs liés à l'eau et l'assainissement dans la région Africaine.



United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015

4. Examiner les actions entreprises par les acteurs de la coopération sur les besoins non couverts dans les domaines de la gouvernance de l'eau, l'approvisionnement en eau et l'assainissement en Afrique.
5. Réorienter les efforts de coopération afin de maximiser leur efficacité dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

## **RÉSULTATS ATTENDUS**

La réunion devait conduire à :

1. Une compréhension améliorée des écarts et des défis actuels dans la gouvernance de l'eau, les domaines de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement en Afrique, en mettant l'accent sur un groupe spécifique de pays sélectionnés.
2. Un ensemble de recommandations pour améliorer l'efficacité des allocations de ressources pour la coopération dans le secteur de l'eau et de l'approvisionnement en Afrique
3. Une meilleure compréhension des rôles, des actions réalisées, des stratégies et des politiques de coopération des parties prenantes dans les domaines de l'eau et de l'assainissement en Afrique.
4. Une orientation améliorée des priorités stratégiques pour la coopération avec l'Espagne afin de réaliser le but 10 de l'ODD 7 en Afrique.
5. Une collaboration renforcée entre les organisations participantes pour faciliter la réalisation du but 10 de l'ODD 7 en Afrique.
6. Une collaboration renforcée entre les acteurs de la coopération (agences internationales, ONG et autres parties prenantes concernées) et les Etats Membres sur la gouvernance de l'eau, les questions d'approvisionnement en eau et d'assainissement en Afrique.



United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015

## **STRUCTURE, DYNAMIQUE ET CONTENU DE LA RENCONTRE**

La rencontre fut structurée autour d'une séance d'ouverture suivie de quatre panels thématiques successifs et une séance plénière finale.

### **LES PANELS THÉMATIQUES**

Les panels thématiques ont été conçus pour encourager un processus actif de dialogue entre les participants. Des discussions interactives entre d'éminents experts, des hauts fonctionnaires et des représentants de différentes organisations ont facilité les échanges d'opinions sur les questions clés exposées à chaque groupe de discussion.

Chaque panel fut modéré par un expert, qui a présenté brièvement les panélistes et la question, avant de conduire la session entière. Le modérateur devait s'assurer que la session restait concentrée sur les questions et les problèmes qui devaient être exposés dans les temps requis, et que toutes les parties prenantes puissent participer aux discussions.

Les panels furent normalement divisés en deux parties. Chaque partie a compris trois ou quatre exposés faits consécutivement par les membres du groupe de discussion. Ils furent suivis par un débat au cours duquel tous les participants ont eu l'opportunité d'explorer des domaines et des modalités pour une coopération ultérieure.

#### **1<sup>er</sup> Panel : Les défis auxquels font face les États Africains pour étendre leurs services en eau et en assainissement**

Ce panel devait donner la parole aux États Africains pour partager les défis et les difficultés auxquels ils font face pour développer les services d'eau et d'assainissement pour leurs populations. Les membres du panel ont été encouragés à exposer les politiques, les stratégies et les projets gouvernementaux en eau et en assainissement, mettant en relief les aspects majeurs de ces initiatives qui représentent une opportunité pour la coopération internationale de contribuer efficacement à la réalisation des OMD liés à l'eau et à l'assainissement dans leurs pays.

Enfin, les membres du groupe de discussion ont été invités à identifier les aspects spécifiques des processus de coopération qui devaient être améliorés, pour aider à



United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015

garantir que ces processus soient simplifiés, efficaces et adaptés aux besoins du pays partenaire.

Les exposés du panel ont été faits par des représentants des gouvernements des pays Africains en charge des questions de l'eau au niveau national. Le panel fut modéré par Mr Bai-Mass Taal, Secrétaire Exécutif du Conseil des Ministères Africains chargés de l'Eau (AMCOW).

### **2<sup>ème</sup> Panel : La coopération espagnole dans le domaine de l'eau et de l'assainissement**

Ce panel devait présenter la vision espagnole de la coopération dans le domaine de l'eau et de l'assainissement et des activités prévues pour le continent Africain dans un futur proche. Les membres du groupe de discussion devaient aussi développer le potentiel des agences espagnoles de coopération dans les questions sur l'eau et l'assainissement à travers le partage d'expériences, aussi bien dans les pays Africains qu'ailleurs. Le panel fut modéré par M. Jorge Pérez Artilles, Directeur du Département de la Coopération de Casa Africa.

### **3<sup>ème</sup> Panel : Gouvernance de l'eau et coopération en Afrique**

Ce panel devait analyser la gouvernance de l'eau et son importance pour le développement durable du secteur de l'eau et de l'assainissement. Son analyse avait pour but de se concentrer sur les faiblesses de la gouvernance de l'eau comme causes structurelles de la faiblesse des services d'eau et d'assainissement. Enfin, la discussion devait concerner les façons avec lesquelles la coopération internationale prend en charge les défis de la gouvernance de l'eau à travers les stratégies de l'eau et de l'assainissement. Ce panel fut modéré par M. Alberto Crespo Millet, Expert international en gouvernance de l'eau.

### **4<sup>ème</sup> Panel : Complémentarités, échange d'information, coordination, mécanismes de suivi et autres aspects clefs pour améliorer la contribution de la coopération internationale à l'atteinte des objectifs liés à l'eau et à l'assainissement des OMD**

Le panel devait donner un aperçu sur la coordination et les mécanismes de contrôle déjà en place en Afrique, afin d'assurer non seulement une action coordonnée entre les parties intervenant dans le domaine de l'eau et l'assainissement, mais aussi les complémentarités et la cohérence entre les nombreuses initiatives actuellement en progression dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.



United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015

Ce panel fut aussi ouvert à toute autre question relative à l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement en Afrique. Le panel fut modéré par M. Andrew Yager, Directeur de la Branche de l'Eau, de l'Énergie et des Stratégies de l'ONU-DAES.

Aborder ces questions de la façon la plus objective possible fut une priorité durant l'organisation de cette rencontre internationale. Les organisateurs ont cherché la participation d'une large gamme de participants et de représentants de différents groupes d'intervenants dans l'eau et l'assainissement. Le dialogue entre différentes perspectives de tous les secteurs impliqués dans chaque question fut considéré comme de grande importance.

## LES PARTICIPANTS

Les groupes d'intervenants suivants ont été représentés à cette rencontre :

- **Des hauts fonctionnaires gouvernementaux** représentant les ministères responsables de la planification stratégique des secteurs de l'eau et de l'assainissement et de l'approvisionnement en services d'eau et d'assainissement de pays considérés comme d'« intérêt majeur » dans le Plan Afrique par le Ministère Espagnol des Affaires Etrangères. Ceux-ci incluent les pays suivants : l'Angola, le Cap Vert, l'Éthiopie, la République de Guinée Équatoriale, le Mali, la Mauritanie, la Namibie et le Sénégal.
- **Des représentants d'institutions de coopération intergouvernementale d'Afrique, et d'institutions gouvernementales de coopération d'Espagne**, y compris le Conseil des Ministres Africains Chargés de l'Eau (AMCOW) et son Conseil Consultatif Technique (AMCOW-TAC), la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID)
- **Des représentants d'ONG internationales, Africaines et Espagnoles**, y compris le Réseau Africain de la Société Civile pour l'Eau et l'Assainissement (ANEW), l'Alliance Genre et Eau (GWA), le Partenariat Mondial pour l'Eau (GWP), l'Institut International pour la Gestion de l'Eau (IWMI), le Groupe de l'Eau de la Coordinatrice Espagnole des ONG pour le Développement (CONGDE) et la Fédération Aragonaise de Solidarité (FAS).



United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015

- **Des représentants des organisations et des programmes des Nations Unies**, y compris le Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations Unies (ONU-DAES) et le Programme des Nations Unies pour les Établissements Humains (UN-HABITAT)
- **Des représentants d'opérateurs de l'eau**, comme l'Association Africaine de l'Eau (AfWA) et l'Alliance Mondiale des Partenariats des Opérateurs de l'Eau (GWOPA).
- **Des experts connaisseurs des problèmes** liés à la coopération internationale, la gouvernance de l'eau, etc.

**NOTE :** A la suite de ce document, vous trouverez un dossier comprenant tous les supports concernant les exposés. Ce dossier comprend :

- Les résumés des exposés faits par les panélistes
- Dans la plupart des cas, l'exposé complet
- Un CV bref de chaque panéliste.

L'information est organisée par panel et par ordre de présentation. L'information est disponible pour tous les panélistes sauf dans les cas où les participants ont refusé de donner la permission d'utiliser leur matériel ou n'ont pas fourni le résumé demandé. Cependant, nous espérons que cette compilation fournit un échantillon représentatif des contributions faites par les panélistes pendant la rencontre.

Enfin, le dossier contient les conclusions principales et les recommandations qui ont émergé du processus de dialogue qui a eu lieu entre les participants.





United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015

## **Rencontre sur l'eau et la coopération internationale en Afrique**

20-22 Avril 2009

Las Palmas de Gran Canaria, Espagne

### **PROGRAMME**

#### **Lundi (20 Avril 2009)**

- 9h00**                      **Arrivée des participants. Enregistrement.**
- 9h30**                      **Session d'ouverture**
- Discours de bienvenue par M. Luis Padilla, Secrétaire Général de Casa Africa.
  - Discours de M. Pablo Martín Carvajal, Directeur Général des Relations avec l'Afrique du Gouvernement des Îles Canaries.
  - Discours de Mme Rosa Elcarte, Directrice de la Coopération Sectorielle et Multilatérale de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement.
  - Discours de M. Andrew Yager, Directeur de la Branche de l'Eau, de l'Énergie et des Stratégies, Division du Développement Durable, Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations Unies (ONU-DAES)
  - Discours de Mme María del Pilar González, Experte en Information et en Sensibilisation Publique, Bureau des Nations Unies de soutien à la Décennie internationale d'action « L'eau, source de vie » 2005-2015
  - Discours de M. Bai-Mass Taal, Secrétaire Exécutif du Conseil des Ministres Africains Chargés de l'Eau (AMCOW)
  - Ouverture de la Session
- 10h00**                      **PANEL 1 « Les défis auxquels font face les États Africains pour étendre leurs services en eau et en assainissement » - Partie I**
- Modérateur :** Bai-Mass Taal, AMCOW
- Paulo Jorge Calombo Ringote, Directeur, Direction Nationale de l'Eau, Ministère de l'Énergie et de l'Eau, Angola



CASA AFRICA



United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015

- António Pedro Borges, Président, Institut National de Gestion des Ressources Hydrauliques, Ministère de l'Environnement, du Développement Rural et des Ressources Marines, Cap Vert
- Marcos Wijore Chento, Responsable du Département Développement des Politiques, Coopération et Affaires Étrangères, Ministère des Ressources en Eau, Éthiopie.

**11h00**

**Débat**

**11h30**

**Pause Café**

**12h00**

**PANEL 1 « Les défis auxquels font face les États Africains pour étendre leurs services en eau et en assainissement » - Partie II**

**Modérateur : Bai-Mass Taal, AMCOW**

- Anastasio Asumu Mum Muñoz, Ministère de la Pêche et de l'Environnement, Guinée Équatoriale.
- Amadou Guindo, Conseiller Technique, Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau, Mali.
- Saadou Ebih Ould Mohamed El Hacem, Directeur, Centre National pour les Ressources en Eau, Ministère de l'Hydraulique, de l'Énergie et des Technologies de l'Information et de la Communication, Mauritanie.

**13h00**

**Débat**

**14h00**

**Déjeuner de travail**

**16h00**

**PANEL 1 « Les défis auxquels font face les États Africains pour étendre leurs services en eau et en assainissement » - Partie III**

**Modérateur : Bai-Mass Taal, AMCOW**

- Theopolina Lyayela Nantanga, Directrice Adjointe, Division de l'approvisionnement rural en eau, Ministère de l'Agriculture, de l'Eau et des Forêts, Namibie.
- Anta Seck, Directrice, Gestion et Planification des Ressources en Eau, Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Hydraulique, Sénégal.

**16h40**

**Débat**



United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015

- 17h10**                    **Rapport de synthèse de la session et conclusions principales**
- 17h40**                    **Pause Café**
- 18h00**                    **PANEL 2 « La coopération espagnole dans le domaine de l'eau et de l'assainissement »**  
**Modérateur :** Jorge Pérez Artilles, Casa Africa
- Mónica Corrales, Chef de la Division de l'Environnement et des Services sociaux de base, Direction de la Coopération Sectorielle et Multilatérale, Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID)
  - Gonzalo Marín, Groupe de l'Eau, Coordonnatrice Espagnole des ONG pour le Développement (CONGDE)
  - Estrelia Izquierdo, Fédération Aragonaise de Solidarité (FAS)
  - Fernando Díaz Alpuente, Consultant Indépendant
- 19h00**                    **Débat**
- 19h30**                    **Rapport de synthèse de la session et conclusions principales**
- 20h00**                    **Clôture**
- 21h00**                    **Dîner de bienvenue**

**Mardi (21 Avril 2009)**

- 9h30**                    **Arrivée des participants**
- 10h00**                    **PANEL 3 « Gouvernance de l'eau et coopération en Afrique » - Partie I**  
**Modérateur :** Alberto Crespo Milliet, WASA-GN
- Alberto Crespo Milliet, Expert en Gouvernance de l'eau (WASA-GN)
  - Arthur M. Swatson Jr., Ingénieur Chef en Eau et Assainissement, Département de l'Eau et de l'Assainissement, Banque Africaine de

Développement (BAD)

- Boubacar Barry, Responsable de l'Afrique de l'Ouest, Institut International pour la Gestion de l'Eau (IWMI)

**11h00**

**Débat**

**11h30**

**Pause Café**

**12h00**

**PANEL 3 « Gouvernance de l'eau et coopération en Afrique » -  
Partie II**

**Modérateur :** Alberto Crespo Milliet, WASA-GN

- Pireh Otieno, Responsable de Programme, Département de l'Eau, de l'Assainissement et des Infrastructures/Département des Finances pour les Établissements Humains, Programme des Nations Unies pour les Établissements Humains (ONU-HABITAT)
- Simon Thuo, Coordonateur Régional Afrique de l'Est, Partenariat Mondial pour l'Eau (GWP)
- Charles Ngangoué, Président, Comité de Conseil Technique, Conseil des Ministres Africains Chargés de l'Eau (AMCOW-TAC)

**13h00**

**Débat**

**13h30**

**Rapport de synthèse de la session et conclusions principales**

**14h00**

**Déjeuner de travail**

**16h00**

**PANEL 4 « Complémentarités, échange d'information, coordination, mécanismes de suivi et autres aspects clés pour améliorer la contribution de la coopération internationale à l'atteinte des objectifs liés à l'eau et à l'assainissement des OMD » Partie I**

**Modérateur :** Andrew Yager, ONU-DAES

- Edward Kairu, Président du Réseau Africain de la Société Civile pour l'Eau et l'Assainissement (ANEW)
- Bai-Mass Taal, Secrétaire Exécutif du Conseil des Ministres Africains Chargés de l'Eau (AMCOW)
- Gabriele Borla, Conseiller Interrégional, Branche de l'Eau, de l'Énergie et des Stratégies, Département des Affaires



CASA AFRICA



United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015

Économiques et Sociales des Nations Unies (ONU-DAES)

- 17h00**                    **Débat**
- 17h30**                    **Pause Café**
- 18h00**                    **PANEL 4 « Complémentarités, échange d'information, coordination, mécanismes de suivi et autres aspects clés pour améliorer la contribution de la coopération internationale à l'atteinte des objectifs liés à l'eau et à l'assainissement des OMD » - Partie II**  
**Modérateur :** Andrew Yager, ONU-DAES
- Gemma Akilimali, Alliance Genre et Eau (GWA)
  - Roque Calero, Association des Communes Inter-municipales du Sud-est de Gran Canaria.
  - Tomás López de Bufala, Alliance Mondiale des Partenariats des Opérateurs de l'Eau (GWOPA), Programme des Nations Unies pour les Établissements Humains (ONU-Habitat)
  - Jose Dominique Dacruz, Comité de Direction, Association Africaine de l'Eau (AfWA)
- 19h00**                    **Débat**
- 19h30**                    **Rapport de synthèse de la session et conclusions principales**
- 20h00**                    **Clôture**

**Mercredi (22 Avril 2009)**

- 9h30**                    **Arrivée des participants**
- 10h00**                    **Session finale : Résumé et Synthèse - Partie I**
- 11h30**                    **Pause Café**
- 12h00**                    **Session finale : Préparation des recommandations et des**



United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015

**conclusions - Partie II.**

**13h00**

**Session de clôture : Présentation des recommandations et des conclusions.**

# PANEL 1: Challenges African States face in extending their water and sanitation services

## Presentation 1

Paulo Ringote, Director del Gabinete de Estudios  
planeamiento y Estadísticas de La Secretaria de Estado de  
Aguas de Angola

Monday, 20 April, 2009

CASA AFRICA

UN Office For Suport The  
International Decade For Action  
“Water For Life” 2005-2015

# DESAFIOS DEL SECTOR DE ÁGUAS Y SANEAMIENTO DE ANGOLA

Por: Paulo Ringote

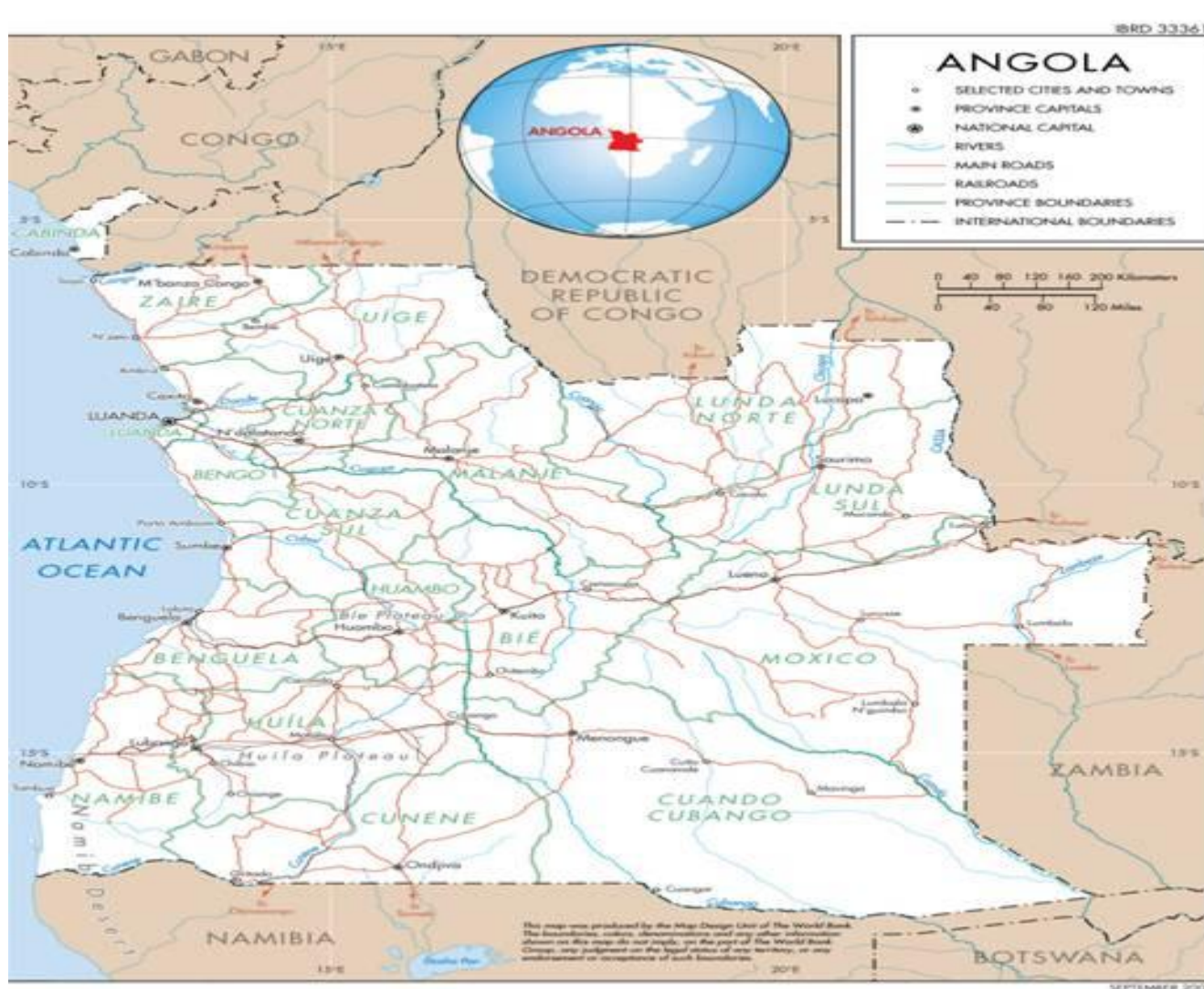
(Director del Gabinete de Estudios Planeamiento y Estadísticas  
De La Secretaria de Estado de Aguas de Angola)



# SUMÁRIO

- Abstrato
- Diagnóstico de la Situación
- Inversión de Emergencia
- Realizaciones recientes/Evolución de capacidad de los principales sistemas
- Inversiones de medio y largo plazo
- Acciones a desarrollar
- Programa agua para todos
- Participación del sector privado
- Principales desafíos

# ANGOLA



Por: Paulo Ringote (Angola)

# ABSTRATO

- Después de un largo periodo de guerra (cerca de 30 años) y, con el alcance de la paz en 2002, uno de los objetivos fundamentales del Gobierno de Angola es la lucha por la reducción de la pobreza, por vía del aumento de los servicios sociales básicos, en que se encuadra el acceso del agua por un número mayor de ciudadanos.
- La cobertura del servicio de agua sigue siendo baja, pero acciones están en curso para la reversión de la situación.
- Angola es un país con gran potencial hídrico, teniendo en cuenta su dimensión, con un escoamiento superficial anual de cerca de 140 Km<sup>3</sup>, uno de los más elevados del continente. La red hidrográfica comporta 47 bacías, cubriendo gran parte del territorio nacional y direccionadas para 5 vertientes principales (Atlántico con 41 %, Zaire o Congo con 22%, Zambeze con 18%, Okavango con 12%, Zambeze con 18% y Etosha con 4%). Los lagos menos numerosos cubren una superficie relativamente más pequeña. El conocimiento de las aguas subterráneas, todavía es limitado.
- El aprovechamiento de los recursos hídricos en Angola, está en su fase inicial, siendo el principal la generación de electricidad.
- **El programa del Gobierno, para el periodo 2009/2012 presenta metas muy ambiciosas, como siendo el alcance de 100 por ciento de cobertura en las zonas urbanizadas y 80 por ciento en las zonas periurbanas e rurales, que de cierto modo ultrapasan los objetivos del milenio para la cuestión del agua**

# DIAGNÓSTICO DE LA SITUACIÓN

- Con el final de la guerra, entre los años 2002-2003, el Gobierno orientó la realización de un diagnóstico al sector de agua, el que permitió en el año 2004, la aprobación de un Plan Estratégico para el desarrollo del sector.
- Los resultados de este diagnóstico apuntaron el deficiente funcionamiento de los sistemas de agua y saneamiento.
- Por otra parte, visto que gran parte de ellos fueran construidos por más de 40 años, al mismo tiempo se elaboraron planes directores de agua y saneamiento, dado la alteración de los contextos sobretodo demográfico.
- En el dominio de los recursos hídricos, se decidió por su gestión integrada y, la necesidad de fortalecimiento de su cuadro institucional.

<b>Diagnóstico</b>	<b>Medidas a Implementar</b>
<p><b>1. Situación en el meio Urbano</b></p> <p>a) En las ciudades los sistemas de abastecimiento presentavam infraestruras deficientes con perdas técnicas de mas de 50% en la rede de distribucion.</p> <p>b) En el meio periurbano el consumo se restringia a 5 litros/hab/dia</p> <p>c) La oferta percapita en las zonas urbanas estava limitada a 51 litros/hab/dia.</p> <p>d) Dificultades de ampliacion y saturación de las redes de distribución, condicionada al crecimiento acelerado de la poblacion en estas zonas</p>	<p>a) <b>Meta 1:</b> Reposición de las capacidade nominales de los sistemas, en todas las localidades urbanas del país, de modo que pueda asegurar 70 litros/hab/dia en las areas servidas</p> <p>b) Incremento para 15 litros/hab/dia en las zonas periurbanas</p> <p>c) Reducción del precio del água en el mercado informal.</p> <p>d) <b>Meta 2:</b> Incremento de cobertura en las zonas urbanas para 70% hasta en el año 2016. En esta ocasión incrementar el consumo en las zonas urbanas para 100 litros/hab/dia y 30 litros/hab/dia en las zonas periurbanas</p>
<p><b>2. Situación en el meio Rural</b></p>	<p><b>Medidas a Implementar</b></p>
<p>a) Se estimava que solamente 39,9% de la población rural tenia aceso al agua potable. Todavia se aceptava que este dato podria esta sobrevalorado, porque muchos puntos de água no estavam en operacion</p>	<p>a) Incrementar para 30 litro/hab/dia en las zonas rurales, hasta el año 2016. En esta ocasión la cobertura tendria que ser de 65%.</p>

# INVERSION DE EMERGENCIA

- El diagnóstico del año 2004 apuntó la necesidades de intervención emergencial para las principales capitales de provincias. Se estimó en esta ocasión la necesidad de inversión de cerca de **500 millones de dólares** americanos, para reposición urgente de los sistemas de abastecimiento de agua
- Dado el potencial económico de Angola, mismo en el periodo anterior de la independencia, los sistemas existentes no eran suficiente para atender la demanda, quiera sea para las necesidades domesticas, así como las necesidades industriales.
- El agua como input del proceso de producción tendrá que necesariamente seguir o mismo adelantarse al proceso.

# PLAN DE INVERSION

Al par del diagnóstico en Gobierno aguardó por la ayuda internacional para la recuperación de sus infraestructuras, el que no aconteció. Así, entre los años 2005 y 2008 la inversión de Gobierno en el sector de aguas es como se presente en el cuadro siguiente:

## EVOLUCIÓN DE LA INVERSIÓN EN EL SECTOR DE AGUA

AÑOS	PRESSUPOSTO APROVADO	EXECUCIÓN
2005	\$185.445.838,11	\$15.052.737,29
2006	\$171.862.398,78	\$60.213.061,81
2007	\$309.108.483,08	\$150.758.630,43
2008	\$432.453.067,50	\$193.809.802,44

Parte de los recursos financieros de este plan de inversión, son originarios de las Repúblicas de China y Brasil, con base en acuerdos comerciales con éstos países. Se puede decir que el plan de recuperación de sector de agua, es financiado 100% con recursos propios del Estado.

Por: Paulo Ringote (Angola)

# EVOLUCIÓN RECIENTE/EVOLUCION DE CAPACIDADES EN LAS PRINCIPALES CIUDADES

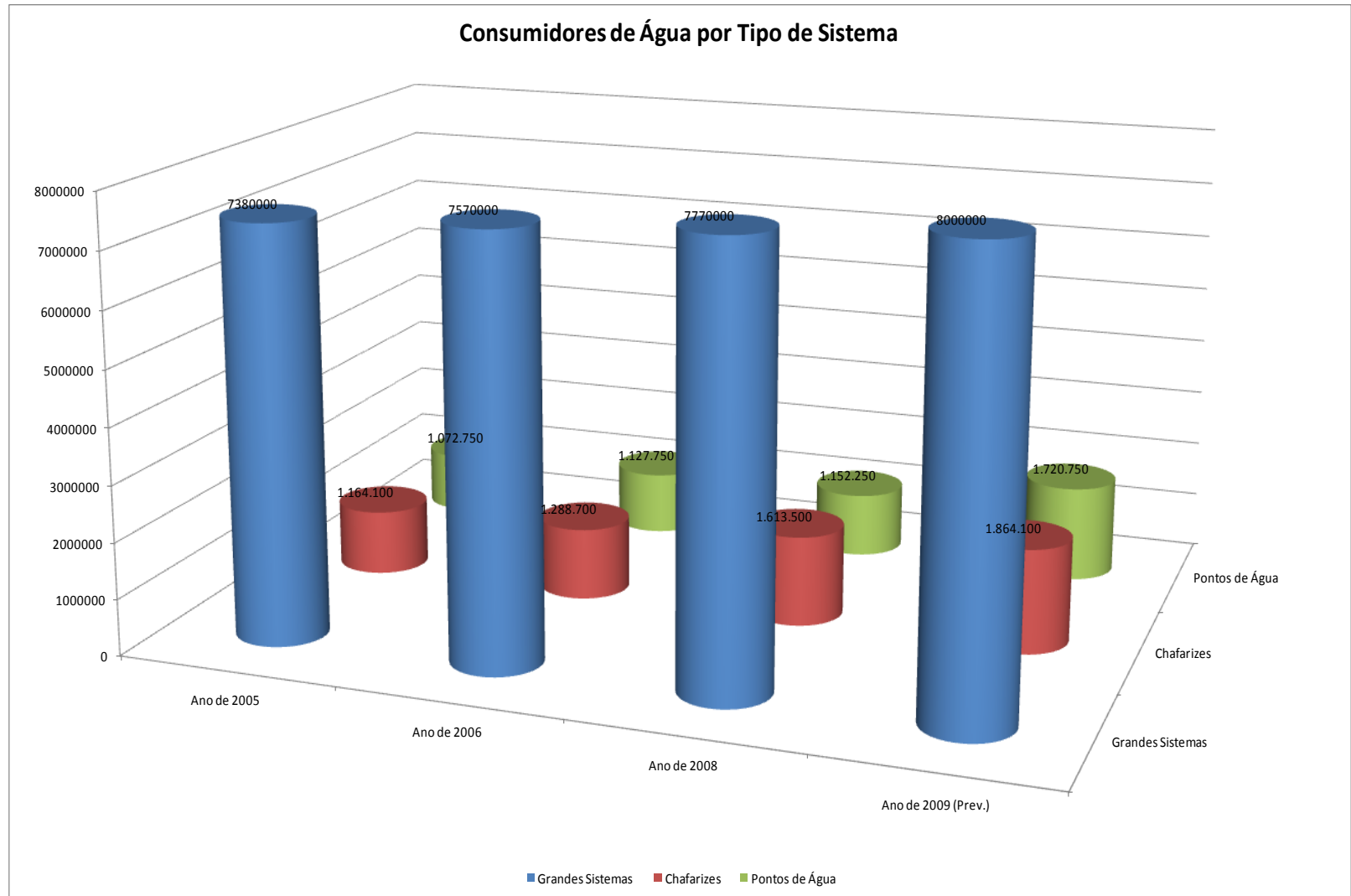
Sede Provincial	Disponibilidade em 2005	Disponibilidade em 2006	Disponibilidade em 2008	Disponibilidade Prevista para 2009
	M <sup>3</sup> /dia	M <sup>3</sup> /dia	M <sup>3</sup> /dia	M <sup>3</sup> /dia**
Cabinda	6.960	12.480	12.480	12.480
M <sup>o</sup> Banza Congo	259	518	1.000	1.000
Dundo	1.650	5.000	5.000	5.000
Uíge	1.490	5.962	8.000	8.000
Malanje	850	4.000	8.544	8.544
Saurimo	960	3.840	3.840	3.840
Caxito	250	250	864	864
Luanda	276.000	315.000	433.200	433.200
N <sup>o</sup> Dalatando	1.728	1.728	1.728	6.048
Sumbe	2.300	3.840	3.840	3.840
Luena	1.440	2.880	2.880	2.880
Benguela	17.800	35.600	138.240	138.240
Huambo	6.000	12.000	32.640	32.640
Kuito	360	3.600	3.600	10.368
Namibe	6.700	9.600	9.600	9.600
Lubango	12.250	17.500	22.634	22.968
Menongue	504	5.040	5.040	5.040
Ondjiva	150	600	600	600
Totais	337.651	439.438	693.730	705.152
Per-capitas médios (litrosxhab.xdia) <sup>4</sup>	46	58	89	88

Además de los sistemas en las capitales de provincia, el sistema de abastecimiento de agua en todo país es completado por:

- **Alcantarillado** (sobretudo en las zonas periurbanas)
- **Furos Artesianos/Puntos de Agua** (Sobretudo en las zonas rurales)



# EVOLUCION DE BENFICIARIOS POR TIPO DE SISTEMA



# INVERSION DE MÉDIO Y LARGO PLAZO

- De acuerdo a las previsiones del crecimiento demográfico sobre los actuales sistemas, los Planes Directores recomiendan la construcción de nuevos sistemas de raíz, en la gran mayoría de los casos. Por otra parte se estima que las actuales fuentes no comportaran capacidad de abastecimiento para atender las necesidades.
- Se plantea también para el largo plazo el alargamiento de las redes de distribución, al mismo tiempo que se integran las soluciones de saneamiento.
- En este sentido, p.e., para dos de las principales ciudades del país (Luanda y Benguela), fueran construidos nuevos sistemas de agua que ampliaron sus capacidades de producción, que incluye nuevas ETAS, conductas de aducción, y centros de distribución. Por otra parte, éstos proyectos siguen en curso sobretodo ampliando las redes de distribución.
- Se esta trabajando para la estimación de las necesidades financieras el gran plan de inversión en curso. En el año 2004, se estimó cerca de **1,6 billones de dólares**. Ahora con la actualización de las metas, si como con la ejecución del Programa Agua para Todos, aquel valor esta desajustado.

# ACIONES A DESARROLLAR

Al mismo tiempo que se ejecutan las obras el órgano de tutela pretende a adopción y de un nuevo modelo de gestión, que pasa por el reforzó de su capacidad institucional, que prevé la creación de entidades que se encargarán de la correcta gestión de los sistemas.

En este sentido, con la colaboración del Banco Mundial, fue preparado un Proyecto de desarrollo institucional de sector de aguas (PDISA).

El PDISA prevé la implementación de políticas de desarrollo del sector, que en conjugación con el sector privado.

Así, dada la poca capacidad de gestión que todavía prevalece en los diferentes sistemas esta prevista la creación de empresas públicas. Así se plantea a creación de **15 empresas** públicas de agua, para gestión sustentable de los sistemas objeto las obras de rehabilitación y ampliación.

# ACIONES A DESARROLLAR(Cont.)

- A corto plazo, la prioridad es el restauro de las capacidades físicas, así como la confianza por parte de los consumidores en los sistemas de abastecimiento de agua.
- Por otra parte, en face de las inversiones del Estado, se pretende criar empresas publicas de agua en las diferentes provincias, para que tengan capacidad de mantenimiento de los sistemas.
- Para el año de 2009, están en la agenda del órgano de tutela la creación de 6 empresas, en que se incluyen:
  - a) Empresa de Agua y Saneamiento do Lobito y Benguela
  - b) Empresa de Agua y Saneamiento de N´dalatando;
  - c) Empresa de Agua y Saneamiento do Huambo;
  - d) Empresa de Agua y Saneamiento do Kuito;
  - e) Empresa de Agua y Saneamiento do Uige;
  - f) Empresa de Agua y Saneamiento de Malange
- Se pretende que las empresas tengan contratos programa, así como relaciones contractuales con los consumidores y aseguren un servicio de calidad, que pueda reforzar la confianza entre las partes.

# PROGRAMA ÁGUA PARA TODOS

- Como complemento de las acciones sobre los principales centros urbanos, el Gobierno creyó en el año 2007 un Programa que tiene como objetivo el abastecimiento de agua a las zonas rurales. Este programa se llama, PROGRAMA AGUA PARA TODOS.
- El programa prevé la construcción de cerca de 300 nuevos pequeños sistema de agua y cerca de 7000 furos (5000 nuevos y 2000 para rehabilitar), a nivel de todas las provincias.
- La principal meta de este programa es abastecer con agua potable cerca de 80% de la población en el año 2012.
- La inversión estimada para atender el programa es de cerca de 615 millones de dólares. La producción estimada de agua en las regiones beneficiarias es de 150 M3/día, el que permite decir que en promedio de inversión por personas beneficiarias es en promedio de 120 dólares.

# **PARTICIPACIÓN DEL SECTOR PRIVADO**

- El Gobierno Angoleño, hace tiempo que tiene su economía abierta a la posibilidad de participación del sector privado, mismo en los sectores de infraestructuras de utilidad pública, en que se encuadra la agua. Las bases jurídicas así lo prevé.
- Todavía, no hay experiencia concreta de un proyecto que tenga contado con el financiamiento del sector privado, bajo los modelos de parecería público privado.
- Ahora, en el cuadro del Proyecto de Desarrollo Institucional de Sector de Aguas, se esta criar las condiciones para su participación.

Un constringimento que todavía hay que superar, son las tarifas.

# PRINCIPALES DESAFIOS

Entre los principales desafíos en términos de abastecimiento de agua podemos apuntar los siguientes:

- La rehabilitación y extensión de las redes de distribución en las zonas urbanas y periurbanas;
- La construcción de los sistemas de saneamiento; en todas las ciudad que han beneficiado de ampliación de sus sistemas de abastecimiento de agua.
- La adopción de una tarifa, así como definición de una política tarifaria que permita la rentabilización de las inversiones y de los sistemas;
- La educación publica, necesaria para que la gente entienda la necesidad del pago de los consumos;
- La adopción de un modelo de gestión que estimule la participación del sector privado;
- La redefinición del papel del Estado en el sector de abastecimiento de agua y Saneamiento.

**MUCHAS  
GRACIAS**



# PANEL 1: Challenges African States face in extending their water and sanitation services.

## Presentation 2

Ing. Antonio Pedro B. BORGES  
Presidente del INGRH  
CABO VERDE

Monday , 20 April, 2009

# “La escasez de agua y la experiencia cabo-verdiana”

Ing. Antonio Pedro B. BORGES  
Presidente del INGRH  
CABO VERDE



## Caracterización físico-climática de Cabo Verde:

- Clima tropical seco (flaca pluviosidad -- 230 mm/año);
- Régimen torrencial con lluvias concentradas en el tiempo y espacio;
- Flaca cobertura vegetal e elevados niveles de erosión y de transporte sólido;
- Niveles extremadamente elevados de evaporación;
- Baja tasa de infiltración.



## Principales fuentes de aprovisionamiento:

- Aguas subterráneas (cerca de 70 %);
  - Furos
  - Galerías denantes
  - Nacientes
  - Pozos escavados
- Agua desalinizada (cerca de 25 %);
- Otros (5 %)



## Por qué la apuesta en las aguas subterráneas?

- Razones de naturaleza histórica;
- Razones de naturaleza financiera;
- Razones de naturaleza técnica.



## Limites de las potencialidades de las aguas subterráneas:

- Sobre exploración vs. Intrusión salina;
- Disminución de los caudales vs. Aumento de la demanda;
- Degradación de la calidad.



**Delante los limites de las aguas subterráneas, que solución alternativa fue adoptada?**



## Desalinización de la agua del mar – (Osmosis inversa e compresión del vapor)

- Praia (75 %)
- São Vicente (100 %)
- Boavista
- Sal (100 %)
- Maio

(Existía ya la desalinización en la Isla de São Vicente antes de la independencia en 1975)





A pesar de este cuadro, Cabo Verde tiene una tasa de cobertura de agua potable de 90 % (una de las más elevadas de África).

PORQUÊ?



Un cuadro legal y institucional que se fue adecuando a los nuevos desafíos;

Una priorización del sector con la correspondiente afectación de los recursos financieros;

Elección del sector de agua como un de los ejes prioritarios de su política de cooperación (bilateral e multilateral).



Delante al aumento acrescente de la demanda, nuevos padrones de consumo (PMA vs. PDM e Partenariado Especial con la UE), e el aumento exponencial del sector del turismo,

**QUE PERSPECTIVAS?**



1. Incremento de la desalinización (duplicación de la producción actual hasta 2010);
2. Aprovechamientos de las aguas superficiales (construcción de presas);
3. Protección de los recursos subterráneos. (exploración sostenible y recarga artificial dos acuíferos);
4. Masificación del riego por goteo;
5. Reutilización de las aguas residuales.



## Que acciones en curso?

### ➤ A nivel institucional:

- Elaboración del PAGIRH;
- Revisión y actualización del Código de la Agua;
- Transformación de los SAAS en
- empresas municipales y el refuerzo del sector privado;
- Reestructuración del CNAG.

### ➤ A nivel operacional:

- Lanzamiento de los proyectos de construcción de nuevas presas;
- Ejecución de nuevos proyectos de distribución de agua e saneamiento;



- Una atención particular y un control riguroso de la calidad de la agua;
- Incremento de la red de distribución domiciliaría en la zona rural;
- Continuación de los programas de CSA visando el control de la erosión, a disminución de la escorrentía superficial y el aumento de la recarga artificial de los acuíferos subterráneos.



➤ Al nivel político y social:

- Lucha contra la pobreza;
- Promoción y integración del género;
- Promoción de la GIRH.







International Meeting on Water and Cooperation in Africa – Las Palmas, 20-22 April 2009



# International Meeting on Water and Cooperation in Africa – Las Palmas, 20-22 April 2009



# International Meeting on Water and Cooperation in Africa – Las Palmas, 20-22 April 2009



Gracias por su atención



## **PANEL 1 : Les défis auxquels font face les États Africains pour étendre leurs services en eau et en assainissement**

*« L'approvisionnement en eau et la prestation des services d'assainissement : Les défis en  
Ethiopie »*

Markos Wijore Chento

Responsable du Département Développement des Politiques,  
Coopération et Affaires Étrangères  
Ministère des Ressources en Eau, Ethiopie

### **RÉSUMÉ**

Un approvisionnement adéquat et suffisant en eau potable ainsi que la prestation des services d'assainissement sont vitaux pour la protection de l'environnement, l'amélioration de la santé et la réduction de la pauvreté. La maladie, la corvée, la perte de la dignité humaine et la mort de millions de personnes sont directement attribuables à l'absence de ces services socioéconomiques de base. Les pauvres et les sans voix, en particulier les femmes et les enfants, sont les principales victimes de ce "génocide" non autorisé qui menace les nations en développement. Actuellement, l'accès à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement dans les pays en voie de développement est seulement de 59,3% et 52% respectivement. Cette présentation met en valeur des informations globales sur le pays et sur le potentiel de développement des ressources en eau en Ethiopie, et examine l'environnement favorable actuel comme une opportunité pour améliorer les faibles niveaux actuels d'approvisionnement en eau et en services d'assainissement.

Les principaux défis clés concernant le secteur de l'approvisionnement en eau et en assainissement en Ethiopie comprennent la pression démographique et l'urbanisation, la durabilité des modèles d'approvisionnement en eau et en assainissement, les contraintes sur les ressources financières (l'aide officielle au développement des partenaires au développement est très faible comparée avec la plupart des pays de l'Afrique sub-saharienne à 20 USD/personne), la faible capacité d'application à tous les niveaux - fédéral, régional, district et *kebele* - et la grande proportion d'eau non facturée (l'eau non facturée représente 30-40% de la production d'eau). Les autres défis concernant l'approvisionnement en eau et l'assainissement comprennent le manque de pièces de rechange et l'insuffisance de technologies durables appropriées. Le scénario actuel ne peut être changé que si nous faisons face à ces nombreux défis et à d'autres et si on développe une approche globale de l'approvisionnement en eau et en assainissement.

**Mots clés :** Ethiopie, pays en voie de développement, approvisionnement en eau, eau potable, assainissement, durabilité, eau non facturée

Encuentro Internacional de Agua y Cooperación en África,  
Las Palmas (España), 20-22 Abril 2009.

**DIFICULTADES DE LOS  
ESTADOS AFRICANOS PARA  
EXTENDER SUS SERVICIOS DE  
AGUA Y SANEAMIENTO.**

***Ponencia presentada por  
La Delegación de Guinea Ecuatorial***

# PLAN DE EXPOSICION

I Consideraciones iniciales

II Reservas renovables de agua en Africa Central

III Movilizacion de las reservas de agua

IV Problemática de la gestion de las reservas de agua en Africa Central

- En el plano politico
- Plano legislativo y reglamentario
- Plano instittucional
- Plano tecnico
- Plano medioambiental

# I Consideraciones iniciales

- Con una media anual que varia de 0 a 3000 mm, Africa Central es la región mejor bañada del continente.
- Sin embargo, las precipitaciones apuntadas entre los años 1900 y 1980 revelan una disminución de la pluviosidad desde el año 1968, donde las precipitaciones máximas se han observado en el sureste de Cameroun, y las mínimas al norte de Chad.



## II Reservas renovables de agua en Africa Central

- Comparadas con otras regiones de Africa, Africa Central dispone de importantes reservas de agua tanto superficial como subterránea. La red hidrográfica es particularmente densa en la cuenca del río Congo y en la zona tropical húmeda.
- El desague total de las aguas superficiales se estima entorno a 1922,5 km<sup>3</sup>/año y 937,07 km<sup>3</sup>/año para las aguas subterráneas.
- La disponibilidad de las reservas en agua por habitante es muy elevada, por ejemplo, en el año 2002 un habitante de Africa Central disponía de 26355 m<sup>3</sup>/año de reservas en agua renovable mientras que las medias para el resto de Africa y el mundo sólo se situaban a 5720 y 7600 m<sup>3</sup>/hab/año respectivamente.

# III Movilización de las reservas de agua (1)

- Las obras de movilización de las reservas de agua son muy variadas, se trata de las presas de mayores y menores capacidades en los ríos de aguas superficiales, la perforación de los pozos modernos y tradicionales dotados de medios mecánicos.
- Generalmente, las capacidades de movilización de las reservas de agua en África Central son todavía escasas, hoy en día África Central solo dispone de 44 presas destinadas esencialmente a la irrigación y abreviamiento de la cría del ganado, el abastecimiento de la población en agua potable, la producción de la energía la regulación de las crecidas y las actividades recreativas.
- La situación general de África Central en materia de uso de las reservas de agua puede resumirse de la manera que aparece en la siguiente diapositiva

# III Movilización de las reservas de agua (2)

1.- Las medias anuales de las recogidas por Habitante para agricultura y las necesidades del hogar son inferiores a las de otras subregiones. Sólo representan 184349 millones de m<sup>3</sup>, o sea 86% del total de las recogidas del agua. Esta situación puede explicarse primero por el escaso nivel de equipamiento hidráulico de los países de Africa Central, y después por el predominio de la agricultura pluvial.

2.- Las recogidas de agua por la industria son superiores a las de otras regiones. Se estiman a unos 291 millones de m<sup>3</sup> y representan el 11% del total de las recogidas, mientras la media de Africa sólo representa un 4% del volumen total recogido. Esto se explica por el enlace de la mayoría de las industrias a las redes públicas de distribución de agua, obligando a la contabilización como recogidas domésticas

3.- El volumen total recogido para las necesidades de las colectividades se estima a unos 29 millones de m<sup>3</sup>/año, o sea 7% del total de las recogidas. Una mayor desigualdad se nota en la utilización del agua por las colectividades.

Generalmente, los volúmenes del Agua utilizado en el hogar son inferiores a los 12 m<sup>3</sup>/hab/año; eso corresponde a un volumen diario inferior a los 33 litros/hab. En cambio, en Guinea Ecuatorial, Sao Tomé y Príncipe y Gabon, estas recogidas son muy importantes, representan respectivamente 192 y 50 m<sup>3</sup>/hab; Son consumos medios diarios de 525 y 135 litros/hab.

4.- Generalmente, la tasa de recogida del agua Por habitante es muy escasa. Sólo Gabon y Guinea Ecuatorial alcanzan los 100 m<sup>3</sup>, mientras que la media en Africa se sitúa a los 247 m<sup>3</sup> /hab.

5.- Las reservas de agua aparecen poco utilizadas en Africa Central, comparandolo a las otras subregiones. Generalmente, las recogidas totales sólo representan el 0,14% de las reservas renovables totales de la subregion, mientras la media del continente queda a 5.5%.

# IV Problemática de la gestión de las reservas de agua en Africa Central (1)

## 1.- EN EL PLANO POLITICO

- Ausencia de la política del agua; eso dificulta el desarrollo armonioso de este sector.
- Ausencia de aplicación del plan de acción Para la realización de los OMD en el dominio del agua adoptados por la AMCOW y validado por la CEEAC en Diciembre de 2003.
- Ausencia de documentos de política del agua en la mayoría de los países.

## 2.- EN EL PLANO LEGISLATIVO Y REGLAMENTACIÓN

- Ausencia de normas relativas a la gestión y/o el uso de las reservas.

- Escasa aplicación de las leyes que conciernen al agua.

## 3.- EN EL PLANO INSTITUCIONAL

- Definición y repartición inadecuadas de las responsabilidades en materia de gestión de las reservas de agua, a pesar de la existencia de los departamentos Ministerial encargados de estas cuestiones.
- Superposición en las intervenciones de los diferentes Departamentos Ministeriales en el dominio del agua, lo que compromete el seguimiento y la coordinación de las actividades del sector.
- Escasa implicación de unas categorías de actores en la gestión de las reservas y del servicio público, particularmente el sector privado y las organizaciones de la sociedad civil.

# IV Problemática de la gestión de las reservas de agua en Africa Central (2)

## 4.- EN EL PLANO TECNICO

- Insuficiencia y vetustez de las capacidades de producción, distribución y saneamiento colectivo del agua.
- Insuficiencia de los recursos humanos para una gestión eficaz del sector.

## 5.- EN EL PLANO MEDIOAMBIENTAL

- La desecación de ciertos rios y lagos debido a la acentuación de los efectos de los cambios climaticos y la intensificación de las actividades antrópicas.
- Aumento de la polución y destrucción de los ecosistemas debidos tanto al crecimiento demográfico, la urbanización, desarrollo industrial así como a la deforestación, cuyas consecuencias más visibles son la ocupación desordenada de las zonas de agua por vegetación acuatica y la pérdida de la biodiversidad.

***MUCHAS GRACIAS***

## **PANEL 1 : Les défis auxquels font face les États Africains pour étendre leurs services en eau et en assainissement**

*« Étude de cas : le Sénégal »*

Anta Seck

Directrice

Gestion et Planification des Ressources en Eau  
Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Hydraulique, Sénégal

### **RÉSUMÉ**

#### **Contexte africain**

- Depuis une bonne dizaine d'années la communauté internationale a pris à bras le corps les problèmes d'eau dans le monde. L'agenda de l'eau et de l'assainissement a augmenté d'intensité notamment en Afrique.
- En 2000, ce fut la présentation de la Vision Africaine de l'Eau pour le 21<sup>ème</sup> Siècle, au 2<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau à la Haye, ensuite le Haut Comité Africain de Pilotage pour l'Eau voit le jour sous l'égide de la BAD, et la mise en place du Conseil des Ministres Africains chargés de l'Eau, la création de la Facilité Africaine de l'Eau, l'inclusion de l'eau dans le Programme du NEPAD, sans oublier la mise en place, à la BAD, d'un département entièrement dédié aux problèmes liés à l'eau et l'assainissement, etc.

Rien que pour l'année 2008 on peut citer :

- Le Sommet des Chefs d'États et de Gouvernements de l'Union Africaine en Égypte sur l'eau et l'assainissement,
- La Semaine Africaine de l'Eau, Africasan en Afrique du Sud.

**N.B.** Ces grandes rencontres de 2008 ont été ponctuées par d'importantes déclarations sur l'eau au plus haut niveau des autorités des états.

#### **Eau et assainissement en Afrique**

Le Continent Africain regroupant 53 pays est caractérisé par un taux de croissance de la population très élevé, 943 000 000 en 2005, 1 150 000 000 en 2015 et 1 940 000 000 en 2050, et un accroissement de la pauvreté.

Parmi toutes les régions du Monde, l'Afrique est la seule qui s'est appauvrie au courant de ces dernières années. La population urbaine est de 39% aujourd'hui soit environ 366 Millions et va atteindre 53% les 25 prochaines années et la population rurale est de 61% soit 577 Millions.

Le taux de croissance de l'urbanisation en Afrique est le plus élevé au monde soit 4% par an. D'ici 2020 l'Afrique va compter une dizaine de Méga cités avec plus de 5 000 000 d'habitants, et plus de 700 villes de plus de 100 000 Habitants.

Le Continent Africain est aussi caractérisé par son abondance en ressources en eau renouvelables, mais inégalement répartie sur le continent. Les Ressources d'eau renouvelables, de l'Afrique sont estimées à environ 5400 milliards de m<sup>3</sup> par an et environ

15% sont des eaux souterraines. Mais seulement 4% de ces ressources en eau renouvelables sont utilisées dans le cadre de l'eau potable, l'irrigation et l'énergie électrique. Pour le reste, elles se déversent dans les océans sans être exploitées ou sont absorbées dans les déserts.

### **L'accès à l'eau potable et les OMD**

Selon les chiffres les plus récents, 602 millions d'habitants ont accès à l'eau potable. L'augmentation de la couverture ne suit pas l'accroissement de la population africaine, dans 16 pays africains, l'accès à l'eau potable est inférieur à 50%. Depuis 1990, c'est environ 245 000 000 d'individus qui ont eu accès à l'eau potable et ceci est insuffisant pour l'atteinte des OMD pour l'Afrique, 26 pays africains sur 53 pourront atteindre les OMD en 2015. Pour atteindre les OMD sur le continent, il faut qu'environ 300 000 000 d'africains puissent avoir accès à l'eau potable entre 2006 et 2015 soit 33 millions de personnes par an.

- 360 millions d'africains ont accès à un assainissement adéquat en 2006.
- L'augmentation de la couverture ne suit pas l'augmentation de la population. Dans environ 40 pays africains le taux de couverture en assainissement adéquat est inférieur à 50%.
- 6 pays africains seulement sont en voie d'atteindre les OMD relatif à l'Assainissement.
- Plus de 400 millions d'africains doivent avoir accès à un service adéquat d'assainissement afin que l'Afrique puisse atteindre les OMD relatif à l'assainissement pendant la période 2006 à 2015.

### **Les défis du secteur de l'eau et de l'assainissement**

L'amélioration substantielle de l'accès à l'eau potable et à un service d'assainissement adéquat à cette large frange de la population africaine, qui vit en dessous du seuil de pauvreté est sans nul doute l'un des défis majeurs des pays africains. Cependant, l'Afrique se trouve dans l'incapacité de supporter la charge financière des coûts d'un service assurant la qualité minimale. Cela passe bien sûr par une amélioration globale des conditions de desserte, en un mot un par le renforcement des performances de sociétés d'eau et d'assainissement, aussi bien dans le cadre de l'exploitation quelquefois monopolistiques des grandes villes africaines, que dans le cadre des collectivités locales en charge du service public de l'eau et de l'assainissement dans les petites villes et villes moyennes des pays sur le continent, sans oublier l'amélioration des conditions de vie en milieu rural souvent délaissé, alors qu'il abrite la majorité des africains.

Les infrastructures en eau requièrent un financement adéquat quand on connaît les caractéristiques très capitalistiques de ces équipements dont l'amortissement est de 25 à 50 ans. La mobilisation de financements privés demeure extrêmement difficile du fait de la rentabilité intrinsèque de ce type de financement qui n'a de sens que dans une sécurité de moyen et long terme suffisant.

Tel qu'articulé dans la Vision Africaine sur l'Eau pour 2025, le besoin annuel en investissement pour le développement des infrastructures en eau est estimé à 20 Milliards de Dollars US par an de 2000 à 2025. Un investissement initial annuel de 10 Milliards de Dollars US est nécessaire pour répondre aux besoins immédiats en eau – (décomposé comme suit : 6 Milliards de Dollars US pour répondre aux besoins primaires en eau potable



et assainissement, 2 Milliards de Dollars US pour la promotion de l'agriculture irriguée et 2 milliards de Dollars US pour appuyer le développement institutionnel, le renforcement des capacités, la recherche, l'éducation et la gestion de l'information).

D'énormes besoins en infrastructures sont identifiés, des projets quelquefois très coûteux mais nécessaires, et les sources traditionnelles de financement rétrécissent par rapport aux besoins toujours grandissants. Le paradoxe est que s'adressant aux partenaires financiers, il est souvent reproché le faible nombre de dossiers présentés par l'Afrique par rapport aux capitaux éventuellement disponibles. De nouveaux mécanismes de financement et de partenariat doivent être mis en place pour satisfaire tous ces besoins.

## **L'amélioration des performances des sociétés d'eau et d'assainissement**

### Les sociétés de distribution d'eau potable

- L'eau potable sûre et en quantité suffisante n'est toujours pas une question à prendre pour acquit partout dans le monde. Dans les pays en développement, la fourniture d'eau potable sûre demeure toujours une tâche difficile. Mais, l'approche pour résoudre les problèmes d'approvisionnement en eau ne relève pas de la science infuse! Il n'y a pas beaucoup de différences dans les systèmes d'approvisionnement en eau : L'eau brute doit être soustraite, traitée si nécessaire, distribuée et l'ensemble des opérations du système doit être financé. En dépit de cette simplicité
- En dépit de cette simplicité d'organisation apparente, beaucoup de services d'eau, à travers le monde et particulièrement en Afrique, ont montré des tendances inconsistantes dans leurs opérations et ont dû entreprendre des réformes.
- Par exemple, après quelques performances en Afrique dans les années 80, ces dernières années ont vu l'émergence de réformes importantes des services d'eau et d'assainissement dans beaucoup de pays d'Afrique.
- Il y a eu des concessions en Afrique du Nord (le Maroc et l'Egypte); participation de secteur privé (PSPs) en Afrique de l'Ouest (Sénégal, Ghana et Burkina Faso); renforcement dans la gestion de sociétés publiques en Afrique Australe et Orientale (Ouganda, Tanzanie, Zambie, Ethiopie, Lesotho, Botswana et Afrique du Sud).
- Aujourd'hui on voit l'émergence de partenariat SUD-SUD avec des sociétés publiques dans leur pays qui s'expatrient en constituant des structures privées, telles que l'ONEP du Maroc qui a obtenu un contrat au Cameroun, ainsi que RAND WATER de l'Afrique du SUD qui a fait de même au Ghana. À cet égard, des solutions locales se dégagent chaque année ainsi qu'un ensemble de connaissances, qui doit être connu par les décideurs politiques et les praticiens de secteur de l'eau et de l'assainissement.
- La capitalisation de ces expériences est un atout majeur pour le secteur de l'eau en Afrique et gagnerait à être partagée de manière durable dans un cadre spécifique et approprié. Malheureusement, beaucoup de ces réformes n'ont affectés que les grandes agglomérations africaines. Le milieu rural et les zones périurbaines où sont logés une grande partie de la population n'ont pas été directement touchés par ces vagues de réformes.
- En effet, l'urbanisation galopante en Afrique a rendu les extensions de réseau coûteuses et inexploitable. Cela a donné naissance à de nouvelles formes d'activités prises en compte par des petits entrepreneurs privés locaux, se chargeant de la fourniture l'eau aux populations démunies des zones périurbaines, et cela à des

tarifs souvent largement supérieurs à ceux de la structure étatique ou privée chargée du service public de l'eau et pour lequel l'on peut aussi émettre des réserves sur la qualité de l'eau vendue, principalement à cause du contenant servant au transport et de la manipulation.

Dans le cadre des réformes, nous observons aussi aujourd'hui une forte volonté à la décentralisation des pouvoirs publics dans les états africains, débouchant sur un transfert de compétences des services tels que l'eau et l'assainissement aux collectivités locales. Ceci tout en étant une situation qui à terme favorisera la desserte et améliorera l'accès à l'eau potable, et au service d'assainissement adéquat, est aujourd'hui une pression supplémentaire très forte sur le secteur en général, car nécessitant des ressources financières importantes pour réaliser de nouveaux investissements ou mettre les infrastructures locales existantes à niveau, sans oublier le renforcement de capacités incontournables et nécessaire pour ces nouveaux gestionnaires du service public de l'eau et de l'assainissement.

Dans l'optique de l'amélioration des performances des sociétés d'eau, d'autres formes de collaboration des sociétés d'eau avec le secteur privé ont aussi vu le jour, s'agissant par exemple de l'externalisation de certaines opérations d'exploitation, des contrats d'assistance spécifiques, de la gestion des fichiers clientèles, de contrat de recherche de fuites etc.

#### En matière de politique des services d'eau en Afrique

Les préoccupations suivantes doivent désormais être prises en compte.

- Les problèmes liés au management, à la régulation et aux choix politiques dans le secteur de l'eau et de l'assainissement doivent être des priorités.
- La définition de l'implication du secteur privé dans le secteur doit être clarifiée
- La couverture des coûts d'exploitation des sociétés doit être analysée et des leçons doivent en être tirées afin de définir la tarification optimale.
- Des nouveaux types de financements doivent être mobilisés pour moderniser les infrastructures du secteur et les institutions.
- Des lois sur l'eau doivent être rédigées, proposées et généralisées.
- Des Institutions de régulation commerciales et environnementales doivent être établies.
- Des réformes institutionnelles radicales - comprenant la privatisation ou des délégations de gestion appropriées - doivent être identifiées et les politiques associées comprises.
- Les politiques et les opérateurs doivent être au même niveau d'information par rapport aux enjeux sectoriels (renforcement de capacité).

#### Les enjeux de l'assainissement

- Plus de deux milliards d'habitants urbains dans les pays en voie de développement emploient les installations sanitaires sur site tels que des cabinets à fosse, des fosses septiques et des zones privées à proximité de l'eau pour les excréta et le rejet de l'eau usée. En raison de la pénurie de l'eau, services incertains d'approvisionnement en eau et pour des raisons financières et économiques, l'assainissement du tout à l'égout à grande échelle n'est pas approprié dans la plupart des pays en voie de développement, particulièrement dans la majorité des villes en Afrique. Par

conséquent, puisque la majorité des populations urbaines croissantes en Afrique comptera sur les installations d'assainissement sur site pendant des décennies à venir, d'importantes quantités de déchets fécaux devront être traitées dans les années futures.

- Les programmes en cours de mise à disposition de latrines, visant à faciliter l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) pour l'assainissement, manque toujours de dispositifs organisés relatifs à la collecte et à la vidange, le transport, l'évacuation sûre, la réutilisation de l'eau usée, au traitement des déchets fécaux produits par les infrastructures de l'assainissement sur site. Les petits entrepreneurs locaux opérant dans la vidange mécanique ou manuelle des fosses septiques dans le transport, la mise à disposition, le traitement et la réutilisation, jouent un rôle crucial rarement reconnu officiellement et qui nécessiterait à être beaucoup mieux organisé.

### Les problèmes à résoudre

L'assainissement devrait contribuer au développement et à la croissance économique des villes. Pour développer des solutions sur mesure dans le contexte africain, les défis suivants ont besoin d'être adressés :

- Soutenir la capacité de recherches et la génération d'expertises africaines pour l'exécution de projets durables d'assainissement?
- Améliorer les succès courants déjà rencontrés dans de grandes villes (ex : Dakar, Ouagadougou etc.) pour les exploiter dans les petites et villes moyenne émergentes?
- Soutenir et favoriser des opportunités commerciales pour les petits fournisseurs de services et les sociétés d'assainissement ?
- Développer un réseau intégré de technologies de transport pour l'assainissement comprenant les camions de vidange des déchets fécaux et les systèmes d'égouts peu coûteux pour entretenir un environnement urbain hétérogène ?
- Optimiser l'économie d'éléments nutritifs et de l'eau tout en enlevant les microbes pathogènes et les polluants chimiques dans les excréments et le traitement de l'eau usée/ les systèmes de traitement?

## **Le cas spécifique du Sénégal**

### Stratégie à long terme

- Le Gouvernement du Sénégal, a tôt compris l'importance d'avoir une stratégie à long terme pour le développement du secteur de l'eau et de l'assainissement comme en atteste la réforme institutionnelle de l'hydraulique urbaine qui met un accent particulier sur l'amélioration de la gestion, la politique tarifaire ainsi que l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement des populations urbaines les plus défavorisées.
- Un aspect également important de cette approche à long terme est le renforcement du rôle du secteur privé et la mise en œuvre d'une stratégie multisectorielle et intégrée de gestion des ressources en eau.

### Programme d'investissements

- Cette réforme a été accompagnée d'un programme d'investissements important, à travers le Projet Sectoriel Eau (PSE) et le Projet Eau à Long Terme (PLT) qui ont

permis de mobiliser un financement équivalent à **260 milliards de F CFA** ces dix dernières années et de résorber le déficit d'alimentation en eau potable des villes, et notamment de la capitale Dakar avec un accès universel à l'eau en milieu urbain par bornes fontaines et par branchements domiciliaires

Fort du succès de cette réforme, le gouvernement a démarré depuis l'année 2003, une nouvelle stratégie basée sur une approche programmatique incluant le rural et l'urbain, pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement.

Le programme d'investissements a été baptisé Programme national d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire (**PEPAM 2015**) et sera réalisé sur la période 2005-2015 (10 ans) pour un coût évalué à **515 milliards CFA**.

#### Objectifs du PEPAM d'ici 2015

- **En milieu rural**, faire passer le taux d'accès à l'eau potable de 64% en 2004 à **82%** en 2015, et le taux d'accès à l'assainissement de 17% en 2004 à **59%** en 2015 ;
- **En milieu urbain**, faire passer le taux d'accès à l'eau potable par branchement domiciliaire de 70% en 2004 à **85%** en 2015 et le taux d'accès à l'assainissement de 57% en 2004 à **78%** en 2015.

#### Résultats atteints en 2008

Les financements mobilisés en **milieu rural** ont permis d'atteindre un taux d'accès à l'eau potable de **72 %** en 2008 grâce à la réalisation d'importantes infrastructures hydrauliques. En **milieu urbain**, le programme volontariste d'accès des populations par branchements sociaux se poursuit et le taux d'accès par branchements domiciliaires a atteint un niveau de **78 %** en 2008.

#### Hygiène et Assainissement

- Depuis l'an 2000, le gouvernement a donné un haut niveau de priorité sectorielle à l'assainissement.
- La promotion de l'hygiène constitue un élément essentiel de notre politique de prévention qui consiste à développer chez les Sénégalais de tous âges, des réflexes d'hygiène élémentaires pour prévenir entre autres les maladies d'origine hydrique.

Grâce à cette nouvelle politique, le Sénégal a atteint un taux d'accès à l'assainissement urbain de **64%** en 2008.

#### Hygiène et Assainissement

- En ce qui concerne l'assainissement rural, nous avons mis l'accent depuis 2000 sur la réalisation d'édicules publics gérés par les communautés au niveau des écoles, marchés, gares routières et cases de santé.
- Le Sénégal vient également d'adopter, après une large concertation de tous les acteurs, son plan d'actions pour l'assainissement 2008-2011 à la suite de la conférence d'AfricaSan 2008 qui s'est déroulée à Durban en février de la même année et qui a adopté l'importante déclaration ministérielle dite d'E-Thekwani.

**Mots clés :** Afrique, Sénégal, OMD, eau, assainissement, investissement



# Défis des États africains dans l'extension des services d'eau et d'assainissement

Présenté par Mme Anta SECK Directrice de  
la Gestion et de la Planification des  
Ressources en Eau du Sénégal  
Avril 2009

# Sommaire



- **Contexte africain**
- **Développement humain**
- **Ressources en eau**
- **Accès à l'eau potable et OMD**
- **Assainissement et OMD**
- **Les défis du secteur de l'eau et de l'assainissement**
- **Quelques Réformes**
- **Recommandations**
- **Cas spécifique du Sénégal**

# Contexte



- Vision Africaine de l'Eau pour le 21ème Siècle en 2000,
- 2nd Forum Mondial de l'Eau à la Haye,
- la mise en place du Conseil des Ministres Africains chargés de l'Eau ,
- la création de la Facilité Africaine de l'Eau, l'inclusion de l'eau dans le Programme du NEPAD,
- la mise en place, à la BAD d'un département entièrement dédié aux problèmes liés à l'eau et l'assainissement, etc.

# Contexte (fin)



- En 2008, le Sommet des Chefs d'États et de Gouvernements de l'Union Africaine en Égypte sur l'eau et l'assainissement,
- En 2008, la Semaine Africaine de l'Eau, Africasan en Afrique du Sud.
- **N.B.** Ces grandes rencontres de 2008 ont été ponctuées par d'importantes déclarations sur l'eau au plus haut niveau des autorités des états.



# Développement humain



- 53 pays
- 943 000 000 en 2005,
- 1 150 000 000 en 2015 et
- 1 940 000 000 en 2050,
- La population urbaine est de 39% aujourd'hui soit environ 366 Millions et va atteindre 53% les 25 prochaines années
- La population rurale est de 61% soit 577 Millions.
- Le taux de croissance de l'urbanisation en Afrique est 4% par an
- D'ici 2020 l'Afrique va compter une dizaine de Mega cités avec plus de 5 000 000 d'habitants,
- et plus de 700 villes de plus de 100 000 Habitants.

# Ressources en eau



- **Ressources en eau abondantes estimées à environ 4050 milliards de m<sup>3</sup> par an**
- **9% des ressources mondiales seulement 4% de ces ressources en eau renouvelables sont utilisées dans le cadre de l'eau potable, l'irrigation et l'énergie électrique**
- **Le reste se déverse dans les océans ou sont absorbées dans les déserts.**

# L'accès à l'eau potable et OMD



- 602 millions d'habitants ont accès à l'eau potable
- Dans 16 pays africains, l'accès à l'eau potable est inférieur à 50%
- Depuis 1990, environ 245 000 000 d'individus qui ont eu accès à l'eau potable
- 26 pays africains sur 53 pourront atteindre les OMD en 2015
- **Pour atteindre les OMD sur le continent, il faut qu'environ 300 000 000 d'africains puissent avoir accès à l'eau potable entre 2006 et 2015 soit 33 millions de personnes par an**

# L'assainissement et OMD



- 360 millions d'africains ont accès à un assainissement adéquat en 2006
- Dans environ 40 pays africains le taux de couverture en assainissement adéquat est inférieur à 50%.
- 6 pays africains seulement sont en voie d'atteindre les OMD relatif à l'Assainissement
- Plus de 400 millions d'africains doivent avoir accès à un service adéquat d'assainissement afin que l'Afrique puisse atteindre les OMD relatif à l'assainissement pendant la période 2006 à 2015

# Les défis du secteur de l'eau et de l'assainissement



- Comment améliorer substantiellement l'accès à l'eau potable et à un service d'assainissement adéquat à cette large frange de la population africaine
- Comment renforcer les performances des sociétés d'eau et d'assainissement,
- Comment améliorer les conditions de vie du milieu rural souvent délaissé, alors qu'il abrite la majorité des africains.

# Les défis du secteur de l'eau et de l'assainissement (suite)



- Comment mobiliser un financement adéquat pour la réalisation des infrastructures en eau
  - 20 Milliards de Dollars US par an de 2000 à 2025
  - Un investissement initial annuel de 10 Milliards de Dollars US pour les besoins immédiats en eau
  - 6 Milliards de Dollars US pour répondre aux besoins primaires en eau potable et assainissement
  - 2 Milliards de Dollars US pour la promotion de l'agriculture irriguée
  - 2 milliards de Dollars US pour appuyer le renforcement de capacités (institutionnelle, informationnelle)

# Les défis du secteur de l'eau et de l'assainissement (suite)



- Comment soutenir et favoriser des opportunités commerciales pour les petits fournisseurs de services et les sociétés d'assainissement ?
- Comment développer un réseau intégré de technologies de transport pour l'assainissement comprenant les camions de vidange des déchets fécaux et les systèmes d'égouts peu coûteux pour entretenir un environnement urbain hétérogène ?
- Comment optimiser l'économie d'éléments nutritifs et de l'eau tout en enlevant les microbes pathogènes et les polluants chimiques dans les excréta et le traitement de l'eau usée/ les systèmes de traitement?

# Les défis du secteur de l'eau et de l'assainissement (suite)



- Comment soutenir la capacité de recherches et la génération d'expertises africaines pour l'exécution de projets durables d'assainissement?
- Comment améliorer les succès courant déjà rencontrés dans de grandes villes (ex : Dakar, Ouagadougou etc.) pour les exploiter dans les petites et moyennes villes émergentes?



# L'amélioration des Performances des Sociétés d'eau et d'assainissement



- l'émergence de réformes importantes des services d'eau et d'assainissement dans beaucoup de pays d'Afrique.

# Quelques Réformes



- Concessions en Afrique du Nord (le Maroc et l'Egypte)
- Participation de secteur privé (PSPs) en Afrique de l'Ouest (Sénégal, Ghana et Burkina Faso)
- Renforcement dans la gestion de sociétés publiques en Afrique Australe et Orientale (Ouganda, Tanzanie, Zambie, Ethiopie, Lesotho, Botswana et Afrique du Sud)
- Emergence de partenariat SUD-SUD avec des sociétés publiques dans leur pays qui s'expatrient en constituant des structures privées, telles que l'ONEP du Maroc qui a obtenu un contrat au Cameroun, ainsi que RAND WATER de l'Afrique du SUD qui a fait de même au Ghana
- À cet égard, des solutions locales se dégagent chaque année ainsi qu'un ensemble de connaissances, qui doit être connu par les décideurs politiques et les praticiens de secteur de l'eau et de l'assainissement.

# Recommandations



- Capitaliser les expériences pour le secteur de l'eau en Afrique
- Décentraliser les pouvoirs publics dans les états africains, débouchant sur un transfert de compétences des services tels que l'eau et l'assainissement aux collectivités locales
- favoriser d'autres formes de collaboration des sociétés d'eau avec le secteur privé (l'externalisation de certaines opérations d'exploitation, des contrats d'assistance spécifiques, la gestion des fichiers clientèles, le contrat de recherche de fuites etc.)

# Recommandations



- Faire des priorités les problèmes liés au management, à la régulation et aux choix politiques dans le secteur de l'eau et de l'assainissement
- Clarifier la définition de l'implication du secteur privé dans le secteur
- La couverture des coûts d'exploitation des sociétés doit être analysée et des leçons doivent en être tirées afin de définir la tarification optimale
- Des nouveaux types de financements doivent être mobilisés pour moderniser les infrastructures du secteur et les institutions.

# Recommandations



- Des lois sur l'eau doivent être rédigées, proposées et généralisées.
- Des Institutions de régulation commerciales et environnementales doivent être établies.
- Des réformes institutionnelles radicales - comprenant la privatisation ou des délégations de gestion appropriées - doivent être identifiées et les politiques associées comprises.
- Les politiques et les opérateurs doivent être au même niveau d'information par rapport aux enjeux sectoriels (renforcement de capacité)
- Les petits entrepreneurs locaux opérant dans la vidange mécanique ou manuelle des fosses septiques doivent être mieux réorganisés

# Cas spécifique du Sénégal



## Stratégie à long terme:

- une stratégie à long terme pour le développement du secteur de l'eau et de l'assainissement
  - la réforme institutionnelle de l'hydraulique urbaine (l'amélioration de la gestion, la politique tarifaire ainsi que l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement des populations urbaines)

# Cas spécifique du Sénégal (suite)



## Stratégie à long terme (suite)

- le renforcement du rôle du secteur privé et la mise en œuvre d'une stratégie multisectorielle et intégrée de gestion des ressources en eau.

# Cas spécifique du Sénégal (suite)



## Programme d'investissements

- un programme d'investissements important, à travers le Projet Sectoriel Eau (PSE) et le Projet Eau à Long Terme (PLT) qui ont permis de mobiliser un financement équivalent à **260 milliards de F CFA** ces dix dernières années et de résorber le déficit d'alimentation en eau potable des villes



# Cas spécifique du Sénégal (suite)



## Programme d'investissements (suite)

- Le programme d'investissements a été baptisé Programme national d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire (**PEPAM 2015**) et sera réalisé sur la période 2005-2015 (10 ans) pour un coût évalué à **515 milliards CFA**.

# Cas spécifique du Sénégal (suite)



## Objectifs du PEPAM d'ici 2015

- En milieu rural, faire passer le taux d'accès à l'eau potable de 64% en 2004 à **82%** en 2015, et le taux d'accès à l'assainissement de 17% en 2004 à **59%** en 2015 ;
- En milieu urbain, faire passer le taux d'accès à l'eau potable par branchement domiciliaire de 70% en 2004 à **85%** en 2015 et le taux d'accès à l'assainissement de 57% en 2004 à **78%** en 2015.

# Cas spécifique du Sénégal (suite)



## Résultats atteints pour l'AEP en 2008:

- Les financements mobilisés en milieu rural ont permis d'atteindre un taux d'accès à l'eau potable de **72 %** en 2008 grâce à la réalisation d'importantes infrastructures hydrauliques
- En milieu urbain, le programme volontariste d'accès des populations par branchements sociaux se poursuit et le taux d'accès par branchements domiciliaires a atteint un niveau de **78 %** en 2008.

# Cas spécifique du Sénégal



## Résultats pour l'Hygiène et Assainissement

- La promotion de l'hygiène pour prévenir entre autres les maladies d'origine hydrique
- le Sénégal a atteint un taux d'accès à l'assainissement urbain de **64%** en 2008
- Le Sénégal a adopté son plan d'actions pour l'assainissement 2008-2011 à la suite de la conférence d'AfricaSan 2008 et qui a adopté l'importante déclaration ministérielle dite d'E-Thekweni



**MERCI DE VOTRE ATTENTION**

## **PANEL 2: La coopération espagnole dans le domaine de l'eau et de l'assainissement**

*« Gestion Intégrale de l'eau dans le cadre du développement humain durable »*

Mónica Corrales Rodrigañez

Chef de la Division de l'Environnement et des Services Sociaux de base.

Direction de la Coopération Sectorielle et Multilatérale

Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID)

### **RÉSUMÉ**

La gestion durable des ressources hydriques est un composant essentiel de la lutte contre la pauvreté. C'est à ce propos que le 3<sup>ème</sup> Plan Directeur de la Coopération Espagnole accorde une grande importance à cet aspect, et consacre un espace particulier au secteur de l'eau et de l'assainissement dans le but général de « promouvoir le Droit Humain à l'Eau et d'améliorer et d'étendre la couverture en eau et l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base, tout en assurant la durabilité avec une gestion intégrée du cycle hydrologique ». Pour atteindre cet objectif général, trois objectifs spécifiques sont définis :

- Soutenir la gestion publique et intégrale de l'eau ;
- Améliorer, de façon efficace et équitable, les services en eau et en assainissement ;
- Renforcer les capacités des institutions et des communautés locales afin de promouvoir leur participation effective dans les services en eau et en assainissement.

Cette approche pour la gestion intégrale des ressources hydriques suppose que les actions de la coopération espagnole doivent faire face, de façon coordonnée, aux problèmes politiques, économiques, techniques et environnementaux qui peuvent apparaître dans la gestion du cycle hydrologique.

De même, l'Afrique Subsaharienne se consolide comme une priorité de la Coopération Espagnole. La nouvelle Direction de la Coopération Sectorielle et Multilatérale inclut une Division de Environnement et des Services Sociaux de base, au sein du Département de Coopération Sectorielle et de Genre. Étant donné l'importance accordée à la ressource en eau, la Division de l'Environnement possède une Section spécifique pour l'eau et l'assainissement qui sera chargée d'appuyer, dans le cadre de la Stratégie de l'Environnement et du Développement Durable, les mesures prévues dans le Plan Directeur 2009-2012 en matière d'eau et d'assainissement, ainsi que son articulation, aussi bien au niveau interne, à l'AECID, qu'avec le reste des acteurs de la coopération espagnole.

**Mots clés :** Droit humain à l'eau, gestion intégrée des ressources en eau, lutte contre la pauvreté

# GESTIÓN INTEGRAL DEL AGUA EN EL MARCO DEL DESARROLLO HUMANO SOSTENIBLE

Mónica Corrales, Jefa de División de Medio Ambiente y Servicios Sociales Básicos  
Dirección de Cooperación Sectorial y Multilateral  
Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID)

Las Palmas, 20 de abril de 2009



# Índice

1. Marco conceptual: Agua y pobreza. La sostenibilidad ambiental en la Cooperación Española
2. Marco operativo: Estructura de la nueva AECID
  - Organización de la AECID
  - La Dirección de Cooperación Sectorial y Multilateral y el Dpto. de Cooperación Sectorial y de Género
  - La División de Medio ambiente y Servicios Sociales Básicos
3. Estrategia operativa en materia de agua y saneamiento



# 1. Marco conceptual: La sostenibilidad ambiental en el contexto de la Cooperación Española.

## **El agua y la lucha contra la pobreza**

### El agua y la lucha contra la pobreza

- La gestión sostenible de los recursos hídricos es un **componente esencial** de la lucha contra la pobreza.
- El agua y los ODM:
  - Se progresa adecuadamente hacia la consecución del objetivo relativo a agua potable a nivel global, aunque muchas regiones del mundo siguen lejos de haber conseguido reducir la proporción de personas sin acceso sostenible al agua potable (África subsahariana y países árabes de renta baja).
  - El objetivo relativo a saneamiento está lejos de ser alcanzado a nivel global.
- Marco conceptual cooperación española: Estrategia y III-PD

# 1. Marco conceptual La sostenibilidad ambiental en el contexto de la Cooperación Española.

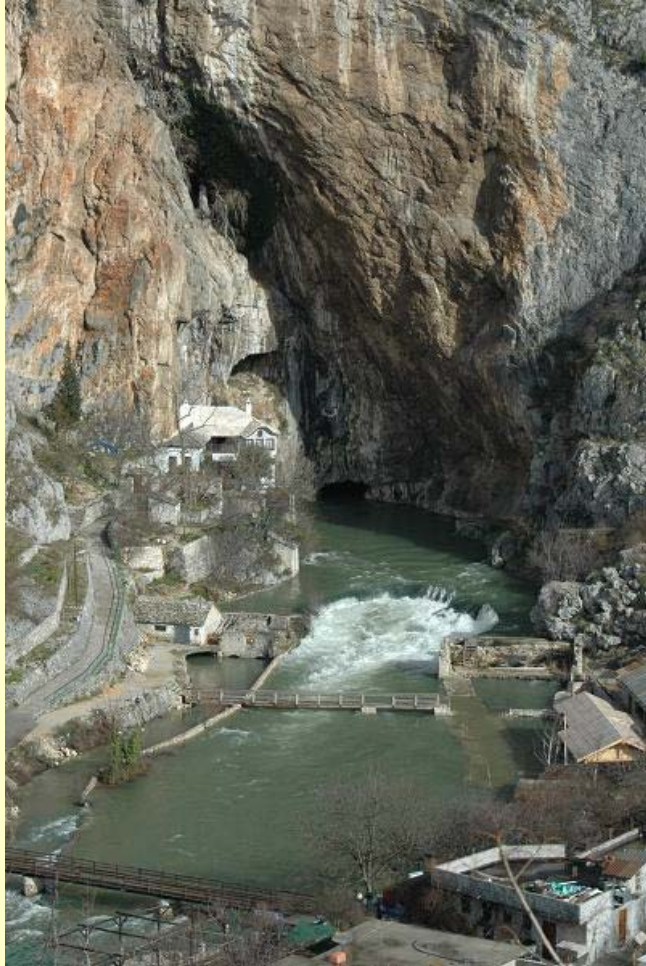
## **El sector agua en el III Plan Director**

### El sector agua en el III Plan Director: Síntesis de principios

- La **lucha contra la pobreza** en todas sus dimensiones como objetivo prioritario.
- El **derecho al agua** como **derecho humano** básico fundamental y universal
- La sostenibilidad de cuencas bajo criterios de **gestión integral**.
- La **“Gobernanza para el agua”** como base para fortalecer las capacidades institucionales.
- Una **gestión pública** transparente y participativa.
- El uso de **tecnología** para el desarrollo humano.
- La **Declaración de París** como referente para aumentar la eficacia en el sector

# 1. Marco conceptual: La sostenibilidad ambiental en el contexto de la Cooperación Española.

## El sector agua en el II Plan Director



Proyecto Ecodesarrollo en zonas rurales de Bosnia y Herzegovina y Serbia

## El sector agua en el III Plan Director

- Conceptualmente, el sector agua se considera integrado en el enfoque de sostenibilidad ambiental, tal como se considera en la Estrategia de Medio Ambiente y Desarrollo Sostenible de la Cooperación Española.
- Dotar al sector agua y saneamiento básico de un espacio propio, a parte del sector de medio ambiente, nos sirve para subrayar la importancia que se le otorga a la gestión del recurso agua.

# 1. Marco conceptual: La sostenibilidad ambiental en el contexto de la Cooperación Española.

## El III Plan Director de la Cooperación Española



Afganistán Abastecimiento de agua potable y saneamiento básico en Qala i nao (1ª ciudad afgana con saneamiento).

### Enfoque de Desarrollo Sostenible

• Enfoque marco de la política de cooperación para el desarrollo

- El medio ambiente no ha de ser compatible con el desarrollo económico sino que es la BASE DEL DESARROLLO y uno de los ejes de la lucha contra la pobreza.
- Deterioro ambiental y pobreza, cara y cruz de la misma moneda.



Proyecto Binacional Catamayo Chira (Peru\_ Ecuador)- Estudio de cuenca.

# 1. Marco conceptual: La sostenibilidad ambiental en el contexto de la Cooperación Española.

## El III Plan Director de la Cooperación Española



Parque Nacional del Banc d'Arguin, Mauritania.



Apoyo a la apicultura en el Parque Nacional de Sous-Massa, Marruecos.

### Prioridad horizontal

- **Sostenibilidad ambiental**
  - Integración progresiva de la variable ambiental en todas las intervenciones de la AECID antes de la toma de decisión.

# 1. Marco conceptual: La sostenibilidad ambiental en el contexto de la Cooperación Española.

## El III Plan Director de la Cooperación Española



Proyecto de abastecimiento de agua potable en la cuenca del río Senegal MAURITANIA



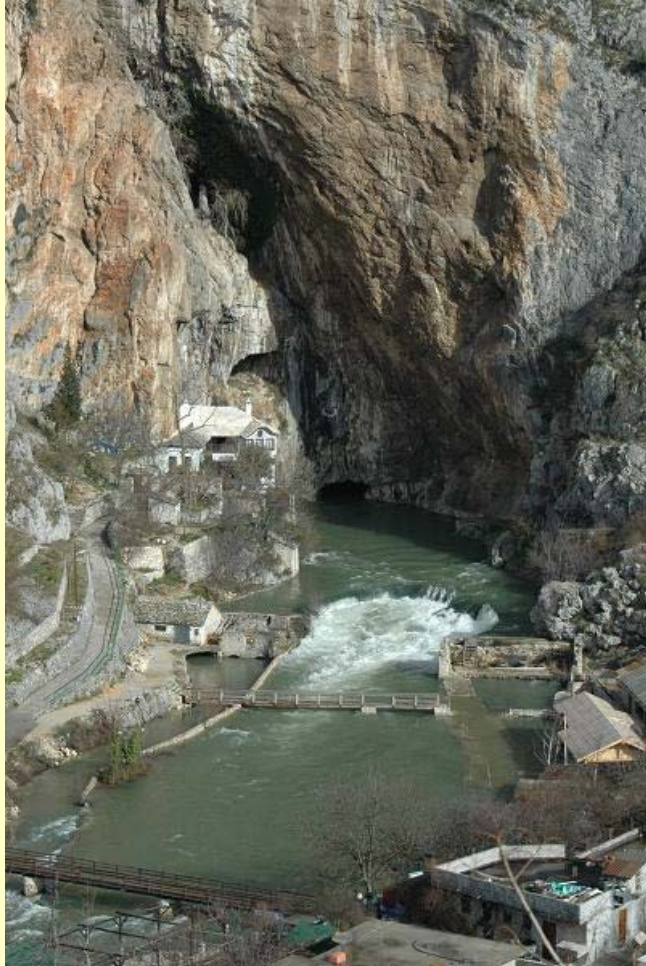
Curso "Agua, Saneamiento e higiene en emergencias", organizado por la Oficina de Acción Humanitaria de la AECID

### Prioridad sectorial

- **Sostenibilidad ambiental y cambio climático**
  - Objetivo general III Plan Director: "Contribuir a una gestión sostenible del capital natural y a modelos de desarrollo que permitan mejorar el bienestar y la calidad de vida de la población".
  - Línea prioritaria: Lucha contra el cambio climático.
    - El clima es un recurso que influye en la productividad de otros importantes recursos, incluyendo los bosques, las tierras, la pesca y el agua.
    - El desarrollo humano tiene un impacto demostrable en el sistema climático mundial.

# 1. Marco conceptual: La sostenibilidad ambiental en el contexto de la Cooperación Española.

## El sector agua en el III Plan Director



Proyecto Ecodesarrollo en zonas rurales de Bosnia y Herzegovina y Serbia

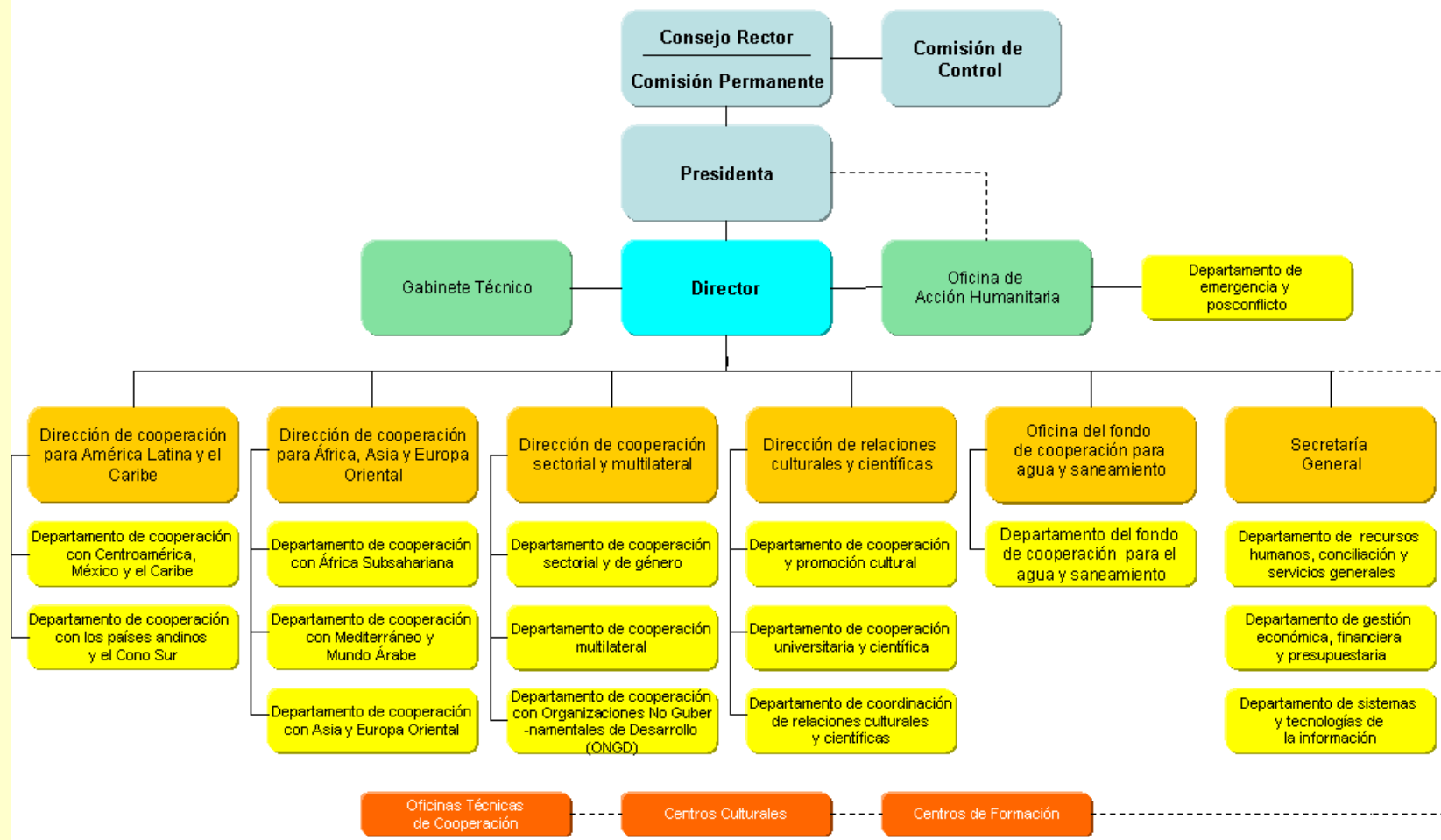
### Servicios Sociales Básicos: Agua y Saneamiento

- **Objetivo general III Plan Director:** *“promover el Derecho Humano al Agua y mejorar y ampliar la cobertura y el acceso al agua potable y al saneamiento básico asegurando su sostenibilidad con una gestión integral del ciclo hidrológico”*.
- Para alcanzar este objetivo general se plantean tres **objetivos específicos**:
  - Apoyar la gestión pública e integral del agua;
  - Mejorar, de modo eficiente y equitativo, los servicios de agua y saneamiento;
  - Fortalecer las capacidades de las instituciones y de las comunidades locales para su participación efectiva en los servicios de agua y saneamiento.

# 2. Marco operativo: Estructura de la nueva AECID

## Organigrama de la AECID

(Real decreto 1403/2007, de 26 de octubre de 2007)



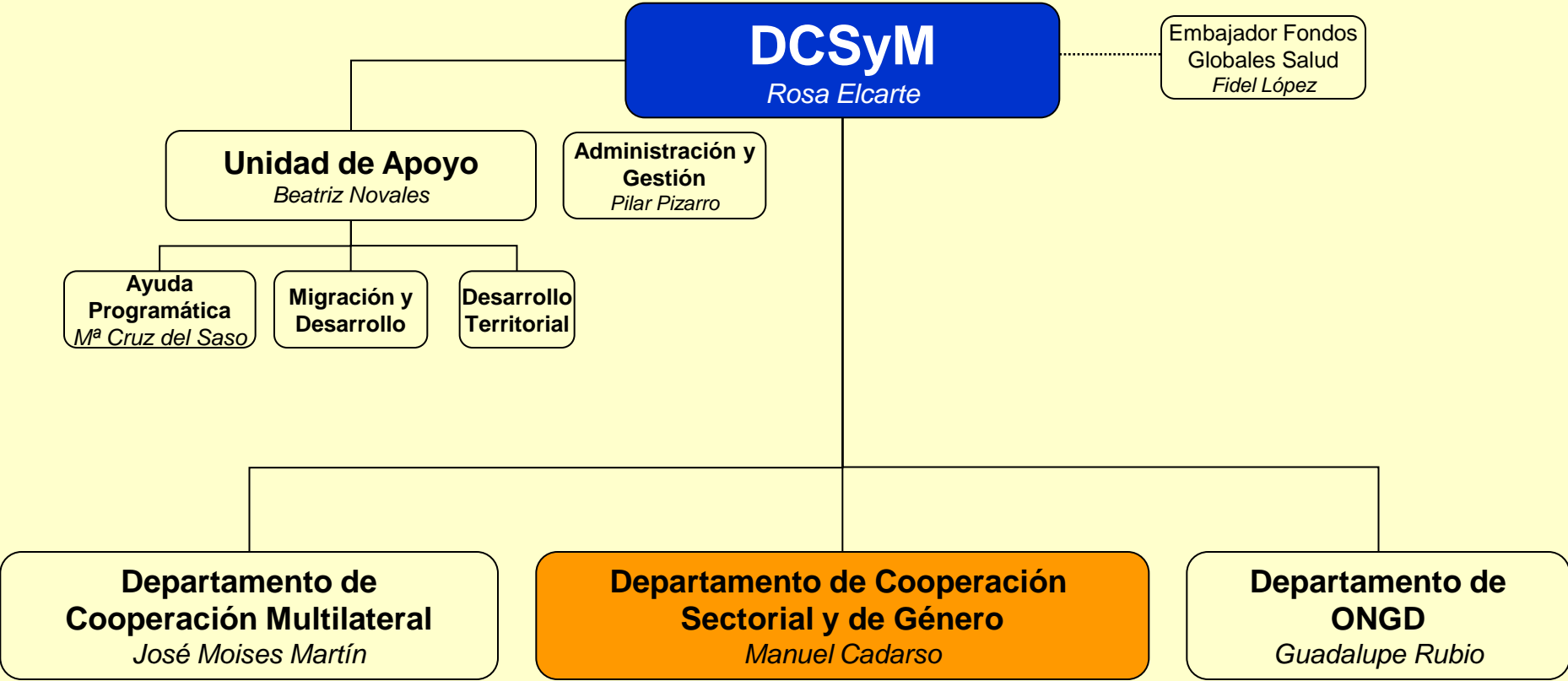


## 2. Marco operativo: Estructura de la nueva AECID **La Dirección de Cooperación Sectorial y Multilateral: Objetivos**

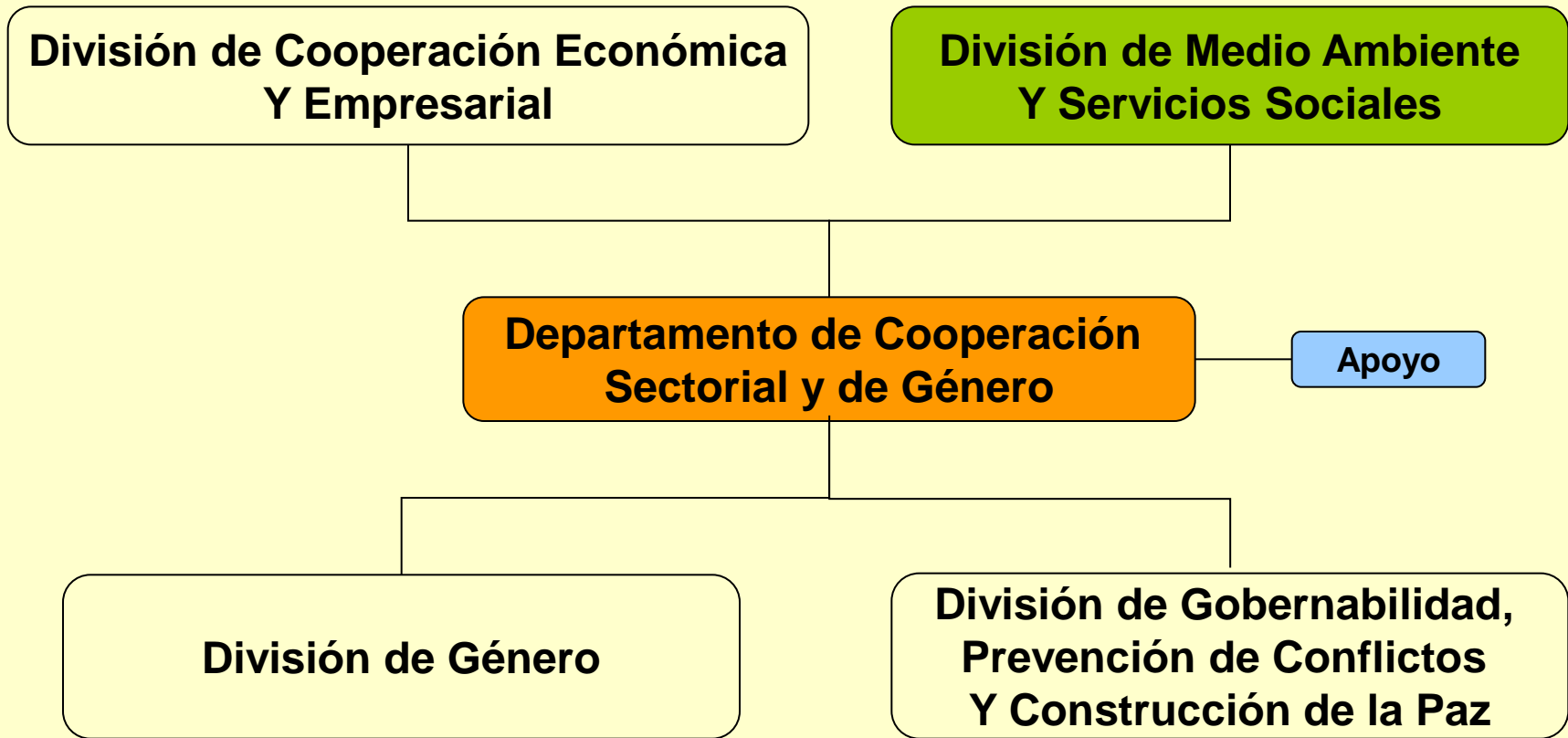
- Promoción del cumplimiento de los Principios de la Declaración de París / Accra.
- Articulación Operativa de las Políticas Sectoriales de Desarrollo, definidas por MAEC/SECI.
- Fortalecer la dimensión Multilateral de la Cooperación Española.
- Mejorar la Calidad de la cooperación prestada en colaboración con las ONGD.

# 2. Marco operativo: Estructura de la nueva AECID

## La DCSyM: Organización

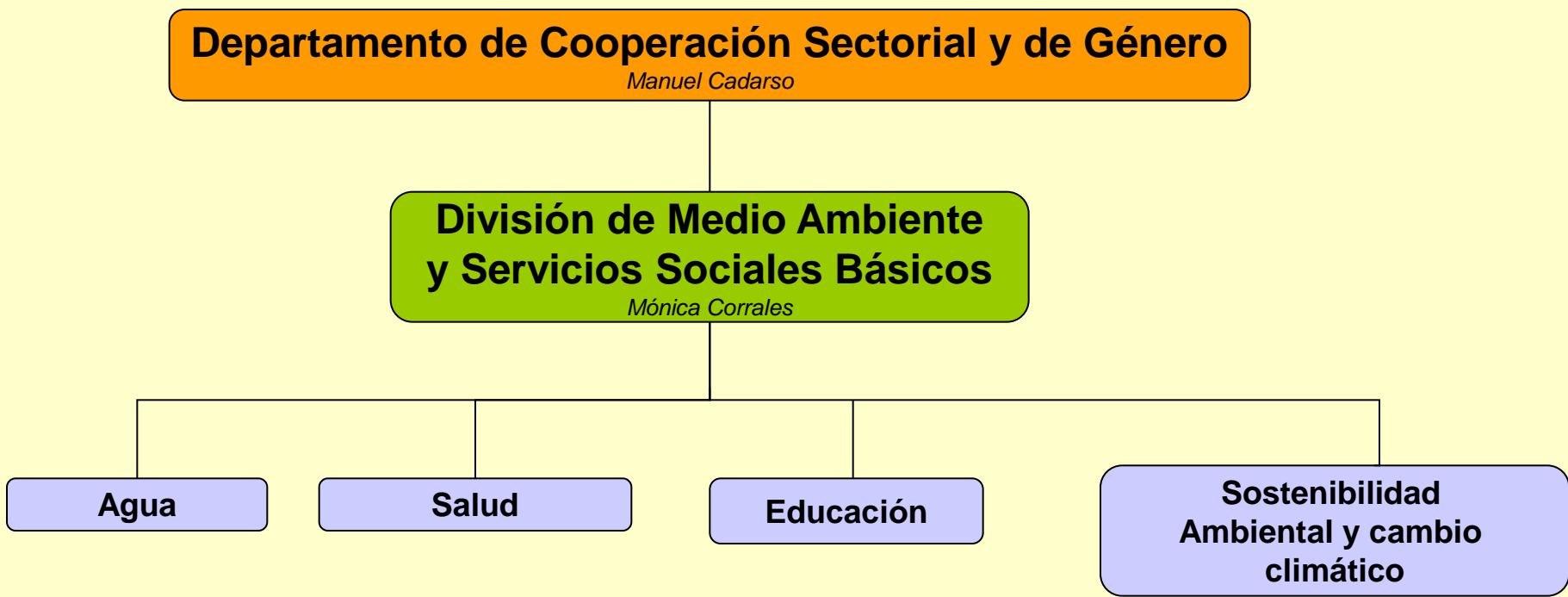


## 2. Marco operativo: Estructura de la nueva AECID El Departamento de Cooperación Sectorial y Género: Organización



# 2. Marco operativo: Estructura de la nueva AECID

## La División de Medio Ambiente y Servicios Sociales Básicos: Organización



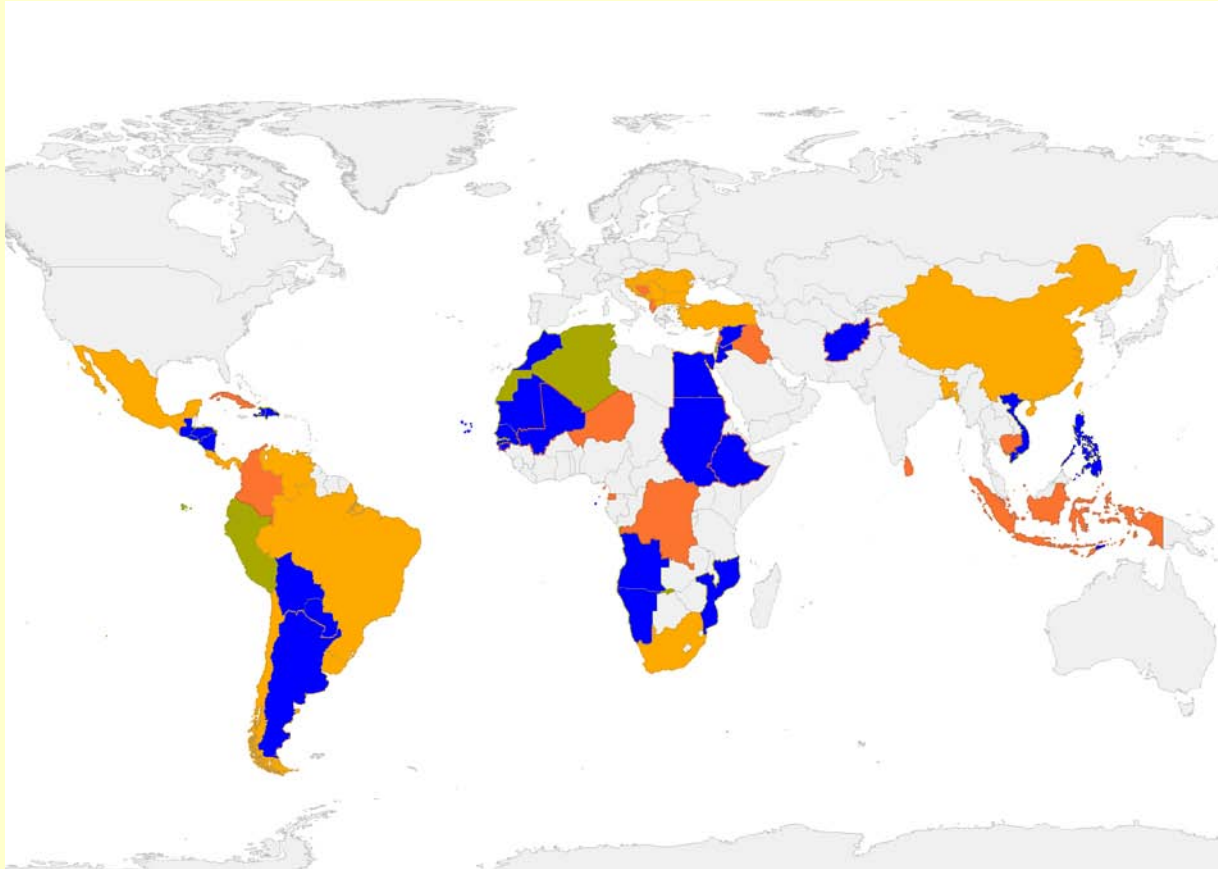
### 3. Estrategia operativa en materia de Agua y Saneamiento.

#### Principios básicos de la estrategia operativa en Agua

- Enfoque de **gestión integral** de los recursos hídricos: afrontar, de manera coordinada, los problemas políticos, económicos, técnicos y ambientales que puedan surgir en la gestión del ciclo hidrológico.
- Dimensión **multisectorial**: salud, seguridad alimentaria, desarrollo productivo, habitabilidad digna, gestión de recursos naturales.
- Integración de lo existente: buenas prácticas y lecciones aprendidas

### 3. Estrategia operativa en materia de Agua y Saneamiento

#### Integración de los distintos planes y proyectos existentes sobre recursos hídricos



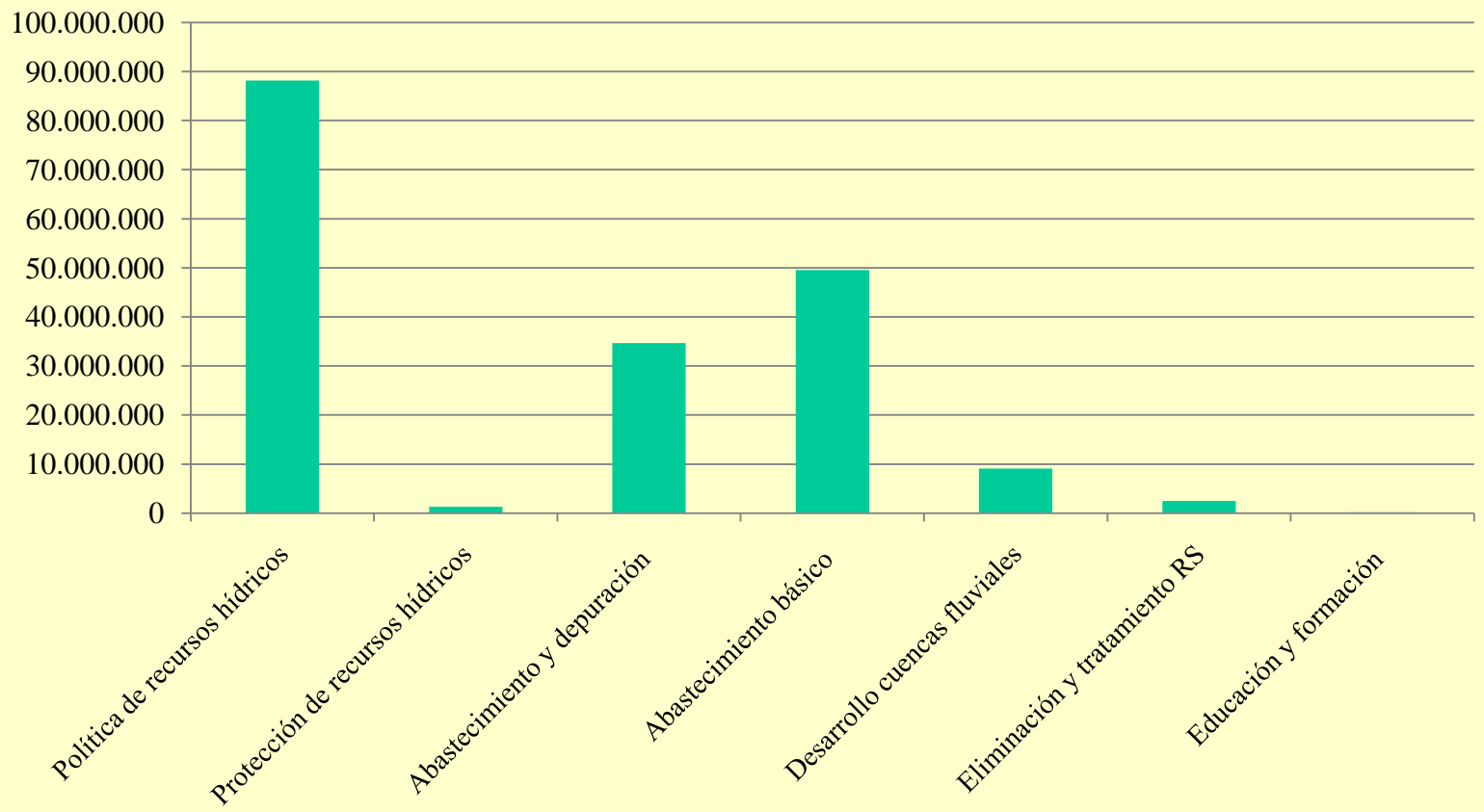
**PAÍSES PLAN DIRECTOR 2005-2008 CON AGUA COMO LÍNEA ESTRATEGICA PRIORITARIA (COLOR AZUL)**

- A partir de las acciones realizadas y de los programas en marcha, ir poco a poco integrando el nuevo marco conceptual y operativo.
- Mantener y ampliar la colaboración con los distintos actores de la cooperación.

# 3. Estrategia operativa en materia de Agua y Saneamiento

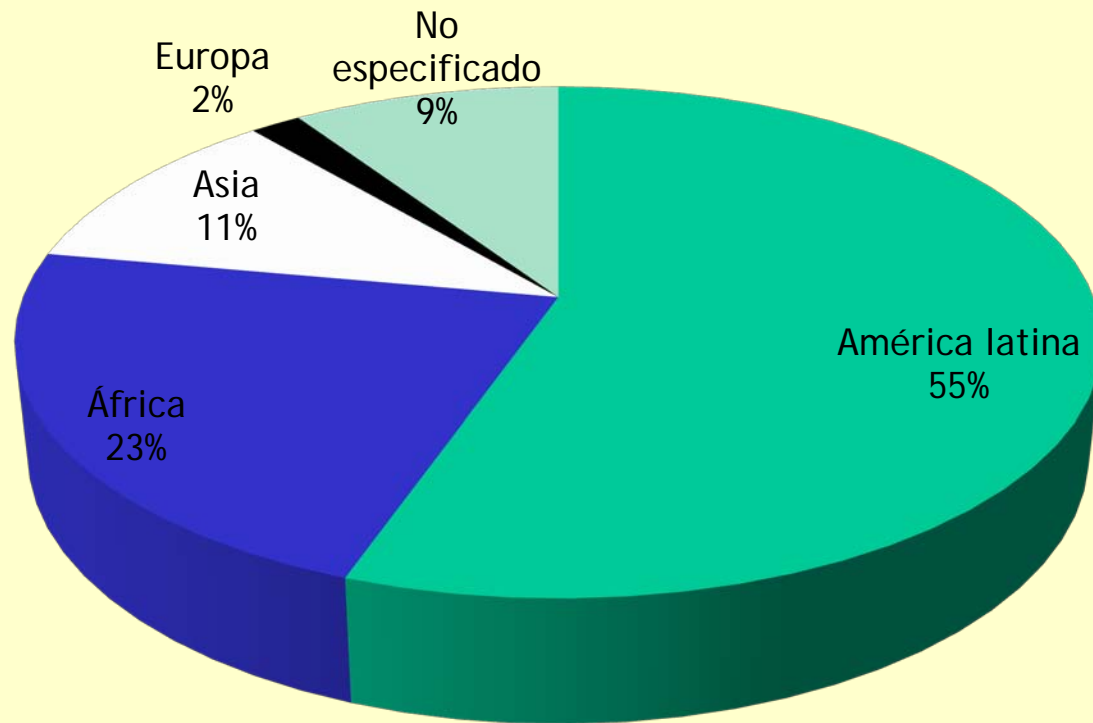
## PROYECTOS 2007 SECTOR AGUA (185.420.217 €)

AOD total bruta dirigida al sector (€)



### 3. Estrategia operativa en materia de Agua y Saneamiento

#### DISTRIBUCIÓN GEOGRÁFICA PROYECTOS SECTOR AGUA 2007 (AOD bilateral bruta)





### 3. Estrategia operativa en materia de Agua y Saneamiento.

La estrategia operativa se articula en torno a cuatro líneas principales.

- Integración de los distintos planes y proyectos sobre recursos hídricos.
- Articulación de instrumentos.
  - Bilaterales:
    - Cooperación técnica
    - Apoyo presupuestario sectorial
    - Cooperación delegada
    - Cooperación triangular y cooperación Sur-sur
    - Subvenciones a ONGD
    - Gestión de la Deuda Externa
  - Multilaterales
- Complementariedad y coherencia con las Contribuciones a Organismos Multilaterales de Agua y con la agenda Internacional de Desarrollo.
- Coordinación de actores: coordinación sede-terreno, Ministerios sectoriales, Comunidades Autónomas, Unión Europea.
- Canalización del conocimiento (promoción alianzas con entidades científicas de referencia; base de datos de expertos) e intercambio de experiencias.

## 3. Estrategia operativa en materia de Agua y Saneamiento

### Conclusiones

- El agua es un elemento de vital importancia.
- La realidad es compleja: no existen “soluciones mágicas” .
- Se requiere la acción coordinada de todos los actores: reflexión conjunta, intercambios.

*¡gracias!*

*[www.aecid.es](http://www.aecid.es)*

## **PANEL 2: La cooperación española en materia de agua y saneamiento**

*“Cooperación española en abastecimiento y saneamiento”*

Gonzalo Marín

Coordinador del grupo sectorial del agua

Coordinadora Española de ONG para el Desarrollo (CONGDE)

### **RESUMEN**

A partir del Plan Director de la Cooperación Internacional para el Desarrollo 2005-2008 el abastecimiento y saneamiento pasó a ser considerado como sector prioritario, en buena parte al contemplar lo propugnado por la Coordinadora de ONGD de España, que concretó una propuesta que incluía la asunción del derecho humano al agua, necesidad de una estrategia sectorial y criterios relativos a prioridades geográficas, ámbitos de actuación y calidad de la ayuda. La propuesta fue parcialmente recogida en el Plan Director, especialmente en lo que se refiere a los dos primeros puntos; a pesar de lo cual la estrategia no se ha llegado a materializar hasta la fecha.

El vigente Plan Director 2009-2012 asume los planteamientos de su antecesor, aunque no contempla la elaboración de un documento programático que guíe la acción de la cooperación española en este sector, lo que se considera una debilidad relevante de la cooperación española.

En definitiva, si bien es cierto que desde el punto de vista conceptual y de planteamientos generales ha habido un avance notable, es necesario planificar la ayuda en el sector y realizar un diagnóstico adecuado del mismo en función de las expectativas y capacidades de la cooperación española. En este sentido, el proceso de evaluación del sector que actualmente está realizando la Administración se considera un primer paso.

La urgencia en considerar los temas anteriores se torna en perentoria ya que la Administración se ha dotado de nuevos y potentes instrumentos, como es el Fondo de cooperación para agua y saneamiento, que destinará 1.500 millones de dólares en los próximos cuatro años en actuaciones en América Latina. Para calibrar esta iniciativa, basta decir que supondrá una inversión anual de 375 millones de dólares frente a los 49 millones que, como media, se invirtieron entre 1995 y 2007. Pero esta iniciativa representa, también, un elemento de distorsión fuerte en la distribución geográfica de la ayuda en agua y saneamiento ya que se localiza en el área que ya copa el 55% de la ayuda.

Atendiendo a lo anterior, desde las ONGD existe una preocupación y una exigencia de que se dote a los organismos responsables de gestionar estos fondos de los recursos humanos y materiales necesarios para garantizar que se concrete en actuaciones eficientes, transparentes y participativas. Se pone en evidencia, una vez más, la carencia de un documento estratégico específico del sector para la utilización del Fondo.

**Palabras clave:** cooperación española, ONG, sociedad civil, plan director

## **PANEL 2: La coopération espagnole dans le domaine de l'eau et de l'assainissement**

*« La coopération espagnole dans le domaine de l'eau et de l'assainissement »*

Gonzalo Marín

Groupe de l'Eau

Coordonatrice Espagnole des ONG pour le Développement (CONGDE)

### **RÉSUMÉ**

Conformément au Plan Directeur de la Coopération Internationale pour le Développement 2005-2008, l'approvisionnement en eau et en assainissement est devenu un secteur prioritaire, en grande partie parce que la proposition de la Coordinatrice Espagnole des ONGD a été prise en considération. Cette proposition, qui assumait l'eau comme étant un droit humain, incluait le besoin d'une stratégie sectorielle et de critères relatifs aux priorités géographiques, aux domaines d'action et à la qualité de l'aide.

La proposition a été partiellement reprise dans le Plan Directeur, spécialement en ce qui concerne les deux premiers points, bien qu'il soit à signaler que la stratégie n'a pas encore été matérialisée.

Le Plan Directeur 2009-2012 en vigueur assume les approches du plan précédent, bien qu'il n'envisage pas d'élaborer un document de programmation qui permette de guider l'action de la coopération espagnole dans ce secteur, ce qui est considéré comme une faiblesse notable de la coopération espagnole.

Finalement, s'il est vrai que du point de vue conceptuel et des approches générales il y a eu un progrès important, il est néanmoins nécessaire de planifier l'aide dans le secteur et de réaliser un diagnostic adéquat de celui-ci, en fonction des attentes et des capacités de la coopération espagnole. En ce sens, le processus d'évaluation du secteur, fait en ce moment par l'Administration, constitue un premier pas.

L'urgence de considérer les domaines cités devient impérieuse étant donné que l'Administration possède à présent de nouveaux et puissants instruments, tels que le Fonds de coopération pour l'eau et l'assainissement, qui affectera 1 500 millions de dollars au cours des quatre prochaines années à des actions en Amérique Latine. Pour calibrer cette initiative, il suffit de signaler que cela supposera un investissement annuel de 375 millions de dollars contre les 49 millions qui ont été investis, en moyenne, entre 1995 et 2007. Néanmoins, cette initiative constitue, aussi, un élément de distorsion important dans la distribution géographique de l'aide pour l'eau et l'assainissement, car elle se concentre sur une zone qui reçoit déjà 55% de l'aide.

Pour les raisons énoncées, la Coordinatrice Espagnole des ONG pour le Développement est préoccupée et exige que les institutions responsables de la gestion de ces fonds reçoivent les ressources humaines et matérielles nécessaires pour garantir la concrétisation d'actions efficaces, transparentes et participatives. Une fois de plus, il devient évident que l'absence

de document stratégique spécifique du secteur pour l'utilisation du Fonds constitue une carence.

**Mots clés :** coopération espagnole, ONG, société civile, plan directeur

**COORDINADORA DE ONGD DE ESPAÑA**

*Grupo sectorial de agua*

# **COOPERACIÓN ESPAÑOLA EN ABASTECIMIENTO Y SANEAMIENTO**

# COOPERACIÓN INTERNACIONAL ESPAÑOLA

- **LEY DE COOPERACIÓN INTERNACIONAL PARA EL DESARROLLO** (7 de julio de 1998)
- **PLAN DIRECTOR DE LA COOPERACIÓN ESPAÑOLA 2001-2004** (24 de noviembre de 2000)
- **PLAN DIRECTOR DE LA COOPERACIÓN ESPAÑOLA 2005-2008** (28 de enero de 2005)
- **PLAN DIRECTOR DE LA COOPERACIÓN ESPAÑOLA 2009-2011** (13 de febrero de 2009)



# LEY DE COOPERACIÓN y PLAN DIRECTOR 2001-2004

## PRIORIDADES SECTORIALES

LEY		PLAN DIRECTOR 2001-2004	
<b>A. SERVICIOS SOCIALES BÁSICOS</b>	AGRICULTURA AGUA PESCA	<b>A, NECESIDADES SOCIALES BÁSICAS</b>	AGRICULTURA AGUA PESCA
<b>B. INFRAESTRUCTURAS</b>	TRANSPORTES ENERGÍA COMUNICACIONES AGUA AGRICULTURA PESCA	<b>B. INVERSIÓN EN EL SER HUMANO</b> <b>C. INFRAESTRUCTURAS</b>	INVESTIGACIÓN TRANSPORTES ENERGÍA COMUNICACIONES AGUA PESCA
<b>C. DERECHOS HUMANOS</b>		<b>D. DEFENSA DEL MEDIO AMBIENTE</b>	FORESTAL AGUA ENERGÍA
<b>D. ESTRUCTURAS DEMOCRÁTICAS</b>			
<b>E. MEDIO AMBIENTE</b>	FORESTAL AGUA ENERGÍA	<b>E. PARTICIPACIÓN SOCIAL</b>	
<b>F. CULTURA</b>		<b>F. PREVENCIÓN DE CONFLICTOS</b>	AGUA
<b>G. INVESTIGACIÓN CIENTÍFICA</b>	INVESTIGACIÓN		



# PLAN DIRECTOR 2005-2008. PRIORIDADES SECTORIALES

- PARTICIPACIÓN SOCIAL, DESARROLLO INSTITUCIONAL Y GOBERNANZA
- COBERTURA DE NECESIDADES SOCIALES BÁSICAS
  - Soberanía alimentaria y lucha contra el hambre
  - Educación
  - Salud
  - Protección colectivos más vulnerables
  - Habitabilidad digna
  - Acceso al agua potable y saneamiento básico
- MEDIO AMBIENTE
- PROMOCIÓN TEJIDO ECONÓMICO, INFRAESTRUCTURAS Y SERVICIOS ESENCIALES
- MUJER Y DESARROLLO
- PREVENCIÓN DE CONFLICTOS Y CONSTRUCCIÓN DE PAZ

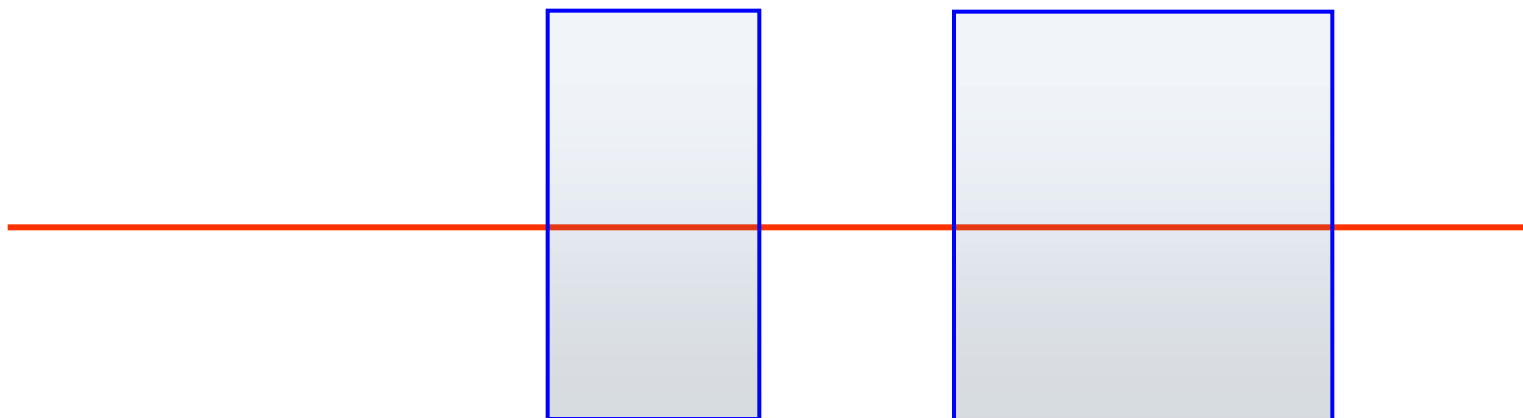
# PLAN DIRECTOR 2005-2008. PROPUESTA DE LA CONGDE

- **EL AGUA COMO UN DERECHO HUMANO**
- **CONSIDERACIÓN DEL SECTOR AGUA COMO UNO PRIORITARIO DE LA COOPERACIÓN ESPAÑOLA**
- **NECESIDAD DE UNA ESTRATEGIA ESPECÍFICA PARA EL SECTOR**
- **CONSIDERACIÓN DEL SECTOR DESDE UNA VISIÓN DE INTEGRALIDAD Y GARANTÍA DEL DERECHO HUMANO AL AGUA - POLÍTICAS, GESTIÓN INTEGRAL, GESTIÓN DE LA DEMANDA, EDUCACIÓN, CAPACITACIÓN, TECNOLOGÍAS PARA LA SOSTENIBILIDAD DE LOS SISTEMAS-**
- **SUBSECTORES PRIORITARIOS, LOS ASOCIADOS CON EL ÁMBITO PERIURBANO Y RURAL: POLÍTICAS, PLANIFICACIÓN Y GESTIÓN, PROTECCIÓN DE LOS RECURSOS, PEQUEÑOS SISTEMAS, RESIDUOS E INVESTIGACIÓN**
- **AYUDA BILATERAL EN TODO CASO NO REEMBOLSABLE SIN CONDICIONALIDADES QUE LA LIGUEN A CRITERIOS COMERCIALES**
- **AYUDA MULTILATERAL NO LIGADA Y SIN CLÁUSULAS DE CONDICIONALIDAD**

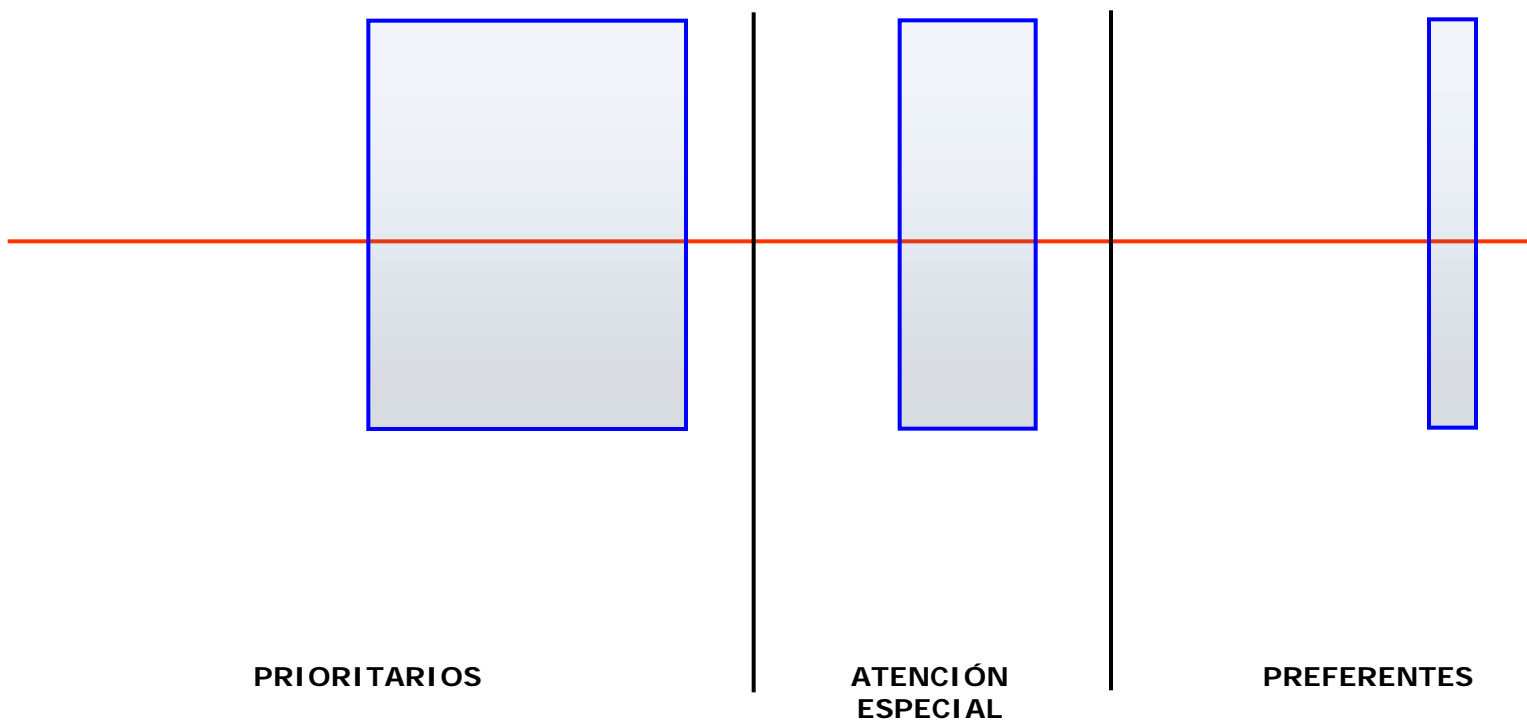
# PLAN DIRECTOR 2009-2011. PRIORIDADES SECTORIALES

- GOBERNABILIDAD DEMOCRÁTICA
- DESARROLLO RURAL Y LUCHA CONTRA EL HAMBRE
- SERVICIOS SOCIALES BÁSICOS
  - Educación
  - Salud
  - [Agua y saneamiento](#)
- CRECIMIENTO ECONÓMICO PARA LA REDUCCIÓN DE LA POBREZA
- SOSTENIBILIDAD AMBIENTAL
- CIENCIA, TECNOLOGÍA E INNOVACIÓN
- CULTURA Y DESARROLLO
- GÉNERO EN DESARROLLO
- MIGRACIÓN Y DESARROLLO
- CONSTRUCCIÓN DE LA PAZ

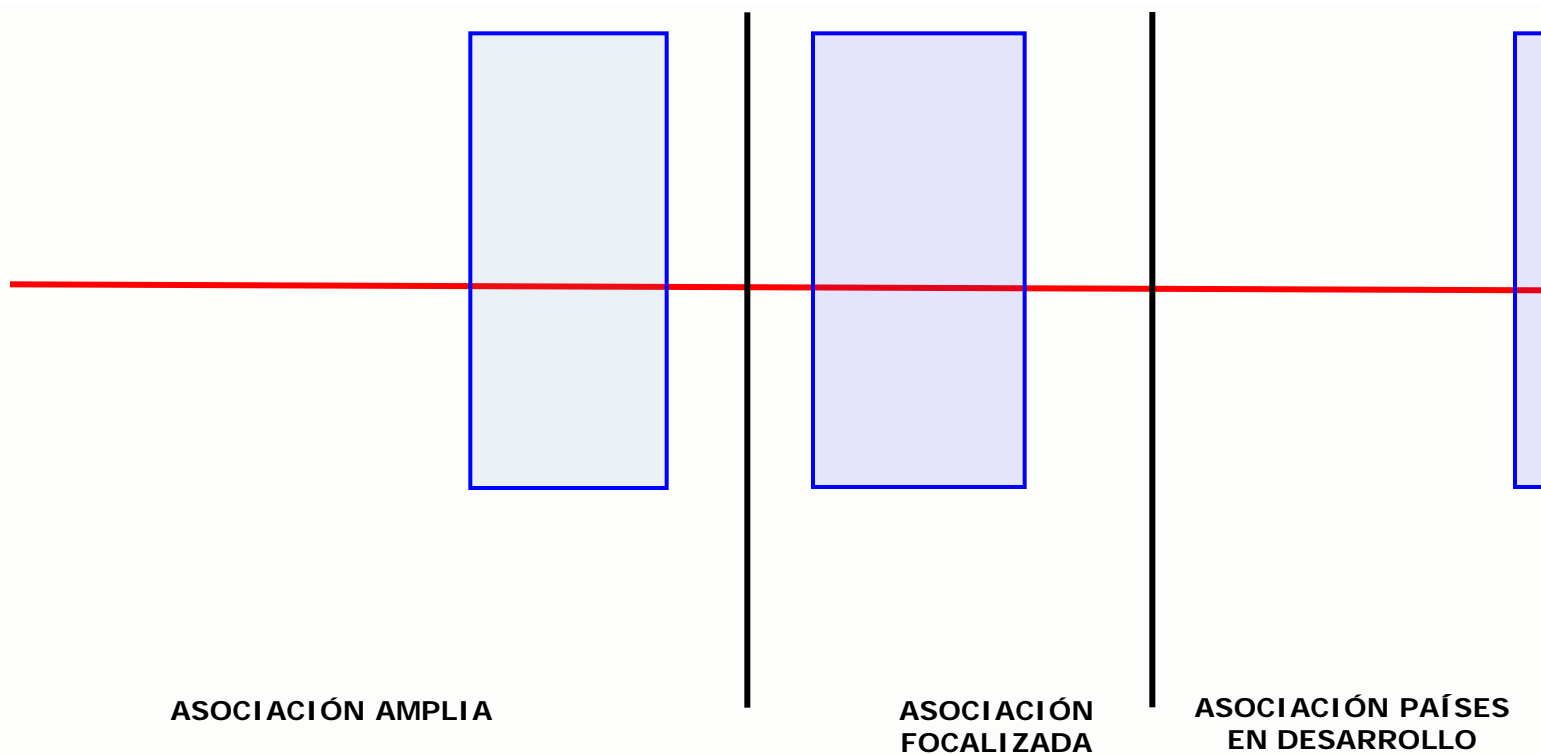
# PLAN DIRECTOR 2001-2004. PRIORIDADES GEOGRÁFICAS



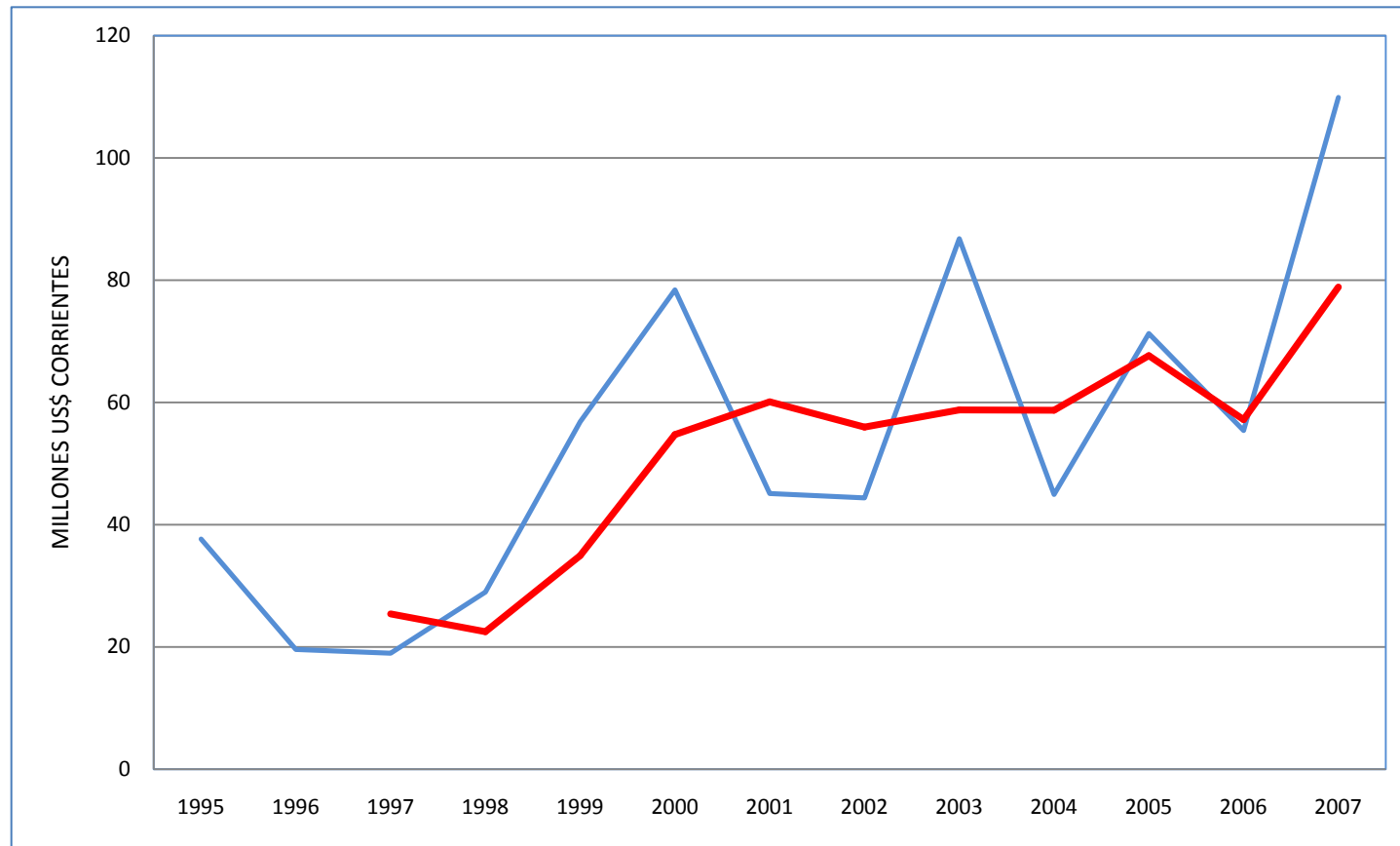
# PLAN DIRECTOR 2005-2008. PRIORIDADES GEOGRÁFICAS



# PLAN DIRECTOR 2009-2011. PRIORIDADES GEOGRÁFICAS

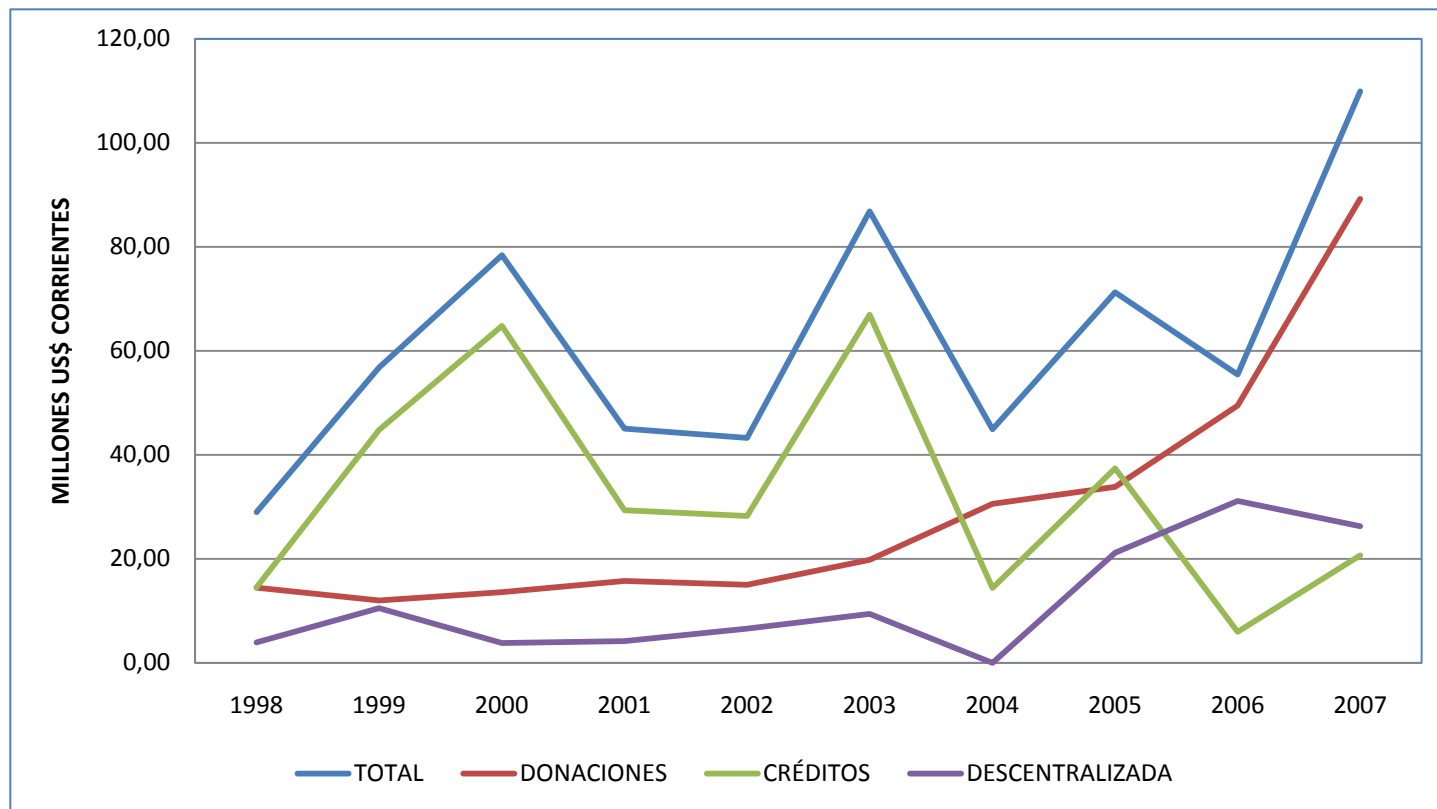


# AOD ESPAÑOLA EN AGUA. EVOLUCIÓN

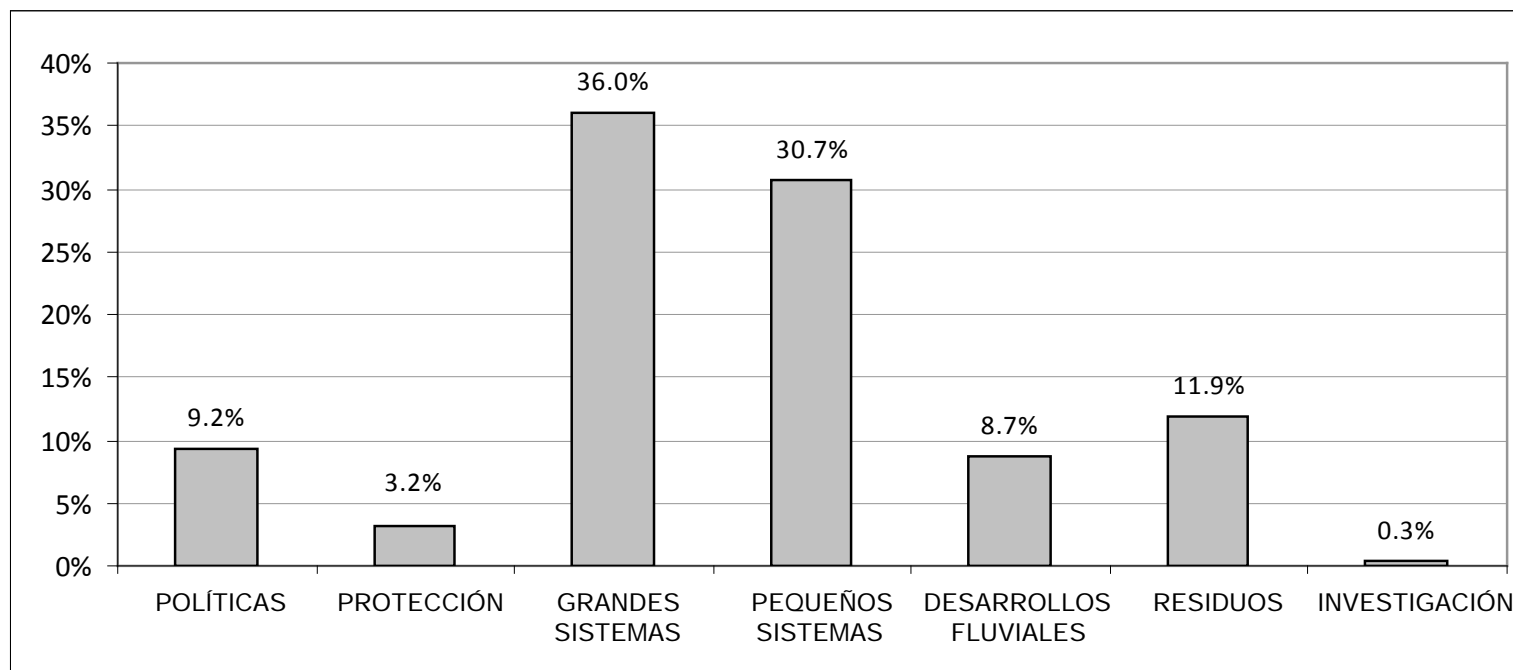




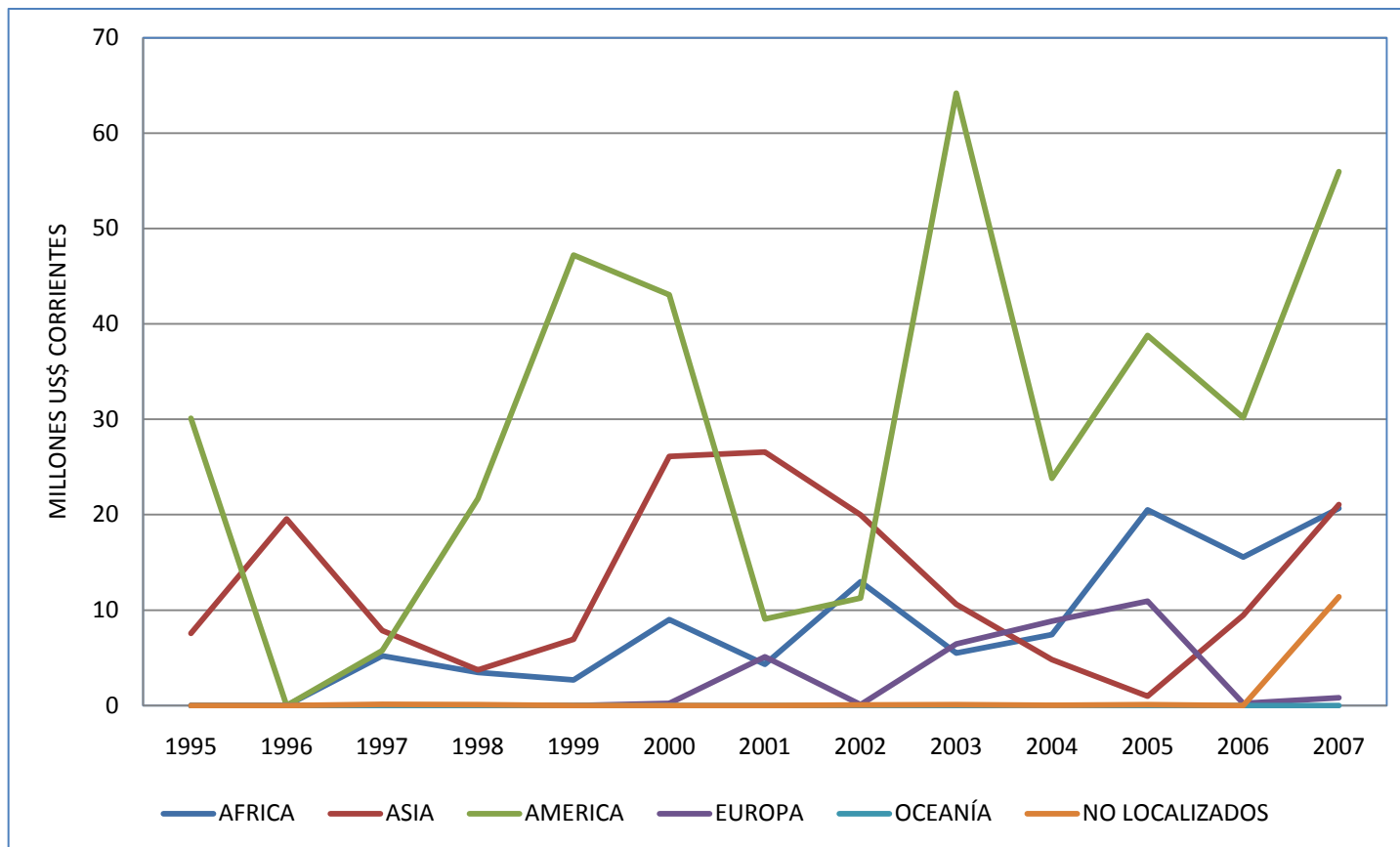
# AOD ESPAÑOLA EN AGUA. INSTRUMENTOS



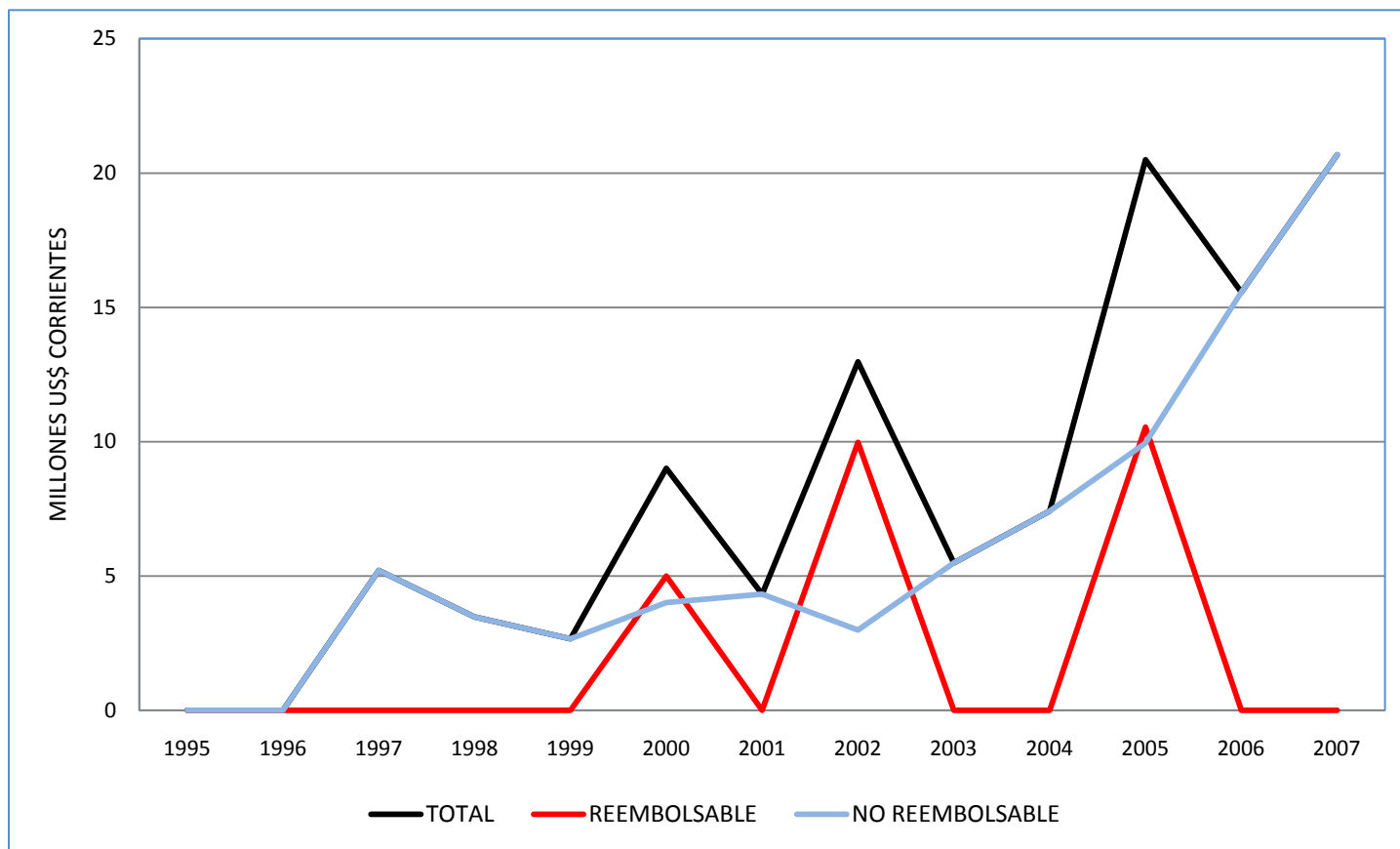
# AOD ESPAÑOLA EN AGUA. DISTRIBUCIÓN SECTORIAL 1995-2007



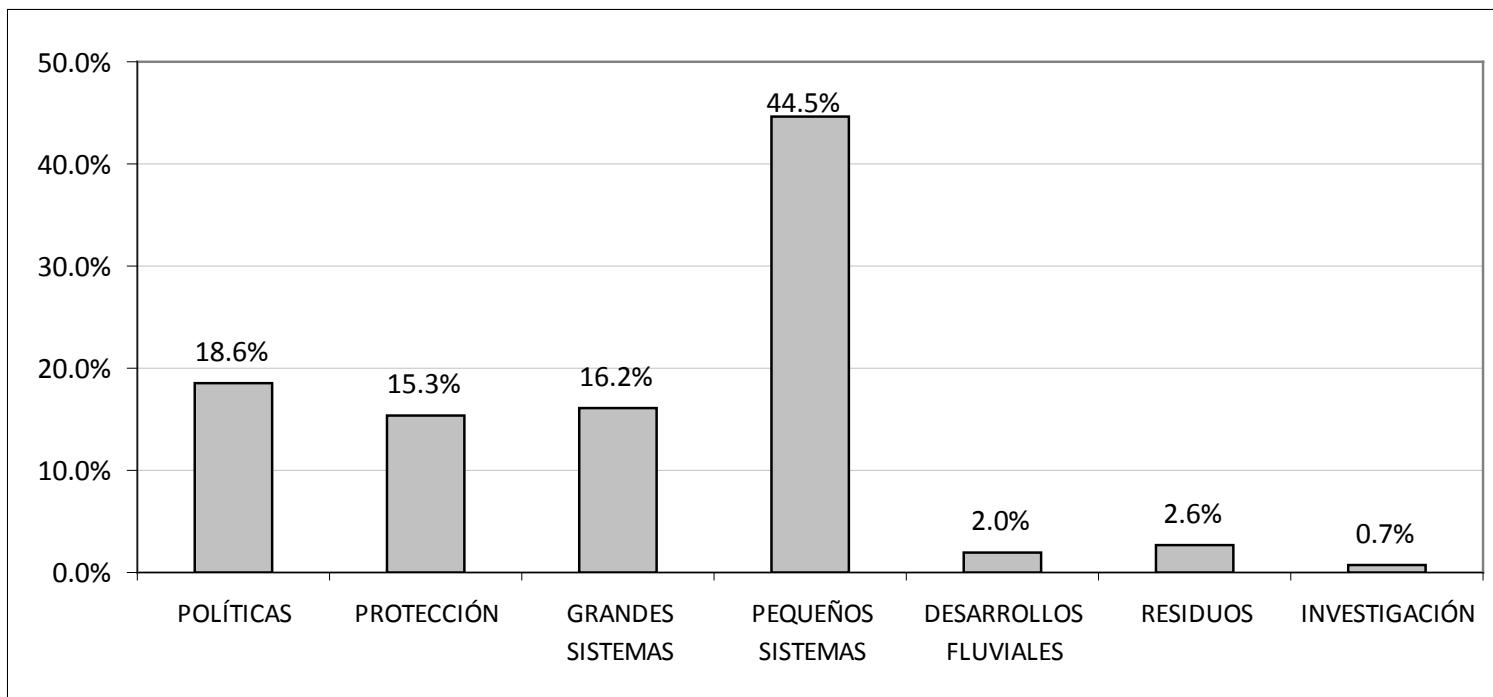
# AOD ESPAÑOLA EN AGUA. DISTRIBUCIÓN REGIONAL



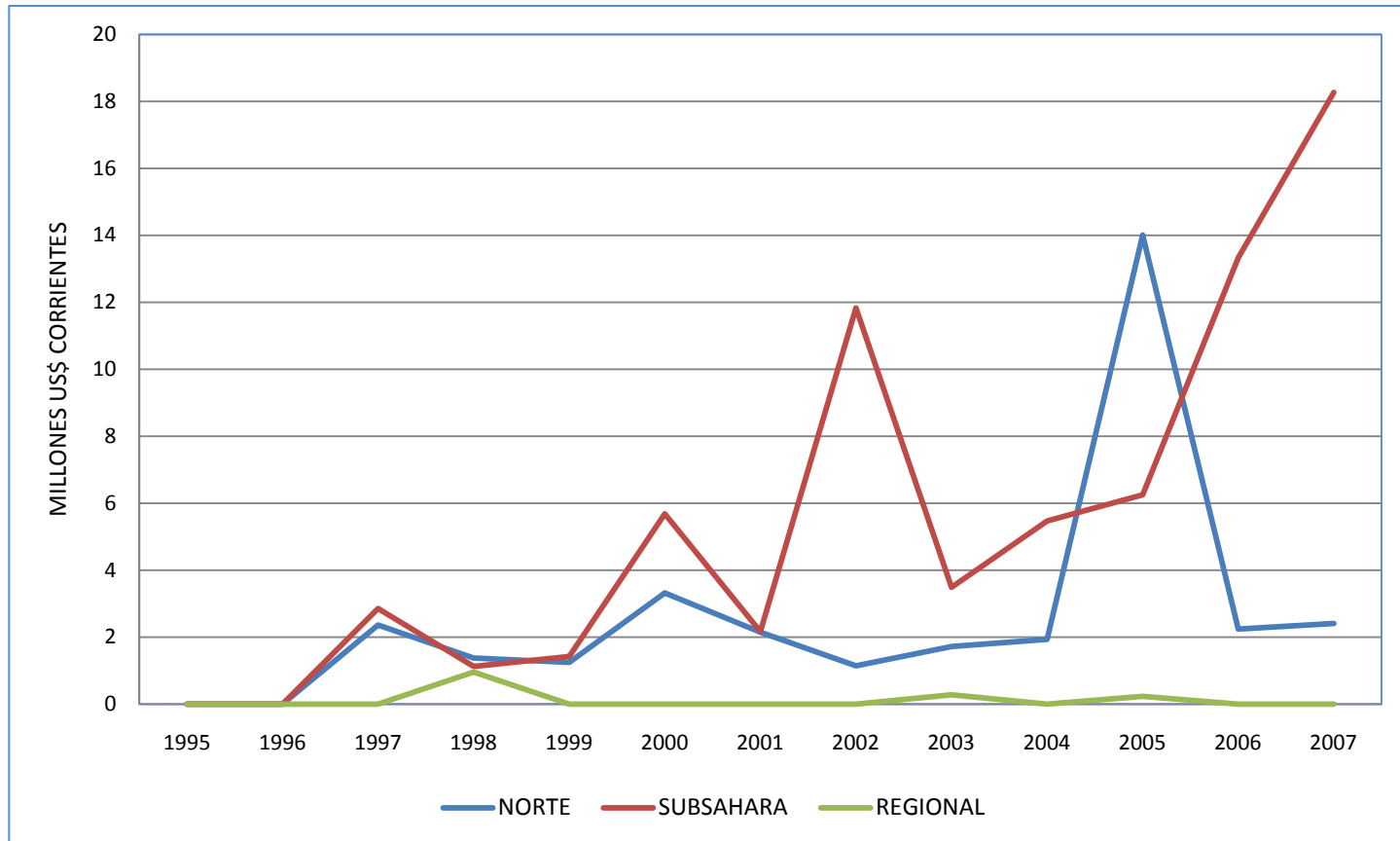
# AOD ESPAÑOLA EN AGUA. ÁFRICA INSTRUMENTOS



# AOD ESPAÑOLA EN AGUA. ÁFRICA DISTRIBUCIÓN SECTORIAL 1995-2007



# AOD ESPAÑOLA EN AGUA. ÁFRICA. DISTRIBUCIÓN REGIONAL



## **PANEL 3: Gouvernance de l'eau et coopération en Afrique**

« *Concepts sur la Gouvernance de l'Eau* »

Alberto Crespo Milliet

Expert en gouvernance de l'eau

Water Assessment and Advisory - Global Network (WASA-GN)

### **RÉSUMÉ**

#### **Introduction**

Le continent africain présente un panorama préoccupant en relation avec la situation des ressources hydriques en général et particulièrement en ce qui concerne la faible couverture, aux niveaux rural et urbain, en eau potable et en assainissement.

Il est généralement considéré que cette situation est l'une des facettes de la pauvreté, néanmoins, une comparaison des croissances de la population mondiale et de la population ayant des carences en eau montre que le segment souffrant de carence a dépassé le total de la population des pays en voie de développement, que cela touche déjà les pays de développement moyen et que, vers 2025, cela affectera les pays au fort développement. Il s'agit donc d'un phénomène qui va au-delà des limites de la pauvreté et indique l'existence d'une situation critique au niveau global.

Le 1<sup>er</sup> Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau montre que la crise mondiale de l'eau est dans le fond une crise de Gouvernance. Cette affirmation, comparée avec l'observation des actions de coopération en Afrique, montre que celles-ci tentent d'offrir des solutions aux problèmes urgents et importants d'approvisionnement en eau pour les populations pauvres mais qu'elles ont délaissés les problèmes importants mais de moindre urgence, c'est à dire, l'instauration d'un système de gouvernance de l'eau. Il est indiqué que, s'il est vrai qu'il est important d'agir sur les situations les plus urgentes en ce moment, il serait également nécessaire de mener en même temps des actions de construction des éléments d'un système qui permette de résoudre, à partir du propre système, les situations de carences actuelles.

#### **En quoi consiste la Gouvernance ?**

Une définition possible de la Gouvernance considère celle-ci comme la capacité d'un gouvernement à :

- Administrer ses ressources
- Fournir des services de manière efficiente

- Formuler et mettre en œuvre des politiques et des régulations efficaces

### **De quels facteurs dépend la gouvernance ?**

L'analyse des trois facteurs de la gouvernance présentés dans la définition indique que, pour pouvoir les appliquer, il est nécessaire d'utiliser et de connaître une série d'éléments qui peuvent être répertoriés en éléments d'information et de gestion.

Il en découle, donc, que la Gouvernance est une fonction qui dépend de l'existence et de la qualité de deux variables :

- Les systèmes d'information
- Les systèmes de gestion

### **Comment l'évaluer ?**

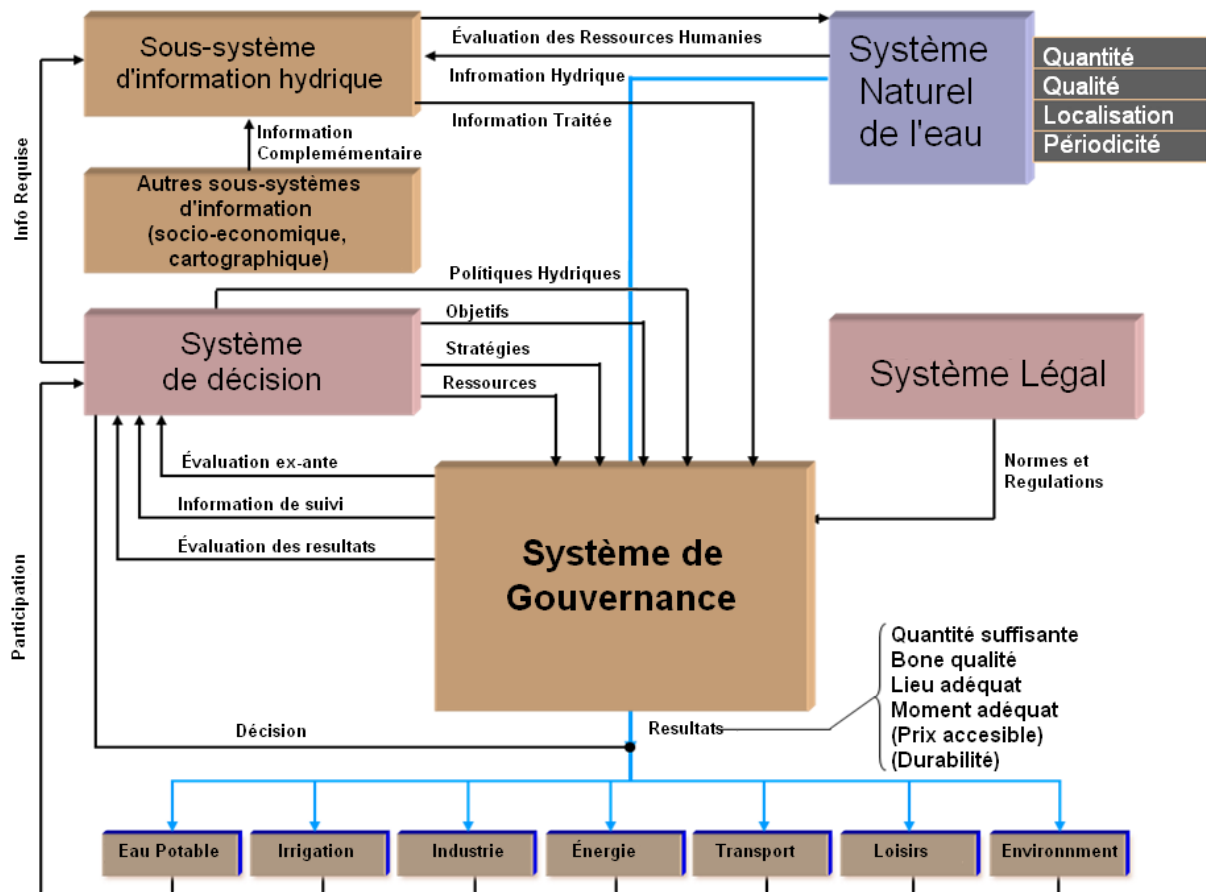
La Gouvernance de l'eau est un processus systémique susceptible d'être mesuré et quantifié à travers la quantification de l'état et de la qualité des variables qui le définissent.

Un processus de mesure de la gouvernance implique de diviser les variables de premier ordre, en ce qui concerne les systèmes d'information et les systèmes de gestion, en des variables successives de second et de troisième ordres, jusqu'à parvenir au niveau de précision requis. Pour mesurer et quantifier les variables du dernier niveau, il est nécessaire de posséder des algorithmes de mesure concrets et scientifiquement conçus, des échelles de mesures associées et des critères de qualité définis, pour évaluer la qualité des variables. De cette façon, il est possible de transformer les éléments conceptuels de gouvernance en valeurs quantitatives de l'état et de la qualité de ces variables.

### **Comment la construire ?**

Pour le processus de construction de la gouvernance, il est nécessaire d'installer les systèmes et sous-systèmes requis. Le diagramme suivant présente les interrelations et le processus de ces systèmes et sous-systèmes :





### Conclusions. L'eau : Droit Humain.

La Gouvernance de l'Eau est un processus afférant à la société humaine et, en tant que tel, il doit être plus qu'une simple mécanique impersonnelle consistant à la mise en marche de systèmes. Il est nécessaire d'incorporer des éléments de sensibilisation dans tout le processus et la conception finale se réfère au besoin de considérer l'eau en tant que Droit Humain.

**Mots clés :** gouvernance, système, information, gestion, droit humain

## **PANEL 3: Gouvernance de l'eau et coopération en Afrique**

*« Gouvernance de l'eau: Perspectives de la Banque Africaine de Développement »*

Arthur M. Swatson Jr.

Ingénieur Chef en Eau et Assainissement, Département de l'Eau et de l'Assainissement  
Banque Africaine de Développement

### **RÉSUMÉ**

#### **Concepts et définitions**

La Gouvernance est « un processus qui renvoie à la manière dont le pouvoir s'exerce dans la gestion des affaires d'une nation, et dans les relations de celle-ci avec les autres nations. » (Selon la Politique Corporative de la Banque Africaine de Développement – BAD - sur la Bonne Gouvernance élaborée en 2000). La Gouvernance de l'eau renvoie à l'adaptation des systèmes politiques, économiques et administratifs en place pour développer et gérer les ressources hydriques et fournir des services hydriques à différents niveaux de la société. Il n'existe pas de modèle unique pour une bonne gouvernance de l'eau, en fait, afin d'être efficace, les systèmes de gouvernance doivent s'adapter aux particularités sociales, économiques et culturelles de chaque pays (GWP, 2003).

L'amélioration de la gouvernance de l'eau dans le secteur hydrique n'est pas seulement l'affaire des systèmes de gouvernement et des services fournis ; cela implique un plus vaste ensemble de facteurs, comprenant notamment l'engagement de la société civile et les agents non gouvernementaux et leurs relations avec le Gouvernement. La bonne gouvernance de l'eau repose sur des principes qui incluent l'équité, la participation, la décentralisation, la transparence et la gestion, l'efficacité et l'intégration (BAD, Étude sur la Gouvernance de l'eau, 2008).

#### **Défis et perspectives**

Il y a différents défis clefs associés à la gouvernance de l'eau en Afrique, notamment les cadres politiques et législatifs inadéquats, et l'évolution lente des réformes dans des domaines tels que la décentralisation, le renforcement des capacités, le manque de transparence, les domaines de la gestion et de la participation, la corruption, les institutions chargées des ressources hydriques possédant de faibles ressources. Tous ces aspects ont des impacts négatifs sur le secteur de l'eau. L'expérience acquise au cours des trois dernières décennies a démontré que malgré une évaluation rigoureuse des projets techniques, financiers, économiques et institutionnels, la durabilité et la rentabilité des investissements sont loin d'être assurés (BAD, Étude sur la Gouvernance de l'eau, 2008). La nature transfrontalière de la plupart des ressources hydriques de l'Afrique pose également d'importants défis en matière

de gouvernance. Néanmoins, cela peut donner lieu à des perspectives positives pour la promotion de l'intégration régionale.

Pour faire face à cette situation et à d'autres défis, un rééchelonnement des initiatives régionales, nationales et locales en cours est vital, afin d'améliorer la gouvernance de l'eau. Des actions clés pour renforcer les plans de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) doivent être mises en œuvre, tel qu'il a été souligné dans les engagements pris pour préparer les plans GIRE et les plans d'utilisation rationnelle des ressources en eau dans le cadre de la Vision Africaine de l'eau et du Plan d'Action de Johannesburg, et dans les engagements pris dans différentes Déclarations Ministérielles Africaines, telle que la Déclaration ministérielle de Tunis et les engagements de Sharm El-Sheikh des Chefs d'États Africains, entre autres. Le rôle du Conseil des Ministres Africains Chargés De l'Eau (AMCOW) est essentiel pour maintenir l'élan politique dans ce processus.

### **Le rôle de la coopération internationale**

La coopération internationale doit être soutenue et rééchelonnée. Cela est vital pour assurer un solide partenariat coordonné qui renforcera et appuiera les engagements en cours et les nouvelles initiatives sur la gouvernance de l'eau de façon complémentaire et en synergie. La création d'une plateforme pour partager les expériences entre pairs dans les pays et partager les meilleures pratiques et outils permet d'offrir ce support.

Les États fragiles en particulier ont besoin de soutien ciblé. La BAD apporte une assistance significative aux pays pour renforcer la gouvernance de l'eau à travers des aides offertes par la Facilité Africaine pour l'Eau et fait des pas en avant pour intégrer la gouvernance de l'eau dans le développement des projets à travers l'application d'outils tels que les évaluations de la gouvernance.

**Mots clés :** gouvernance, développement, Gestion Intégrée des Ressources en Eau, GIRE

## **PANEL 3: Gouvernance de l'eau et coopération en Afrique**

*« Sécurité hydrique et sécurité alimentaire »*

Boubacar Barry

Responsable de l'Afrique de l'Ouest  
Institut International pour la Gestion de l'Eau

### **RÉSUMÉ**

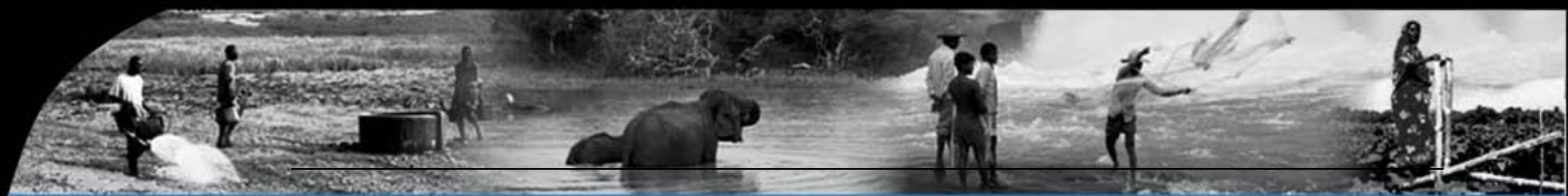
La « Conférence Électronique Internationale sur l'Irrigation en Afrique Sub-Saharienne », organisée en 2003 par la Banque Mondiale, a mis en évidence l'importance de la petite irrigation locale par des individus ou des groupes de petits fermiers le long des fleuves (agriculture péri-urbaine), dans les vallées intérieures et autour des petits barrages et des puits (ci-après nommée irrigation informelle) dans le soutien à la production alimentaire et la réduction de la pauvreté pour des millions de fermiers pauvres en Afrique Sub-saharienne. L'horticulture péri-urbaine et urbaine est un phénomène qui croît rapidement à cause de la demande locale et régionale croissante pour l'horticulture irriguée, en particulier les fruits et légumes. Au fur et à mesure que l'urbanisation met de la pression sur la terre, l'intensification de l'agriculture péri-urbaine et urbaine augmente aussi. Cependant, en l'absence de régulation, cette activité peut créer des risques sanitaires et environnementaux à cause de l'usage des eaux usées non traitées comme source principale d'irrigation. La production horticole pour l'exportation est devenue un secteur qui marche très bien pour certains pays, et l'impact en matière de réduction de la pauvreté est significatif.

Des études préliminaires montrent que l'importance de l'irrigation informelle pourrait être très grande par comparaison avec l'irrigation formelle. HR Wallingford a trouvé 11 500 ha d'irrigation péri-urbaine informelle autour de la ville de Kumasi (Ghana), qui sont presque le double de la surface de l'irrigation formelle relevée par l'AID et la FAO pour tout le Ghana. Des études de l'IWMI sur la même région autour de Kumasi ont montré que les revenus des fermiers à partir de l'irrigation informelle en saison sèche ou sur toutes les saisons peuvent être plusieurs fois supérieurs à ceux des fermiers environnants engagés uniquement dans l'agriculture liée à l'eau de pluie. Dans le même temps, les femmes, qui sont principalement impliquées dans cette activité, peuvent réaliser des niveaux de revenus plus élevés que ceux de leurs partenaires masculins impliqués dans les systèmes de cultures irrigués par la pluie. Cela prouve l'importance du système informel pour la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté, et la nécessité de prendre en compte ce secteur dans toute stratégie de développement.

Le récent atelier international sur « Le développement de l'agriculture irriguée en Afrique Sub-saharienne », organisé par la Banque Mondiale, le FIDA, la BAD, la FAO et l'IWMI à Ouagadougou, Burkina Faso (26-28 Mars 2007) a mis en évidence l'existence d'opportunités importantes pour le développement et pour une grande gamme d'investissements pour la gestion de l'eau. Le rôle et l'importance que le secteur de l'irrigation informelle occupe dans de nombreux pays ouest-africains, particulièrement dans la réduction de la pauvreté dans le segment le plus vulnérable de la population, ont été reconnus et soulignés. Une recommandation principale de l'atelier est que les investissements pour le développement de l'eau à usage agricole devraient augmenter et, parce que le développement d'une nouvelle irrigation pourrait prendre différentes formes et profiter à de nombreuses personnes, le secteur de l'irrigation informelle devrait profiter d'initiatives diverses qui doivent être mises en place. Le potentiel pour l'irrigation en général, et l'irrigation informelle en particulier, devrait être envisagé comme une opportunité pour réaliser une réduction de la pauvreté et la croissance économique, à travers la production de cultures irriguées. Ainsi, il y a nécessité pour les deux secteurs, formel et informel, de viser le développement institutionnel pour émanciper les fermiers, maximiser leur participation et leur propriété, et améliorer la rentabilité.

Le secteur de l'irrigation informelle a un potentiel important pour augmenter la sécurité alimentaire, améliorer le mode de vie des petits agriculteurs, contribuer à l'équité de genre et créer de la croissance économique, si des effets environnementaux, sociaux et de santé humaine négatifs peuvent être réduits grâce à un support adéquat aux décisions, à la formation des hommes et à la gestion

**Mots clés :** agriculture, sécurité alimentaire, sécurité hydrique, irrigation, pauvreté, eaux usées



# Water Security for Food Security: Gaps, Needs & Potential for Growth in SSA

*Boubacar BARRY, PhD. PE.  
IWMI-West Africa Head of Office*

April 2009

- **Situation Analysis & Key Challenges:**
  - Water scarcity & competition
  - Water for food
  - Sub-Saharan Africa
- **Meeting the Food Security Challenges:  
Options & Responses**
- **Points for Discussion**

# Water Scarcity & Competition



# Facts? Myths?

Halt to infrastructure expansion; conserve and restore ecosystems!

**We are heading for water wars!**

*The problem is that water is free – pricing water is essential for sustainable water management!*

There is no water crisis. There is enough food and all we need are better trade agreements!

**Irrigation uses too much water! People won't have enough water to drink!!**

[www.iwmi.org](http://www.iwmi.org)

# Facts? Myths?

Halt to infrastructure expansion; conserve and restore ecosystems!

We are heading

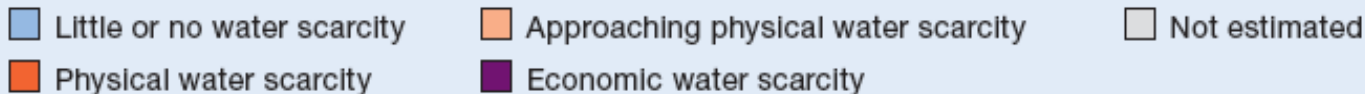
**True!**

**False!**

Irrigation uses too much water! People won't have enough water to drink!!

[www.iwmi.org](http://www.iwmi.org)

# Water scarcity map

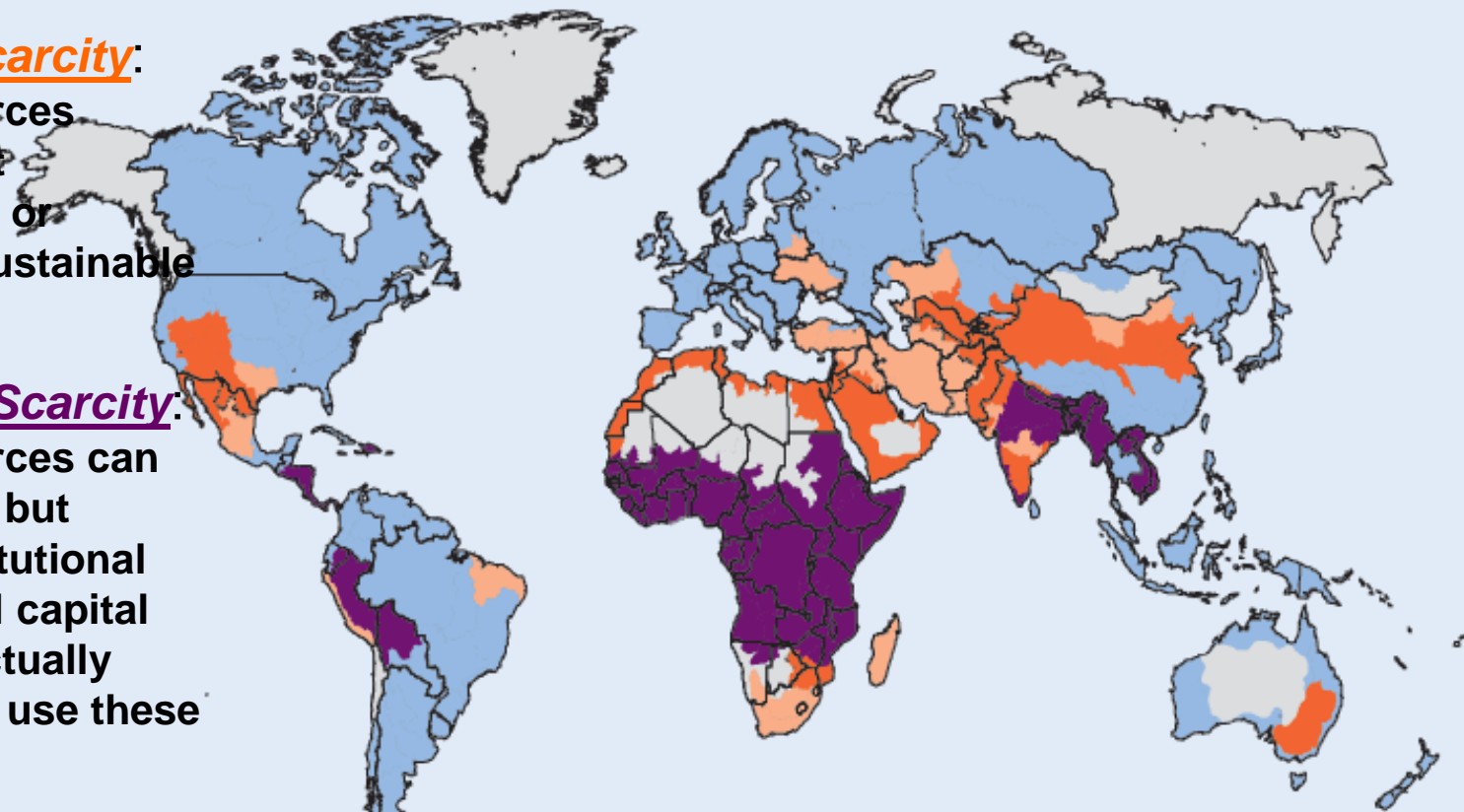


## Physical scarcity:

Water resources development approaching or exceeding sustainable limits

## Economic Scarcity:

Water resources can meet needs; but human, institutional and financial capital lacking to actually harness and use these resources



Note that **Country-level** scenarios could mask significant differences within countries

# Water for Food

People need many times more water for food than for domestic use.....

	<b>Litres of Water</b>
Daily Drinking Water	2 – 5 Litres of Water
Daily Household Use	20 – 500 Litres of Water
1kg of Grain	500 to 3,000 Litres of Evapotranspiration (ET)
Vegetarian Diet	2,000 Litres of ET Daily
Grain-fed meat Diet	5,000 Litres of ET Daily

# Water for Food–Some Progress

- Average per capita daily food supply has gradually increased to 2800 kcal
- Global food production outpaced population growth; Increased access to water
- Land & water productivity improved: avg grain yields rose from 1.4 t/ha to 2.7 t/ha in past 40 yrs
- Irrigation has helped raise production and improve livelihoods

# Irrigation: A mixed record

---

- Irrigation is a valuable agricultural practice:
  - Providing food security at affordable prices
  - Provides a means and pathway for rural and economic development
- Era of rapid expansion is over
- Returns to public investment generally disappointing esp. in large public systems
- Investments now more focused on rehabilitation & improvement of existing schemes
- Ecological impact record is not good (problems of drainage, waterlogging & salinization adversely affect productivity)

# Water for food: Some unfinished business

- Globally, over 850 million malnourished people; major food security issues
- Persistent poverty, unequal distribution of benefits
- How to enhance livelihoods of rural poor (e.g. in sub-Saharan Africa, 65% of rural household income derived from farming or farm labour)
- Need to maintain or increase resilience of food providing ecosystems
- Minimize/prevent environmental degradation e.g. loss of wetlands (drainage for agriculture); polluted rivers
- Deal with rising food prices & costs of energy



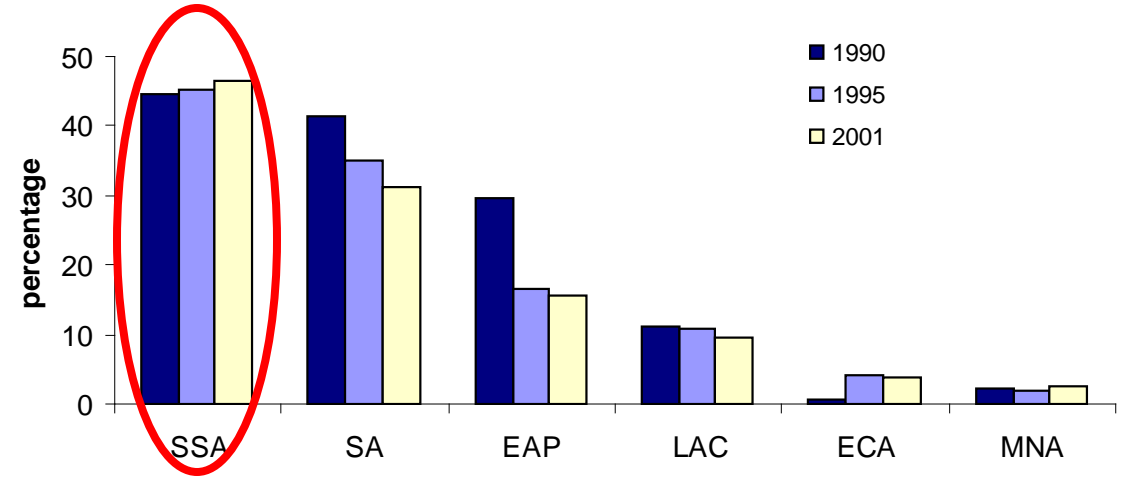
# Sub-Saharan Africa Situation & Challenges

# SSA Poverty

**SSA is the poorest region in the world; proportion of poor people increasing**

(Source: NEPAD 2005, based on WB data)

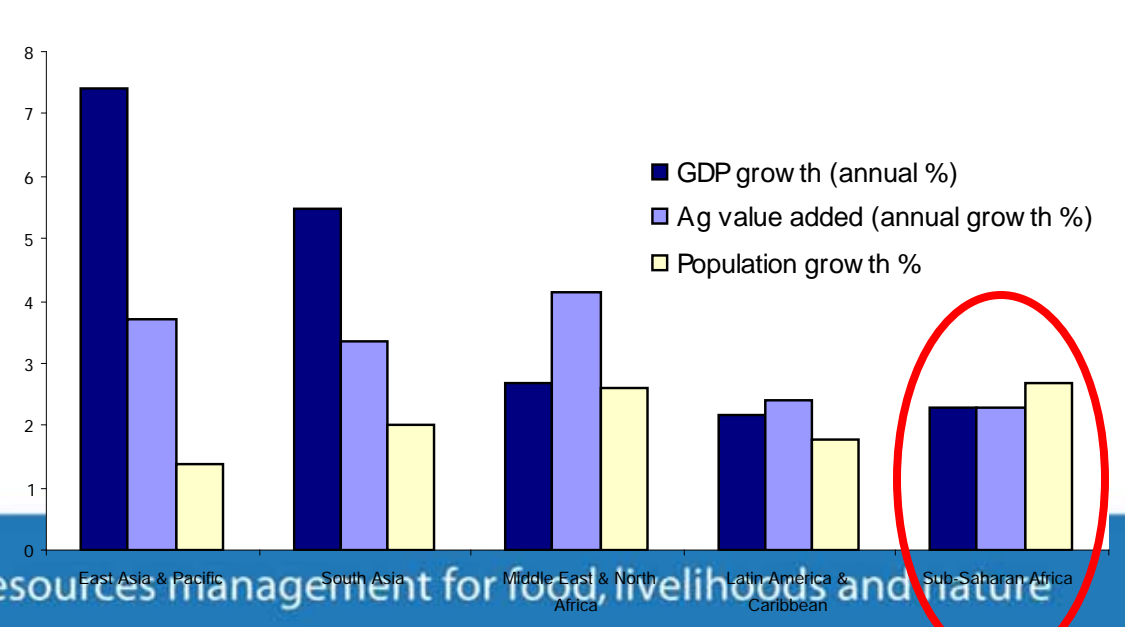
**The percentage of the population living on less than \$1 a day**



**Population growth in SSA is outpacing growth of both overall & agricultural GDP; population has become poorer**

(Source: World Bank)

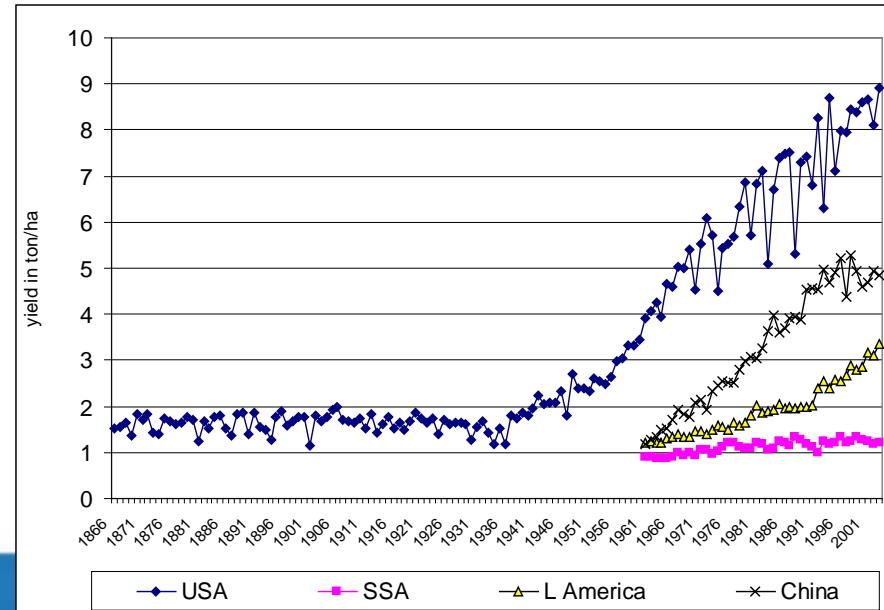
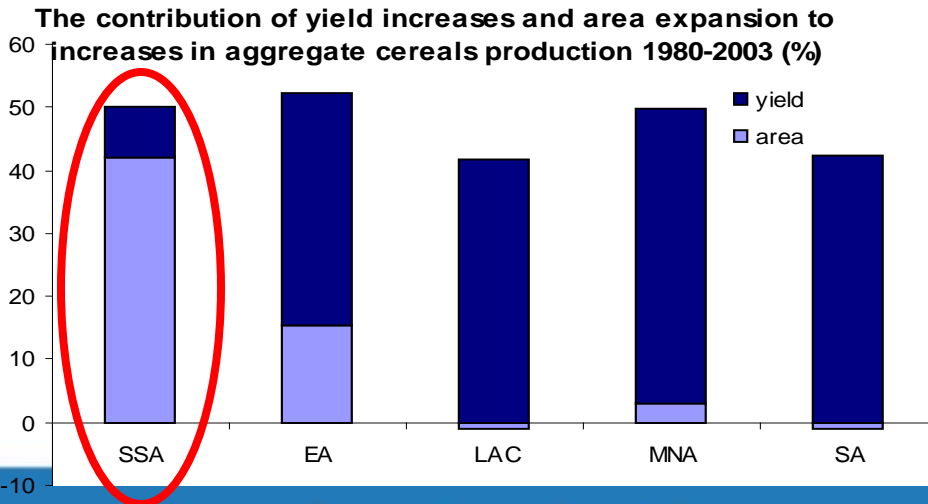
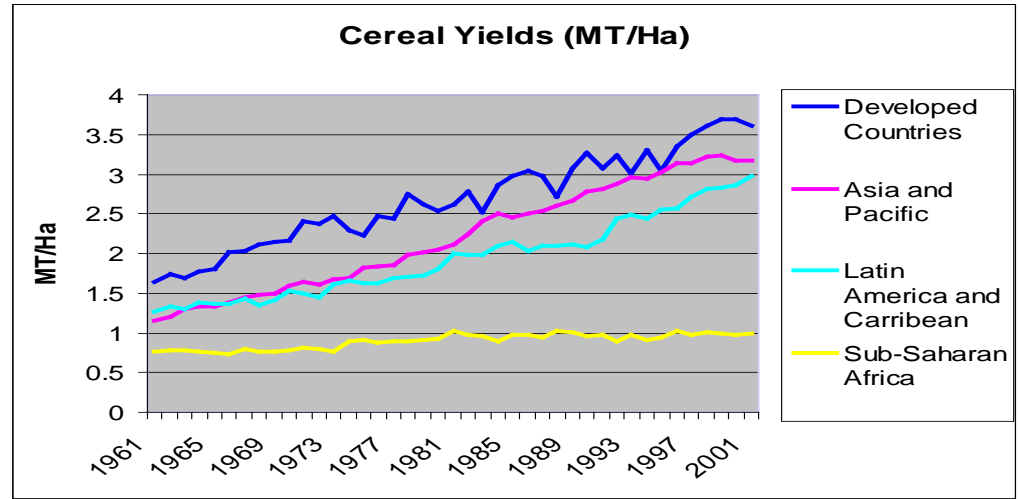
**GDP, Ag GDP and Population growth % 1980-2003**



Improving water and land resources management for food, livelihoods and nature

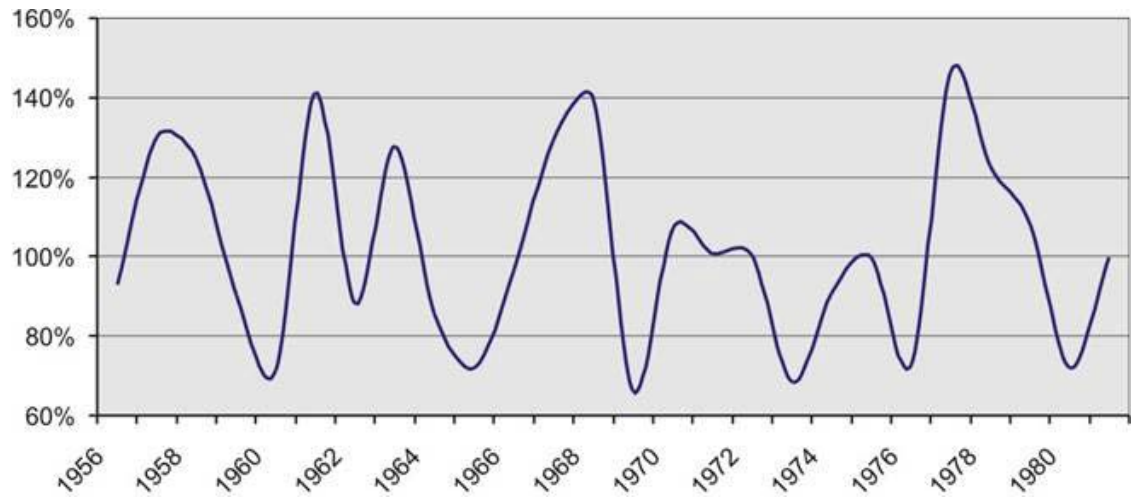
# Low Agricultural Productivity

- Agricultural productivity in SSA is low & stagnant
- Production growth so far has been achieved mainly via land expansion



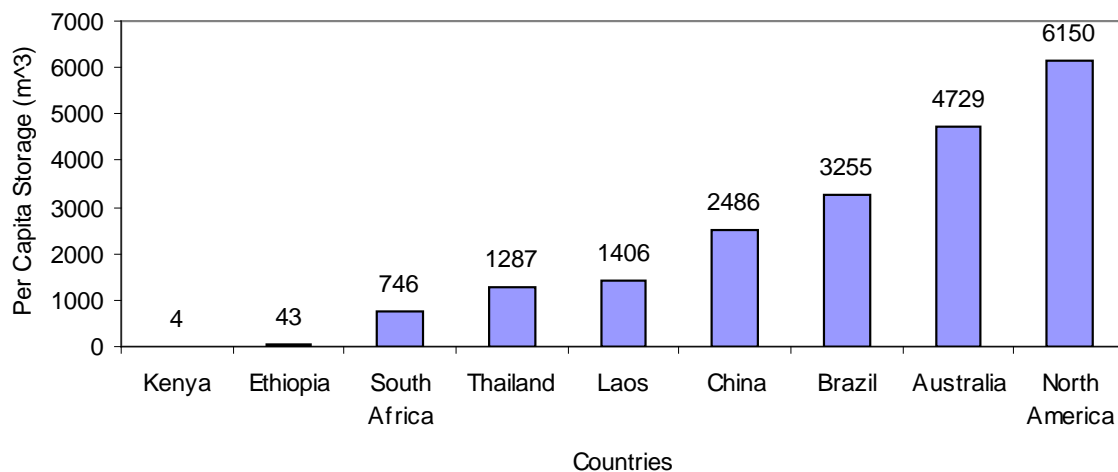
# Vulnerability to Climate Shocks

- Extreme climate variability; droughts & floods → complex hydrology!
- Loss in production, infrastructure, and increased poverty
- Increased dependence on food aid



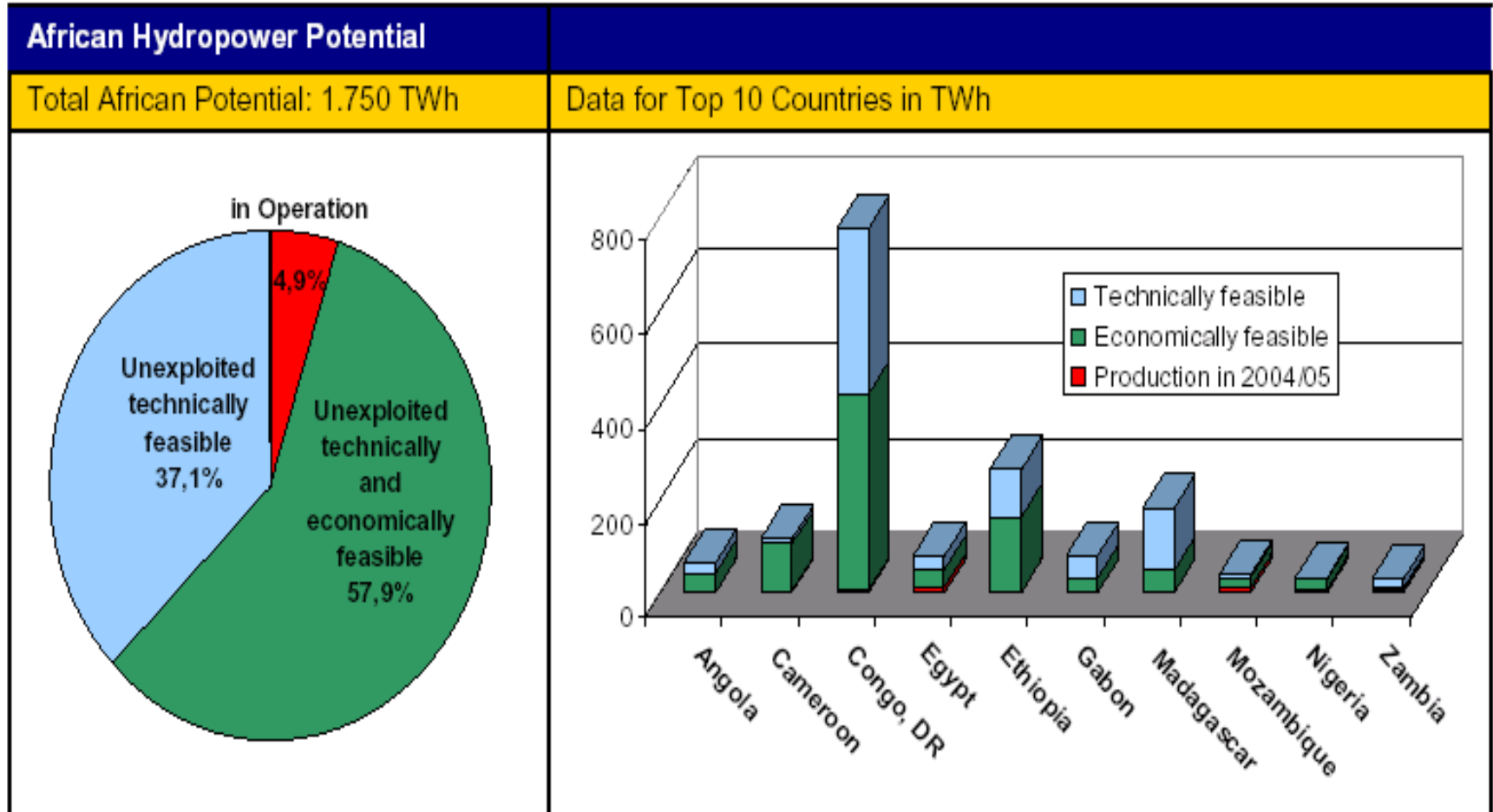
Kenya rainfall variability

Comparison of Per capita Storage Capacity



- **Low level of water withdrawal: 3.8% of water resources developed (for water supply, irrigation and hydropower use)**
- **Low per capita water storage facilities**
- **Limited ability to cope with runoff variability affects economies and GDP**
- **Increased storage (of all types) & spatial redistribution of benefits needed for meaningful development**

# Significant HEP potential



Source: Hydropower Outlook for Africa (BMZ, 2007)

[www.iwmi.org](http://www.iwmi.org)

# Development Imperatives

---



Rural Development



Urban & Industrial Growth



Post-Conflict Reconstruction



Food Security

# Meeting the Food Security Challenges: Options & Responses





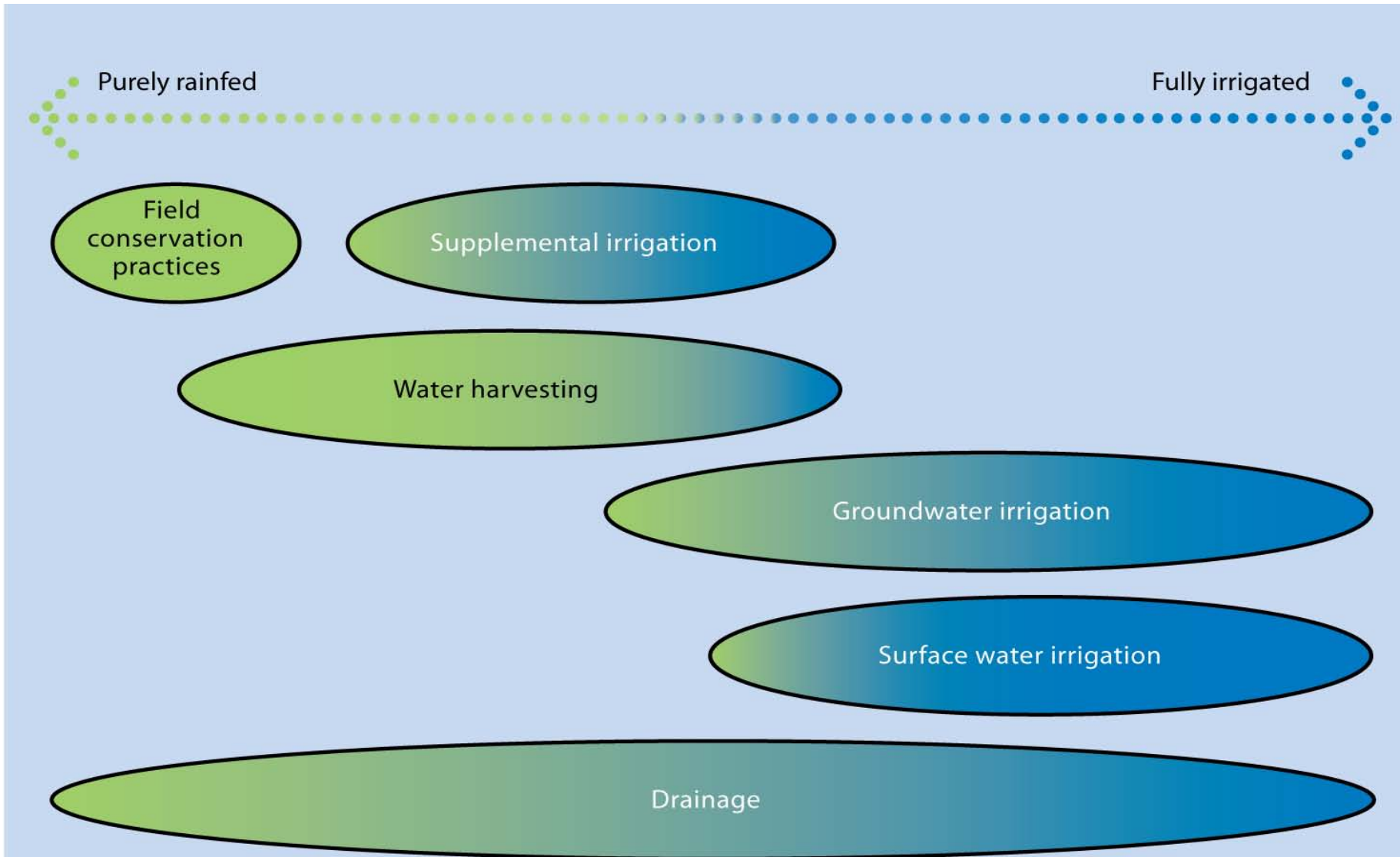
# Water for food: Meeting the challenges (1)

1. Develop more water by increasing storage and diversion facilities
2. Deplete more of the developed water supply for beneficial purposes (e.g. through water saving practices)
3. Recycling & reuse of wastewater
4. Investing in irrigation → *divert more «blue water» from rivers and aquifers*
  - Improved system management, infrastructure development, groundwater development
  - Increasing water productivity and value per unit of water; integrating multiple uses incl livestock & fisheries

# Water for food: Meeting the challenges (2)

5. Invest in rainfed agriculture → *use more «green water»*
  - Increase productivity in rainfed areas through better mgt of soil moisture & supplemental irrigation
  - Improving soil fertility mgt
6. Encouraging agric trade within & between countries (e.g. virtual water concept)
7. Manage demand: revisit diets, reduce post-harvest losses from «farm to fork»
8. Increase water productivity by producing more output per unit of water depleted

# A range of agricultural water management options



# Key actions to upgrade rainfed systems

- *Technology* - Make water available to crops at critical times – water harvesting, supplemental irrigation, in-situ methods to reduce evaporation.
- *Capacity* - Build capacity for water management in rainfed areas
- *Policies* - Expand water & agricultural policies and institutions to include upgrading rainfed; rainwater management needs to be specifically included in management plans at the meso (sub basin/catchment) and basin level

# Micro-agricultural water management technologies

- Low-cost, small-scale technologies & practices to capture, store or drain water, lift and transport it, and apply it to crops in the field

*In-field application and management of water and land is the common denominator*

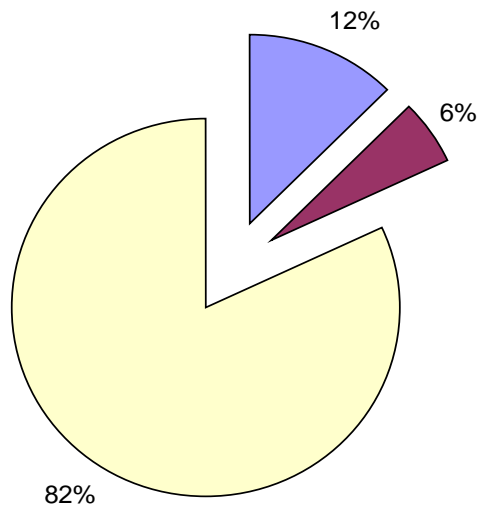
# Why is micro-AWM important?

---

- Highly variable/unreliable rainfall combined with poor soil fertility is a major impediment to improving and stabilizing agricultural production
- Possible for irrigation to address the above problem. But formal irrigation is relatively expensive & has a mixed record in Africa
- Low-cost small-scale technologies and practices are a promising alternative:
  - ✓ Relatively low cost per household
  - ✓ Rapid impacts: minimal gestation period
  - ✓ Individualized—lower transaction costs than communal or government irrigation
  - ✓ Lend themselves to targeted, market-based promotion
- Not a panacea, but high potential intervention if done right, in the right circumstances

# Untapped Irrigation Potential

**Total irrigable land in SSA**  
(Total potential: 39.4 million hectares)



- area equipped for irrigation actually irrigated
- area equipped for irrigation not currently irrigated
- area with further irrigation potential

Only a small share of the potentially irrigable area has been developed in SSA (Source: FAO 2005):

Out of the 39.4 million ha potentially irrigable, 7.1 million ha (18% of the potential) – are under irrigation.

# Costs & performance of donor funded irrigation projects in SSA

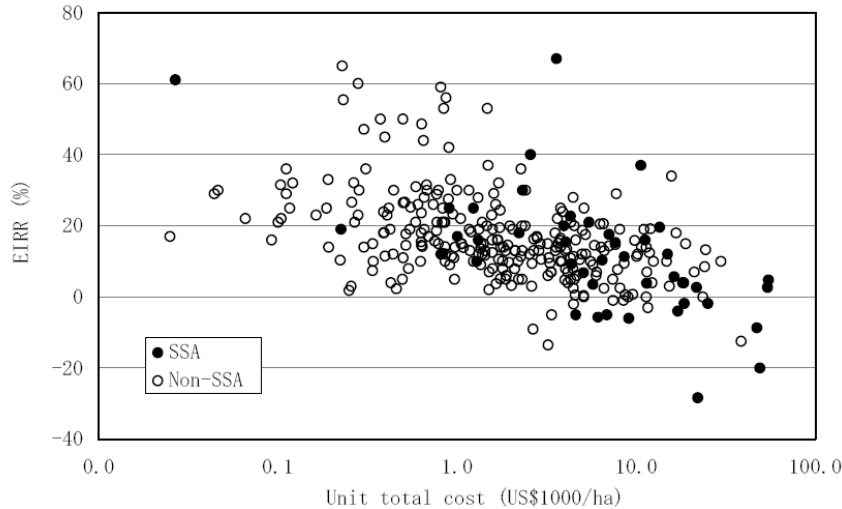


Figure 3. Unit total cost and EIRR of sample irrigation projects,  $r = -0.5$ .

- Study of 314 irrigation projects completed 1965 - 2003
- Unit costs of successful projects (EIRR  $\geq 10\%$ ) in SSA comparable to those in South Asia
- Project size is a key factor determining project performance
- Small-scale irrigation schemes tend to cost less with better economic returns
- Irrigation components embedded in sector-wide projects perform better & cost less
- Farmer-managed systems perform better & with lower unit costs

**Source:** Collaborative Study-Ag Water Investments in SSA (AfDB/FAO/IFAD/IWMI/World Bank)

**Despite failures in the past, irrigation projects in SSA can be a good investment if properly designed & managed**



# Some Conclusions of Collaborative Program

- Adopt balanced approach: target investments to exploit potential in both rainfed & irrigated agriculture
- Costs of irrigation in Africa not necessarily higher than elsewhere - but must improve design, planning, implementation & monitoring of projects
- Invest in increasing productivity and profitability of existing schemes plus new construction of large, medium, small and micro-scale irrigation schemes
- Promote testing and scaling-up of technologies for rainwater management
- Harness untapped potential of private sector to complement public investments
- Improve project design, implementation and management capacities:
  - pay more attention to factors contributing to good performance
  - account for health & environment impacts
  - M&E of performance of agricultural water investments to provide the basis for scaling-up of successes
- Recognize and exploit high potential synergies from integrated approach: livestock, multiple use water systems, market-driven linkages

# Points for Discussion

Improving agricultural  
water productivity poses  
many challenges ...

# Integrated approach to Agricultural Water Management

- Performance and productivity: how to use the water available in a basin to its greatest advantage (e.g. how to minimize outflows of water that do not contribute desired returns)?
- Consider entire spectrum of agricultural water management investment options
- Recognize multiple uses and users of water: energy, drinking water, environment, industry, agriculture ... Deal with rising competition and shift of water from agriculture to other (higher value?) uses
- Need to understand dynamics within & across field, system and basin scales

- Assess upstream-downstream interactions plus impacts of proposed interventions: scaling-up?
- How to increase the economic productivity of all sources and qualities of water – surface water, groundwater, rainfall, wastewater, ....?
- Recognise key role of reliable data as basis for sound management & decision-making
- Develop and implement appropriate policy and institutional reforms when required

**Thank you**



## **PANEL 3: Gouvernance de l'eau et coopération en Afrique**

*« Améliorer la Gouvernance de l'Eau et Construire des Modèles de Bonne Pratique dans les Villes Africaines »*

Pireh Otieno

Responsable de Programme

Département de l'Eau, de l'Assainissement et des Infrastructures

Département des Finances pour les Établissements Humains

Programme des Nations Unies pour les Établissements Humains (ONU-HABITAT)

### **RÉSUMÉ**

Cette présentation met en relief la vision et la stratégie de l'ONU-HABITAT pour l'amélioration de la gestion de l'eau et de l'assainissement et pour la construction de modèles de bonnes pratiques dans les villes africaines. La réalisation de l'Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD) de réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès à l'eau potable et à l'assainissement à l'horizon 2015 est un défi majeur pour l'Afrique où 72%, soit 187 millions de personnes, de la population urbaine vivent dans des bidonvilles dépourvus d'eau potable et d'assainissement.

Cet exposé met l'accent sur la contribution de l'ONU-HABITAT à la réalisation des objectifs OMD liés à l'eau et à l'assainissement en Afrique. ONU-HABITAT aide actuellement deux initiatives régionales innovantes en Afrique à travers le Fonds *ONU-HABITAT Water and Sanitation Trust Fund* créé en 2003.

Le Programme de l'Eau pour les Villes Africaines fut lancé en 1999 et est actuellement réalisé dans dix-sept villes de quatorze pays (en plus du Niger, où seules des activités éducatives liées à l'eau sont en cours). L'aide est fournie aux services d'eau et d'assainissement (WATSAN), aux gouvernements locaux, aux ONG et aux communautés qui aident à l'amélioration des services fournis pour cibler les pauvres en milieu urbain à travers des démonstrations et des actions de renforcement des capacités, en accordant une attention appropriée aux questions de genre. De plus, le programme s'efforce de s'associer à la Banque Africaine de Développement (et d'autres institutions multilatérales) pour focaliser sur le renforcement des capacités préalable aux investissements dans les pays, pour faciliter des processus plus rapides de prêts/subventions et une utilisation plus effective des prêts/subventions pour un accès élargi aux services d'approvisionnement en eau et assainissement en faveur des pauvres des villes. Un troisième secteur de focalisation stratégique est l'aide et les contributions en direction des processus politiques régionaux WATSAN, comme le Conseil des Ministres Africains Chargés de l'Eau (AMCOW) et ONU-Eau Afrique.

ONU-HABITAT aide aussi l'Initiative Régionale du Lac Victoria pour l'eau et l'assainissement (LVWATSAN). Cette initiative fut officiellement lancée le 16 août 2004 par les Ministres responsables de l'eau du Kenya, de la Tanzanie et de l'Ouganda, avec l'objectif d'atteindre les OMD liés à l'eau et à l'assainissement dans les villes secondaires du Bassin du Lac Victoria. LVWATSAN a été conçue par ONU-HABITAT à la demande des Ministres Africains Chargés de l'Eau de l'Afrique de l'Est. Le programme comprend un ensemble intégré d'actions, comprenant l'approvisionnement en eau et l'amélioration de l'assainissement, la gestion des déchets solides, l'amélioration du drainage dans des régions clés, ainsi que des actions de renforcement des capacités et de formation. Les actions planifiées pour l'obtention de résultats immédiats dans la première phase du programme ont déjà été appliquées dans son modèle de deux-ans-de-durée, et le programme est en voie de réaliser les OMD liés à l'eau et à l'assainissement dans les sept premières villes : Kisii et Homa Bay au Kenya, Nyendo/Ssenyange et Kyotera en Ouganda, Bukoba et Muleba en Tanzanie et la ville-frontière de Mutukula. Depuis que le Rwanda et le Burundi ont intégré la Communauté Est Africaine (EAC), ces pays ont aussi exprimé le souhait de participer à l'initiative. Des évaluations préliminaires ont été réalisées pour identifier les villes qui doivent être intégrées au programme et une liste de cinq villes a été établie pour chaque pays.

L'exposé se termine avec des opportunités pour le renforcement la coopération dans le domaine de l'eau en Afrique.

**Mots clés :** Afrique, ville, OMD, ONU-Habitat, Lac Victoria, eau, assainissement, WATSAN



# THE UN-HABITAT WATER AND SANITATION PROGRAMMES IN AFRICA

## Improving Water Governance and Building Models of Good Practice in African Cities and Towns

Presented at the International Meeting on Water  
and Cooperation in Africa

by

Pireh Otieno

Programme Officer

# Presentation Summary

- UN-HABITAT's mission and vision
- UN-HABITAT's Position in International Watsan Arena
- Why Focus on Water for African Cities?
- Scarcity or crisis of governance ?
- What is Water Governance?
- Main Challenges to Effective Water Governance in Africa
- UN-HABITAT's Response: The Water and Sanitation Trust Fund
- Water for African Cities Programme
- Lake Victoria Water and Sanitation Initiative
- Key constraints to Water and Cooperation
- Lessons from Implementation of UN-HABITAT Watsan Programmes

# UN-HABITAT's mission and vision

Sustainable urban development

Adequate shelter for all



# Position in International Watsan Arena



Key member of UN Water –  
UN agencies working on  
Millennium Development Goal  
7 target of halving the  
number of people without  
access to safe water and  
sanitation

Lead agency for MDG 7  
target on improving living  
conditions of slum dwellers

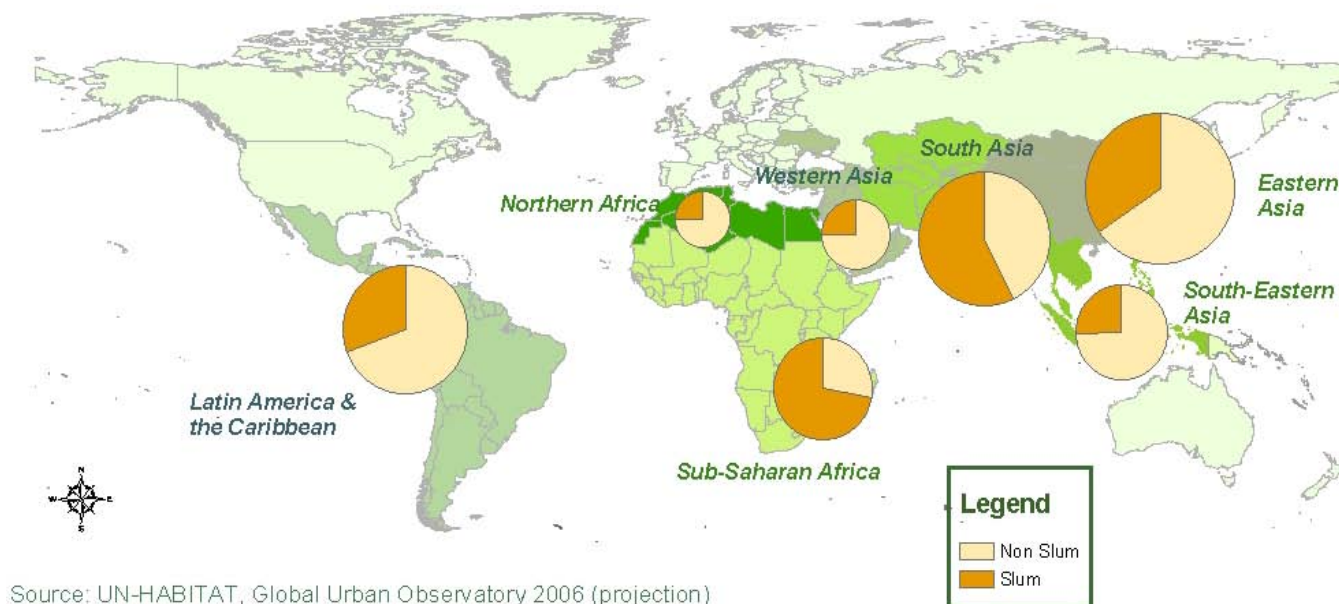
# Why Focus on Water for African Cities?

- Today, one in two people on the planet is an urban dweller
- Africa is the fastest urbanizing continent in the world
- The annual urban growth rate in Africa is 4.87%, twice that of Latin America and Asia
- Increasing concentration of populations in urban areas put enormous pressure on fresh water resources of African countries
- More than half of the populations living in African cities today do not have access to municipal supplies



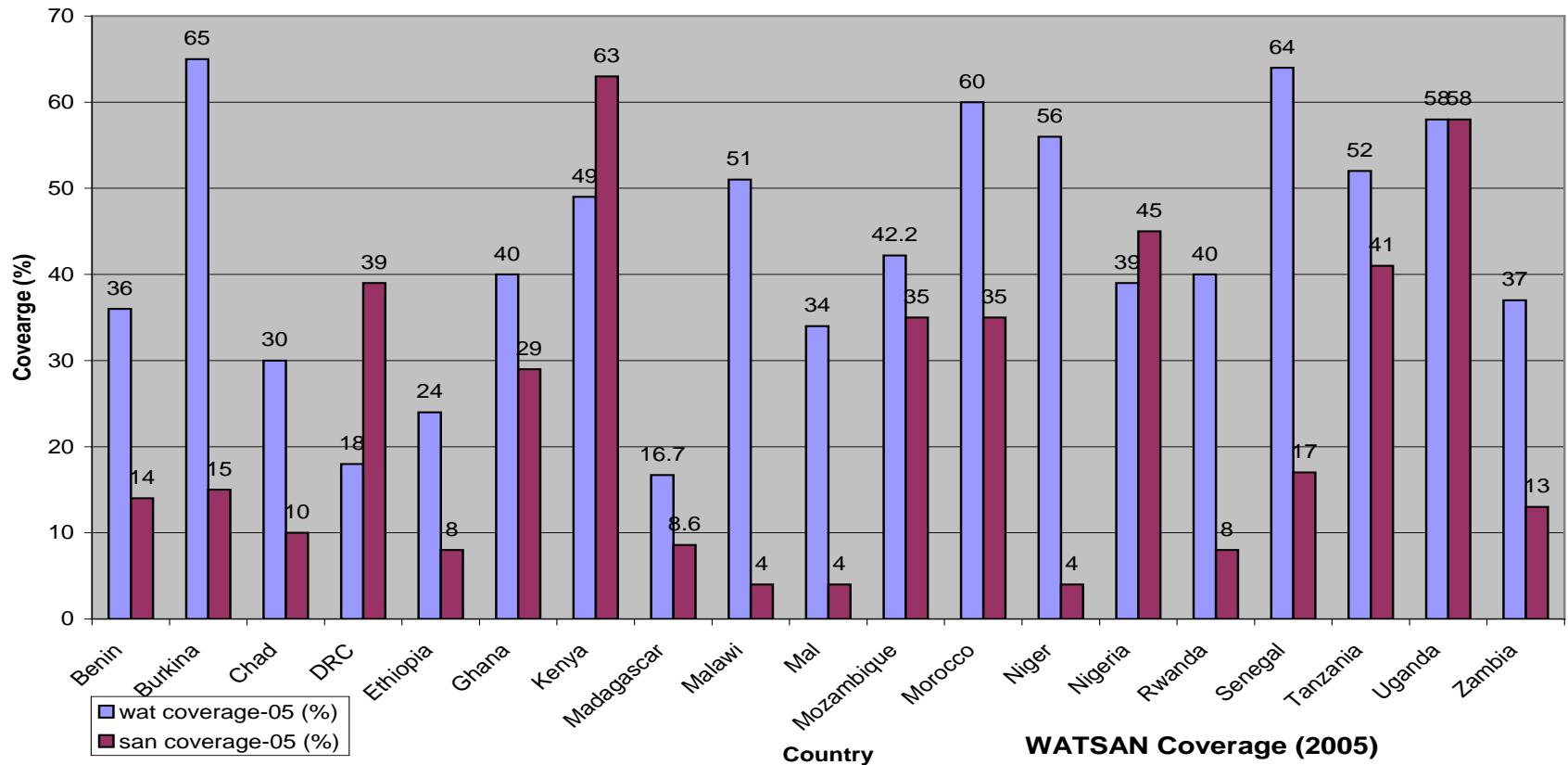
# Why focus on Water for African Cities?

## Urban Slum Population of the Developing World (2005)



- Sub-Saharan Africa has the world's largest proportion of urban residents living in slums
- Slums are home to 72% of urban Africa's citizens
- The figure is 46% for Asia and a little over 30% for Latin America and the Caribbean

# Why focus on Water for African Cities?

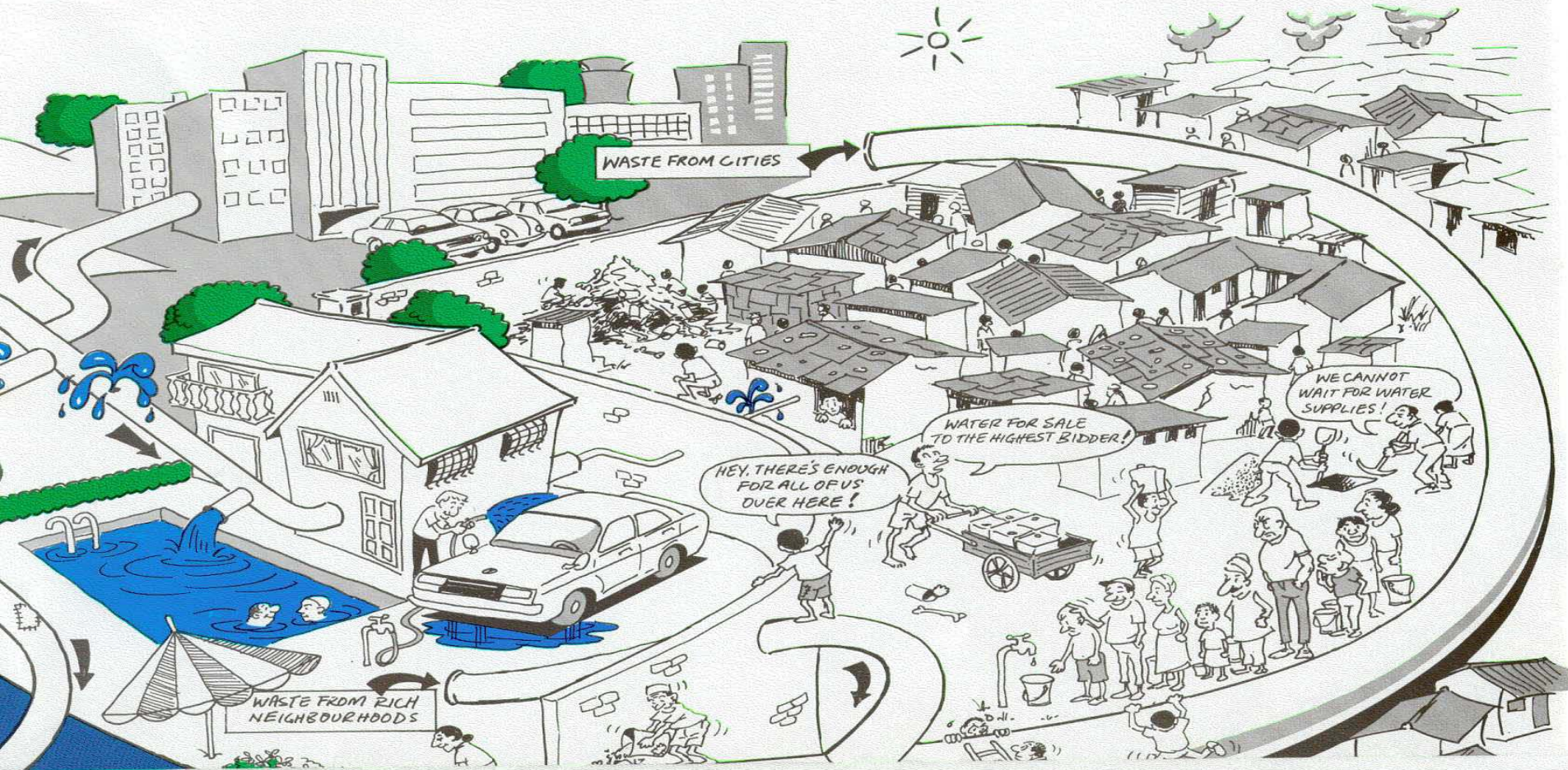


Source: Water Supply and Sanitation Assessment, ADB, September 2005

- Most African countries are slipping back, or lagging in the attainment of the MDGs

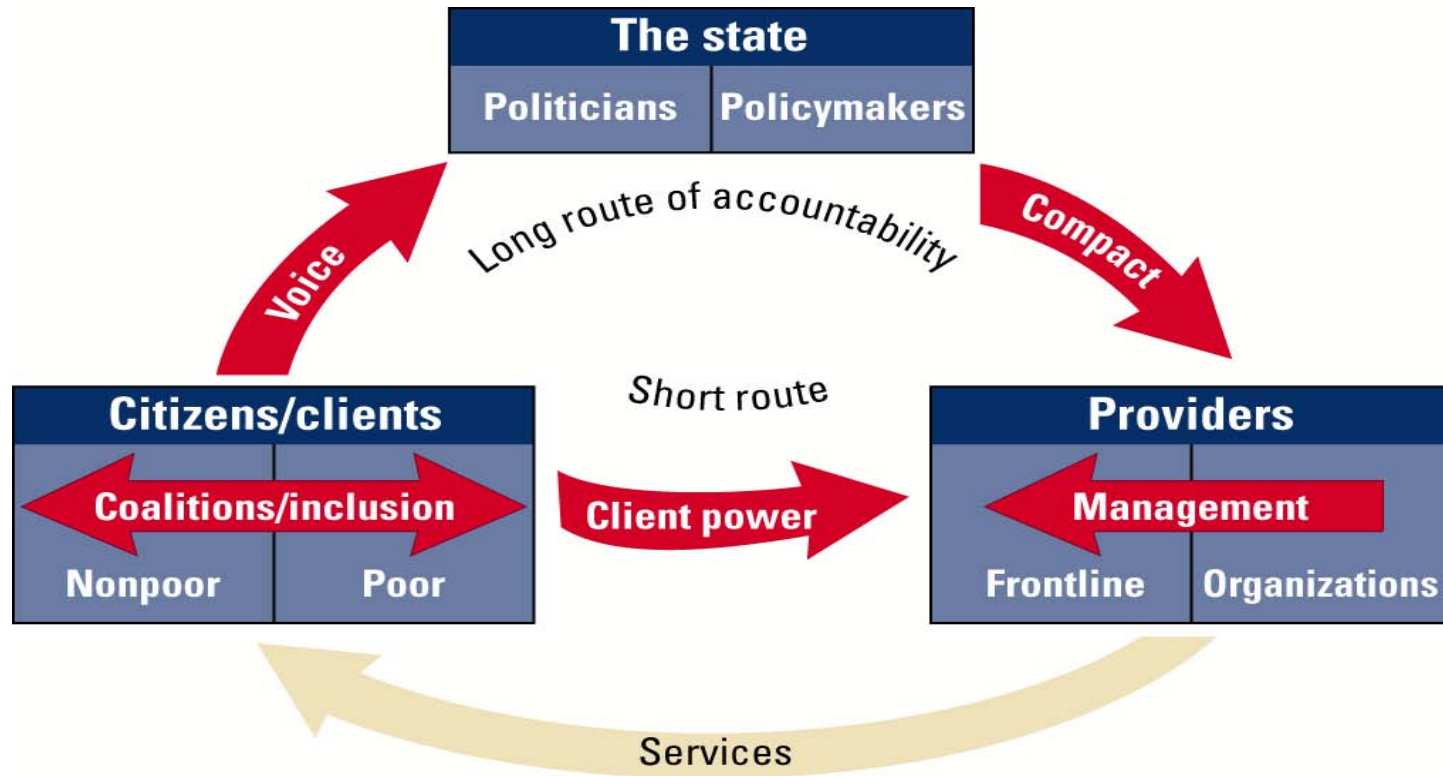
# Scarcity or crisis of governance ?

The current water and sanitation crisis in African cities is increasingly viewed as a crisis of governance rather than a crisis of scarcity





# What is Water Governance?



Water governance covers the full range of political, social, economic and administrative arrangements through which governments and other actors work together to install and manage water and sanitation systems

# Main Challenges to Effective Water Governance in Africa

## 1. Supportive policy and institutional framework

- Inter-sectoral policy coordination and integrated approaches (water sanitation, solid waste, drainage, housing & other infrastructure, urban planning)
- Prioritizing water and sanitation in national PRSPs
- The critical role of dialogue in policy formulation
- Getting the process right to ensure voices of the poor are heard
- Necessary institutional reforms and the need to make them user effective to serve poor
- Implementation of sector reforms at the local level
- Integrating WATSAN planning with urban planning and Environmental concerns



# Main Challenges to Effective Water Governance in Africa

## 2. Innovative financing mechanisms

- Strategic partnerships with the African Development Bank and other financial institutions
- Harnessing the potential of the private sector
- Leveraging domestic resources through local private banks and capital markets
- Facilitating community savings and microcredit schemes



## 3. Political will and expertise to serve the urban poor

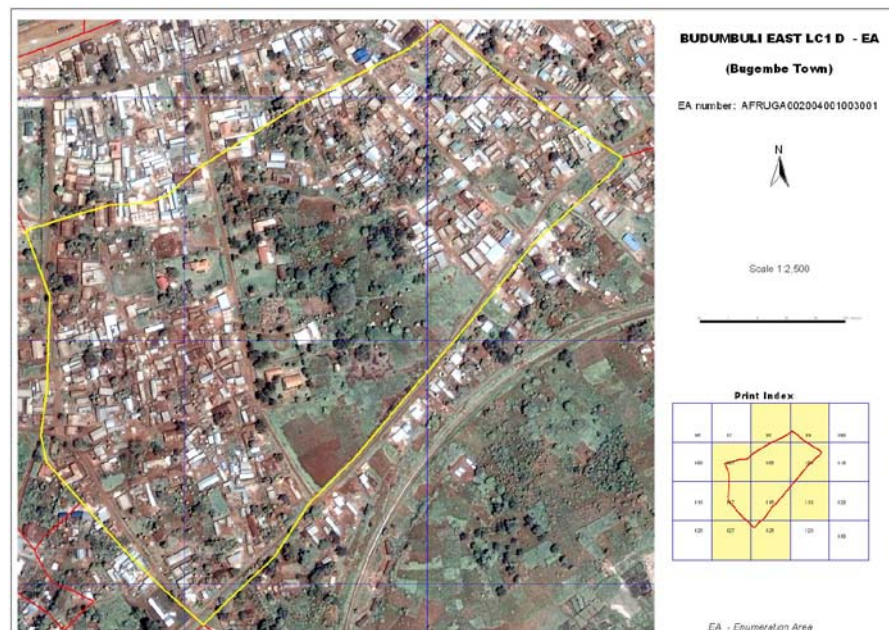
- Address land tenure issues
- Prioritize gender mainstreaming and empowerment of women and other vulnerable groups
- Knowledge and skills on ways to overcome barriers facing the urban poor
- Facilitate participation by the poor in identifying needs and issues, designing solutions



# Main Challenges to Effective Water Governance in Africa

## 4. Lack of Reliable, timely and up-to-date data

- Essential data and information is woefully inadequate, inaccurate and often not available
- Official statistics often disguise the real problem of water and sanitation in cities and towns
- Establish baselines for gauging improvements
- Assess progress towards set goals and targets, including the millennium development goals (MDGs)
- Better targeting of resources to the most needy areas



# Main Challenges to Effective Water Governance in Africa

## 5. Capacity to implement and sustain investments

- Available capacity varies: usually available in large cities, not so much in smaller urban centres
- Human resource capacity - number of qualified staff
- Financial and operational sustainability - billing and revenue collection, water demand management, and customer care



# UN-HABITAT's Response: The Water and Sanitation Trust Fund

- Established in 2003
- Focus on countries lagging behind in the achievement of MDGs – Africa, Asia and Latin America and the Caribbean
- Training and capacity building to overcome institutional weaknesses and inefficiencies
- Strategic partnership with financing institutions to increase the flow of investment in water and sanitation specifically intended for the urban poor
- Addressing information gaps by improving monitoring of service coverage and progress in meeting the MDGs



THE UN-HABITAT WATER  
AND SANITATION TRUST FUND  
**STRATEGIC PLAN** (2008-2012)

FOR A BETTER URBAN FUTURE

UN HABITAT

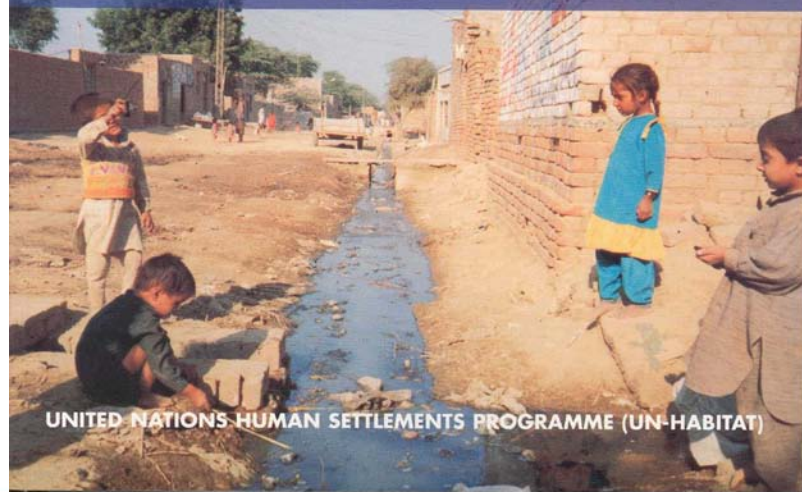
# Trust Fund Delivery Mechanisms

- **Regional programmes**
  - Water for African Cities programme
  - Water for Asian Cities programme
  - Water for Latin America and Caribbean Cities Programme
- **Replicable model setting initiatives**
  - Lake Victoria Water & Sanitation Initiative
  - Greater Mekong Water and Sanitation Initiative
- **Normative work**
  - Pro-poor Governance operational frameworks & tools
  - Global Assessments: Global report on the state of Water and Sanitation in the World Cities
  - Water Operators Partnerships
  - Advocacy, public awareness & education
- **Tracking progress towards the MDGs and programme monitoring**



## WATER AND SANITATION IN THE WORLD'S CITIES

LOCAL ACTION FOR GLOBAL GOALS



UNITED NATIONS HUMAN SETTLEMENTS PROGRAMME (UN-HABITAT)



# Water for African Cities: 1999 -2002

## Programme Goal

- To support African countries to address the growing urban water crisis through awareness, promotion of effective policies, programmes and investments and to build capacity at the local level

## Focus Areas

- Efficient use of freshwater at city level through WDM
- Minimizing the impact of urbanization on freshwater resources
- Exchange of information and good practices on urban water resources management
- Leveraging investment



# Water for African Cities Programme

- First phase launched in October 1999.
- Covered 7 demonstration cities, (Abidjan, Addis Ababa, Accra, Nairobi, Dakar, Johannesburg and Lusaka).
- A direct follow up to the 1997 Cape Town Declaration adopted by African Ministers wishing to address the growing water crisis in Africa.
- Activities include city-level demonstrations and regionwide activities to share information and build capacity between cities within the region
- Second phase of the programme was launched by African Ministers in December 2003
- Now operational in 18 cities in 15 countries



# Ongoing Project Activities

- Provision of small bore community sewerage schemes
- Public sanitation facilities in schools and communities
- Urban catchment management activities
- Mainstreaming of the values based water, sanitation and hygiene concept in the national school curricula at the elementary level
- Enhancing focus of utilities on the benefits of water demand management
- Rainwater harvesting as a means to augment water supplies



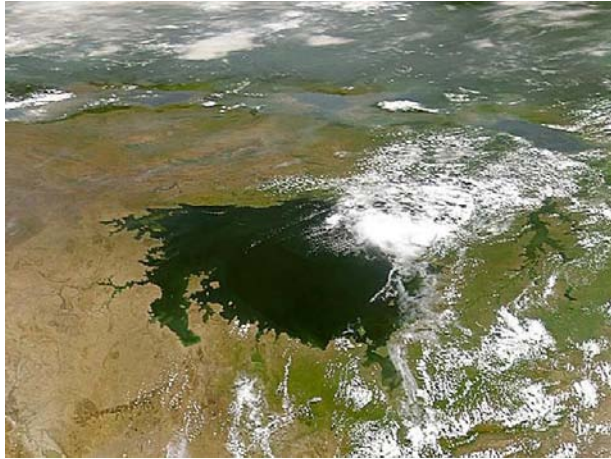
# Ongoing Collaboration with AfDB and World Bank

- Preinvestment support provided by the programme to the preparatory activities for a \$61 million AfDB Zanzibar Water and Sanitation Project. Loan approved in November 2008.
- Detailed design for extension of the Kibera integrated WATSAN project and diagnostic sanitation study for 26 localities in the (LVSWSB) area of jurisdiction .
- Complementing \$10m AfDB grant project in Mali with focus in Niono city -sanitation challenges due to high water table.
- The HWSA request for assistance for the development of a strategic business plan as part of the AfDB loan support for the Harar Water Supply Project.
- The World Bank, under its Urban Water and Sanitation Services Programme of Ethiopia, is in the process of scaling up activities demonstrated under the WAC II programme

# Support to Regional WATSAN Activities

- Regional events led by AMCOW provide political impetus to advance the WATSAN agenda in Africa. UN-HABITAT supported and participated in a number of events in 2008:
  - Africasan + 5 Conference on sanitation in February 2008 in Durban,
  - the First African Water Week (AWW-1) in Tunis in March 2008,
  - the 11th Ordinary Session of the Assembly of the African Union held at the end of June 2008 in Sharm El Sheikh, Egypt,
  - the joint UN-Water Africa, AMCOW and AfDB meeting on follow up actions to implement the Sharm el-Sheikh commitments of Heads of State and Governments held in October 2008,
  - AMCOW Executive Committee meeting held in November 2008 in Nairobi.
  - Infrastructure Consortium for Africa Meeting in November 2008 in Dakar.

# The Lake Victoria Water and Sanitation Initiative



**Supporting Secondary Urban Centres in the Lake Victoria Region to Achieve the Millennium Development Goals**

# Lake Victoria Region Water and Sanitation Initiative

Launched on  
16<sup>th</sup> August  
2004 during the  
Stockholm  
Water Week



**Designed to achieve MDG targets for water and sanitation in small urban centers, taking into account the physical planning needs of these urban centers together with attention to drainage and solid waste management as an integral part of environmental sanitation**

# Project objectives

Support pro-poor water and sanitation investments in the secondary urban centres in the Lake Victoria Region;

Build institutional and human resource capacities at local and regional levels for the sustainability of improved water and sanitation services;

Facilitate the benefits of upstream water sector reforms to reach the local level in the participating urban centres;

Reduce the environmental impact of urbanization in the Lake Victoria Basin.





# Programme Interventions



- Rehabilitation of existing watsan systems / Extending service coverage to the un-served
- Capacity building support to watsan utilities
- Rainwater harvesting for orphan-headed households
- Micro-credit schemes for construction of sanitation facilities targeting female-headed households
- Increasing municipal capacity for solid waste management and drainage
- Supporting urban planning

# Programme Achievements

- 135,000 persons have access to safe drinking water
- 40,300 persons have access to basic sanitation
- 120 staff of four utilities trained and technical assistance provided to improve utility operations.
- Micro credit schemes targeting women headed households and vulnerable groups set up in 10 towns to promote access to adequate sanitation
- Tractors, skip trailers and containers procured to improve capacity for solid waste management in 7 towns.
- Stakeholder participation and ownership strengthened through town-wide multistakeholder platforms.
- Strategic urban plans completed in 5 towns.
- Urban inequities survey designed to establish baseline coverage levels and track MDG progress conducted in 17 towns.

# Key constraints to Water and Cooperation

- Declining levels of donor support
- Lack of predictable longer-term funding and earmarking of contributions by donors constrains long-term programme development
- Agreement on Long-term plan will provide basis for strategic and wider in-country collaboration and resource mobilization
- A need is felt in familiarizing participating governments and cooperating entities on UN-HABITAT's project administration, reporting and auditing requirements.

# Lessons from Implementation of UN-HABITAT Watsan Programmes

- Overall, the impact of the pilot projects in terms of the number of direct beneficiaries and the demonstration effects of innovative approaches has been substantial given the level of Trust Fund resources.
- Particular attention be given to communication and media aspects of the programme to maximise the impact at regional level through wide exchange of experience and knowledge sharing
- The collaboration with the African Development Bank in Zanzibar and the Lake Victoria Region have demonstrated that Trust Fund Activities in pre-investment planning and capacity building and model-setting Initiatives can lead to substantial levels of follow up investments
- The capacity building for water utilities is having a major impact in improving the effectiveness of service delivery in urban areas and this is becoming more important as urbanization rates increase and informal settlements expand.
- It is important that UN-HABITAT initiatives in specific countries are rooted in “Country Support Strategies” developed in consultation with stakeholders including government and civil society.
- For wider impact it is important for country level programmes to establish linkages with the policy level.



THANK YOU FOR YOUR  
ATTENTION

### **PANEL 3: Gouvernance de l'eau et coopération en Afrique**

*« Gouvernance de l'eau et coopération en Afrique »*

Simon Thuo

Coordonateur Régional Afrique de l'Est  
Partenariat Mondial pour l'Eau (GWP)

#### **RÉSUMÉ**

La gouvernance de l'eau est imprécise et déroutante. Elle suppose qu'un ensemble de règles, institutions et structures peuvent être créées pour gérer les services d'approvisionnement en eau, distribuer les ressources en eau entre les utilisateurs en concurrence et assurer la qualité avec peu de références au reste de l'économie sociale, administrative et politique qui prévaut.

Certes, la gouvernance de l'eau ne peut pas être ignorée. Dans la grande Corne de l'Afrique, 30% des infrastructures pour l'eau ne sont pas fonctionnelles. En plus de cela, entre 40% et 80% de l'eau n'est pas facturée (en raison des pertes d'eau et des branchements illégaux). Notre ressource la plus importante - ressource à laquelle nous devrions accorder la plus haute la priorité - est l'eau traitée coûteuse que nous perdons. Elle peut être utile à deux fois plus de personnes qu'à présent.

Mais cela exige une volonté énorme : politique, institutionnelle et organisationnelle. Des tentatives pour dénombrer les petits barrages et les retenues dégradés au Kenya ont atteint les 800 dans le seul district de Homa Bay, avant que l'enquête ne soit abandonnée ; et encore Homa Bay n'est un district parmi plus de 100 districts. Une quantité incroyable d'eau potable et d'eau pour d'autres usages pourrait être fournie aux personnes, au bétail et aux cultures si la décision était prise d'améliorer la prestation et la gestion. Mais la réhabilitation de vieux systèmes est souvent moins prestigieuse que l'inauguration de nouveaux projets.

La coopération internationale, et en particulier le partage des meilleures pratiques entre des pays voisins et des systèmes qui fonctionnent est peut-être même plus importante que l'acquisition de nouvelles technologies ou l'élaboration de nouveaux plans.

En 2000-2003, le Kenya fut mis sous intense pression par la Banque Mondiale pour privatiser ses infrastructures grandes et rentables à Nairobi et Monbasa. Un répit survint comme le résultat de l'amélioration démontrée de la performance de l'approvisionnement en eau de Nyeri - à peine un dixième de leur taille. Cela fut possible grâce à la soustraction de la gestion de l'approvisionnement en eau du Conseil Municipal, qui utilisait les revenus de l'eau pour faire face à des dépenses sans relation avec l'eau - au détriment des deux. Cependant l'agence corporative qui a été créée a dû payer une redevance mensuelle convenue pour financer les dépenses critiques du Conseil. Dans le cadre des lois en vigueur,

ce fut effectivement une rançon illégale, mais en termes concrets, un compromis, dans la mesure où la survie du Conseil aurait été impossible autrement.

Ce résultat positif fut rendu possible grâce à l'aide technique de Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ), qui a aidé au partage des expériences et des leçons sur la réforme de l'eau urbaine entre le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et l'Afrique du Sud. Les changements dans la gestion et la structure institutionnelle dans la gestion de l'approvisionnement en eau dans ces pays furent différents, mais ont eu pour résultats d'énormes améliorations dans la prestation, la fiabilité et l'efficacité de l'approvisionnement, la collecte des revenus et la réduction des pertes d'eau. Ce mode coopératif de gestion de l'approvisionnement en eau a été maintenant étendu à toutes les autres municipalités urbaines et est devenue la pierre angulaire de la nouvelle loi sur l'eau

Comme notre Programme sur la Gouvernance de l'Eau l'a montré, la gouvernance de l'eau est tout sauf un reflet de la gouvernance dans l'environnement social, politique et juridique plus large, et les rapports de pouvoir, les perceptions et les intérêts des différents agents impliqués.

Le programme du GWP a couvert trois pays de l'Afrique de l'Est : le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie. Nous avons commencé par étudier les cas spécifiques de problèmes et d'iniquité dans l'accès. Qui a de l'eau et est-ce juste ? Qui a le pouvoir et l'autorité ? Comment l'accès aux services et aux ressources est-il déterminé ? Quelles lois et quels règlements sont pertinents pour la prise de décision, et comment sont les bases des décisions prises ?

Plusieurs pays où le GWP travaille sont en train de procéder à la décentralisation. Le pouvoir et la responsabilité sont en train d'être transférés des Ministères et Départements du Gouvernement Central vers des Unités de Gestion Administrative secondaires et les Autorités Locales, dans le but de fournir des services et de prendre des décisions plus proches des intérêts des usagers - les personnes les plus concernées. Cela a de nombreux résultats positifs, mais cela amène aussi une pléthore de problèmes spécifiques qui ne peuvent pas être évités. Le clientélisme, les répartitions de pouvoir, et l'impossibilité d'agir contre des personnes en position de pouvoir au niveau local annulent souvent les bénéfices envisagés. En Ouganda, un Membre du Parlement et des participants de Conseils locaux ont donc admis que les lois et les règlements gouvernant les biens publics devraient être établis au niveau national. Les Conseils sont donc supposés appliquer ceux-ci et peuvent être évalués sans mettre en danger les postes des responsables aux niveaux locaux.

Les modèles abondent, résultant des tendances internationales et des requêtes des bailleurs de fonds. La propriété et la gestion communautaire, la participation privée, la responsabilité sociale de l'entreprise et les accords transfrontaliers sur l'eau sont souvent financés -même conduits- par les agences de financement, avec des résultats mitigés.

Cependant, d'autres initiatives qui auraient été impossible sans l'insistance des bailleurs de fonds ont créé de multiples bénéfices, et nécessitent une aide continue, si les Objectifs du Millénaire pour le Développement et peut-être, de façon même plus importante, si les

objectifs du développement économique national devaient être atteints. Parmi ceux-ci, les droits des femmes et l'équilibre de genre sont peut-être les questions les plus cruciales pour l'Afrique.

Les lois et la réglementation au niveau central sont parfois sapées par la faible capacité et la compétence insuffisante pour la rédaction des statuts et des réglementations utiles. L'aide internationale peut aider à développer de bons cadres juridiques, justes et fiables, qui s'assurent que la prise de décision qui affectent la circulation et l'usage des biens et des ressources publics soit faite sans parti pris.

La gestion transfrontalière serait impossible sans l'aide et la référence internationales. Les pays douteront toujours des motifs de leurs voisins, que ce soit en amont ou en aval, ou ne voudront pas anticiper sur le développement futur en signant des accords maintenant - une situation exacerbée pour les menaces de changement climatique et son impact. Les partenaires internationaux peuvent aider à la création d'une plateforme neutre, dans laquelle les intérêts nationaux et les bénéfices potentiels, incluant le partage des données, peuvent être explorés de façon exhaustive. Cependant, ceci est un processus long et lent et vingt à cinquante ans pourraient passer avant que des accords importants ne soient signés.

Les organisations actives au niveau régional peuvent aider à surmonter les problèmes inévitables qui peuvent affecter négativement les biens publics et les intérêts des États membres. Par exemple, l'Association Juridique de l'Afrique de l'Est a menacé d'ester le gouvernement Kényan devant la cour régionale pour incapacité à stopper une déviation dans la rivière Lumi qui a asséché le lac Jipe sur le côté Tanzanien. Les menaces ont abouti à l'application au Kenya des lois existantes, avec comme résultat que la rivière et le lac ont aujourd'hui retrouvé leurs cours historiques.

Le Conseil des Ministres Africains Chargés de l'Eau (AMCOW) est devenu un puissant défenseur du développement de l'eau sur le continent, en faisant en sorte que des Chefs d'États se réunissent dans un Sommet spécial afin de discuter des difficultés relatives à l'eau et aux questions transfrontalières. L'AMCOW a aussi organisé un forum pour aider à l'établissement de bonnes pratiques. Il a renforcé la coopération régionale, demandant que les gouvernements et les bailleurs de fonds donnent la priorité aux programmes sur l'eau qui bénéficient à plus d'un pays, et tentant d'aider à équilibrer l'aide internationale afin que le maximum de pays en Afrique reçoivent de l'aide pour des programmes liés à l'eau. Selon une étude de la GTZ ; plus de 80% des fonds actuels ne vont qu'à quatre bassins partagés, sur plus de soixante.

Les lois internationales sur l'eau, telle que la Convention sur le droit d'utilisation des cours d'eau à des fins autres que la navigation ont des résultats mitigés. Bien que souvent incapables d'obtenir les membres suffisants pour assurer la ratification, elles inspirent des protocoles régionaux comme celui de la Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC) sur les eaux partagées. Elles fournissent une panoplie essentielle de principes que les pays peuvent alors adapter à leurs intérêts particuliers, dans les



circonstances actuelles. Cependant, d'autres peuvent être pénibles, même si elles sont bien intentionnées.

Le financement international est crucial pour le développement de l'eau en Afrique. La plupart des barrages générateurs d'énergie hydraulique et des projets d'irrigation ne peuvent pas être financés par le secteur privé. C'est la même chose pour les digues et les barrages qui protègent les populations des inondations, et fournissent des réservoirs pour l'approvisionnement en eau et l'irrigation. Ceux-ci ont besoin de trente ans pour amortir les frais d'investissement.

En ce qui concerne l'agriculture, 1 kg de grain exige 3m<sup>3</sup> d'eau pour pousser, tandis qu'1 kg de bœuf exige 15m<sup>3</sup>. Le Kenya n'a que 4m<sup>3</sup> d'eau de réserve par personne. L'Afrique du Sud a environ 700m<sup>3</sup>, tandis que les USA arrivent au sommet de l'échelle avec 6 800m<sup>3</sup>. Le Kenya a en stock assez d'eau pour une journée de fourniture de grain. Par comparaison, l'Afrique du Sud a assez d'eau pour huit mois de fourniture, et les USA, sept ans. Est-il étonnant que 10 millions de Kenyans aient faim au bout de trois ans, à chaque fois que les pluies sont en retard ?

Le Conseil Économique et Social des Nations Unies (ECOSOC) a demandé que l'eau soit accepté comme un droit humain. Mais, étant donné l'incapacité des pays à fournir des services de base incluant la sécurité, comment ce droit peut-il influencer sur la capacité gouvernementale ou les impératifs politiques pour préparer les programmes de l'eau à satisfaire les besoins économiques et sociaux ? Ou des droits de réparation contre ceux d'une baisse de la production industrielle ? Qu'en est-il de l'usage de ressources locales en eau situées dans un environnement rural qui n'est pas desservi, pour approvisionner des villes importantes avec des retombées économiques et commerciales ? Les tribunaux devraient-ils être les places où les priorités nationales de développement sont décidées ?

**Mots clés :** gouvernance, Afrique, AMCOW, eau, famine, décentralisation, GWP, Kenya

---

# **WATER GOVERNANCE & COOPERATION IN AFRICA**

**Simon Thuo**

**Regional Coordinator**

**GWP Eastern Africa**

**Casa Africa, las Palma Grand Canarias, Spain. 21 April 2009**



---

# Niccolo Machiavelli on The Prince

- *Prudent princes who have to regard not only present troubles, but also future ones,*
- *they must prepare with every energy, because.... in affairs of state... when the evils that arise have been foreseen (which it is only given to a wise man to see), they can be quickly redressed, but when, through not having been foreseen, they have been permitted to grow in a way that every one can see them, there is no longer a remedy.*



---

# Background & context

- ❑ Water governance is a misnomer and misleading. Assumes rules, institutions and structures to manage water services; little reference to prevailing social, administrative and political economy.
- ❑ Yet, ignore at peril. 30% of water supplies nonfunctional. unaccounted water 40-80% (water losses, illegal connections, unbilled/unpaid revenue).
- ❑ Biggest resource- expensive clean water lost can serve twice as many people now
- ❑ Degraded dams and pans in water scarce areas- 800 in Homa Bay and counting
- ❑ No glory for rehabilitation, soft works. Prestige and political focus on new infrastructure



---

## Regional learning, international cooperation helps..

- ❑ Poor performance>>>World Bank pressure to privatize Nairobi, Mombasa water (70% urban produce) ;
- ❑ carve up rest of urban to viable units for 2<sup>nd</sup> tier
- ❑ Leave rural to communities and NGOs
- ❑ Saved by Nyeri reforms
- ❑ Learned from Tanzania, Zambia, Malawi, South Africa
- ❑ GTZ modest funding; coalition among government and donor technical staff explores new options
- ❑ New law underpins corporatized model



---

# Need long term international support

- Program for Water Governance- EU funded
  - Focus on problem areas; identify easier options to solve
  - Inequity- who gets the water? Why? How to redress? ???
- Decentralisation is forceful phenomenon-
  - how to maximize benefits of proximity between decision and those affected
  - Reduce destructive patronage, tragedy of the commons
  - Support regulations for fair access, strengthen enforcement



---

# More international support

- ❑ Social inequity, gender balance, pro-poor development
- ❑ Civil society participation, government accountability always endangered
- ❑ Authorities focus on fire fighting- population explosion, famines, floods, food shortages, disease outbreaks
- ❑ Balanced development via IWRM- efficiency in 3 E's- Economy, Equity, Environmental sustainability
- ❑ Lack of expert capacity to create effective & predictable legal and institutional framework



---

# Transboundary impasse

- Upstream, downstream and sideways suspicions
- Locking in benefits now
- Wary of agreements that may reduce power to make decisions when needs arise in future
- Securitization of water given population explosion, climate variability/change, continued degradation of land and water
- Create neutral platform for meeting of national interests
- Develop Capacity for negotiation
- Advance the Benefit Sharing paradigm- social, politic, economy





---

# Promising trends-

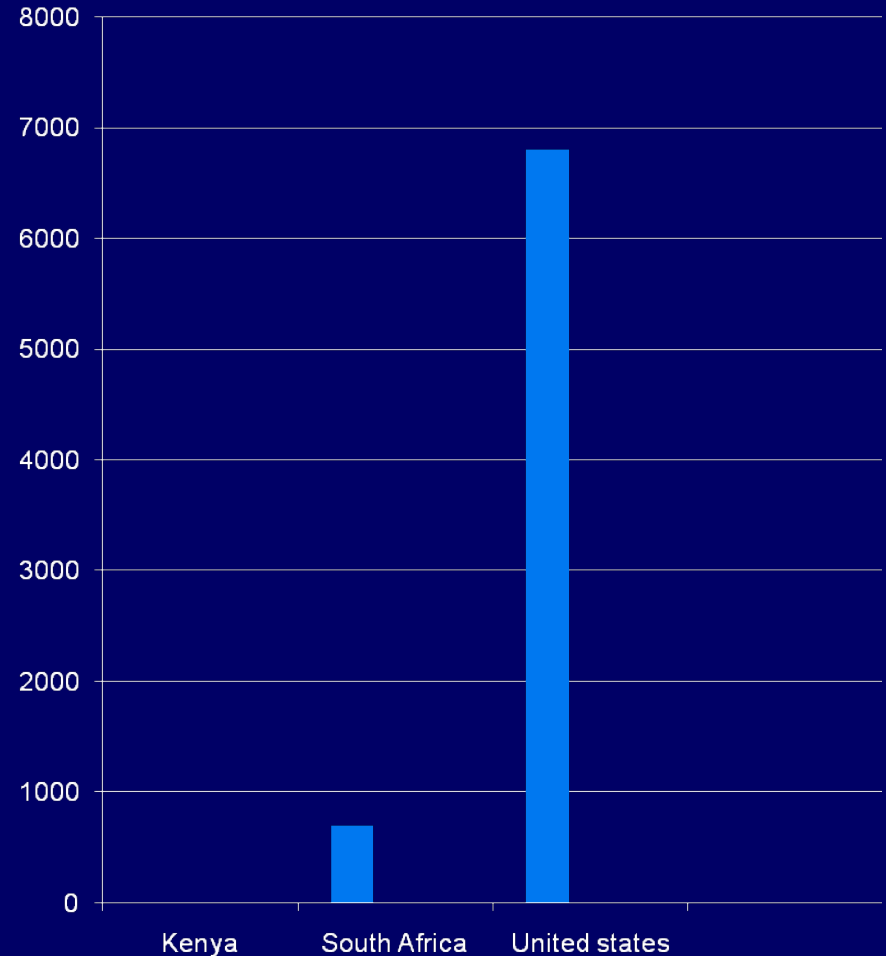
- AMCOW providing policy leadership, establishing best practice, strengthening solidarity by demanding priority of transboundary projects, equity in distribution of support across Africa. Resulted (first time in 50 years) summit on water
- **Sharm el Sheikh Heads of State Decision & Commitment**
  - Need of infrastructure to reduce water disaster & risk
  - IWRM, water for food security, ensure equitable and sustainable use of shared waters
  - Regional agencies initiate dialogue on CC adaptation
- EAL association threat on legal action made Kenya act on illegal abstraction in Lumi that had dried up lake Jipe.
- EAC Lake Victoria Commission; SADC water protocol; OMVS shared benefit
- Land and Water focus for adaptation in CoP15- needs strong support by Europe



# Conclusions

- ❑ Not enough yet- Africa climate variability 40-60 % temperate only 10%. Change will make it worse
- ❑ Kenya 4 m<sup>3</sup> stores 1 day of grain, South Africa 700 m<sup>3</sup> is 8 months, US 6,800 m<sup>3</sup> is 7 years of grain for everyone- Like Egypt in Biblical Joseph
- ❑ Population growth swallowing MDG progress
- ❑ Land and water degradation continues to reduce productivity/food security
- ❑ Help needed for IWRM, institutions, infrastructure, good predictable regulations...  
.....overdue

Water Storage m<sup>3</sup> per person



## **PANEL 3: Gouvernance de l'eau et coopération en Afrique**

*« La Gouvernance de l'eau et la Coopération en Afrique »*

Charles Ngangoué

Président

Comité de Conseil Technique

Conseil des Ministres Africains Chargés de l'Eau (AMCOW-TAC)

### **RÉSUMÉ**

La Gouvernance de l'eau et la Coopération internationale en Afrique en vue d'assurer la paix et l'intégration régionale, la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique, la réduire de la pauvreté, l'adaptation à la variabilité et aux changements climatiques, la protection des écosystèmes la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et partant l'amélioration des conditions socio- économiques des populations deviennent une priorité absolue.

Même si les Objectifs du Millénaire pourraient être atteints par quelques pays africains, il n'en demeure pas moins qu'il faut travailler pour l'horizon 2025 et au-delà pour atteindre espérer atteindre les couches les démunies.

L'objectif lié à la gouvernance de l'eau est un élément clé pour la réalisation d'autres objectifs aussi importants pour le développement durable de l'Afrique.

L'Afrique a donc besoin de l'appui et du soutien multiforme de la communauté internationale et la coopération internationale est à ce point sollicitée.

L'Afrique doit :

- assurer la base de connaissance pour élaborer de bonnes politiques ;
- répondre aux besoins fondamentaux ;
- assurer l'approvisionnement alimentaire ;
- protéger les écosystèmes ;
- gérer les risques ;
- évaluer et répartir l'eau ;
- partager les ressources en eau et les bénéfices.

En vue de relever tous ces défis, l'Afrique doit bâtir et mettre en œuvre des partenariats. C'est dans ce cadre que la coopération internationale doit jouer le rôle d'appui et de soutien dans la mobilisation des ressources financières, le renforcement des capacités institutionnelles et des

acteurs. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Afrique ont pris des engagements politiques pour la Gouvernance de l'eau dont la mise en œuvre nécessite l'appui de tous : Organismes multilatéraux et bilatéraux, les communautés locales, la société civile, le secteur privé, la jeunesse, les médias, les députés, les femmes etc.

**Mots clés :** OMD, Afrique, AMCOW, gouvernance, eau, coopération

# Other aspects of Improving the Contribution of International Cooperation to the Achievement of Water and Sanitation related MDGs in Africa



**Prof. Edward N Kairu**  
**Executive Director**  
**Maji na Ufanisi, Kenya**  
**Chairman - ANEW**

**([edward.kairu@majinaufanisi.org](mailto:edward.kairu@majinaufanisi.org))**

**P.O. Box 58684 – 00200, Nairobi, Kenya**

**Tel 254 20 2727107, Fax 254 20 2726332**

# **Maji na Ufanisi (Water + Development)**

- **Maji na Ufanisi one of the top Water and Sanitation NGOs in Kenya**
- **Maji na Ufanisi is a membership based Kenyan Water and Sanitation NGO which has been in existence for the last 10 years**
- **Need to continue water and sanitation projects which were implemented by former Water Aid Kenya which closed its office in in Kenya in 1997.**
- **Maji na Ufanisi has always had 3 major WSS programmes – Urban (informal), Rural and Advocacy**
- **MnU has maintained a focus on building the capacity of partner institutions e.g. CBOs to analyze and address community concerns**

# **ANEW – African Network of Water and Sanitation CSOs**

- **ANEW formed in 2003 and registered as an African CSO Trust based in Maji na Ufanisi - Kenya in 2007**
- **As of April 2009, ANEW has > 130 CSO members some of which are national WSS networks with hundreds of members**
- **ANEW Secretariat supported by EU, FAN and WaterAid**
- **Signed partnership MoUs with AMCOW and working on another one with AfDB**
- **Three years Capacity building project (funded by EUWF) operational wef Nov 2007**
- **Established 4 sub - regional ANEW offices in Botswana, Chad, Senegal and Nairobi**
- **Conducting advocacy skills training workshops and activities in key WSS thematic areas**
- **Developing a tracking and alert mechanism - regularly informs CSOs on the status of policy formulation in key areas e.g. sanitation and hygiene**







MEAN  
AREAS = B C  
DISENNA  
MASNA  
RAB

NO SMOKING  
No  
BB  
Hot  
BE



MEDICAL CENTRE

+ HOSPITALI +



24 HRS.



24 HRS.





# Meeting of the Executive Committee of AMCEN

12-14 March, 2007

United Nations Conference Centre, Nairobi, Kenya

Carry forward the implementations of the ... Outcomes and Decisions Adopted at the ...



# **Manifestation of the global sanitation crisis in Africa**

**Examples (before and after interventions by Maji na Ufanisi – Nairobi based NGO) of urban informal settlements in Nairobi, Kenya**

**According to Mahatma  
Gandhi, 'sanitation is more  
important than political  
independence'**











UN-HABITAT

FRESH  
HOT





**Fig 6: Women transporting materials**







MAGGY'S SALON  
& COSMETICS  
FOR SCENTED  
NAILS & FACIALS  
AT THE MAIN ENTRANCE  
TO THE MARKET

FOR MORE  
INFO CALL











INGREDIENTS:  
Agitate oil, preservative, preservative.

Manufactured by:  
**SAFARI WATER & LTD.**  
P.O. Box 19002, NAIROBI, KENYA



















# **Manifestation of the global sanitation crisis in Africa**

**Examples (before and after interventions by Maji na Ufanisi – Nairobi based NGO) of Arid and Semi Arid areas of Kenya**

















**Reflecting on past global and  
Africa specific sanitation  
initiatives**

## **Reasons making it difficult for African countries to make greater progress in achieving MDG 7c**

- In 2002, there was a concerted effort to have sanitation MDG target added to the water target during the World Summit on Sustainable Development**
- However, subsequent follow up sanitation initiatives have not been commensurate with the initial efforts**
- Bad governance – corruption in WSS sector**
- Political instability leading to proliferation of half done WSS projects**
- De-linked political leadership from society (e.g. very few Kenyan leaders have visited Kibera)**
- African countries have very few sanitation champions e.g. Mandela – Africa and Gandhi - India**

## **Reasons making it difficult for African countries to make greater progress in achieving MDG 7c**

- **Low political commitment to Sanitation**
- **Consideration of sanitation as a household responsibility outside public domain**
- **Unclear + uncoordinated WSS sector policies**
- **Slow implementation of WSS sector reforms**
- **Very few African governments have specific ministries + budgets on Sanitation**

**Innovative ways of hastening the  
progress in solving the Global  
Sanitation Crisis, particularly in Africa**

# **Why 'business as usual' approach to sanitation will NOT work in Africa**

- **Gains made in other development arenas over the last decade have NOT kept pace with population growth**
- **As shown earlier, the number of people without access to latrines and toilets in Africa has increased by 135m between 1990 and 2006**
- **It is crucial to allocate sufficient funds to make a difference in providing access to sanitation**
- **Providing global access to low cost sanitation and safe water will require \$ 25b /year for next 10 years**
- **This amount far outweighs current costs of poor sanitation e.g. medical treatment, lost school days + work**
- **Cost sharing among the beneficiaries will ease the financial burden**



# **Innovative ways of hastening the progress in solving the Global Sanitation Crisis, particularly in Africa - 1**

- **View sanitation as a fundamental human right which safeguards health and dignity**
- **View the 313 million Africans who do not have good access to sanitation as potential customers and explore ways of satisfying that huge market**
- **Undertake genuine pro-poor commitments**
- **Factor Water and Sanitation in government Poverty Reduction Strategies and Programmes**
- **Treat urban slum sanitation commitment as a national priority / crisis**
- **Ensure that WSS utilities are answerable to consumers**
- **Governments to respect major differences which exist between Rural and Urban (poor) Sanitation**
- **Governments to promote good hygiene practices especially during public meetings by respected persons**

## **Innovative ways of hastening the progress in solving the Global Sanitation Crisis, particularly in Africa - 2**

- Governments and other stakeholders need to move the sanitation crisis to the top of the agenda by committing a given % of national budget to Sanitation**
- Have a well defined home for sanitation**
- Ensure that WES service delivery policies respond equally to the different roles, needs, and priorities of women and men**
- Governments and donor agencies must simultaneously pursue investment and reforms for improved water supply and sanitation**
- Focusing on sustainable service delivery, rather than construction of facilities alone**

## **Innovative ways of hastening the progress in solving the Global Sanitation Crisis, particularly in Africa - 3**

- Empower local authorities and communities with the authority, resources, and professional capacity required to manage water supply and sanitation service delivery**
- Ensure that users who can pay do pay in order to fund the maintenance and expansion of services**
- Ensure that the needs of poor households are met**
- Support a wide range of water and sanitation technologies and service levels that are technically, socially, environmentally, and financially appropriate**
- Developed countries e.g. Spain - should commit more funds to water and sanitation especially in Africa e.g. Kenya**
- Developed countries should fulfill outstanding pledges and commitments e.g. 0.7% of their GDPs for development assistance**

## **Innovative ways of hastening the progress in solving the Global Sanitation Crisis, particularly in Africa - 4**

- **Change many African cultures whereby discussing sanitation freely is still very challenging**
- **Ensure that latrines are non polluting, affordable, user friendly and culturally sensitive**
- **Avoid a top down approach – be sensitively participatory**
- **Take advantage of the fact that schools are the best places to teach culturally sensitive hygiene and sanitation messages and practices**
- **Take advantage of traditional knowledge and practices e.g. Moslem habit of washing hands before worship**
- **Governments to accord high priority to school based hygiene and sanitation programmes**
- **Given the close proximity to grassroots communities, facilitate the work of CSOs in African countries since the CSOs have a high potential of making a big difference in the sanitation crisis**

COMPLEMENTARITIES, INFORMATION EXCHANGE  
COORDINATION AND MONITORING

CASA AFRICA  
WARER AND COOPERATION IN  
AFRICA

# Coordination and Information exchange

- Are there adequate mechanism for info exchange between international cooperation initiatives for water and sanitation in Africa.
- National level
- Regional level
- Global level

# EFFECTIVENESS OF MECHANISMS

- Are these mechanisms adequate to the achievement of W&S related to the MDGS
- National
- Regional
- Global levels

# BARRIERS OF COORDINATION/INFORMATION EXCHANGE

- National
- Regional
- Global
- At the national level several ministries are responsible and work independent to each other
- Who is responsible at the regional level
- UN system



# TRACKING

- Is there a mechanism for tracking international cooperation on commitments to W&S
- UN system (GLAAS, JPM)
- Global Framework for Action
- Africa (AfDB/AWF)
- MDG Units at the national level

# Coherence

- Adequacy of mechanism in place for tracking levels of:
- Coherence
- Harmonization and accountability of cooperation efforts in W&S in Africa
- Strength and weaknesses of these mechanisms

# POVERTY REDUCTION

- Water and Sanitation issues adequately incorporated in the PRSP?
- Is water and sanitation priority for governments in Africa
- Are political commitments reflected in national budgets?
- Is Africa too dependant on donor funding for W&S?

# INTEGRATION

- How to integrate all of these issues into national development plan
- What mechanism should be in place for integration?

# CONCLUSION

- There need to be effective coordinating mechanism at the;
- National
- Regional and
- Global levels

**PANEL 4: Complémentarités, échange d'information, coordination, mécanismes de suivi et autres aspects clés pour améliorer la contribution de la coopération internationale à l'atteinte des objectifs liés à l'eau et à l'assainissement des OMD**

*« Situation du plan de mise en œuvre du CDD 13 en matière d'eau et d'assainissement »*

Gabriele Borla

Conseiller Interrégional

Branche de l'Eau, de l'Énergie et des Stratégies

Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations Unies (ONU-DAES)

**RÉSUMÉ**

La phase de mise en œuvre constitue l'un des défis clés du développement durable. Le Sommet Mondial pour le Développement Durable (SMDD) en 2002 s'est centré sur ce défi et a donné naissance au Plan de mise en œuvre de Johannesburg. En 2005, la 13<sup>ème</sup> Session de la Commission pour le Développement Durable (CDD) a identifié soixante-douze actions politiques conçues pour encourager les gouvernements à améliorer leur cadre politique, et a fortiori, la gestion de l'eau – les services d'approvisionnement en eau et la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) – et l'assainissement. Cet exposé se base partiellement sur le rapport d'étude du Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations Unies (ONU-DAES) qui fait état du degré de mise en œuvre de ces actions politiques dans les trente-cinq pays étudiés.

Les résultats de l'analyse sur ces trente-cinq pays indiquent plusieurs lacunes. Souvent, les politiques adéquates pour l'assainissement et la gestion des eaux usées n'existent pas. De plus, les structures institutionnelles et administratives nécessaires n'ont pas été créées, non seulement en ce qui concerne l'assainissement et la gestion des eaux usées, mais également dans le secteur de l'eau en général. Cela constitue un frein à la mise en œuvre efficace des politiques mentionnées. Enfin, le financement inadéquat limite l'impact positif de nombreuses politiques déjà présentes en matière d'eau et d'assainissement.

Ces constatations démontrent que les politiques gouvernementales citées et leur mise en œuvre sont nécessaires pour atteindre les objectifs accordés par tous dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement. Néanmoins, afin d'atteindre les bénéficiaires ciblés, ces actions politiques doivent être accompagnées des structures et du financement appropriés.

Ce rapport est utile d'une part pour les pays étudiés et d'autre part pour ceux qui ne le sont pas. Les pays analysés dans le rapport peuvent identifier les déficits à résoudre dans les politiques du secteur de l'eau afin d'améliorer la gouvernance de l'eau. Les résultats peuvent être utilisés pour initier des discussions avec les agents concernés au niveau national afin d'identifier les secteurs dans lesquels d'actions plus concertées et participatives doivent être menées. Les secteurs identifiés le plus

souvent comme requérant une attention particulière sont ceux du transfert technologique, du financement et de la gouvernance. Les pays qui n'ont pas fait l'objet de cette étude peuvent appliquer la méthode employée comme cadre d'une analyse de leurs propres systèmes de gouvernance de l'eau, afin d'identifier les secteurs qui requièrent des efforts supplémentaires pour accélérer le progrès afin d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

**Mots clés :** CDD, développement durable, OMD, GIRE, Nations Unies, gouvernance



International Meeting on  
Water and Cooperation in Africa  
20-22 April 2009, Las Palmas, Spain

**Monitoring:**  
**"Status of implementation of CSD 13  
Policy action  
on water and sanitation"**

by Gabriele BORLA, PhD  
Interregional adviser  
UN Division for Sustainable Development





*"...est maxime necessaria et ad vitam et ad delectationes et ad usum cotidianum..."*

*[Marcus Vitruvius Pollio; circa 80/70 b.C. – 23 b.C.,  
De Architectura, Liber viii]*



# Summary

## Part 1

### General introduction

- Why and what monitoring?
- International Political Commitments on water monitoring
- UN-Water monitoring mechanism

## Part 2:

“Monitoring on CSD13 policy actions on water and sanitation”

- GIRWI project study findings
- Conclusions



# Difficulty of monitoring?

*« È più facile studiare il moto di corpi celesti infinitamente lontani che quello del ruscello che scorre ai nostri piedi»  
(Galileo Galilei, "Discorso intorno a due Scienze nuove")*

- **What is the oldest historical example of water monitoring (and, possibly, climate change)?**  
"The waters rose and increased greatly on the earth, and the ark floated on the surface of the water. They rose greatly on the earth, and all the high mountains under the entire heavens were covered. The waters rose and covered the mountains **to a depth of more than twenty feet**" [Genesis, chapter 7, 17-20]

# Examples

[source: GLASS report, 2008]



TABLE 1: Comparison between sanitation coverage levels as reported by the WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme for Water Supply and Sanitation (JMP) versus the country reported coverage

Country	JMP-reported coverage (% urban / % rural)	Country-reported coverage (% urban / % rural)	Characteristics of National Sanitation Monitoring System
Ghana	15 / 6	83 / 45	Significant monitoring, largely free-standing
Kazakhstan	97 / 98	95 / 30	No monitoring performed
Madagascar	18 / 10	68 / 47	Significant monitoring, largely free-standing
Mongolia	64 / 31	21 / 5	Little monitoring, not linked to planning
Nepal	45 / 24	80 / 40	Significant monitoring, largely free-standing
Uganda	29 / 34	NA / 59	Little monitoring, not linked to planning
Viet Nam	88 / 56	90 / 56	Widespread monitoring, varied integration

Expenditure data for the sanitation sector are mostly unavailable in the pilot countries

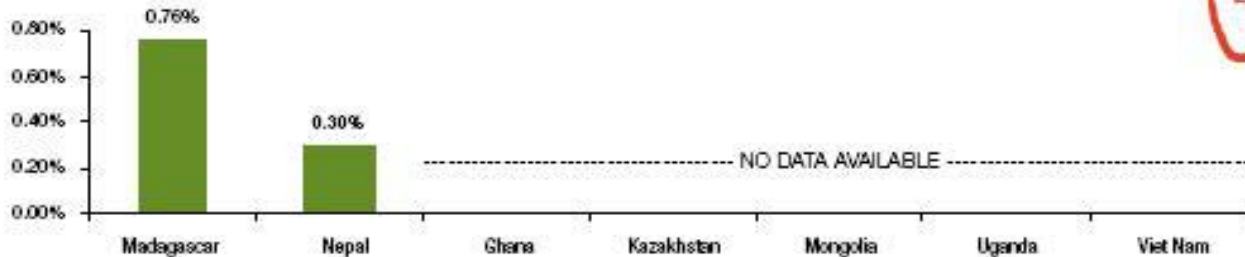


FIGURE 9: Spending on sanitation as a proportion of total government spending (7 countries)



# Why monitoring?

- **"Monitoring"** the advancements in water resources management is essential if this commitment is to be put into practice.
- **This need for monitoring** has been widely acknowledged in several UN conferences, such as the World Summit on Sustainable Development (WSSD) (Johannesburg, August-September 2002), the 12th and 13th Session of the Commission on Sustainable Development (CSD) (New York, April 2004 and April 2005)



# What monitoring?

Monitoring internationally agreed goals and targets!

Essentially:

1. the MDGs and associated targets and indicators, and the programme; and
2. Associated indicators of the Johannesburg Plan of Implementation, monitored by the Commission for Sustainable Development

# MDG 7



## Goal 7: Ensure environmental sustainability

Target 10:

- Halve, by 2015, the proportion of people without sustainable access to safe drinking water and sanitation

*Indicators.*

30. Proportion of population with sustainable access to an improved water source, urban and rural

31. Proportion of population with access to improved sanitation, urban and rural

# Johannesburg Plan of Implementation (World Summit on Sustainable development, 2002)



- IWRM and water efficiency planning should be added to the list of MDGs

## Proposed indicators:

1. IWRM planning process stage;
2. IWRM financial process stage;
3. National governments portfolio of water actions



# Recent International Political Commitments on the monitoring of the water sector



## Principal Milestones:

- G8, Evian summit (2003)
- CSD 13 (May 2005)
- 11<sup>th</sup> African Union Summit (Sharm el-Sheikh declaration; June, 2008)
- G77, Muscat declaration (Febr., 2009);
- 5<sup>th</sup> World Water Forum (Istanbul, March 2009)

# G8 Summit (2003, Evian)



## "Water, a G8 action plan"

### 4. Strengthening monitoring, assessment and research

1. In collaboration with all stakeholders, we will promote co-ordination of mechanisms for information sharing and monitoring by utilising existing UN and other systems and the network of websites established at the Third World Water Forum Ministerial Conference, and will encourage relevant international organisations to operate them.
2. We will support strengthening water monitoring capacity in partner countries to complement existing monitoring efforts.
3. We will support the development of mechanisms for collaboration in water-cycle related research, and enhance research efforts in this area.



# CSD 13

- In April 2005, on the 13th session of the Commission for Sustainable Development (CSD) held in New York, 72 policy actions designed to encourage governments to improve the policy framework, and thus management, of the water (water supply services and Integrated Water Resources Management, IWRM) and sanitation sectors were formulated and agreed upon

# Review of progress in implementing the decision of the CSD on water and sanitation



[source E/CN.17/2008/11]

## Major findings:

1. World is on track for MDG drinking water;
2. World is NOT on track for MDG sanitation;
3. Much more need to be done to scale up infrastructure, rehabilitate deteriorated water supply system, capacity building, ensuring adequate financial support and capacities of public utilities;
4. **Need to strengthen monitoring mechanism for IWRM**

# Status of the water sector monitoring

[source E/CN.17/2008/11 and UN-water task force on monitoring]

- a) most of the global water databases and monitoring systems contain data retrieved from other sources collecting primary data;
- b) no formal mechanism exists to monitor progress on implementation of integrated water resources management plans;
- c) country-level data on water quantity is more widely available than water quality data;
- d) several major monitoring programmes suffer from irregular updating, which affects their timely and regular reporting capacity;
- e) data quality remains a major issue in assessing the reliability of monitoring systems.

# 11<sup>th</sup> African Union Summit

(Sharm El-Sheik, June, 2008)



Commitment for accelerating the achievements of  
Water and Sanitation goals in Africa

"WE COMMIT OURSELVES TO:

[...]

(g) **Build institutional and human resources capacity at all levels including the decentralized local government level for programme implementation, enhance information and knowledge management as well as strengthen monitoring and evaluation;**"



# Muscat declaration on Water

(1<sup>st</sup> Ministerial Forum on Water of the G77, Feb. 2009)

3. The main challenges namely the lack of capacity, finance and political will to implement the decisions and other actions recommended by numerous conferences and meetings were stressed. We reiterate that knowledge skills and technologies exist for managing water resources and providing water services for all in support of development.
4. Stress the importance of strengthening the networking of research and development institutions on water as well as data information, equipped by new technology in national and regional information centres on water resources which received unanimous support.

# 5<sup>th</sup> World Water Forum



(Istanbul Ministerial Statement, 22 March, 2009, Istanbul)

Therefore, we the Ministers and Heads of Delegations, present at the Ministerial Conference of the 5<sup>th</sup> World Water Forum, share the view on the following:

11. We will strive to improve water-related monitoring systems and ensure that useful information is made freely available to all concerned populations, including neighbouring countries.





# UN-Water role

- In 2003, UN-Water was endorsed as the new official UN mechanism for **follow-up of the water-related decisions reached at the 2002 WSSD and the Millennium Development Goals (MDG)**. One of its tasks is to facilitate interagency information exchange, including sharing of experiences and lessons learned, and serve as a clearing house for policy-relevant information, assessment and advice on status and trends at global and regional levels, and for providing Member States with a collective point of entry to the system's initiatives and responses in areas within its purview.

# UN-Water monitoring mechanisms

(towards MDGs and JPoI)



- UN-Water task force on indicators, monitoring and reporting;
- World Water Development Report;
- WHO-UNICEF joint monitoring programme on Water Supply and Sanitation ("JMP");
- Global annual assessment on sanitation and drinking water ("GLAAS")

# Part 2



## "Monitoring on CSD 13 policy actions on water and sanitation"

[from GIRWI project findings]

- In the domain of water and sanitation, a survey was carried out in 35 countries under the project "Global Initiative for Rationalizing Water-Related Information (GIRWI)", on the state of implementation of policy actions and measures relating to integrated water resources management, water supply and sanitation.
- The survey collects information on three questions: what works (and what doesn't), what areas need urgent attention, and how to scale up successful practices. It builds upon the decisions reached during the 13th Session of the Commission on Sustainable Development (CSD) in 2005, under which integrated resource management was accepted as a common framework for the sustainable development of water and sanitation sectors.
- this study assesses the extent to which these policy actions have been implemented in 35 selected countries. Data for this project was gathered from official documents and interviews with government officials.



# CSD 13 Policy action list

- The CSD-13 policy action list comprises 15 policy options, grouped in five broad sector blocks. Each policy option includes a number of policy actions. The CSD-13 report identified 72 policy actions.

## Sector blocks:

1. Access to basic water services
2. IWRM
3. Access to basic sanitation
4. Sanitation and hygiene education
5. Wastewater treatment and re-use



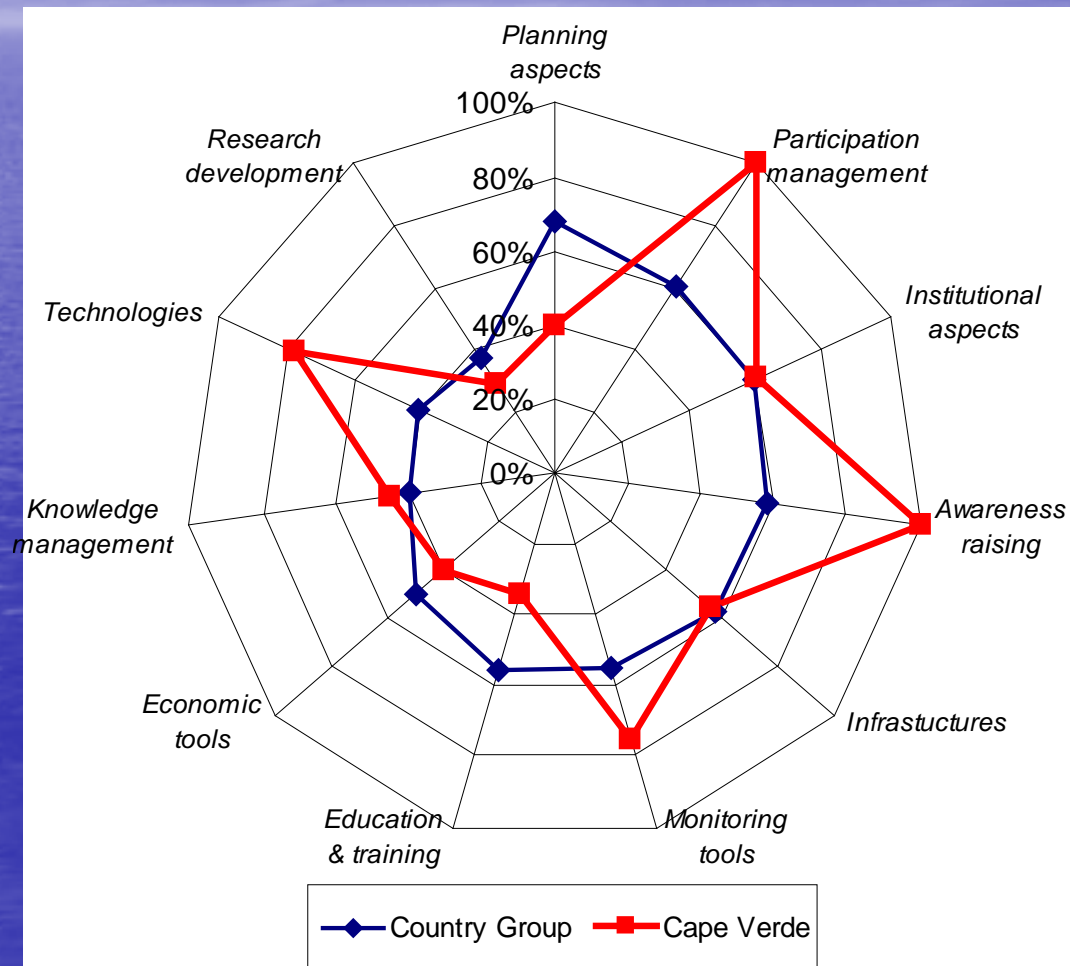
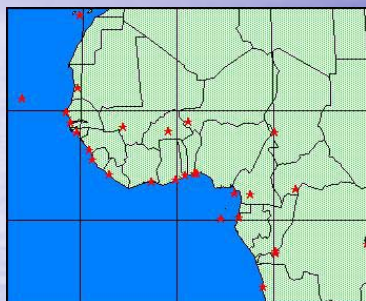
# Policy categories

Main category blocks	Policy categories
Capacity	1. Awareness raising
	1. Education and training
	1. Participation management
Knowledge	1. Knowledge management
	1. Research development
Hardware	1. Technologies
	1. Infrastructure
Governance	1. Monitoring tools
	1. Economic tools
	1. Institutional aspects
	1. Planning aspects



# Cape Verde

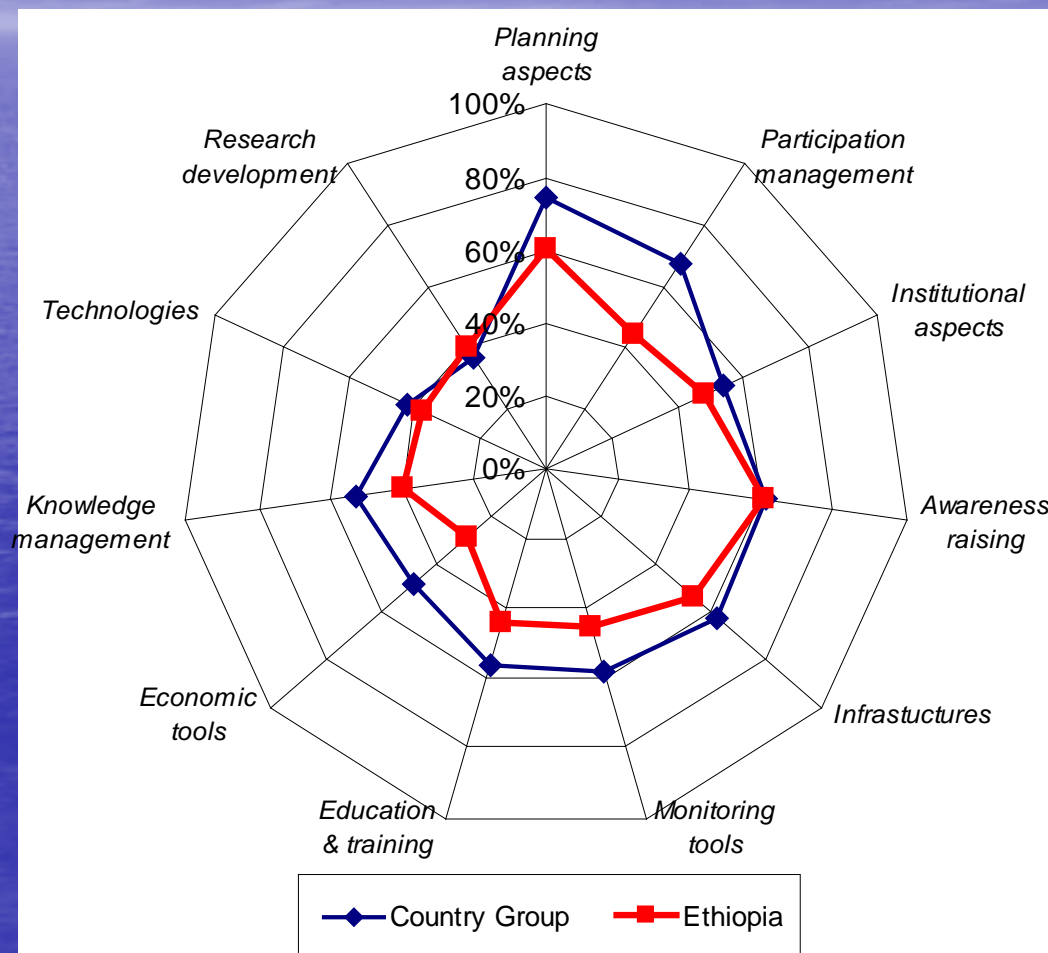
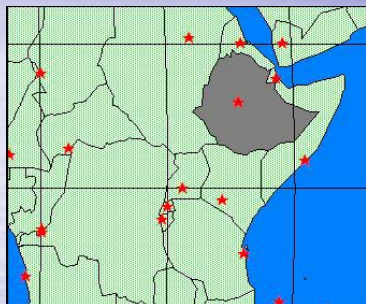
## CSD-13 Policy Actions Implementation





# Ethiopia

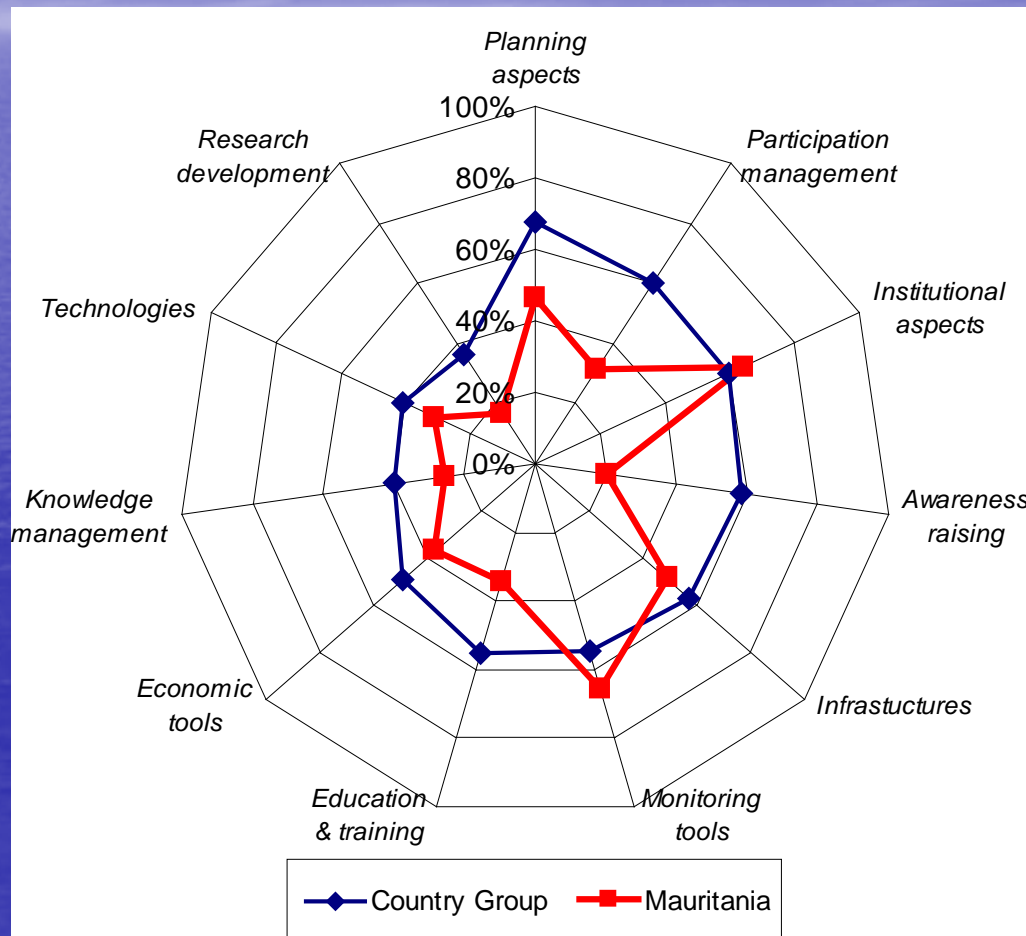
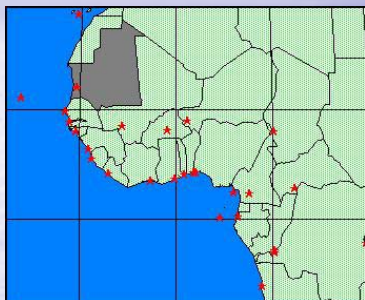
## CSD-13 Policy Actions Implementation





# Mauritania

## CSD-13 Policy Actions Implementation

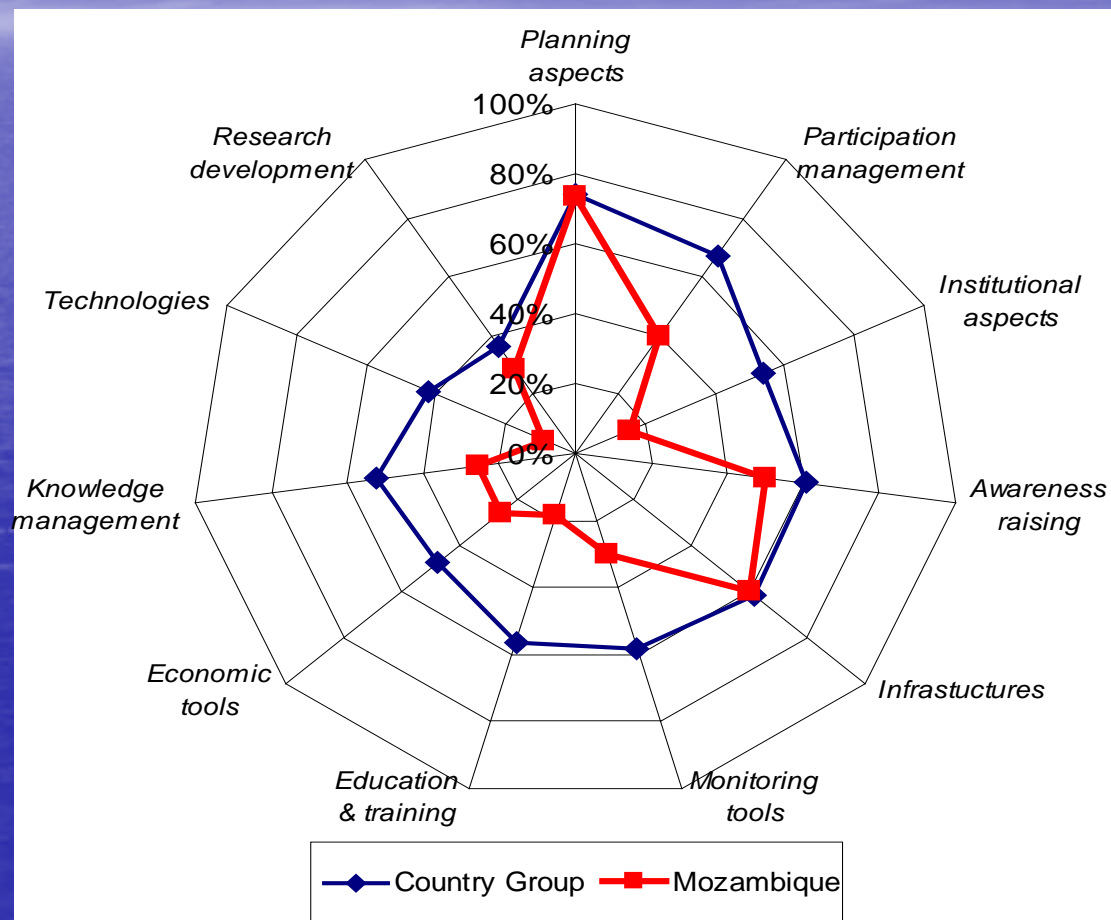
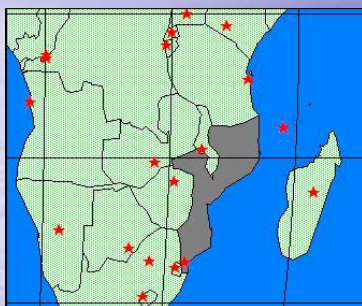






# Mozambique

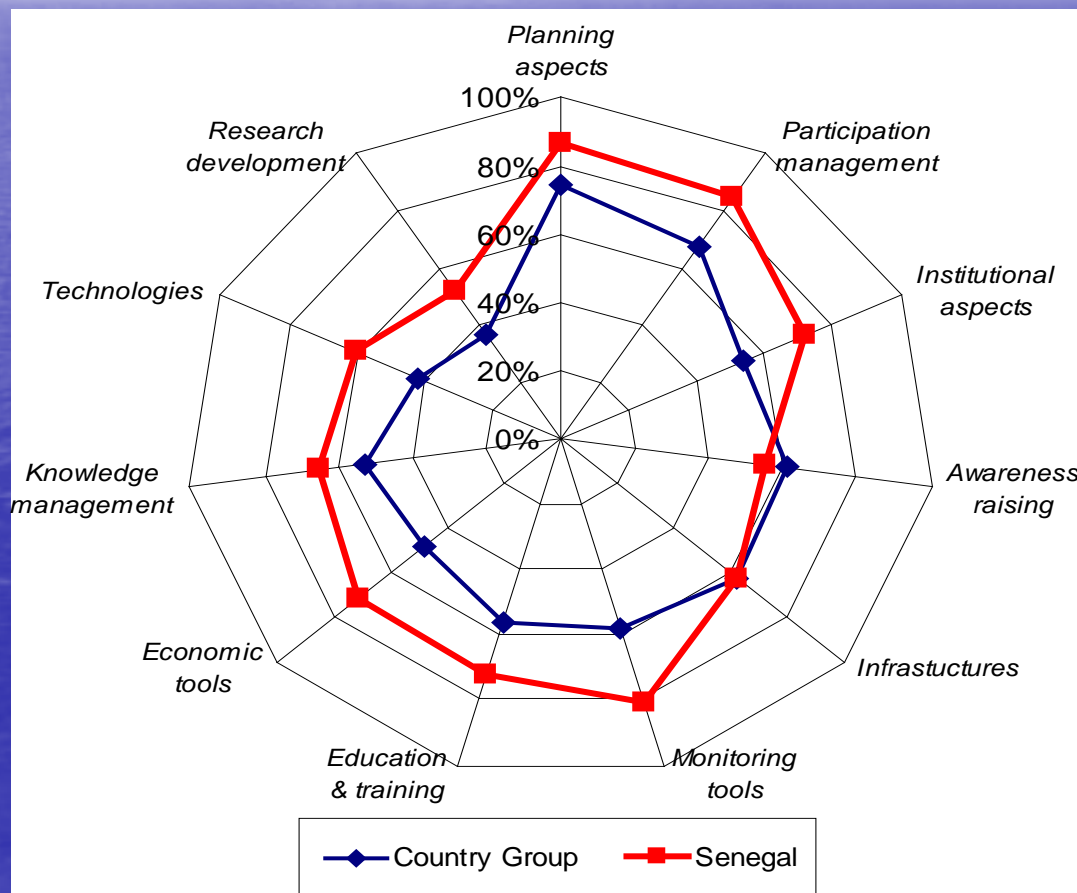
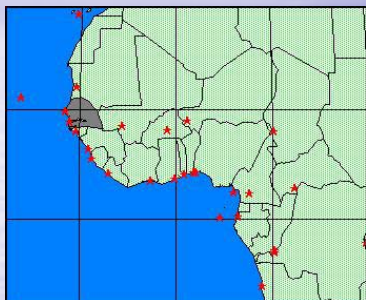
## CSD-13 Policy Actions Implementation



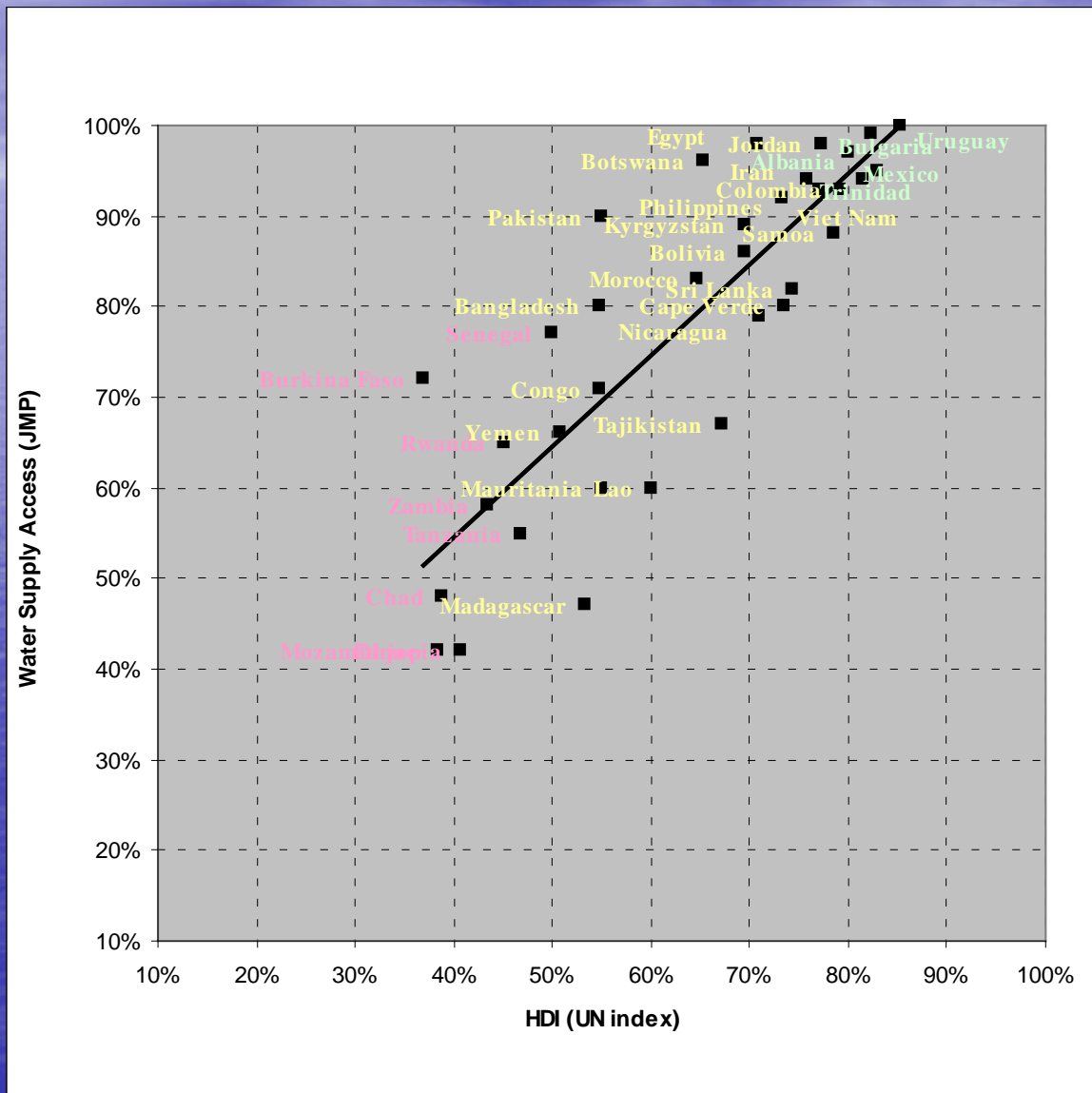


# Senegal

## CSD-13 Policy Actions Implementation

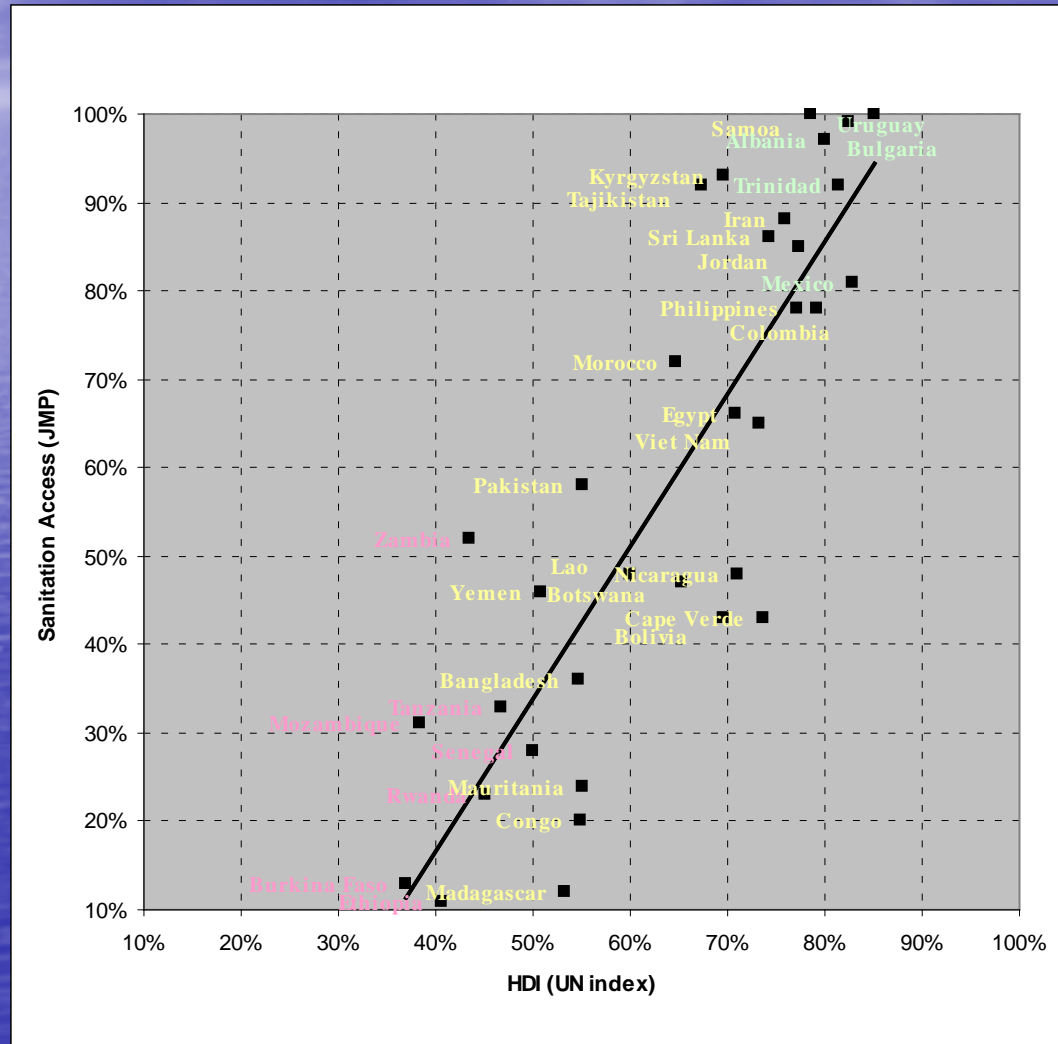


# Brief analysis water supply vs. HDI

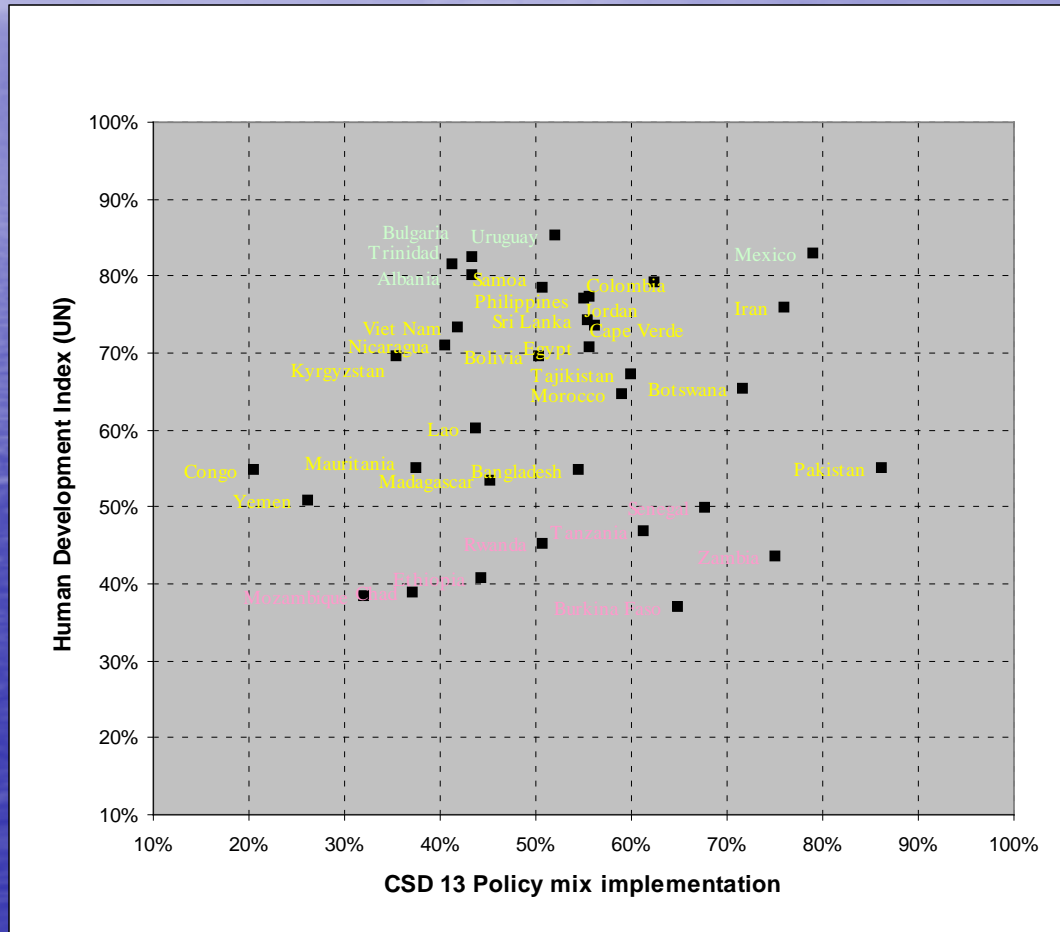


# Brief analysis

## sanitation access vs. HDI



# No correlation: HDI vs. CSD13 policy mix





# Main conclusions from the GIRWI study

1. The implementation of sanitation policies lags behind that of water supply services and IWRM policies;
2. Planning and capacity building have received much attention. In contrast, research and adapting technologies to national scale and context have been neglected;



[cont.]

3. The implementation of water and sanitation policy actions is not sustainable in many cases due to deficient institutional and administrative structures and financing;
4. The Human Development Index (HDI) does not appear to be a significant determinant for the level of success of policy implementation;
5. Performance in water supply and sanitation is dependent on sound policies, although correlation is not very strong.

# Key conclusions on moving forward include



- The lack of progress in the sanitation sector highlights the need for renewed efforts in order to achieve the MDGs;
- The level of success in implementing policy action cannot be explained only by context indicators, such as the HDI. The analysis points out that other factors such as political will are important as well;
- The lack of institutional and financial provisions for implementing agreed policies poses a serious threat to achieving sustainability in the water sector in most countries. Hence, efforts to strengthen institutions and ensure financing of the water and sanitation sectors continue to be vital.





# Challenges

[from CSD 16 ; source E/CN.17/2008/11]

- Monitoring (financial) investments;
- Development and improvement of monitoring indicators;
- Improve technical and institutional capacities (“capacity building”);

# What to do now, during the present worldwide financial crisis?



[source: UNDESA 12 and 13 policy brief; 5<sup>th</sup> WWF, Istanbul]

- The global financial and economic crisis is severely disrupting economic growth worldwide, affecting the livelihoods of billions around the world and endangering progress toward the poverty reduction and other millennium development goals (MDGs).
- Developing countries are particularly exposed to this crisis.
- this would require providing sufficient financial resources to developing countries to engage in counter-cyclical measures. If spent effectively, this could not only put the global economy on a more sustainable growth path but also help to meet poverty targets and development goals set by the international community.



- the United Nations has estimated that developing countries would need around \$US 1 trillion for 2009 and 2010, half of which would be used for covering short-term financing needs, with the other half required for long-term development lending and assistance.
- To incorporate water projects into fiscal stimulus packages and continue investments in the W&S sectors (5<sup>th</sup> WWF);
- “Global Green New Deal” for sustainable development and its 3 elements:
  1. Financial support to developing countries;
  2. National stimulus packages in developed/developing countries;
  3. International policy coordination effective in both developed and developing countries;

**PANEL 4 : Complémentarités, échange d'information, coordination, mécanismes de suivi et autres aspects clefs pour améliorer la contribution de la coopération internationale à l'atteinte des objectifs liés à l'eau et à l'assainissement des OMD**

*« Approche intégrant la dimension genre dans l'eau et l'assainissement comme une base pour atteindre l'objectif n°7 des OMD des Nations Unies »*

Gemma Akilimali  
Alliance Genre et Eau (GWA)

**RÉSUMÉ**

C'est une source d'espoir pour les femmes et les filles du monde de constater avec optimisme que la question accablante de l'accès à l'eau et à l'assainissement sont actuellement prises en compte sérieusement au niveau international. Cela apporte l'espoir que, d'ici 2015, la situation des femmes et des enfants, de même que celle des adultes et des enfants vivant dans la pauvreté, bénéficieront de l'approvisionnement en eau et en services d'assainissement. Ces améliorations diminueront les maladies liées à l'eau, bénéficieront la sante des populations, et faciliteront la contribution économique des hommes et des femmes, leur permettant de prendre des rôles plus actifs dans les activités économiques, et donc faciliteront la croissance économique, améliorant leur niveau de vie, et augmentant l'espérance de vie de la majorité de la population.

Actuellement, l'eau est devenue une marchandise. Sa rareté a provoqué l'aggravation des maladies liées à l'eau, et une augmentation de la charge de travail des femmes et des filles, ainsi que du nombre de filles qui quittent l'école. Elle a aussi provoqué une augmentation de la violence de genre. Dans les zones urbaines du centre de la Tanzanie, par exemple, des conflits quotidiens se produisent au niveau des communautés locales à cause de l'eau, avec de plus en plus de récits de viols associés à l'accès à l'eau (bien qu'aucune donnée n'ait été fournie à ce propos). Des disputes se produisent également entre fermiers et éleveurs à propos des usages de l'eau et l'approvisionnement en eau pour le cheptel.

Les fournisseurs d'eau tiennent pour acquises certaines suppositions. Néanmoins, les documents et les données qui attestent du succès des services devraient être examinés avec attention. En effet, là où les données indiquent la réalisation de l'approvisionnement en eau et en assainissement, il est important de vérifier qui a concrètement accès à ces services, dans quelle mesure, comment mesurer cette accessibilité et quelles sont les autres variables qu'il faudrait prendre en compte.

C'est dans ce contexte que la question de l'intégration du genre dans l'eau et l'assainissement dans les politiques, la planification et la budgétisation est incontournable. Bien que des mécanismes de régulation existent pour garantir

l'efficacité de la gestion de l'eau et de l'assainissement, les questions essentielles concernent le pourcentage de la population qui en bénéficie, et donc qui décide de ce pourcentage. Ces questions doivent être posées de façon progressive pour garantir de réels changements en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement.

Les autres questions qui doivent être prises en considération depuis l'étape préliminaire comprennent le temps passé pour obtenir de l'eau et la réalité de la fourniture de l'assainissement. L'eau est une nécessité cruciale, et les activistes continuent à revendiquer que l'eau soit reconnue comme un droit humain. Les partenariats secteur public-public et secteur public-gouvernement sont cruciaux dans la fourniture d'eau et d'assainissement, et tandis qu'il n'y a aucun doute sur la réalité des efforts globaux réalisés par les opérateurs privés de l'approvisionnement en eau et assainissement, les gouvernements ont la mission, l'obligation et la responsabilité d'assurer à leurs peuples les services d'eau et d'assainissement.

Cet exposé de l'Alliance Genre Eau (GWA) propose par conséquent des approches intégrant le genre dans l'approvisionnement d'eau et de l'assainissement comme un processus de réalisation de l'Objectif n°7 lié à l'eau et à l'assainissement des OMD.

Cet exposé commence par une brève introduction rappelant la décision des Nations Unies de créer un objectif qui vise à réduire de moitié la population mondiale qui n'a pas accès à l'eau et à l'assainissement d'ici 2015. Cela sera suivi par le détail des défis, avec comme exemple concret la Tanzanie, en Afrique de l'Est.

L'exposé pose la problématique de la collectivité dans la distribution de l'eau et de l'assainissement, et les leçons apprises. Il fournit aussi des informations sur l'approche globale de l'Intégration du Genre à l'eau et à l'assainissement, choisie par L'Alliance Genre Eau (GWA). Il fournit des renseignements généraux sur le GWA et donne des détails sur la considération du genre et l'implémentation des programmes eau du Programme Tanzanien Partenariat Genre (TGPN), une organisation tanzanienne active sur la question du genre, innovatrice par son approche et ses initiatives d'intégration du genre telles que la budgétisation du genre. L'exposé partage des informations sur les actions du GWA depuis sa création en l'an 2000. Pour finir, il conclut sur un appel à des efforts de collaboration.

**Mots clés :** genre, GWA, Tanzanie, eau, assainissement

**Gender Mainstreaming, in Water, Sanitation and  
Integrated Water Management as key to achieving the  
Millennium Development Goal**



# Gender Mainstreaming, in WS&IWM as key to achieving the Millennium Development Goal 3:

Presentation made at International Meeting on Water and Cooperation in Africa at Las Palmas De Gran Canaria, 20-22 April, 2009 organized by CASA AFRICA On :

Complementarities, information exchange, coordination, monitoring mechanisms and other key aspects for improving the contribution of international cooperation to achievement of water and sanitation- related MDGs.

By Gemma S.I.Akilimali ,Gender& Gender Budgeting Expert, Gender Water Campaigner, and Gender &Water Alliance Focal Point ( GWA). E.mail:[gemma.akilimali@gmail.com](mailto:gemma.akilimali@gmail.com), Tel:+255 755 806 184

# Introduction

- It is a consolation to witness today, that, water that has always been a women and girls' issue is drawing a lot of attention and concerns of many players.
- The fact that there is leadership of international agency, the UN, to “Reducing by half the proportion of people without access to safe drinking water and sanitation by year 2015”, calls for governance and accountability of all nations towards achieving this goal.
- We should be able to see the commitments by governments, the civil society and the public at large dedicatedly working in collaborative efforts towards achieving the desired goal.
- We should see the reality of reducing the burden on women and girls in bearing the responsibility of providing water
- We should see women and girls be involved in other developmental activities that will empower the women and girls, raise the standard of living and reduce the water related health hazards and related diseases.



# The Water Status and challenges that are faced due to scarcity of water

- There is scarcity of water in many countries, some of them that had never been endangered with water shortage before eg Tanzania, Uganda
- There is increasingly lack of sanitation measures that together with the scarcity of water are contributing to the increase in the outbreak of water and sanitation related diseases that claim a lot of lives.
- Furthermore, there is an increase in Gender Based Violence ( GBV) connected to water scarcity.
- As water becomes scarce, it has turned into a commodity for sale and the ones involved in this business are men and young boys who culturally, have never been the bearers of water.( Cases in many parts of Africa are very common.)
- Men and young boys, being more empowered and economically better off, have made easy and modernized way of getting this crucial resource, ( water)
- They pave their way to oust women and girls at water point so that they can get the water they need for sale not for household.

# The Water Status Cont'nued

- These acts have raised conflicts at water points.
- Men and boys use their patriarchal behaviour and masculinity to overpower the women and girls to get the water .
- While men and boys use carts to carry an amount of about eight ( 8) buckets of water at a time, women and girls still carry the water on their heads.
- Women and girls are of recently becoming victims of rape in the process of searching for water at distant areas, or at nearby localities but at late evening hours or very early dawn hours following the time water is available.
- Water rationing is a threat to the security of women & girls.

# The Water Status Cont'nued

- Sanitation is dignity, however, it is one of the key issues that have been neglected by service providers too.
- Assessments that were carried in cities( The Rapid Gender Assessment, (RGA)) under the Water for African Cities ( WAC II) revealed the absence of sanitation services in a number of areas.
- For example, a sampled are in Tanzania revealed the completely absence of sanitation and sewerage system service.
- By 2005, only 10% of Tanzania was served in terms of sanitation and sewerage system
- (Data by Water Aid Tanzania, the report from the Household Budget Survey 2002 and Summary of the Tanzania Water Policy, 2002)

# The Water Status Cont'ned

- There is high pollution of water sources and blockage of sanitation and sewerage, This damage is contributed by;
  - High industrialization,
  - Increased population
  - Increased settlement on unsurveyed areas especially in towns and cities where the population is tripling, ie in Kibera, DSM squatters
    - Massive destruction of the environment are highly contributing to the scarcity of water.
    - Global warming in the absence of vegetation increases high evaporation and runoff, therefore soil becomes dry

# The collectivity in addressing Water and Sanitation issues


- We cannot anymore tackle the issue of water and sanitation in isolation from policy, planning and budgeting.
- It is also no longer an issue of one sector, one country or one nation. It is a multisectoral issue.
- Water & Sanitation have always been revealing gender issues/ concerns,
- The realistic and effective approach to deal with it is to mainstream gender in water and sanitation at all process of policy making, planning and budgeting.
- It calls for gender mainstreaming water and sanitation in all the sectors and all other processes not water sectors alone.

# What lessons are there to learn and share on Gender Mainstreaming

- Already there are processes that have been initiated and carried through the GBI by ( TGNP) and its coalition members,
- GBI started outside the government and at the moment has been institutionalized in the government structures through the Ministries of ;
  - Finance and Economic Affairs ( MoFEA)
  - Tanzania Planning Commission( PC),

# Lessons to share cont....

- Governments Ministries, Institutions, and Agencies cannot advocate or lobby for themselves,
- There is an importance of CSO organizations taking up leadership in advocacy work around gender mainstreaming.
- In Tanzania , organizations such as TGNP continues with this activity.
- However, more organizations are coming in an effective way of building/enhancing the capacities to complement the work by TGNP , such as Research and Poverty Alleviation ( REPOA) and others.

- 
- 
- However, this will never be effective because the issues of policies calls for international collaboration.
  - We have the World Bank ,IMF,WTO Policies that contribute to the status quo of the situation of water and Sanitation,
  - An International collaboration is very crucial for influencing the gender mainstreaming.



# Lessons to share Cont'.....

Other selected ministries have been implementing the GBI ie:

- Ministry of Water and Irrigation
- Ministry of Health
- The Ministry of Community Development, Gender and Children(MoCDGC) taking leadership in coordination.

# ***The Global Gender mainstreaming approach by GWA***

- The Gender and Water Alliance, (GWA), a global voluntarily network.
- It was created at the Second World Water Forum in 2000
- It has already 1100 members , both as organizations and individuals from 106 countries
- It is already dedicated to advocate for gender mainstreaming approach in water, water management and sanitation for efficiency, effective, equity, and equality in accessing such services.

It s upon this tha

# ***The Global Gender mainstreaming Cont....***

- Researches and practical experiences demonstrate that effective, efficient & equitable management of water resources is achieved if women and men are equally involved in consultation, management and implementation of water related services.
- Women are in most cases not part in consultation processes and in management.
- They need to be part in all water and sanitation consultations
- It is only the gender approach that will bring women and men on the board for efficiency and effective water resource and sanitation management.

## What has TGNP done already

- Mainstreamed Gender in the Water Sector
- Gender mainstreaming and GBI Capacities enhanced to different actors, nationally, regionally and shared at international level.
- Campaign for accessibility of Water and Sanitation since 2005
- Tracking the policy frameworks and budgetary for gender approaches

# What has TGNP done already

- Deliberate efforts to put in place systems, policies, or programmes, activities or/and budgets that favour specific marginalized group that do not assess,
- Lobbied for remedial measure to fill the gender inequality, gap, recognising that, due to different factors such as culture, sex, ethnicity, or economic status, there are groups which have been put aside and marginalized. eg, women poor men.
- Lobbied for time Use study to establish among other things the Time taken by women, girls and the other poor in searching for water as an issue of unpaid labour but that make the poor to facilitate the services while they are not supported in getting the service ,Water

# Gender Analysis: Gender desegregation of data and information

- Analysing issues by taking gender as a point of analysis.
- **It is the method of analyzing data and information to details and specifics**
- That is when you can come out with whether there is a need to put resource there or not..

# Gender Budgeting

- **It is not a separate budget for women, nor for any specific group,**
- It is a budget that examines how the main budget addresses the needs of women and men, of different groups of women, and poor women in particular.
- It examine if national budget further entrenches women's disadvantage and other powerless groups such as youths and powerless men, or whether they promote women's empowerment and gender equality.

# What has GWA Done already:

- More focussed on Issues of Water management and sanitation.
- 2000-2005 concentrated in the preparation of advocacy and training materials to promote mainstreaming of gender in IWRM
- ( 2006-2010 SP provides a framework for GWA to play an active role in implementing that.)
- GWA has been successful in raising awareness and involving both men and women in all aspects of water management
- Committed to work collectively with wide variety of international partners that are prominent in the Water sector ie, UN-Habitat, UNDP, IRC, GWP, UNEP



# What has GWA Done continued

- Institutionalized the GWA Focal points in Different Countries for effective linkages and effective dissemination and capacity enhancement
- Conducted the Training of Trainers ( TOT)
- Drew the Five Year Strategic Plan in a participatory process.  
The SP, entails:
  - Strengthening of Networks
  - Disseminating and sharing of knowledge and information on gender mainstreaming policies, practices and tools

# What has GWA Done continued

- Increasing the capacity to mainstream gender in IWRM
  - Incorporating Gender concerns into national water-related policies
  - Reinforcing the profile of gender equity issues at international water related conferences.
- GWA Is looking for collaboration with all water related actors, including government, agencies, CSO,

# Opportunity

- CASA Africa is an Opportunity for GWA's Collaborations
- All other networks in Africa and at in international level are an opportunity to GWA implementation strategy
- Campaigners of Water as a Human Right, ie in America.
- GWA & TGNP have the capacities & strong & long time resource person base for gender mainstreaming

# Call For Collaborative Efforts

- GWA Calls for collaborative efforts from :
  - Regional Blocks
  - African Union
  - Development Partners
  - CSO, Networks,
  - Parliaments

In the end, policy frameworks, programmes, plans and budgeting should mainstream gender approaches

# End of Presentation

Thank you for your Attention!!

Asante sana kwa kunisikiliza

**STRATEGIC PLAN  
FOR THE INTEGRAL SUSTAINABLE  
DEVELOPMENT OF  
THE SOUTH-EAST COUNTY OF GRAN  
CANARIA:**

**Sureste Sostenible**



# **THE PHILOSOFY OF THE PLANT**

**METHODOLOGY**

**STRUCTURE**

**INSTRUMENTS**

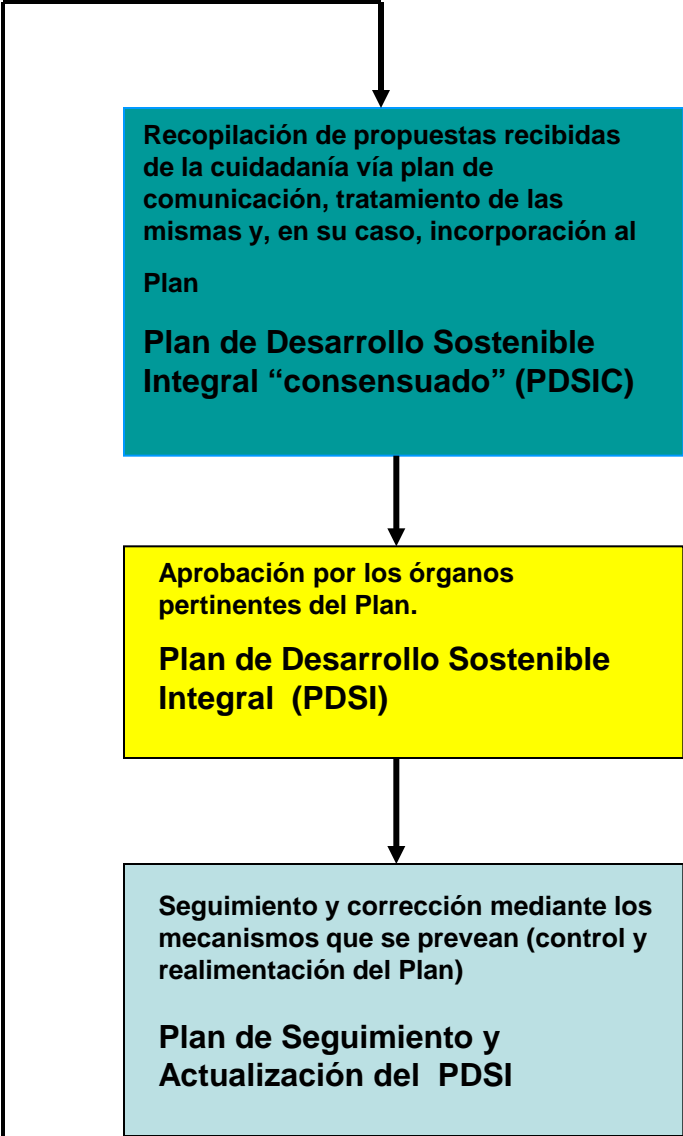
# Methodology

Confección de un pre-plan por un equipo experto como documento de partida y base de discusión de propuestas.  
**Preplan de Desarrollo Sostenible Integral**

Enriquecimiento del Pre-Plan mediante las aportaciones de expertos externos  
**Plan de Desarrollo Sostenible Integral Ideal (PDSII)**

Introducir las restricciones internas de la zona de intervención.  
**Plan De Desarrollo Sostenible Integral Ejecutable (PDSIE)**

Confeccionar y ejecución un Plan de Comunicación del PDSIE  
**Plan de Comunicación del PDSIE**





# Structure: the axis

## Basic axis of sustainability

- 1.- Energy
- 2.- Drinking water
- 3.- Food production
- 4.- Residence and urbanism

## Axis of knowledge and cultural development

- 12.- Information
- 13.- Education
- 14.- R+D+I
- 15.- Culture and cultural heritage

## Axis of natural patrimony protection

- 19.- Abiotic natural patrimony
- 20.- Biotic natural patrimony
- 21.- Waste

## Axis of production and economic development

- 5.- Minery
- 6.- Industry
- 7.- Tourism
- 8.- Trade
- 9.- General services
- 10.- Transport (mobility)
- 11.- Telecommunication

## Axis of life quality and security

- 16.- Sport and entertainment
- 17.- Social support and security
- 18.- Healthcare

## Axis of solidarity

- 22.- Collaboration with the neighbour
- 23.- Collaboration with remote zones

## Axis of governance

- 24.- Governance

## Structure: Contents of the axis

Preamble (the Axis in the World)

SWOT analysis of the axis in the area of action

Goals of the Plan for that Axis

Foreseeable strategies to reach the goals

List of scheduled actions to take in the area of the axis

List of “crossed” actions to take

# Structure: Content of the Ejectable Plant

**Geographical area of action**

**History review of the area**

**Current global analysis of the area**

**Vision and Mission (both Plan and Area)**

**Description and contents of Axis'**

**Axis' results**

**Global results**

**Funding sources for the actions**

**Funding sources for the actions**

**Timeline for the Plan**

**Tracking highlights of the PLAN**

**Action Responsible**

**Measurement and tracking indicators**

**Sustainability levels by axis'**

**Global Sustainability levels**

## Starting, executing and tracking instruments of the Plan.

“Management and  
marketing” of the  
Plan

“The Plan’s Agency”

“Public Tracking” of  
the Plan

“The Plan’s  
Observatory”

“Updating” of the  
Plan

“The Plan’s Forum”

# **THE REDUCED CONTENT OF THE PLANT**

**THE SCENARIOS**

**SITUATION OF THE COUNTY**

**VISION AND MISSION**

**AXE OF ENERGY**

**AXE OF WATER**

**AXE OF FOOD PRODUCTION**

**AXE OF TURISM**

**AXE OF TRANSPORT**

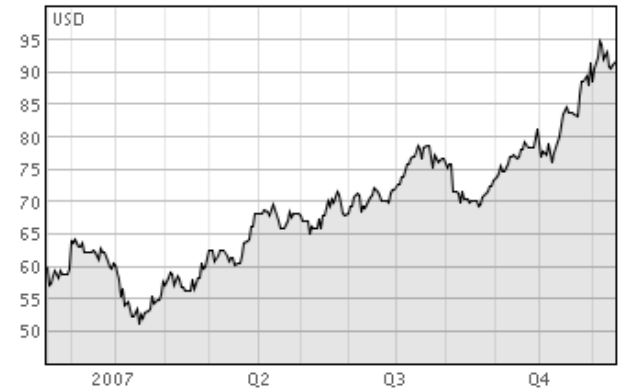
**FINAL RESULTS**

The plan assumes the global following scennario

Energy crisis (scarcity of fossil fuels, prices increase)

Global warming of the atmosphere and sea water (climate change)

As a result, increasing international political, economic and social tensions



The plan assumes the following scenarios in the Canaries:

Possible decrease in the frequency of rainfall. Consequently the need for sea water desalitanion will increase

Increased energy costs (electricity and transportation) will rise the cost of industrially produced water as well as reduce the road traffic.

Decrease of high turnover and low cost tourism

Increased cost of the living (80% imports)

Increased isolation of the islands (higher costs to reach the mainland)

Increased uncontrolled immigration

Lowered life quality and Increased levels of poverty

## The plan assumes as appropriate responses

- Improving energy self-sufficiency through the savings policy and widespread exploitation of renewables
- Improving the self-reliance of drinking water supply, based on its industrial production at the expense of renewables
- Adapting the accommodation facilities to bioclimatic criteria
- Promoting a new model of tourism harmonious with the new scenario
- Stimulating the primary sector to achieve maximum alimentary self-sufficiency
- Promoting industry as a way to balance the economy of the Canaries
- Promoting a new way for the transport system, based in renewable energies
- Converting the county in a landmark of sustainable development for disadvantaged regions



## The Role of the South-East County

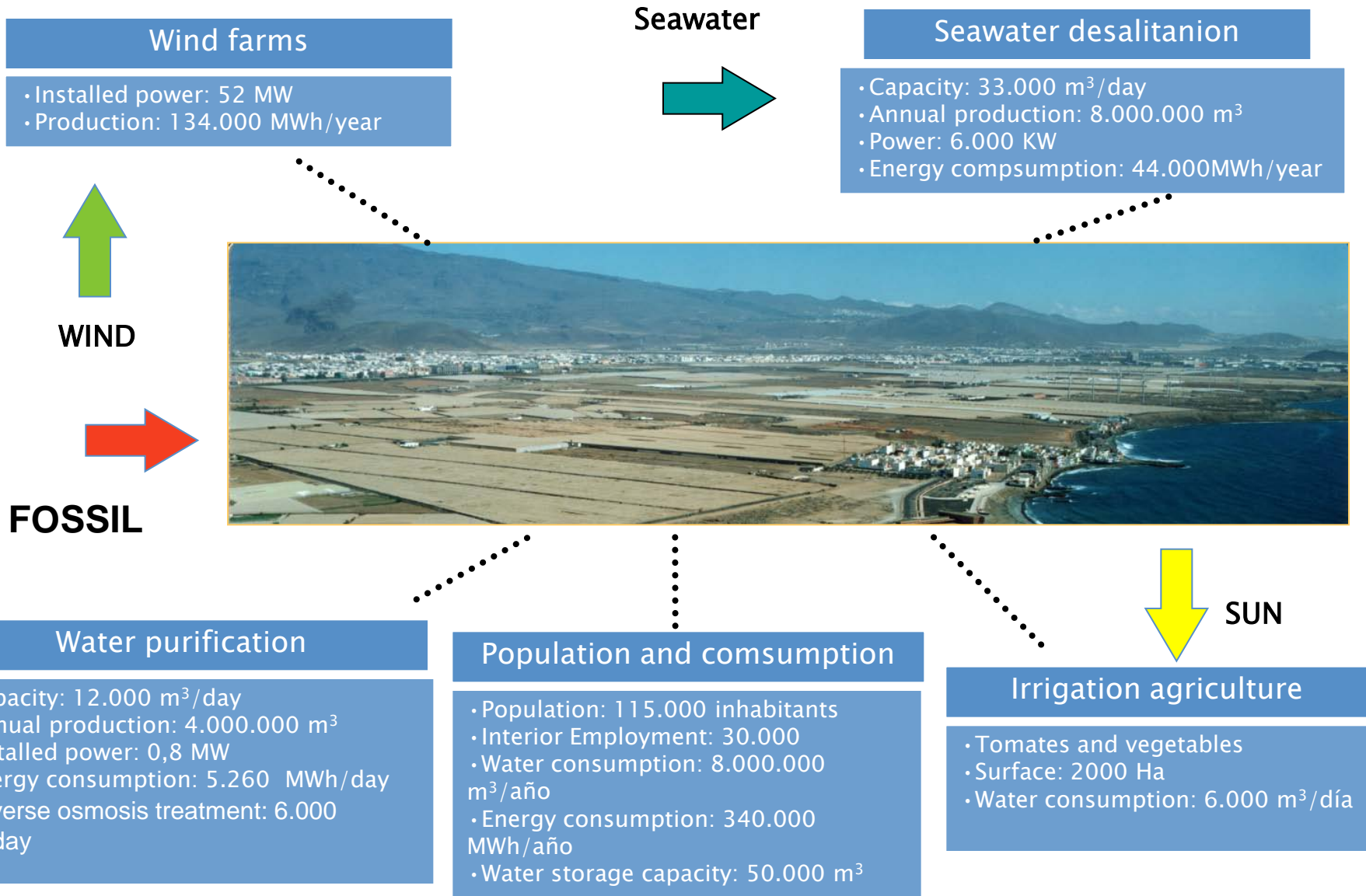
The South- East County of Gran Canaria assumes its role in this context, under the premise that its contribution, together with many others efforts in the same direction, will be a decisive step to cope with these challenges

## Situation in the Past

High sun exposure, strong winds all over the year, scarcity of drinkable water, subsistence agriculture, etc made this area be called “Poverty triangle of the Canary Islands“ in the seventies



# Situation in the present





## **A NEW VISION OF THE SOUTH-EAST COUNTY OF GRAN CANARIA:**

The South-east County of Gran Canaria is called to become a world reference for sustainable development in the frame of the upcoming uncertainty

## A NEW MISSION FOR THE SOUTH-EAST COUNTY OF GRAN CANARIA:

The Southeast County of Gran Canaria assumes the mission to be a "pilot area" to test, deploy and lead "best practices" related to sustainable development, which may be transferred to other communities in the world and especially to less developed areas

## THE MISSION OF THE PLANT

The "appropriate response" to the future foreseeable scenario

A genuine "**road map**" that allows policy-makers take appropriate decisions, knowing in advance the chances, the actions to implement, the costs associated, the funding sources, the timeline for their development, the proper indicators, etc.

## Axi of Energy: Current situation:

Consumption: 422.375 MWh/year  
(3.875 KWh/p.a)

Wind energy: 51 MW

Wind energy production: 150.000 MWh

Solar photovoltaic: 120 KWh

No normative for energy saving



## Axi of the energy: Goals

Saving 155.969 MWh (A 25% reduction in the consumption by means of energy saving systems)

Increasing production by renewable energy:

Total installed power: 550 MW

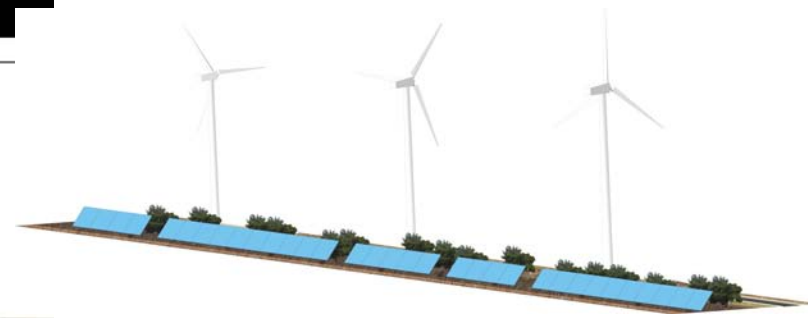
Total energy produced: 1,750,000 MWh/ year

(Equivalent to a 60% of electricity consumption in Gran Canaria)

Savings in CO<sub>2</sub> : 1,050,000 tons/ year

Saving in fossil fuels 450,000 tonnes/ year

A real guarantee for the future of Gran Canaria in terms of energy supply  
(Energy stored in form of water in altitude, hydrogen, battery charged, desalt water)





## Axis of ENERGY: Planned actions

Energetic saving.

Widespread use of low-consumption lights (housing accommodation, stores, public premises and exteriors)

Widespread use of hot-water supplied by solar power.

Improvements of buildings' facilities (use of natural light, thermal isolation and others)

Wind energy:

Renovation and relocation of current wind farms as "Wind Platforms" (Santa Lucía, Aguimes and Ingenio)

Visual conditioning of the wind farms.

Solar energy:

Implementation of photovoltaic solar park ( centralized generation)

Implementation of distributed photovoltaic panels

Implementation of thermal solar panels (DHW)

Implementation of thermal solar power stations

## Biomass energy:

Boosting energy consumption supply by biofuels from industry, agriculture and city wastes.

## Maximum widespread use of renewable energies (Self-use of renewable energies)

- Seawater desalination
- Water Pumping
- Power supply to fridges.
- Hydrogen production
- Power supply to vehicles:
  - By electric accumulator batteries.
  - By fuel cells.

## Axi of water: Current situation

Consumption in the County: 8.632.800 m<sup>3</sup>/year

Desalinated water production: 24.000 m<sup>3</sup>/day



Depurated water: 6.000.000 m<sup>3</sup>/year

Drinkable water production from depurated waters: 2.500.000 m<sup>3</sup>/year



## Axi of water: Goals

Savings: 2,770,350 m<sup>3</sup> per year (30% of conventional consumption)

Sea water Desalination production: 18.000 m<sup>3</sup>/day

Wastewater treatment: 10.000 m<sup>3</sup>/day

Purification of treated waters: 4.500 m<sup>3</sup>/day

Controlling quality of desalinated water en sewage water

Water disposal for human and agriculture consumption independant of the rainfall

100% of the energy coming from wind energy (200 MW of wind energy can produced 90.000.000 m<sup>3</sup>/year, equivalent at the capacity of all the dump of the isle)



## Axis of Water: Planned actions

### Water saving:

- Widespread use of low-consumption WC's

- Low-consumption irrigation systems

- Reuse of sewage waters (converted into drinkable waters in one parte)

- Lower loses on the system.

### Drinkable water supply:

- Seawater desalination just by means of renewable energies: wind and solar.

- Improvement on storage capacity

### Reused water:

- Improvement on sewage water collection process

- Improvements on gardening irrigation systems: parks, gardens...

- Higher rate of converted waters into drinkable ones.

### Drinkable water production from depurated ones

Drinkable water production just by means of renewable energies: wind and solar.

## **Situación actual**

- Consumo de agua en la Comarca:
- Recursos propios de la Comarca:
- Generación industrial de agua potable en la Comarca:
- Seguridad de agua potable en la Comarca:
- La gestión del agua en la Comarca:
- Coste del agua en la Comarca del Sureste:
- Generación de empleo y riqueza:
- Impacto ambiental:

## Análisis DAFO (Diagnóstico)

### Debilidades:

- Escaso régimen de lluvias, con fuertes irregularidades
- Ausencia de sistemas de recogida de agua de lluvia, a gran y a pequeña escala
- Total dependencia del suministro de agua potable de los combustibles fósiles importados (100%). Ello supondrá incrementos del coste del agua sin posibilidad de control e incluso, presumibles recortes en su suministro en el caso de fallos en el suministro de combustibles fósiles (incluyendo la posibilidad derivada de catástrofes naturales, como temporales, etc.)
- Único punto de producción a gran escala, que supone riesgos de contaminación de los pozos de toma de agua de mar
- Baja capacidad de almacenamiento de agua desalada
- Ausencia de conciencia de la necesidad de ahorro agua (agravada por ser desalada al 100% con un alto coste energético)
- Ausencia total de producción y bombeo de agua potable a partir de energías renovables, abundantes en la Comarca
- Elevadas pérdidas en las redes de suministro (agravadas por el alto coste de su producción)
- Los habitantes no tienen conciencia del coste del precio real del agua.
- Escasa capacidad de almacenamiento de agua, agravada por la elevada dependencia de la producción industrial

## Amenazas:

- Posibilidad de corte de suministro de agua potable, derivada de un corte de suministro de petróleo a la isla (por problemas generales o por problemas naturales, como pueden ser grandes temporales con roturas de canalizaciones u otros efectos)
- Ídem por rotura catastrófica de la planta desaladora, o por grave contaminación en los pozos de toma.
- **Aumento incontrolado de los costes de la desalación del agua de mar (con todas las repercusiones que ello supone), a medida que se incremente el coste del petróleo crudo y el gas natural**
- Posible contaminación del agua de mar.
- Muy serios conflictos económicos y sociales en la Comarca, derivados de tales supuestos.



## Fortalezas:

- Disponibilidad de suelo susceptible de instalar nuevas plantas desaladoras, con acceso directo al mar, en aguas limpias
- **Grandes posibilidades de desalación de agua de mar, y bombeo de aguas potables, con el concurso único de las energías renovables.**
- Grandes posibilidades de ahorro de agua potable, en los sectores doméstico y turístico
- Grandes posibilidades de almacenamiento de agua a pequeña y gran escala
- Posibilidades de derivar parte del agua desalada obtenida a partir de energías renovables para aplicaciones agrícolas
- Elevado nivel de depuración de las aguas residuales de toda la Comarca
- Elevado nivel de control de vertidos indeseables en las aguas residuales de la Comarca
- **Existencia de un eficaz sistema de tratamiento terciario de las aguas depuradas**
- **Elevado aprovechamiento de las aguas depuradas**
- La titularidad pública de la planta desaladora de agua de mar, y de la planta depuradora, el apoyo institucional y una muy correcta gestión de las mismas permiten una mayor producción y justicia en el reparto de este bien básico.
- Fácil acceso al agua de mar.
- Apoyo institucional en la concienciación ciudadana.

## Oportunidades:

- Engancharse en las nuevas políticas de agua de la UE y de España en cuanto a la producción y gestión del agua
- **Aprovechar las políticas europeas y nacionales de impulso a las energías renovables para aplicarlas a los sistemas de producción industrial de agua y al bombeo de las mismas.**
- Posibilidad de impulsar un sector industrial relacionado con la fabricación de equipos relacionados con la producción y uso del agua (incluyendo sistemas de ahorro, de almacenamiento y de producción)
- Aprovechar los capitales privados excedentarios para encauzarlos a este fin
- **Posibilidad de impulsar el sector agrícola en decadencia**
- Aprovechar los recursos de la RIC
- Aprovechar la integración del servicio a nivel intermunicipal para acometer acciones conjuntas.
- Cambio del modelo hídrico propio en pro de la autosuficiencia (suministro y ahorro).
- Subvenciones para depuración doméstica.

## Objetivos:

- Conseguir la plena suficiencia de agua en la Comarca, tanto para fines domésticos, como industriales y agrícolas, con independencia de los irregulares regímenes de lluvia (es decir, a través de la desalación de agua de mar y la depuración de aguas residuales a partir de energías renovables).
- Conseguir bajar los índices de consumo de agua (doméstica y agrícola) al máximo posible (compatible con la mejora de la calidad de vida).
- Mantener cerrado el ciclo industrial del agua
- Convertir el sistema integral de agua de la Comarca en un instrumento identitario de la misma.
- Aumentar los niveles actuales de empleo en el sector
- Aumentar la aportación del sector al PIB del municipio, de la isla y de la región.

## Estrategias:

- Mantener la Comarca en la posición actual de ejemplo mundial de desarrollo sostenible en el contexto del agua.
- Convertir la Comarca del Sureste de G.C. en un foco atractor de investigadores, formadores, empresarios y todas aquellas personas interesadas en el tema del agua
- Definir un “sello de identidad” propio de la Comarca del Sureste en el marco del agua y el desarrollo sostenible.
- Resaltar, a todos los niveles, la simbiosis alcanzada en el trinomio agua-tecnología-energías renovables.
- Vincular, en todo momento, el ahorro de agua con el ahorro de energía.
- Concienciar a todos los ciudadanos de la Comarca de su protagonismo en todo este contexto.
- Utilizar todos los eventos nacionales e internacionales posibles para dar a conocer esta parcela de la Mancomunidad del Sureste de G.C. en el campo del desarrollo sostenible.
- Reforzar la posición de la Comarca del Sureste como centro suministrador de agua potable al resto de la isla de Gran Canaria.

## **ACCIONES CONCRETAS:**

2.1.- Confeccionar un estudio que permita predefinir las repercusiones y las respuestas adecuadas ante una eventual crisis en la producción de agua potable en la Comarca mediante los sistemas actuales

2.2.- Confeccionar un estudio que permita definir y tener listos “planes de emergencia” ante posibles contingencias en la producción y suministro de agua.

2.3.- Confeccionar un estudio que permita optimizar la red de almacenamiento de agua potable a gran escala (incluyendo las aguas de lluvia), y definir los stoks estratégicos.

2.4.- Confeccionar un estudio de las pérdidas en las redes de distribución y depósitos, sus vías de solución y sus mecanismos de financiación (incluyendo los costes comparativos de “no arreglo”)

2.5.- Confeccionar un estudio que permita determinar la capacidad de ahorro de agua doméstica en la Comarca .

### **(ANEXO 2.1)**

2.6.- Confeccionar un estudio que permita conocer el caudal de agua de mar desalada (y los costes) con el solo concurso energético del viento (el estudio debe incluir la capacidad y ubicación de los depósitos de almacenamiento asociado)

2.7.- Confeccionar un estudio encaminado a la remodelación de las tarifas de agua (primando el ahorro vía tarifas incentivadoras y disuasorias), subvenciones para las reposiciones, etc.

2.8.- Confeccionar y ejecutar una campaña masiva de información para impulsar el recambio de los aparatos sanitarios a niveles doméstico y público, y para la implantación de buenas prácticas en el ahorro del agua, incluyendo los beneficios económicos que de tal acción se derivarían.

2.9.- Confeccionar y ejecutar un programa de apoyo a la implantación generalizada de depósitos de agua potable en viviendas y fincas particulares (aljibes, depósitos enterrados o mimetizados, etc.). Evaluar su impacto de cara al reforzamiento de los stoks y a la mejor gestión de las plantas desaladoras.

2.10.- Confeccionar un modelo de “autoauditoria del agua”, con información sobre los equipos de ahorro y sus costes, de manera que a nivel familiar o público puedan conocerse las posibilidades de ahorro y los beneficios económicos consecuentes. Su divulgación puede hacerse a través de los escolares, los centros culturales e Internet.

2.11.- Definir, proyectar e implementar instalaciones demostrativas de “buenas prácticas”, creando una red de “centros de referencia” (colegios, locales públicos, viviendas ad hoc).

2.12.- Definir y establecer normativas (de obligado cumplimiento) para las nuevas edificaciones en el contexto del ahorro de agua.

2.13.- Establecer premios y menciones públicas de buenas prácticas en el uso del agua.

2.14.- Incrementar la campaña iniciada de “entrega condicionada” kits de ahorro como refuerzo de la campaña informativa

2.15.- Ejecutar las obras consecuentes del estudio de pérdidas en la red, en su caso

2.16.- Proyectar y construir una planta desaladora de agua de mar accionada por energía eólica y aislada de la red, con propósitos demostrativos. **(ANEXO 2.2)**

## Acciones cruzadas:

- Apoyar la aplicación de las energías renovables para la desalación y potabilización de aguas (de mar y depuradas)
- Apoyar la agricultura y la ganadería utilizando el agua desalada con energías renovables
- Apoyar la edificación de mínimo consumo de agua
- Apoyar la formación de empresas destinadas a la construcción y el mantenimiento de equipos de ahorro, almacenamiento y desalación de agua.
- Apoyar los servicios de auditoría, ingeniería, etc., en relación con los temas del agua
- Ofertar el “sistema integral” de agua de la Comarca como un atractivo turístico (Convirtiéndolo en parte de rutas turística).
- Impulsar por todos los medios posibles la información relativa a la situación del agua en la Comarca.
- Impulsar las formaciones relacionadas con el tema del agua
- Impulsar las investigaciones relacionadas con el tema del agua (En particular, impulsar la recreación del Centro Internacional de Investigación en Agua y sus aplicaciones, de acuerdo al antigua CIEA)
- Impulsar actividades culturales relacionadas con el agua, y con el binomio agua - energía, incluyendo acciones patrimoniales (molinos de bombeo, norias, etc.)
- Impulsar las actividades de ocio basadas en el uso cultural y recreativo del agua
- Utilizar el agua de calidad como medio de protección del patrimonio natural inanimado ( suelo y acuíferos degradados)
- Utilizar el agua de calidad como medio de protección del patrimonio natural animado ( especialmente la flora, recuperando la alboreda y palmerales en trance de desaparecer)
- Utilizar el agua (desalada, depurada o potabilizada de terciario) para engrandecer los espacios verdes de la Comarca, mejorando la calidad de vida de todos sus ciudadanos
- Resaltar la situación del agua en la Comarca en todos los eventos que se desarrollen dentro y fuera de ella, en el marco del desarrollo sostenible.
- Apoyar el desarrollo de zonas menos favorecidas mediante la transferencia de Know How en temas de agua
- Modificar las planificaciones y ordenanzas actuales para conseguir el máximo ahorro de agua y su almacenamiento en la Comarca.

# Empleo en el eje del agua

Eje: Agua	Acción	Tipo de trabajo (Estu.,Proy, Ejecu,Exp)	Tipo de empleo (TU, TFP, Otros)	Nº Personas	Duración (meses)	Empleo largo plazo (Nº p. año)	Observaciones
2.1	Confeccionar un estudio que permita predefinir las repercusiones y las respuestas adecuadas ante una eventual crisis en la producción de agua potable	Estudio					
2.2	Confeccionar un estudio que permita definir y tener listos “planes de emergencia” ante posibles contingencias en la producción y suministro de agua.	Estudio		2	8		
2.3	Confeccionar un estudio que permita optimizar la red de almacenamiento de agua potable a gran escala (incluyendo las aguas de lluvia), y definir los stoks estratégicos.	Estudio		2	6		
2.4	Confeccionar un estudio de las pérdidas en las redes de distribución y depósitos, sus vías de solución y sus mecanismos de financiación	Estudio		2	10		
2.5	Confeccionar un estudio que permita determinar la capacidad de ahorro de agua doméstica en la Comarca	Estudio		2	2		
2.6	Confeccionar un estudio que permita conocer el caudal de agua de mar desalada (y los costes) con el solo concurso energético del viento	Estudio		2	8		
2.7	Confeccionar un estudio encaminado a la remodelación de las tarifas de agua , subvenciones para las reposiciones, etc.	Estudio		2	6		
2.8	Confeccionar y ejecutar una campaña de información para impulsar el recambio de los aparatos sanitarios a niveles doméstico y público	Estudio		2	4		
2.9	Confeccionar y ejecutar un programa de apoyo a la implantación generalizada de depósitos de agua potable en viviendas y fincas particulares.	Estudio		2	2		
2.10	Modelo de “autoauditoria del agua”, con información sobre los equipos de ahorro, de manera que puedan conocerse las posibilidades de ahorro y los beneficios económicos consecuentes.	Estudio		2	8		
2.11	Definir, proyectar e implementar instalaciones demostrativas de “buenas prácticas”, creando una red de “centros de referencia”	Proy. Ejecu. Explo.		2 10 -	6 24 -	- - 4	

## Axi of food: Current situation

### Hinterlands:

Cultivations: Potatoes, mais, onions, etc..

Surface: 250 Ha.

Destination: Self consumption

### Livestock in hinterlands:

Sheeps, goats, cows, porks

11.000 heads

### Acuiculture:

Non-existent

### Fish culture:

Type: Sea farms

Production: golden and bass fishes

240 Tn/year

### Coastal areas:

Cultivations: tomatoes, peppers, cucumber.

Surface: 800 Ha.

Destination: Export

### Livestock in coastal areas:

Sheeps, goats, cows, porks

14.400 heads





## Axi of food: Goals

50% coverage of domestic demand

Launching exports

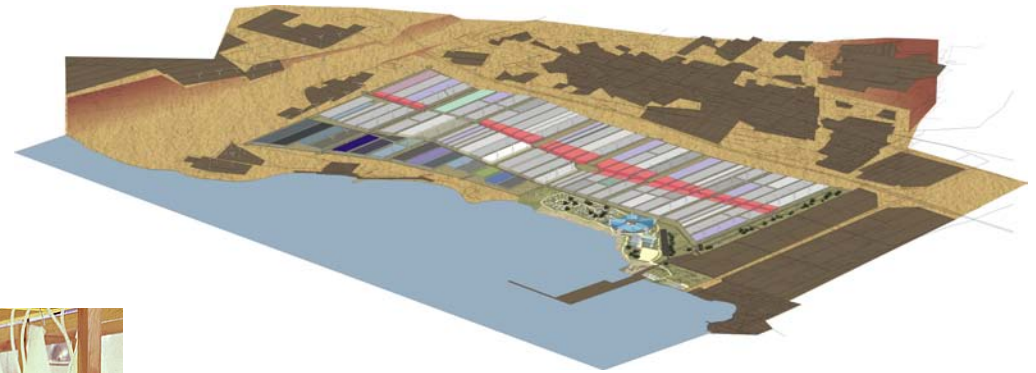
Bioindustrial and energetic platforms

Green area: Crops and livestock 476,4 Ha

Blue area: Algae and fish farms 98,7 Ha.

Red area: Industrial processing 45,8 Ha

Wind-farms combined with solar panels



Maximum food autonomy for the county and for the isle  
Domestic economies less depending of petrol costs

Residential areas for  
entrepreneurs and employees  
(Tecnópolis)

## Axis of Food. Planned actions:

### Agriculture and livestock on coastal lands

#### Typology:

High-Tech agriculture and livestock production, high rate of production, eco-care system, controlling processes over the whole year and self-sufficient system of energy (wind and solar energies used for water desalination, independently of rainfall rates)

#### Uses:

Domestic consumption and exportation

#### Added value to high-tech agriculture:

Product manufacture (directly to target consumers, no chain distribution)

Maintenance of products into fridges powered by renewable energies.

#### Environmental impact:

Concentrated in agro-industrial zones

Complete recycling of every sub-products (energy production, fertilizers, different industrial products)

Reinforcement of current normative on environmental issues, including those aspects of visual impacts.

## Agriculture and livestock on hinterlands:

### Typology:

Eco-care agriculture and livestock, hardly no presence of technology.

### Target use:

Domestic consumption

### Added value:

Preservation of the landscape and traditional practices

### Strategy:

Using rent transfer mechanisms to these less “competitive” activities.  
(Preserving environment, landscapes, and tourism areas, etc)

## Aquiculture and algae-culture:

### Typology:

Algae crops on grounds, high presence of technologies, high rates of production, self-sufficient systems, making use of seawater quality as basis, wastes and renewable energies for production and pumping processes.

Aquiculture farms on ground, using the wind energy to produce oxygen and to pump seawater. Thus, sea pollution is avoided and both feeding and production are controlled in better ways.

### Uses:

- Domestic consumption and exportation

### Added value:

- Manufacturing of products

- Keeping products in an adequate cool state thanks to renewable energies.

### Environmental impact:

- Concentration on Agro-industrial Zones

- Recycling minimum wastes produced

## **Axi of transport:**

### **Current situation:**

65.000 registered vehicles

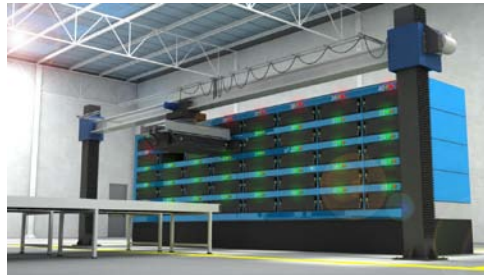
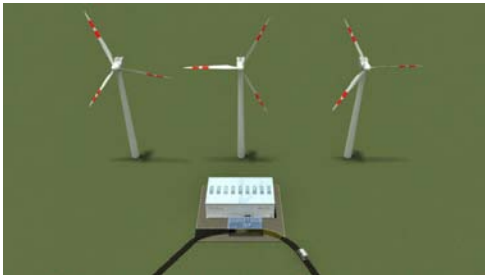
Minimum use of public transport

Minimum use of bicycle

## Axi of transport: Goals

About 20% of vehicles in the county are electric from renewables  
(Hydrogen or batteries)

200 MW of wind energy feed a fleet of 50,000 vehicles -20 kW  
each- with a 200 km autonomy



## **Axis of transport. Action planned:**

Fleet of electric vehicles adapted to use of renewable energies

Enhancing the use of public transport

Boosting bicycles as means of transport

Creating transfer knots among different means of transport

Boosting measures to reduce mobility needs

## FINAL RESULTS

100% self sufficient in energy (independently of fossil energies)

100% self sufficient in water (independently of rainfall rates)

50% self sufficient in foods

20% self sufficient in transport with renewable

More than 12.000 direct employments



# Future situation

## Wind farms

- Installed power: 520 MW
- Production: 1.600.000 MWh/year

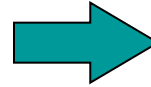


WIND



PETROL

Seawater



## Seawater desalitanion

- Capacity: 20.000 m<sup>3</sup>/day
- Annual production: 7.000.000 m<sup>3</sup>
- Power: 6.000 KW
- Energy compsumption: 44.000 MWh/año



## Water purification

- Capacity: 12.000 m<sup>3</sup>/day
- Annual production: 4.000.000 m<sup>3</sup>
- Installed power: 0,8 MW
- Energy consumption: 5.260 MWh/day
- Reverse osmosis treatment: 6.000 m<sup>3</sup>/y
- Instaled power:
- Energy consumption:

## Population and consumption

- Population: 120.000 inhabitants
- Interior Employment: 30.000
- Water consumption: 8.000.000 m<sup>3</sup>/año
- Energy consumption: 340.000 MWh/año
- Water storage capacity: 50.000 m<sup>3</sup>

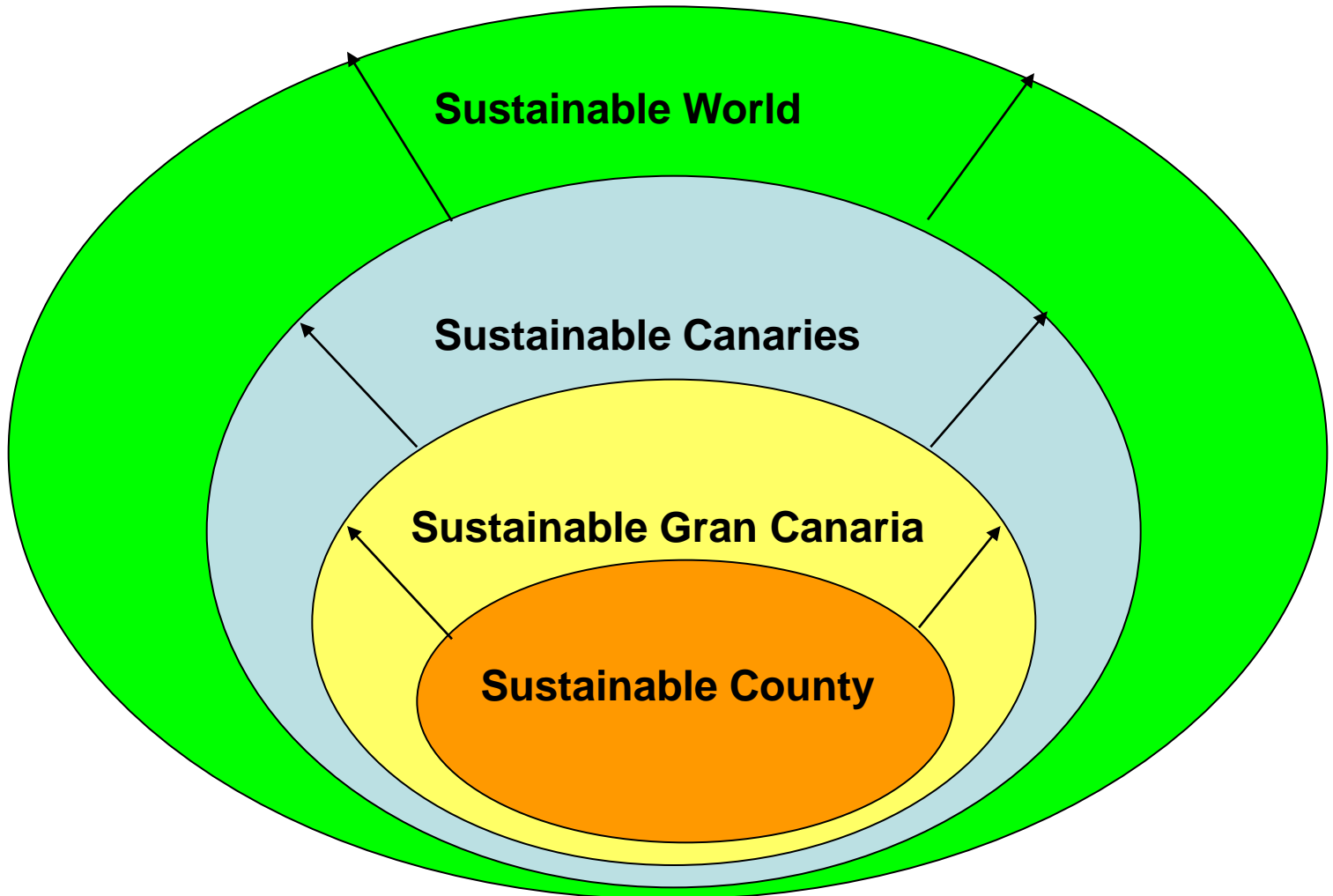


SUN

## Irrigation agriculture

- Tomates and vegetables
- Surface: 2000 Ha
- Water consumption: 6.000 m<sup>3</sup>/día

**The PLAN SURESTE SOSTENIBLE is a determined bet from its political leaders and citizens to achieve sustainable development in the county and throughout the Canaries to all the world**



**The Plan is a serious, feasible way to turn the South-East County, which in 30 years passed from a depressed situation to be one of the most developed region in the Canaries, into a global example of sustainable development.**



## **PANEL 4 : Complémentarités, échange d'information, coordination, mécanismes de suivi et autres aspects clefs pour améliorer la contribution de la coopération internationale à l'atteinte des objectifs liés à l'eau et à l'assainissement des OMD**

« L'Alliance Mondiale des Partenariats des Opérateurs de l'Eau :  
aide aux opérateurs de l'eau en Afrique »

Tomás López de Bufala

Alliance Mondiale des Partenariats des Opérateurs de l'Eau (GWOPA)  
Programme des Nations Unies pour les Établissements Humains (ONU-HABITAT)

### **RÉSUMÉ**

Depuis l'adoption en 2000 des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), des efforts ont été faits aux niveaux national et régional pour se concentrer sur le défi majeur de l'accroissement de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les pauvres. Des réformes en cours dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ont fourni des opportunités pour créer des services d'eau et d'assainissement plus efficaces, plus axés sur le consommateur et plus autonomes, dans différentes régions du monde. Cependant, les services de la plupart des pays en voie de développement continuent à faire face à d'énormes défis dans la satisfaction des demandes continuellement croissantes des populations en augmentation. Ils souffrent d'un nombre de faiblesses institutionnelles interdépendantes, incluant l'insuffisance de la couverture des coûts composée par une faible base de clients et une couverture physique limitée, les infrastructures physiques dilapidées, la proportion élevée d'eau non comptabilisée, le faible niveau des compétences du personnel, et de faibles relations avec le consommateur, entre autres.

Avec ces défis à l'esprit, en conformité avec le mandat du Secrétariat Général des Nations Unies établissant le Plan d'Action de Hashimoto, UN-HABITAT a initié un processus pour l'établissement d'une Alliance Mondiale des Partenariats des Opérateurs de l'Eau dont le siège est accueilli à Nairobi. Il est basé sur le principe que l'établissement de partenariats directs et effectifs et de réseautage entre les opérateurs aux niveaux global, régional, sous-régional et national, et la facilitation d'un processus "d'apprentissage par l'action" entre eux sont des pré-requis essentiels pour permettre aux acteurs principaux dans le secteur de jouer leur rôles cruciaux dans le défi qui consiste à atteindre l'approvisionnement en eau et en assainissement des OMD. Ainsi, les processus de l'Alliance Mondiale des Partenariats des Opérateurs de l'Eau (Alliance Mondiale des POE) sont basés sur des mécanismes qui permettent aux opérateurs de communiquer entre eux systématiquement, de partager leurs expériences et d'apprendre à partir des expériences des uns et des autres, pour le bénéfice de tous, sur une base non lucrative.

Nulle part plus qu'en Afrique, il y a nécessité d'améliorer la performance des opérateurs publics de l'eau. Les Partenariats des Opérateurs de l'Eau ont été reconnus par les services et par leurs partenaires comme une approche susceptible d'améliorer la performance des opérateurs publics en Afrique, et une étape essentielle dans le progrès croissant vers la réalisation des OMD liés aux services d'eau et assainissement sur le continent. Les progrès dans la réalisation des OMD ont été limités et les indicateurs du dernier Programme de Suivi conjoint OMS/UNICEF sur l'approvisionnement en eau et en assainissement (Mai 2008) indiquent que moins de la moitié des pays en Afrique sont en mesure d'atteindre les OMD liés à l'approvisionnement d'eau et d'assainissement. Soutenir ces faibles avancées et accélérer le progrès dans les pays en retard concernés dépendra largement des services publics responsables de l'approvisionnement de

services à plus de 90% des populations urbaines en croissance rapide. Il y a donc nécessité d'une attention plus soutenue, proportionnelle à l'importance du défi.

Conformément à son objectif d'initier et d'aider les initiatives actuelles des POE à travers le monde, l'Alliance Mondiale des Partenariats des Opérateurs de l'Eau, avec le Programme pour l'Eau et l'Assainissement-Afrique, a contribué à l'installation d'un programme de Partenariats des Opérateurs de l'Eau en Afrique, un programme commun avec l'Association Africaine de l'Eau et l'Association Internationale de l'Eau, région Est et Sud de l'Afrique. Une réunion de préparation très largement suivie fut tenue à Johannesburg en Avril 2007, et plus de 100 services ont participé à un exercice pratique de jumelage de services et d'échange d'expériences et d'expertise. Pour le moment, POE-Afrique a produit un plan de travail et est sur le point d'engager un responsable de programme chargé de diriger le jumelage des services et le programme de renforcement des capacités.

L'exposé donnera une vue d'ensemble de l'Alliance Mondiale des Partenariats des Opérateurs de l'Eau, incluant ses activités principales, ses principes de fonctionnement, et son programme d'aide pour le processus de POE-Afrique.

**Mots clés :** opérateurs, GWOPA, ONU-Habitat, Afrique, eau, assainissement, OMD

**UN**  **HABITAT**  
FOR A BETTER URBAN FUTURE

**Global Water Operators'  
Partnerships Alliance:  
Support to WOP-Africa**

**Presented by**

**Eng. Tomás López de Bufalá  
Global WOPs Alliance, UN-HABITAT**

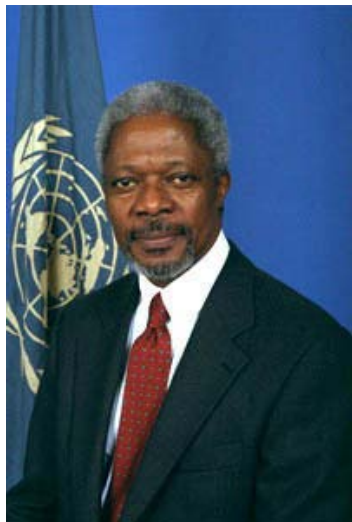
# The Challenge

- Globally, we are **off track for meeting the WSS MDGs**
- Urgent **need to accelerate progress**
- **Water Operators** are **key players**
- **Operators** have a wealth of expertise but **capacity is unequally shared**





# UN Secretary-General's Advisory Board on Water and Sanitation's Proposal for WOPs



- **UNSGAB on Water and Sanitation** established to advise on how to achieve the **Millennium Development Goals**
- Launch of **Hashimoto Action Plan** at WWF4 in Mexico 2006
- Proposal for global mechanism to promote **Water Operators Partnerships (WOPs)**
- in November 2006 UN Secretary General requested our Executive Director for **UN-HABITAT to lead the Global WOPs mechanism**



# Guiding Principles of GWOPA

- **Inclusiveness:** Utility-led, demand-driven, but involving all WSS sector stakeholders
- **Not for Profit:** recovery of direct costs only
- **Mutuality of benefit:** shall be used as an incentive for utility cooperation on non-profit basis



# Guiding Principles of GWOPA (continued)

- **Building a Culture of Solidarity:** shall also be used as an incentive for utility cooperation
- **No duplication of efforts:** Avoid duplication while seeking to support, complement, and enhance on-going partnerships
- **Learning from others/past experiences:** Learn from regional experience / successes and failures of the past; inter- and intra- regional exchange of experience
- **Fostering sustainable change:** build lasting positive change within water utilities using simple mechanisms that are progressively independent of external financial support
- **Fostering Accountability and transparency:** good governance principles

# Key Functions of GWOPA

- **Acting as a broker** for twinning and coordinating inter-regional exchange
- **Support for regional WOPs:** institutional & substantive guidance
- **Promoting exchange of experiences and best practices**
- **Knowledge management:** development & dissemination of capacity building tools



# Key Functions of GWOPA (Continued)

- Serving as a framework for **advocacy** and lobbying for water utilities at international, regional and national forums
- Providing a forum for **networking** and **convening** amongst utilities, donors and knowledge institutions
- Establishing a **web based platform** to facilitate sharing and exchange of lessons and experience

# Structure of GWOPA

- **Secretariat** – team hosted by UN-HABITAT
- **General Assembly** – all watsan sector stakeholders wishing to be members
- **Steering Committee** – a transparently selected advisory body, with majority membership of water utilities
- **Alliance Partners** – organizations collaborating with the Alliance substantively and/or financially



# Progress so far within GWOPA

- **Launch of Global WOPs Alliance** in Stockholm August 2007
- **Establishment of the Global WOPs Alliance Structure** (SC, GA)
- **Establishing and staffing the Secretariat** at UN-HABITAT headquarters
- **Mobilizing resources** for Global and Regional WOPs
- **Raising the profile of WOPs** worldwide
- **Initiating partnerships** with IWA, Cap-Net, IB-NET, Google



# Supporting the Regional WOPs Movement

- **Regional WOPs are flourishing** – platforms led by water utility associations and NGOs consortia, supported financially by development banks and bilateral donors
- **Established in** Latin America and the Caribbean, **Africa**, Asia, and the Arab region
- **Each has a different structure**, funding mechanism and home-grown flavor of its region
- **GWOPA helps them flourish**, and facilitates exchange between one another





# WOP-Africa



**Nowhere is the need to  
improve the performance  
of public water operators  
more compelling than in  
Africa**

# Global WOPs Alliance Support to WOP-Africa

**Global WOPs Alliance, with WSP-Africa, provides strong support for WOP-Africa**  
(Initially with Guidelines and the Action Plan)

- Convened **foundation Meeting in Johannesburg, April 2007**
  - Ninety-six (96) participants representing 70 water utilities from 30 countries across continent
  - established goals, vision, mission and priority themes
- **Formal Launching of WOP-Africa by AfWA and ESAR/IWA in February 2008** at the Bi-Annual AfWA Congress in Cotonou
- **Interim Steering Committee - GWOPA together with AfWA, ESAR-IWA, WSP, UN habitat, AfDB and two Utilities from each of the three sub-regions**
  - **Conducted** comprehensive **benchmarking** (over 100 utilities and regulatory agencies)
  - 3 sub-regional workshops (Kampala, Dakar and Maseru along 2008)
  - Preparation of **Strategic Business Plan 2009-2012** and funding **Project Proposal**
  - Operationalising an **independent WOP platform**
- **GWOPA will support the Programme Coordinator position and some Initial U2Us**

# Governance

## WOP AFRICA

The **WOP Africa Program** is a **utility-owned initiative and demand-driven**, run collaboratively by **AfWA** and the **ESAR-IWA**

The **Secretariat** will be based in **Rand Water**, a champion utility in Johannesburg, **led by a Programme Coordinator** (for planning, coordination and monitoring of WOP-Africa Program)

The **WOP-Africa** will be **governed by a Programme Committee** (to oversee and support Secretariat) **and Regional Council** (comprising key stakeholders; AfWA, *ESAR/IWA*, *AMCOW*, *AfDB*, *WaterAid*, *ANEW*, *UN-Habitat*, *WSP-WB* and majority of utilities).

# Priority Themes

## WOP AFRICA

### MANAGEMENT INFORMATION SYSTEMS

Monitoring and evaluation  
Performance assessment  
Benchmarking  
Continuous improvement



### SERVICE TO THE POOR

Pro-poor policies and strategies  
Financing  
Tariff issues  
(ensure sanitation focus)

WSS/MGDs roadmap a  
Long-term planning  
Financing

Human Resources  
Development  
Capacity building

Infrastructure  
development  
Asset management

Advocacy  
communication

Access to adequate  
sanitation

Water and sanitation  
services in small  
towns

# Specific Outcomes Foreseen

## WOP AFRICA

- **Operationally** and **Financially Robust**, with a **self-financing** and **long-term sustainable strategy**
- **Politically prominent** and **impactful** (AMCOW and national governments)
- **Substantively equipped** to assist African Water Operators to improve basic service provision

# Immediate Steps

## WOP AFRICA

- **Finalising** Staffing and Operationalising **Secretariat** in Rand Water, South Africa
- Finalising **benchmarking decision support systems** to facilitate efficient utility-to-utility peer support partnerships
- **Implement** priority **partnerships (U2Us)** facilitating the **participation of small utilities**
- Mechanisms for measuring **outcomes and progress** toward MDGs
- **Collaborate/partner with other regional WOPS**
- **Secure donor funding** to facilitate WOPS



# Thanks!

A close-up, high-speed photograph of a water droplet falling into a pool of water, creating a series of concentric ripples. The droplet is captured mid-fall, just above the point of impact, with a small splash of water below it. The background is a soft, out-of-focus blue.

Web: [www.unhabitat.org](http://www.unhabitat.org)  
Email: [tomas.lopez@unhabitat.org](mailto:tomas.lopez@unhabitat.org)



# INTERNATIONAL MEETING ON WATER IN AFRICA

LAS PALMAS

20 to 22 APRIL 2009

**THE AFRICAN WATER ASSOCIATION**

**DACRUZ Dominique**

**Deputy General Manager  
SODECI COTE D'IVOIRE**





# THE AFRICAN WATER ASSOCIATION

## OUTLINE OF THE PRESENTATION

**1) History**

**2) Objectives - Organs - Members - Partners**

**3) Actions, Role and Impact**



# THE AFRICAN WATER ASSOCIATION

## PRESENTATION OF THE AFRICAN WATER ASSOCIATION

### 1) History

Several managers of organizations involved in the African drinking water and sector decided in February 1980 to establish an Association known as:

#### **THE UNION OF AFRICAN WATER SUPPLIERS (U.A.W.S.)**

Côte d'Ivoire, Benin, Togo, Cameroon, Gabon, Ghana, Guinea, Upper Volta, Mali, Niger, Senegal, Liberia

In 2004 after the various institutional Reforms that took place in the water sector during the 90s in Africa, new bodies such as regulators, assets holding companies, sanitation utilities were brought to daylight and wanted to benefit from the various actions of AfWA and wanted to join the Institution. The Union of African Water suppliers changed objectives and name and was called

#### **THE AFRICAN WATER ASSOCIATION (AfWA)**

# THE REGIONAL VICE PRESIDENTS

## Zone North/Nord

Algerie, Egypt, Libya,  
Maroc, Sudan,  
Tunisie

## Zone West/Ouest

Benin, Burkina Faso,  
Cape Vert, Cote  
d'Ivoire, Gambia,  
Ghana, Guinee,  
Guinee Bissau,  
Liberia, Mali, Niger,  
Nigeria, Mauritanie,  
Senegal, Sierra  
Leone, Togo

## Zone East/Est

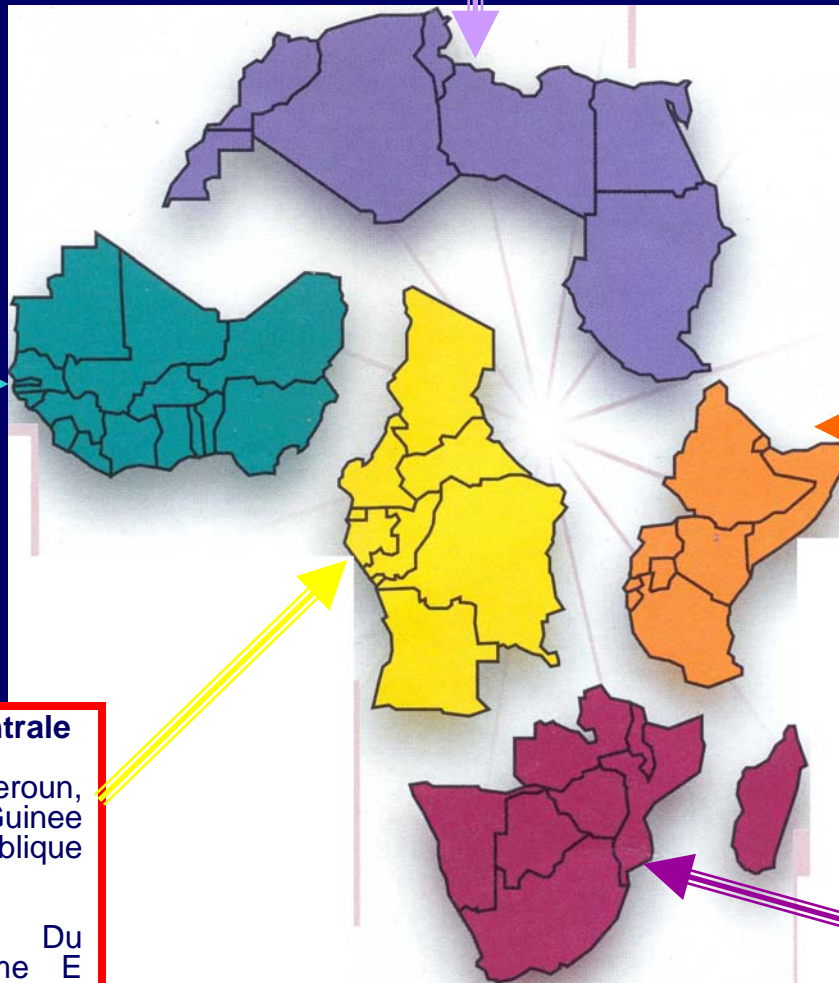
Burundi, Comores,  
Djibouti, Ethiopia,  
Eritrea, Kenya,  
Uganda, Rwanda,  
Seychelles, Somalia,  
Tanzania

## Zone Central/Centrale

Angola, Cameroun,  
Congo, Gabon, Guinee  
Equatoriale, Republique  
Centrafricaine,  
Republique  
Democratique Du  
Congo, Sao Tome E  
Principe, Tchad

## Zone South/Sud

South Africa, Botswana,  
Lesotho, Malawi,  
Mozambique, Namibia,  
Swaziland, Zambia,  
Zimbabwe, Mauritius,  
Madagascar





# THE AFRICAN WATER ASSOCIATION

## PRESENTATION OF THE AFRICAN WATER ASSOCIATION

### 2) Objectives - Organs - Members - Partners - Actions

#### THE OBJECTIVES

Coordinate the search for knowledge and up-date technical, legal, administrative, and economic data gathered in the area of Water Supply, Sanitation and the Environment;

Initiate, encourage and promote any actions of cooperation and exchange in professional training;

Foster permanent exchange of information in all areas related to water supply, sanitation and environment, particularly on research and implemented techniques;

Promote contacts, exchanges and cordial relationship among professionals of the sector in Africa and throughout the world. The Association organizes congresses, colloquia, seminars, workshops and technical sessions.

THE CONGRESS - THE GENERAL ASSEMBLY - THE EXECUTIVE BOARD  
THE SCIENTIFIC AND TECHNICAL COUNCIL - THE GENERAL SECRETARIAT  
THE COMMUNICATION UNIT

#### THE ORGANS

#### THE RESOURCES

They are essentially made of the contributions of the Members and, exceptionally, by gifts and subsidies.



# THE AFRICAN WATER ASSOCIATION

## THE CONGRESS

The next 15<sup>th</sup> INTERNATIONAL AFRICAN WATER & SANITATION CONGRESS of the African Water Association will be held in **KAMPALA UGANDA FROM THE 15<sup>TH</sup> TO 18<sup>TH</sup> MARCH 2010** hosted by NWSC of UGANDA and in collaboration with IWA



## THE MAIN THEME OF THE CONGRESS

**WATER AND SANITATION : What perspectives facing the Energy challenges and climate change ?"**



# THE AFRICAN WATER ASSOCIATION

## MEMBERSHIP CATEGORIES

### REGULAR MEMBERS

May become Regular Members agencies in African countries working for the production and supply of potable water and sanitation. From 18 members when it was established, the Association has today 90 Regular Members from 40 African countries.

### AFFILIATED MEMBERS

May become Affiliated Members, any agency or economic operator directly or indirectly involved in the potable water and sanitation sector in Africa. Affiliated Members comprise more than 60 companies and institutions from all the continents.

### INDIVIDUAL MEMBERS

Any individual directly or indirectly involved in the potable water and sanitation sector in Africa.

### HONORARY MEMBERS

Any individual or corporate bodies who have rendered distinguished services to the UNION and who, through their action, have contributed to the efficient achievement of its development.



# THE AFRICAN WATER ASSOCIATION

## PARTNERS

AfDB	African Development Bank.
UPDEA	Union of Electricity Producers and Conveyors in Africa
GRE AOC	Water and Sanitation Regional Group for West and Central Africa
WSP	Water and Sanitation Program World Bank
PMD	Partnership for Municipal Development
WB	World Bank
WBI	World Bank Institute
CWWA	Canadian Water and Sanitation Association
IWA	International Water Association
WWC	World Water Council
USAID	United State Agency for International Development
CDE	EU's Centre for the Development of ACP countries Enterprises
WHOS	World Health Organization
OIE	International Water Office
CCEA	Consultation Council for Water and Sanitation
GWP	Global Water Partnership
AFD	French Development Agency
UNESCO	Education Science and Culture

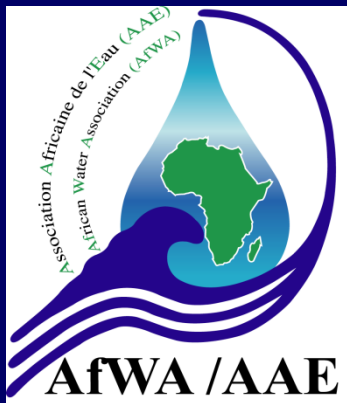


# THE AFRICAN WATER ASSOCIATION

## CHALLENGES AN KEY ISSUE OF COPERATION BETWEEN EUROPE AND AFRICA

- Relations donor / beneficiary must be change to political partnership. Because ⇒ dependence which increase lack of responsibility.
- Today Africa is considered as a new border with news goals by other partner than European countries like China, India, USA
- Underground of Africa is rich. The whole world is interested by this Wealth
- Africa is the theater of strategic challenges in particular in security such as terrorism .
- Africa risks to be hard impacted by the consequences of Climat change
- Unfortunately Europe remains for relationship with Africa on angelic and unrealistic values.
- dynamic win / win relationship between Europe and Africa





# THE AFRICAN WATER ASSOCIATION

## CHALLENGES AN KEY ISSUE OF COPERATION BETWEEN EUROPE AND AFRICA

- the civil society must be strong.
- Involvement of the civil society:
  1. Identification of needs by the CBO's
  2. Local project ownership
  3. Capacity building of the beneficiaries:
    - A/Sustainable access to water service of the poor
    - B/Increase awareness of costumers to pay water bill.
    - C/Improvement of their hygiene and their living environment
- Technology of production of drinking water according to the local context, cheaper, strong and with a simple maintenance
- Mobilize the local savings to finance the infrastructures of water and sanitation



# THE AFRICAN WATER ASSOCIATION

## CHALLENGES AN KEY ISSUE OF COPERATION BETWEEN EUROPE AND AFRICA

- Subsidy of the access by social connections
- Social tariff of service according to the incomes of the populations especially poor
- Improvement of gender
- Benchmarking
- AfwA a network of professional water sector in Africa



# THE AFRICAN WATER ASSOCIATION

## 3 - ACTIONS ROLE AND IMPACT

➤ **CAPACITY BUILDING** → **KEY TO PERFORMANCE**

- The African Water Association contributes to capacity building: technical meetings, seminars, workshops, congress, training session, networking of professionals and capacity building projects
- **Some current AfWA projects**



# THE AFRICAN WATER ASSOCIATION

## 3 - ACTIONS ROLE AND IMPACT

**1**

**Capacity building of AfWA for good Governance in water and sanitation utilities. Seminars and workshops with support from the Centre for the Development of Enterprise (CDE) , EU Dept. for ACP countries.**

**2**

**Capacity Building for the maintenance of water and sanitation utilities network. Five countries will receive a subsidy for the establishment of an efficient infrastructure maintenance approach of the water utilities and SME associated in subcontracting with the utilities. This project is fully supported by the Centre for the Development of Enterprise (CDE) , EU Dept. for ACP countries**

**3**

**Improving the management of water and sanitation utilities through the rational use of performance indicators. 4 countries and 8 utilities will be pilots in this project supported by AfDB.**



# THE AFRICAN WATER ASSOCIATION

## 3 - ACTIONS ROLE AND IMPACT

**4**

**Non Revenue Water (NRW) Capacity Building program. Large scale training of the executives and technicians of AfWA Corporate Members in mastering and controlling Non Revenue Water. Supported by World Bank (WBI) and Iwent Capacity Building**

**5**

**ISO TC/224 .Preparing the testing of the ISO/CD 24510-24511-24512 guidelines in Africa. These three guidelines are dedicated to customer Management, Water distribution operations, and Sanitation operations, for the use of utilities. The purposes of these guideline is to enhance the overall management performances of water and sanitation utilities despite the size or type (public or private) or ownership (central or local government)**

**6**

**Shadow Credit Rating Project: Development of a credit assessment tool that could securely match with the African water and sanitation utilities specificity to help them to get funds from the local market for infrastructure investments. Supported by World Bank (WSP).**



# THE AFRICAN WATER ASSOCIATION

## 3 - ACTIONS ROLE AND IMPACT

7

**AfWA has Signed a MoU with World Water Council (WWC)**

**The Partnership areas are:**

1. Organizing the Search for the financing of the infrastructures investments
2. Urban and rural sanitation
3. Better use of Capacity building program

8

**AfWA has Signed a MoU with the Partnership for Municipal Development (PDM)**

**The Partnership areas are**

1. Capitalization of experience exchange in the management of the water and sanitation sector and dissemination to local governments.
2. Contribution to the debate on water and sanitation policy



# THE AFRICAN WATER ASSOCIATION

## 3 - ACTIONS ROLE AND IMPACT

9

**AfWA has Signed a MoU with the International Water Association  
Cooperation will be accomplished by:**

1. At the institutional level, symmetrical, reciprocal arrangements for representation in each Association's governance structure.
2. Examining existing, respective programmes, projects or events of each Association for potential cooperative efforts and exchange of information.
3. Maintaining regular communication between leaders of the associations and developing avenues to promote dialogue amongst the associations' respective members that share similar expertise.
4. Searching for new programmes to develop cooperatively and share expertise, results, and programme benefits.



# THE AFRICAN WATER ASSOCIATION

## 3 - ACTIONS ROLE AND IMPACT

10

**African Water Academy:** The African Water Association is implementing a new training initiatives to enhance capacity building in the water sector. A specialized institute is about to be brought to day-light , the African Water Academy, will be established under the auspices of African Water Association. This African Water Academy will be a significant investment in the human capital of professionals and scientists working in the water sector and associated fields. Specifically, the African Water Academy shall offer specialized training in leadership and change management for water. Supported by the World Bank (WBI).

11

**Water Operator Partnership Africa (WOP Africa).** WOP AFRICA will support African countries in their efforts to achieve universal coverage for water and sanitation services with the MDGs as a common benchmark. WOP AFRICA is a program owned and driven by utilities and open to all stakeholders engaged in water and sanitation services. WOP AFRICA will foster the development and the improvements of WSS services through increased collaboration between water operators for advocacy, learning, networking and support partnerships among peers.





# THE AFRICAN WATER ASSOCIATION

## CONCLUSION

The African Water Association, always filled its task, which was to create a platform of reflexion between the water and sanitation utilities in Africa to improve the water service. But more than ever this need exists. With the problems of the achievement of the Millennium Development Goals, the AfWA has tripled its speed actions and position itself as the leading organization of the water and sanitation sector in Africa

The implementation of a partnership with Spanish cooperation is a tremendous opportunity to scale up actions in favour of improving performances of the water and sanitation sector.

So lets meet in KAMPALA in March 2010 at the AfWA International Water Congress to make an assessment of 2009 Work .

# THANK YOU



United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015

# **Rencontre Internationale sur l'Eau et la Coopération en Afrique 20-24 Avril 2009 Las Palmas de Gran Canaria, Espagne Conclusions and recommandations\***

## **Conclusions et recommandations\***

On estime qu'un million d'Africains meurent chaque année de maladies liées à l'assainissement, l'hygiène et l'eau de boisson. Approximativement 60% de la population Africaine n'a pas accès actuellement à un assainissement fiable. Par suite de la détérioration du secteur de l'eau et de l'assainissement, les pays Africains font face à des défis croissants, comme la rareté de l'eau, la désertification, la faim et la pauvreté.

Tous les participants à la rencontre ont admis que des progrès ont été réalisés à ce jour, mais que beaucoup reste à faire. Il y a encore beaucoup d'insuffisances qui doivent être relevées.

De nombreuses conférences et rencontres reconnaissent les défis majeurs qui interpellent le continent Africain, à savoir l'absence de compétence, de finance, de coordination et de volonté politique au niveau le plus élevé pour la mise en œuvre des décisions et des autres actions recommandées.

Tous les participants ont mis l'accent sur la surabondance des déclarations sur l'eau et l'assainissement et le faible niveau d'application. Les pays et les organisations présentes à la rencontre reconnaissent les nombreux engagements pris à ce jour, et le besoin de passer rapidement maintenant de la rhétorique à l'action, en direction de la mise en œuvre. Il y a un besoin urgent de renforcer les capacités pour transformer les engagements en pratiques, et assurer à la fois l'obligation de rendre compte et le suivi.

Les participants reconnaissent que les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ont donné une visibilité au problème de l'eau et de l'assainissement, contribuant à placer au sommet de l'agenda politique international la question de l'eau et l'assainissement, et lui accordant un caractère important d'urgence. Mais six ans avant d'atteindre la date limite de



United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015

2015, la recherche montre que le continent Africain dans l'ensemble va rater les objectifs fixés en matière d'eau et d'assainissement. Si les tendances actuelles persistent, l'Afrique atteindra l'objectif de l'eau en 2040 et l'objectif de l'assainissement en 2076. Des mesures très urgentes doivent être prises afin d'accélérer la mise en œuvre à tous les niveaux.

En outre, les participants ont déclaré que bien que la réalisation des OMD sur l'eau et l'assainissement serait une grande réussite, ce n'est pas assez. Il y a un besoin de garantir l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement. Autrement, la situation en Afrique persistera tant qu'un pourcentage important de la population -la plus pauvre et la plus vulnérable- est systématiquement exclue et discriminée.

## **Conclusions**

Les pays participants reconnaissent que, tandis que certains pays Africains sont à la traîne, de grands progrès ont été réalisés par d'autres ; ceux-ci ont été identifiés durant la rencontre.

Bien que des disparités nationales et régionales existent entre les pays Africains, les pays et les organisations nationales, régionales et internationales présents à la rencontre ont identifié les obstacles communs suivants à la mise en œuvre et aux défis auxquels fait face l'extension des services de l'eau et de l'assainissement en Afrique :

### ***La gouvernance de l'eau***

- L'absence de gouvernance de l'eau est reconnue comme l'une des causes majeures de la crise de l'eau et de l'assainissement, mais est encore perçue comme un concept abstrait par la plupart des parties prenantes.
- Il y a un besoin de réaliser un consensus et une systématisation du concept de gouvernance de l'eau et de ses éléments, afin de pouvoir mesurer le degré de bonne ou mauvaise gouvernance de l'eau aux niveaux national, régional et global.
- Plusieurs initiatives existantes destinées à améliorer la gouvernance de l'eau aux niveaux local, national, et régional doivent être aidées davantage pour faciliter l'application effective sur le long terme. L'adéquation de ces initiatives doit être mieux promue vis-à-vis des acteurs de la coopération internationale, pour faciliter une meilleure coordination des efforts, des priorités et des activités avec les pays partenaires.



United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015

### ***Le financement***

- Il y a un manque d'allocation budgétaire pour l'eau et l'assainissement en Afrique. Le financement a été reconnu par tous les pays comme un défi majeur à la réalisation de l'OMD de l'eau et de l'assainissement. L'engagement de ressources supplémentaires est donc nécessaire.
- La plupart des pays Africains sont très dépendants de l'Assistance Officielle au Développement (AOD) pour financer l'extension de leurs services d'eau et d'assainissement. L'AOD joue un rôle majeur à cause de l'importance qu'elle a en rapport avec le montant total du financement dans le secteur.
- La crise économique et financière internationale actuelle a des conséquences significatives sur le niveau de l'AOD allouée au secteur de l'eau et de l'assainissement, lequel est en train de diminuer globalement.
- Les disparités du niveau de revenus des populations des pays Africains empêchent l'application pratique de politiques de recouvrement des coûts, lesquelles ne devraient pas constituer en elles-mêmes le point essentiel des politiques de l'eau et de l'assainissement.
- Bien que des politiques/stratégies nationales de l'eau et de l'assainissement existent souvent, elles manquent de liens avec des stratégies de financement. De ce fait, les ministères des finances et de la planification ne sont pas impliqués dans le développement des budgets par le ministère de l'eau.

### ***Contrôle, information, suivi***

- La plupart des pays ont des difficultés à évaluer leur statut actuel concernant l'eau et l'assainissement.
- Il y a un manque de systèmes d'information, de contrôle, d'évaluation et de suivi pour la gestion des ressources en eau et des systèmes d'approvisionnement/assainissement.
- Les données et l'information nécessaires pour faire des prévisions et des calculs pour la gestion des ressources en eau et des systèmes, et la conception des politiques et des stratégies pour l'eau sont souvent obsolètes ou inexistantes.



United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015

- Des mécanismes de contrôle doivent être mis en place pour mesurer effectivement les progrès vers les objectifs en eau et en assainissement liés aux OMD, ainsi que pour collecter des données solides sur lesquelles développer des politiques nationales.
- Dans de nombreux cas, il n'y a pas de système de contrôle pour l'eau et l'assainissement. Là où cela existe, il n'y a pas de liaison correspondante avec les services concernés, comme le bureau national des statistiques, le service du budget, le système sanitaire, etc.
- Il est nécessaire d'augmenter la connaissance sur le secteur des dépenses en eau. Le contrôle a été reconnu comme un élément essentiel de l'évaluation de l'impact réel des investissements dans la réalisation des objectifs en eau.

### ***Compétence***

- Il y a un besoin en compétence plus grande à tous les niveaux (niveau du pays, niveau de la coopération internationale, etc.) afin d'opérationnaliser les engagements pris.
- Les ressources humaines bien formées sont rares ; il n'y a pas assez de personnel qualifié dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.
- La plupart des pays Africains cherchent à décentraliser les compétences en eau et en assainissement, mais les administrations locales n'ont pas de capacités suffisantes en financement et en ressources humaines
- Une quantité importante d'infrastructures pour l'eau et l'assainissement sont hors service à cause de l'absence d'entretien et de capacités de management

### ***Cadre institutionnel et légal***

- La faiblesse institutionnelle a été identifiée comme l'un des obstacles majeurs concernant l'application des politiques et des stratégies en eau et en assainissement dans la plupart des pays Africains.
- A cause de la nature transversale et multisectorielle de l'eau, la fragmentation des responsabilités liées à l'eau et le manque de coordination entre les différents acteurs et administrations est une situation courante.

- Certains pays ont un ministère responsable des ressources en eau, mais dans la plupart des pays il n'y a pas une telle centralisation, la responsabilité pour celle-ci étant souvent répartie entre différentes institutions.
- L'une des avancées majeures de ces dernières années a été la révision des cadres légaux, mais cela n'a pas encore été suivi par la mise en œuvre des compétences nécessaires.

### ***Partenariats et collaboration***

- Le partenariat avec des entreprises privées est l'approche la plus commune dans la majorité des pays Africains pour obtenir des fonds pour l'infrastructure et l'expertise pour un management efficace des systèmes de l'eau. Le partenariat avec les opérateurs publics est une option qui n'a pas été correctement explorée.
- En outre, la société civile n'est pas suffisamment impliquée dans les processus de prise de décision concernant l'eau et l'assainissement.
- La collaboration pour le management des ressources en eau transfrontalières implique non seulement la gestion et le partage de la ressource, mais aussi les bénéfices qui en découlent.

### ***Disponibilité des ressources en eau***

- Certains pays sont aussi confrontés au défi de la disponibilité très limitée des ressources en eau.

### ***Tendances démographiques***

- La plupart des pays Africains font l'expérience de taux rapides de croissance démographique et d'urbanisation non contrôlée.
- Les établissements urbains informels ont des besoins très urgents en rapport avec l'eau et l'assainissement.



United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015

### ***L'assainissement***

- L'extension des services d'assainissement est un défi plus complexe pour les gouvernements Africains que l'extension de l'accès à l'eau.
- Bien que l'assainissement revienne plus cher que de gérer les ressources financières, l'absence d'investissement fut mise en relief comme l'un des problèmes majeurs par tous les pays.
- Une conscience politique et une action concertées sont nécessaires immédiatement pour positionner avec précision la question de l'eau.

### ***La coopération internationale***

- Les pays Africains présents à la rencontre ont insisté sur le fait qu'il y a trop de barrières bureaucratiques aux processus de coopération.
- Les pays Africains ont également mis en relief l'actuel défi de la durabilité : l'entretien des services d'approvisionnement en eau et le transfert des technologies ne sont pas suffisamment pris en considération par la plupart des acteurs de la coopération.
- Ils ont aussi reconnu que, traditionnellement, la plupart des efforts de la coopération internationale dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique se sont concentrés sur les besoins les plus urgents et la distribution de solutions et de produits « clés en main ». A l'inverse, les mécanismes requis par la société au niveau local demandent à être autonomes -un point que n'a pas reçu suffisamment de considération par les pays donateurs. Il y a nécessité de présenter des projets de coopération d'une façon globale, impliquant les communautés locales, et de penser en termes de collaboration sur le long terme.
- Les priorités et les intérêts changeants des pays donateurs sont aussi des facteurs dans la détérioration de la situation de l'eau et de l'assainissement, car ils rendent l'aide imprévisible et empêchent la perspective d'une collaboration sur le long terme.



United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015

Le cas de la coopération Espagnole en matière d'eau et d'assainissement en Afrique fut spécialement traité et les questions suivantes ont été posées :

- La coopération Espagnole augmente progressivement son intérêt et son engagement en Afrique, particulièrement en Afrique sub-saharienne.
- La coopération Espagnole accorde une grande signification au management durable des ressources en eau et a accordé une importance particulière à la question de l'eau et de l'assainissement dans son planning et sa stratégie de coopération pour la période 2009-2012, avec l'objectif de promouvoir le droit humain à l'eau et d'améliorer l'accès à l'eau et à un assainissement de base, tout en garantissant la durabilité environnementale.
- L'une des conséquences majeures de l'importance accordée à l'eau et à l'assainissement au sein de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) a été la création d'un Département sectoriel spécifiquement dévolu à cette question.



## **Recommandations**

Les recommandations suivantes ont été faites à la suite des conclusions de la rencontre :

- Les actions de plaidoyer devraient viser les leaders politiques et sociaux à différents niveaux pour gagner leur engagement et leur aide active à la cause de l'eau et de l'assainissement.
- Il est nécessaire d'investir dans des efforts pour générer une vision et un cadre communs et partagés parmi les parties prenantes sur les questions importantes où le consensus n'est pas encore réalisé, par exemple le concept de gouvernance de l'eau ou le droit humain à l'eau.

### ***La gouvernance de l'eau***

- Créer et fournir des outils pour améliorer et mesurer objectivement la gouvernance de l'eau aux niveaux national, régional et global.
- Inclure l'intégration de l'aide aux pauvres et du genre dans la gouvernance de l'eau. Établir et améliorer des actions spécifiques de suivi pour ces groupes. En particulier, l'accès à l'eau et à l'assainissement pour les très pauvres doit être mieux ciblé.

### ***Budget, financement et investissement***

- Le dégagement de ressources supplémentaires pour permettre la mise en œuvre est nécessaire immédiatement avec des niveaux d'investissement proportionnels aux défis qui s'annoncent.
- Plaider afin d'obtenir l'aide pour l'eau et l'assainissement en Afrique à tous les niveaux afin de mobiliser les ressources nécessaires.
- Fournir des outils pour augmenter la connaissance de la dépense sectorielle en eau.
- Au niveau national, affecter une ligne budgétaire spéciale pour améliorer l'assainissement et l'accès à l'eau de boisson potable, y compris dans les zones rurales.



United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015

- Les gouvernements doivent donner la priorité adéquate au financement de l'eau et de l'assainissement dans leurs plans nationaux et augmenter le profit de l'eau et de l'assainissement dans les Documents de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et autres processus pertinents en rapport.
- Les budgets nationaux doivent être utilisés pour lever les contraintes non-structurelles (contraintes institutionnelles, contraintes financières, contraintes en ressources humaines, etc.).

### ***Contrôle, information, suivi***

- Allouer plus de ressources (financières, techniques, etc.) aux systèmes de contrôle, d'information et de suivi.
- Développer et/ou améliorer le contrôle de l'eau et de l'assainissement, l'information et les systèmes de rapports pour suivre les progrès des engagements à tous les niveaux, et faciliter l'information et le partage des données entre toutes les parties (coopération internationale, gouvernements nationaux, société civile, etc.).
- Faciliter la création de plates-formes pour l'échange d'expériences. Faciliter aussi la collecte, l'analyse et le partage de bonnes pratiques et des leçons apprises afin d'améliorer la coopération multilatérale et horizontale à tous les niveaux (entre les acteurs de la coopération internationale, les pays eux-mêmes, et entre les organisations de la société civile, etc.).
- Au niveau global, entreprendre des efforts pour harmoniser les activités existantes de contrôle et de rapports dans le secteur de l'eau et de l'assainissement afin d'augmenter leur efficacité.
- Augmenter l'aide au rôle dirigeant d'AMCOW pour établir une feuille de route régionale pour suivre, contrôler et rapporter les progrès en conformité avec les stratégies nationales.



United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015

- Au niveau national, développer et renforcer les outils de contrôle pour faciliter l'action des gouvernements et autres parties prenantes, et pour amener à la cohérence avec les mécanismes globaux.
- S'assurer que les ministères Africains et les autorités sont suffisamment informés et ont accès à une information complète sur l'eau et l'assainissement
- Impliquer les autres secteurs, (secteur de la santé, etc.) dans la sensibilisation, l'information et les activités de contrôle de l'eau et de l'assainissement.

### ***Capacité***

- Donner une priorité plus importante au développement des capacités, aussi bien dans les stratégies d'assistance au pays que dans les mécanismes de financement du secteur de l'eau.
- Le renforcement des ressources humaines, partage du savoir, et capacité de contrôle et de management devrait avoir la priorité au niveau national et chez les donateurs internationaux.
- Investir dans la capacité des ressources humaines se spécialisant dans les différents aspects de l'extension des services de l'eau et de l'assainissement, leur mise en fonction et leur entretien.

### ***Cadre institutionnel et légal***

- Les responsabilités institutionnelles doivent être mieux précisées et coordonnées.
- Créer une institution unique de direction en charge de la coordination interministérielle pour les questions liées à l'eau et à l'assainissement (financement, management du secteur) responsable au plus haut niveau.
- Renforcer les cadres institutionnel et légal pour garantir aux citoyens et aux fournisseurs qu'ils sont également protégés, en particulier que l'accès soit assuré aux segments de la population les plus vulnérables et le plus dans le besoin.



United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015

### ***Partenariat et collaboration***

- Explorer plus et renforcer les partenariats public-privé. Les opérateurs publics manifestent souvent la même valable expertise que les compagnies privées dans la fourniture des services de l'eau et d'assainissement, la gestion de ces systèmes, et le recouvrement des frais. Étant des organisations sans but lucratif, ils manifestent aussi un grand potentiel à fournir les services aux plus pauvres.
- Renforcer davantage les partenariats internationaux pour le management des eaux transfrontalières et pour accroître la prise de conscience parmi les politiciens, les décideurs, la société civile, etc., sur l'importance du partage, non seulement de la ressource, mais aussi des bénéfices dérivant du management intégré et partagé du bassin (ex. gestion des risques, protection des écosystèmes, questions de la sécurité de l'eau, énergie hydraulique, etc.)
- Identifier les synergies potentielles entre les programmes et les initiatives existants et combiner les efforts pour accroître leur efficacité.
- Renforcer la collaboration régionale entre les pays Africains pour faciliter le partage du savoir, construire sur les initiatives et les efforts existants, renforcer les mécanismes existants et identifier les duplications et les écarts potentiels pour accélérer le changement.

### ***Disponibilité des ressources en eau***

- Faire un meilleur usage des ressources en eau existantes et prendre en considération l'intégration, dans la législation nationale, des recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé sur la réutilisation sécurisée des eaux usées et de l'eau dans l'agriculture.



United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015

### ***Coopération internationale***

- Se mettre en conformité et assurer la mise en œuvre de la Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide. Prendre en compte les recommandations incluses dans la dernière évaluation de la mise en œuvre, en particulier en ce qui concerne les aspects suivants :
  - Propriété du pays
  - Renforcement des mécanismes de responsabilité réciproque
  - Simplification et standardisation des processus et des procédures administratives pour la coopération. Les pays donateurs devraient harmoniser et garantir une approche commune dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Cette démarche serait facilitée par la création d'un fonds fiduciaire pour l'eau et l'assainissement semblable au fonds fiduciaire de la Malaria.
  - Promouvoir davantage la cohérence et la coordination entre les acteurs de la coopération internationale
  - Assurer l'alignement de l'aide au développement avec les stratégies nationales.
- Mobiliser des ressources financières et techniques supplémentaires pour aider l'accès à l'eau de boisson potable et à l'assainissement afin de compléter les efforts faits par les gouvernements nationaux.
- Augmenter l'aide aux efforts Africains, fournir une assistance financière et technique pour la promotion de l'eau et l'assainissement.
- Explorer et renforcer de nouvelles formes de coopération, en particulier pour aider l'accès à l'eau de boisson potable et à l'assainissement dans les zones rurales. Parmi elle, une coopération décentralisée entre les autorités locales de différents pays pourrait être renforcée et accompagnée par le renforcement des capacités.
- Garantir la durabilité du projet en passant de la simple attribution de fonds et/ou d'infrastructures à une approche globale. L'investissement dans la fourniture



United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015

d'infrastructures d'approvisionnement en eau doit être accordé à ceux qui vont les entretenir ; d'où vont venir les ressources financières, personnelles et institutionnelles pour le faire, et si elles ont besoin d'être renforcées. L'effort de coopération internationale doit être maintenu jusqu'à ce que le projet acquière la crédibilité et la durabilité par lui-même. Cela exige une coordination supplémentaire avec le pays partenaire.

- A cause de la nature du secteur de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire d'évoluer d'approches sur le court terme vers des collaborations sur le long terme. Celles-ci encouragent une aide plus stable et plus prévisible de la coopération internationale, laquelle en retour facilite la planification et la mise en œuvre sur le long terme.

### ***Zones de non consensus***

- Bien que tous les participants reconnaissent la durabilité de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement comme des besoins humains fondamentaux, tous ne reconnaissent pas l'eau comme un droit humain fondamental. Cette question fut hautement discutée, suggérant un besoin pour alimenter une meilleure compréhension de ce que le droit humain à l'eau signifie exactement, et quelle valeur ajoutée cela donnerait de le reconnaître en relation avec la crise actuelle de l'eau et de l'assainissement ;

\* Les opinions exprimées dans ce document sont celles des participants et ne reflètent donc pas nécessairement les opinions du Secrétariat des Nations Unies, de l'Office des Nations Unies pour l'Aide à la Décennie Internationale d'Action (UNO-IFdA) « L'Eau, Source de Vie » 2005-2015 ou de Casa Africa

Les dénominations employées et la présentation du matériel dans cette publication n'impliquent pas l'expression de quelque opinion que ce soit de la part du Secrétariat des Nations Unies ou de l'Office des Nations Unies pour l'Aide à la Décennie Internationale d'Action « L'Eau, Source de Vie » (UNO-IFdA) 2005-2015 concernant tout statut légal de tout pays, territoire, ville ou région ou de ses autorités, ou concernant la délimitation de ses frontières ou limites.



United Nations Office to Support the  
International Decade for Action  
'Water for Life' 2005-2015